



Un espoir pour le Golfe ?

Les grandes puissances paraissent enfin décidées à un effort commun afin de mettre un terme au plus sanglant conflit qu'ait jamais connu le Proche-Orient : la guerre entre l'Irak et l'Iran, déjà vieille de près de huit ans. A l'issue de plusieurs mois de tractations, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU - les Etats-Unis, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France - ont présenté, le mardi 23 juin, un projet de résolution « exigeant un cessez-le-feu immédiat ».

A première vue, ce texte - qui doit maintenant être discuté par les dix autres membres du Conseil - est d'une extrême prudence et ne tranche guère sur les précédents appels au cessez-le-feu déjà lancés par les Nations unies. Outre l'arrêt des combats, le Conseil enjoint aux belligérants de se retirer sur les frontières internationales, de procéder à un échange des prisonniers et de « coopérer avec le secrétaire général dans la recherche d'un règlement juste et honorable ».

Si cette modération dans le ton avait pour objet de ne pas heurter l'Irak, qui s'est jusqu'à présent opposé à toutes les démarches de l'ONU, c'est raté : avant même d'en avoir pris connaissance, Téhéran a rejeté le document du Conseil. Pour la République islamique, la recherche de la paix est illusoire tant que la communauté internationale ne désignera pas nommément l'Irak comme l'agresseur et l'initiateur de la guerre.

Faut-il donc considérer cette démarche comme d'ores et déjà condamnée à rester lettre morte ? A vrai dire, le projet du Conseil est un peu plus loin que les précédentes résolutions : il prévoit que pour- rait être envisagée des « mesures supplémentaires », en clair des sanctions, si les belligérants ne déposaient pas les armes. La menace est cependant très vague, et la seule « sanction » sérieuse imaginable ne pourrait être qu'un embargo sur les livraisons d'armes. Les précédents prouvent que c'est une mesure facile à contourner.

Il y a pourtant un nouveau et important facteur dans l'initiative du Conseil. C'est la première fois que Washington et Moscou semblent vraiment déterminés à l'appuyer de tout leur poids et à agir de concert, pour mettre un terme à un conflit qui n'a jamais obéi à l'antagonisme Est-Ouest : ni les Etats-Unis ni l'URSS ne souhaitent la victoire de l'un des deux adversaires, surtout pas celle de l'Irak.

Les risques actuels d'embrasement de la région du Golfe ne sont évidemment pas étrangers aux préoccupations des Deux Grands. Américains et Soviétiques craignent que la « guerre des pétroliers » ne s'étende et tiennent également à la liberté de navigation dans le Golfe. En outre, on fait pression sur l'Irak - car c'est bien de cela qu'il s'agit - ils poursuivent d'autres objectifs : les Etats-Unis veulent redorer leur blason dans le monde arabe après le scandale de l'« Irangate », et l'URSS revenir en force sur la scène proche-orientale.

Reste à savoir si cette convergence d'intérêts pourra s'étendre à d'autres problèmes, et notamment faciliter la préparation d'une conférence internationale destinée, cette fois, à rechercher la paix entre Arabes et Israéliens.

Echec des négociations avec le président Chun

L'opposition sud-coréenne va durcir son mouvement

Le président Chun Doo Hwan a reçu, le mercredi 24 juin, M. Kim Young Sam, dirigeant du principal parti de l'opposition, mais cette rencontre s'est soldée par un échec.

Les étudiants ont annoncé l'organisation d'une nouvelle « marche de protestation » pour vendredi. L'opposition au président Chun va durcir son mouvement pour obtenir l'organisation d'un référendum constitutionnel.

« Nous n'avons d'autre choix que de poursuivre le combat par des moyens pacifiques », a déclaré un porte-parole de M. Kim Young Sam à l'issue de l'entretien de trois heures accordé par le chef de l'Etat au dirigeant de l'opposition. M. Chun a proposé une reprise immédiate du débat parlementaire sur la réforme électorale exigée par l'opposition.

Mais M. Kim Young Sam a déclaré, après la rencontre, que la reprise de ce débat serait une perte de temps et qu'il souhaitait l'organisation d'un référendum constitutionnel.

M. Chun aurait pris bonne note de deux revendications de l'opposition : la libération de quelque trois mille détenus et la levée de l'assignation à résidence de M. Kim Dae Jung, laquelle pourrait intervenir rapidement.

Mais il n'a pas voulu s'engager au fond avant d'en discuter avec son successeur désigné, M. Roh Tae Woo. M. Kim Young Sam - qui avait rendu visite, plus tôt dans la matinée, à M. Kim Dae Jung - a jugé que les négociations étaient « rompues ».

(Lire page 6 le reportage de notre envoyé spécial PHILIPPE PONS.)

La coopération militaire Paris-Bonn

Paradoxes franco-allemands

Selon un sondage le Parisien CSA, 60 % des Français seraient favorables à la création d'une brigade intégrée franco-allemande. Mais peut-il y avoir une défense commune sans une diplomatie commune et sans la même vision de l'avenir d'une Allemagne divisée ?

par Daniel Vernet

L'idée de créer une brigade franco-allemande possède, au-delà des difficultés qui risquent d'en retarder la mise en œuvre, une charge symbolique qu'il ne faut pas sous-estimer. Le principe de base de la communauté économique européenne veut pour la défense : à n'y aura pas de défense européenne sans une étroite coopération entre la France et la RFA, qui dépassent les liens tissés depuis des années entre les officiers et les hommes de troupe des deux armées.

Mais les conditions dans lesquelles cette idée a été lancée jettent quelques doutes sur sa portée pratique véritable. Le chancelier Kohl a fait sa proposition au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une réunion de son parti où la dis-

cussion sur les questions de sécurité semble avoir été d'une tout autre ampleur. Cette brigade franco-allemande que le chef du gouvernement de Bonn appelle de ses vœux n'est-elle qu'un succédané pour un projet beaucoup plus ambitieux permettant à la France d'étendre à l'Allemagne fédérale sa garantie nucléaire ? N'est-elle qu'un pilon contre-feu à la proposition de l'ancien chancelier Schmidt d'une véritable intégration des forces conventionnelles françaises et allemandes ?

Plutôt qu'un embryon de cette défense européenne de nouveau à l'ordre du jour des chancelleries depuis que M. Mikhail Gorbatchev a lancé son offensive de désarmement en Europe occidentale, l'idée d'une brigade franco-allemande ne serait-elle pas le signe des incertitudes, voire du désarroi du gouvernement de Bonn, déboussolé par l'option double zéro (1), les propositions du Kremlin et la précipitation des Américains ?

(1) Suppression des missiles de portée intermédiaire entre 500 et 500 kilomètres.

(Lire la suite page 3.)

L'ENQUETE : Il y a vingt-cinq ans, l'arrivée des pieds-noirs et des harkis

S'intégrer au « bled » français

C'est par un rassemblement monstre, à Nice, le jeudi 25 au dimanche 28 juin, que des dizaines de milliers de pieds-noirs, mais aussi des Français musulmans, commémoreront leur départ, il y a un quart de siècle, d'une Algérie s'acheminant vers son indépendance. Depuis lors, ces rapatriés ont connu en métropole des fortunes diverses.

RIANS (Var)

de notre envoyé spécial

Le département du Var n'a connu pas que son nom, qu'il ne mérite plus depuis que la région de Grasse, où coule ce petit fleuve, a été rattachée, sous Napoléon III, au nou-

veau département des Alpes-Maritimes. De même, la réputation d'insouciance prospère que lui vaut sa façade azurée laisse ignorer son intérieur, à des années-lumière de la côte quant aux mœurs ou à l'économie. Ici, c'est vraiment le bled, ou, comme on dit dans le Midi, la *pacoule*. Près d'Antibes, certains hameaux ou fermes n'ont l'électricité que depuis cinq ans et n'ont toujours pas l'eau courante.

Aux confins de quatre départements (voir carte page 12) qui se partagent ce coin oublié de Haute-Provence, Riens, chef-lieu de canton varois, est typique de ce terroir où les hommes sont à la fois plus traditionnels dans leur façon de vivre et plus à gauche dans l'histoire que leurs compatriotes du littoral.

416875 candidats à l'examen

Deux bacheliers sur trois ne réussissent pas à l'université

416875 lycéens passent en ce moment les épreuves du baccalauréat. Les deux tiers environ seront reçus et pourront aspirer à faire des études supérieures. Avec quelles chances de succès ? Un étudiant seulement sur trois franchit actuellement le cap du premier cycle universitaire. Et les chances de réussir dépendent largement de la section et des notes du bac. La situation est particulièrement difficile pour les titulaires d'un baccalauréat technologique.



Lire page 36 l'article de Frédéric Gausson, « Le piège de l'université ».

Le ministre de la santé fait le bilan de la lutte contre le SIDA

Michèle Barzach, la dame de cœur

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, a présenté, au conseil des ministres du 24 juin, un bilan de l'action menée en matière de lutte contre le SIDA. Le premier ministre a rendu hommage à la politique « exemplaire » conduite, en ce domaine, par M^{me} Barzach. Cette politique « ambitieuse, active et courageuse », a permis de ramener à ses justes proportions « ce qui est au début, mais non une catastrophe planétaire et de relativiser un débat qui avait pris un tour polémique ».

La scène se déroule à bord d'un Boeing 747 en route vers la Guyane, pendant la campagne des législatives de mars 1986. Jacques Chirac, maire de Paris, et Michèle Barzach, déléguée nationale du RPR pour les relations sociales, sont assis au premier rang. Au cours du vol, Jacques Chirac se lève, vient se pencher au-dessus du siège d'un hiérarque paléo-gauliste qui accompagne la délégation et lui glisse à l'oreille : « Il faudrait que vous aidiez M^{me} Barzach à préparer son

texte. Je l'ai chargée de s'adresser aux femmes gyanaises. Et d'ajouter, dans un souffle résigné : « Je m'attends au pire ».

L'examen sera réussi. Brillamment. Quelques semaines plus tard, les élections gagnées, lorsqu'il s'agit de nommer un ministre de la santé, Jacques Toubon, parrain en politique de Michèle Barzach, hésite à pousser trop en avant sa protégée : « Elle ne milite que depuis un an et demi à peine. Etiez-vous bien sûr ? » « On la prend », tranche Jacques Chirac après une nuit de réflexion.

Et depuis, quelle révélation ! La petite gynécologue de quartier, surgie comme un météore parmi les notables gaullistes circonspects, est devenue la coqueluche des magazines et des émissions chics. Dans la forêt des langues de bois, elle est le seul ministre qui parle cœur - et bon cœur dans la griserie générale. Ce n'est pas tout. Aux questions de mercredi à l'Assemblée, frère mais vaillante, elle renvoie ferme les balles à ses attaquants léninistes. Bref, le RPR, ravi, se

découvre une Simone Veil bis. Un investissement d'avenir.

Imprévisible destin ! L'application de la loi du chapitre « santé » de la plate-forme RPR-UDF (sageur rédigée par une certaine Michèle Barzach), dont elle s'était fait une spécialité, n'aurait sans doute pas suffi à la propulser à la « une ».

Mais la vie se charge parfois de subvertir les plates-formes politiques. L'irruption du SIDA sur la scène politique, en propulsant le petit chaperon rouge face au grand méchant loup Jean-Marie Le Pen, lui a offert le grand combat de son ministère. Alain Juppé, qui l'avait prise sous son aile lors des travaux de la rédaction de la plate-forme, se déclare « bluffé » par le savoir-faire médiatique de cette débutante. Une revanche pour elle ? Allons donc ! A peine quelques menues satisfactions.

Quand j'avais expliqué à Chirac que j'étais psychanalyste, il avait sauté au plafond, me répondant que lui n'y croyait pas du tout.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 10.)

DURAS

LAVIE MATERIELLE

Un vol 60 F

P.O.L.

Débats

COLLECTIVITÉS LOCALES

Comme chaque année, dans quelques jours, sera rendu public le rapport de la Cour des comptes. C'est le moment de mettre en garde, estime Christophe Perron, contre le projet de loi qui conduit à rénover les pouvoirs des chambres régionales des comptes. Rémy Prud'homme demande, lui, qu'on garantisse davantage la clarté et la sincérité des comptes locaux.

Le droit contre la gestion ?

Les règles ne garantissent pas le contrôle des collectivités locales par le citoyen ou par la nation

LES dépenses des collectivités territoriales (communes, départements, régions, syndicats de communes) s'élèvent maintenant à près de 500 milliards de francs annuellement. C'est presque la moitié de ce que dépense l'Etat. Or, si l'on préfère, le tiers des dépenses publiques.

Ces déboursments s'effectuent selon des règles précises, complexes, anciennes. C'est ainsi, par exemple, que les collectivités doivent préparer des budgets annuels, présenter leurs comptes dans des nomenclatures bien définies (par les célèbres circulaires M11, M12 et M51) et déposer tous leurs fonds au seul Trésor.

L'idée reçue est que ces règles, conçues pour l'essentiel au dix-neuvième siècle, à une époque où le rôle des collectivités territoriales était bien plus modeste, ne sont pas adaptées aux nécessités d'aujourd'hui. Elles assurent, concède-t-on généralement, le contrôle des fonds managés par les collectivités territoriales, mais elles sont un obstacle dirimant à la bonne gestion de nos collectivités.

Un colloque récemment organisé sur ce thème à l'université Paris-Dauphine (1) amène à réviser et même à renverser complètement ce jugement. La conclusion que je retire des débats est que les règles

par RÉMY PRUD'HOMME (*) de la comptabilité publique et du droit budgétaire n'empêchent pas une gestion efficace des collectivités territoriales, mais qu'elles sont en revanche impuissantes à assurer un contrôle satisfaisant de cette gestion.

Les règles n'empêchent pas les maires ou les présidents de conseils généraux ou régionaux qui le veulent vraiment de gérer efficacement leurs collectivités. Rien ne s'oppose à la planification pluriannuelle des recettes et des dépenses : la preuve en est que certaines collectivités, comme Paris, pratiquent une telle planification. Rien ne s'oppose à la mise en œuvre d'une comptabilité analytique (c'est-à-dire au calcul des coûts) et à la gestion par objectifs (avec centre de coûts, budgets de moyens et contrôle des résultats) : on en trouve des exemples à Metz, Orléans ou Angers. Rien ne s'oppose à une gestion serrée de la trésorerie : c'est ce que montrent les cas de la région Lorraine ou du département de la Loire. Rien enfin ne s'oppose aux démunitions, ou plus exactement à un recours plus large aux prestations du secteur privé : nombreuses sont les municipalités, de Nîmes à Rennes en passant par Paris, qui ont emprunté cette voie.

Les règles budgétaires et comptables apparaissent ainsi autant comme une excuse ou un alibi que comme un obstacle insurmontable. N'en va-t-il pas toujours ainsi d'ailleurs ? La règle des trois unités et la contrainte de l'alexandrin n'ont pas empêché Racine d'écrire *Phèdre*. Cela ne veut pas dire, bien au contraire, que certaines règles ne pourraient pas être améliorées. Mais il est illusoire de penser que l'abandon des règles qui s'imposent aux collectivités locales ou leur remplacement par des règles nouvelles pourraient, comme par miracle, améliorer la gestion de ces collectivités. La bonne gestion est affaire d'intelligence et de courage, pas de recettes ou de règles toutes faites.

Où passe l'argent ?

Après la bonne nouvelle, voici la mauvaise nouvelle : les règles ne garantissent pas le contrôle des collectivités locales par le citoyen ou par la nation. C'était leur fonction originelle. Elle est de moins en moins bien remplie.

On dira que les citoyens votent tous les six ans, et peuvent ne pas réélire ceux dont ils n'apprécient pas la gestion. Heureusement ! Mais il faut bien dire que la façon dont les comptes des collectivités territoriales sont présentés ne permet absolument pas aux citoyens et même aux élus de l'opposition de savoir où passe l'argent de leurs impôts : la prolifération des satellites, le vague de certains libellés (« prestations »), la multiplication des opérations d'ordre, jettent un brouillard épais sur les dépenses locales. Le gestionnaire s'y retrouve. Pas l'électeur.

C'est peut-être d'ailleurs ce qui explique l'étrange paradoxe suivant. Plus les collectivités territoriales ont un rôle important dans les affaires locales, et plus les élections locales se font sur des critères nationaux. Il y a vingt ans, lorsque communes et départements ne étaient pas grand-chose, les citoyens mettaient à leur tête les candidats qui leur apparaissent de bons gestionnaires ; maintenant que ces collectivités dépendent 500 milliards par an, les citoyens mettent à leur tête les candidats de leur parti préféré.

Il faut se demander si les règles ne pourraient pas être améliorées pour garantir davantage de clarté, de lisibilité, de sincérité des comptes locaux, et mieux éclairer le choix du citoyen. Ne faudrait-il pas faire pour les collectivités territoriales ce que la Commission des opérations de Bourse fait pour les entreprises ?

Le contrôle de la nation, c'est-à-dire celui de l'Etat et des juges, n'est pas moins important. Il est en crise. Il a été renforcé en théorie mais affaibli en pratique par la juridictionnalisation introduite par les lois de décentralisation. Les élus se plaignent tout haut du contrôle des chambres régionales des comptes (par comptables interposés) ; et les magistrats de ces chambres se plaignent tout bas de ne pas pouvoir intervenir davantage.

L'enjeu du contrôle est pourtant considérable. Il y a, en effet, lieu de penser que la fraude sur fonds locaux n'est pas négligeable, et plus importante que la fraude sur fonds nationaux. Bien entendu, la grande majorité des élus locaux sont irréprochables. Mais la petite minorité suffit, de l'avis de beaucoup d'observateurs, à faire de la fraude locale la principale source de financement des partis politiques.

Si les règles de la comptabilité publique et du droit budgétaire doivent être modifiées, ce n'est sans doute pas principalement pour favoriser l'efficacité de la gestion des collectivités territoriales, c'est surtout pour améliorer le contrôle de cette gestion.

(1) Ce colloque a été organisé par le professeur Teyssie, l'Association des maires de France, mais le point de vue exprimé ici n'engage que son auteur.

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

La revanche du « monstre froid »

Où le vieux démon centralisateur se réveille sous la forme d'un projet de loi

par CHRISTOPHE PERRON (*)

LA centralisation — c'est-à-dire la mainmise de l'Etat, ce « monstre froid », selon la fameuse expression de Nietzsche, sur tous les pouvoirs politiques et administratifs — n'est pas une invention de l'Empire napoléonien, comme l'a si bien montré Tocqueville dans *l'Ancien Régime et la Révolution* : c'est une composante de fond des mœurs politiques françaises, un vieux démon, commun à la monarchie et à la République, qui a tôt fait de déceler dans les particularités locales autant de « particularismes », et dans les velléités d'autonomie une atteinte à son omnipotence. Les conséquences de la centralisation parisienne sont pourtant des plus fâcheuses.

La réforme législative engagée à partir de 1982, et au premier chef la loi du 2 mars 1982, marque un tournant dans l'histoire des institutions politiques françaises : les voix du pays semblent enfin entendues, l'Etat se dépeuple d'une partie de ses pouvoirs, il confie aux collectivités locales, érigées en personnes responsables, des compétences qu'il détenait jusqu'alors sans partage dans les domaines-clés de l'éducation, de la santé, de l'urbanisme...

La tutelle est abolie ; des responsabilités décisives pour l'avenir du pays sont mises entre les mains des communes, des départements et des régions, qui n'entendent plus, toutes tendances confondues, en être dépossédées. Mais qui sera le garant du bon usage de ces nouveaux pouvoirs ?

De même que l'autolimitation de l'Etat — le respect du droit et l'emploi régulier des fonds publics — est garantie par l'indépendance de deux hautes juridictions, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes, de même est-il décidé au niveau local de renforcer le rôle du juge administratif.

COURRIER DES LECTEURS

La gaffe de Reagan

En mettant M. Gorbatchev au « défi d'abattre le mur » de Berlin (le Monde du 13 juin), le président Reagan a perdu une occasion de se faire le mur qui divise l'ancienne capitale du Reich méritait bien d'être surmonté le « mur de la bêtise », il ne doit pas être l'enjeu de sarcasmes entre les Deux Grands.

M. Reagan a bêtisé ! oublié sa propre rhétorique lorsqu'il dénonçait la mainmise de Moscou sur ses satellites. Avec le discours de Berlin, il vient de cautionner la mainmise de l'URSS sur la République démocratique allemande. En insinuant ainsi que la « question allemande » peut se régler au-dessus de la tête des Allemands, M. Reagan offre une occasion — inespérée — à M. Gorbatchev de ne pas relever ce « défi » au nom même de la non-ingérence.

BEN CRAMER
Chercheur au CIPRES
(Centre interdisciplinaire de recherches sur la politique et les études stratégiques).

Le respect du sacré

J'ai trouvé dans le Monde du 13 juin un article signé Claude Sarrault qui m'a profondément blessé. L'auteur y tourne en dérision l'attitude de Jean-Paul II concernant la titularité de la chaire de théologie catholique à Essen, et il tourne en dérision la foi catholique relative au mystère de l'Incarnation.

Je n'ai aucune prétention à des connaissances théologiques poussées. Comme des millions de catholiques de par le monde, je suis une baptisée qui, au cours des ans d'une vie déjà longue, a pu méditer (je pourrais presque employer le terme « savourer ») l'extraordinaire histoire d'amour débutant par l'Incarnation du Verbe de Dieu dans le sein de la Vierge Marie, pour s'achever par sa mort sur la croix, et se parachever en sa résurrection.

Nous vivons, nous chrétiens, dans la contemplation de ces mystères, et nous y puisons le fondement de notre espérance. Là est notre foi que par millions nous exprimons dans le Credo.

Toute chose sacrée est à respecter, qu'elle soit hindoue, juive, musulmane, catholique... Serait-ce trop demander à votre journal d'y veiller ?

M. JOIN-LAMBERT (Paris).

tratif, dont l'intervention contentieuse se substitue à la tutelle du préfet, et de créer de nouvelles juridictions, les chambres régionales des comptes, qui, à l'instar de la Cour des comptes, ont pour mission de veiller au bon usage des fonds publics locaux, en un mot de protéger les deniers des administrés-contribuables, en remplissant une double mission : la vérification juridictionnelle des comptes établis par les comptables publics locaux et le contrôle a posteriori de la gestion des collectivités locales, mission qui vise à éclairer leurs responsables sur les conséquences, notamment financières, des actes qu'ils prennent en toute liberté. Est également confiée aux chambres régionales des comptes, en matière budgétaire, une mission de conseil, qui constitue une étape de concertation dans la procédure mise en place pour pallier les défaillances éventuelles des collectivités locales, autrefois résolues dans le cadre de la tutelle : défaut de vote ou déséquilibre du budget, déficit d'exécution important, non-inscription de dépenses obligatoires.

Or ces nouvelles juridictions, nécessaires à l'équilibre de la décentralisation, sont menacées. A la faveur de la conjoncture politique, le vieux démon de la centralisation se réveille.

La réalité est tout autre : peut-on croire que l'Etat, qui s'est engagé à transférer aux collectivités locales une partie des ressources nécessaires à l'exercice de leurs nouvelles compétences, acceptera longtemps, face à l'explosion de leurs dépenses, à l'accroissement de la pression fiscale, de payer sans discussion ni contrôle ? Il est à craindre que le vide laissé par l'effacement du magistrat soit investi, plus vite qu'on ne le pense, par l'administration de l'Etat, les armées parisiennes et les états-majors locaux attendent, en rongant leur frein, la fin de la vague décentralisatrice, qui les a paralysés sans entamer leurs forces.

Si les chambres régionales des comptes ont commis quelques maladresses de jeunesse en exerçant trop de longue et de résider leur tâche de contrôle, comptez sur la « vieille maison », la Cour des comptes, qui en est le juge d'appel, pour les rappeler à plus de modération et de retenue. Mais ne brisez pas, messieurs les ministres, messieurs les parlementaires, une institution qui est l'un des piliers de l'édifice de la décentralisation. L'Etat local peut se débarrasser d'une juridiction ; il ne pourra se débarrasser de la tendance centralisatrice qui habite l'Etat. Le coup porté contre les chambres régionales des comptes marque peut-être la fin de l'ère « révolutionnaire » des lois de décentralisation, le retour à l'« ancien régime », la revanche du monstre froid.

(*) Ancien élève de l'ENA, membre de l'Association des magistrats des chambres régionales des comptes.

Les traits de la bonhomie

Il paraît tout d'abord sous la forme d'un projet de loi gouvernemental qui conduit à rétablir la tutelle financière sur les communes de moins de 2 000 habitants, c'est-à-dire 80 % des communes françaises, en ne confiant aux chambres régionales des comptes qu'un simple pouvoir d'évocation des décisions purement administratives qui seraient prises à l'égard de ces communes. Subtilement, ce projet s'appuie sur les mouvements d'humeur manifestés ici ou là par quelques maires à l'encontre des remarques faites sur leur gestion par les chambres régionales des comptes. Ces reproches, quelquefois occasionnés par la rigueur encore trop abrupte de jeunes juridictions, sont souvent sans fondement ; mais tant il est vrai qu'on peut toujours trouver des accommodements avec le ciel, voire étouffer certaines affaires gênantes, dans un régime de tutelle, c'est-à-dire de relations de subordination.

(*) Ancien élève de l'ENA, membre de l'Association des magistrats des chambres régionales des comptes.

OCDE Publications

Vient de Paraître :
PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE N° 41
Etude semestrielle qui présente les tendances et les prévisions concernant l'évolution de la production, de l'emploi, des prix et des balances des paiements courants au cours des dix-huit prochains mois. Ces prévisions sont fondées sur l'analyse de la situation de chaque pays Membre, compte tenu des incidences de l'évolution internationale sur chacun d'eux.
F 70 ... ex.
Abonnement (N° 41 et N° 42 de décembre 1987) : F 130 ... ab.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES. STATISTIQUES RÉTROSPECTIVES 1980-1985
F 60 ... ex.

LES SYSTÈMES DE FINANCEMENTS DES CRÉDITS À L'EXPORTATION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE. Troisième édition
Les conditions de financement jouent un rôle important dans la concurrence que se livrent les fabricants de biens d'équipement. En décrivant les systèmes officiels de financement des exportations et d'assurance-crédit cette publication permet de comparer les dispositifs en place dans les pays Membres de l'OCDE, principaux fournisseurs de crédits et d'assurance-crédit à l'exportation. On y trouvera reproduit dans son intégralité, pour la première fois, le texte de l'arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, qui fera mieux comprendre les divers aspects du financement des crédits à l'exportation.
F 110 ... ex.

LES CONSOMMATEURS ET L'ASSURANCE-VIE. Rapport du Comité de l'OCDE sur la politique à l'égard des consommateurs
F 60 ... ex.

POLITIQUE DE LA CONCURRENCE ET LES ENTREPRISES COMMUNES
F 65 ... ex.

POLITIQUE DE LA CONCURRENCE DANS LES PAYS DE L'OCDE 1984-1986
F 95 ... ex.

Série PIC "Politiques d'information, d'informatique et de communications" :
N° 12 - TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
F 95 ... ex.

N° 13 - LES TENDANCES DU CHANGEMENT DES POLITIQUES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
F 125 ... ex.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE 1987 et supplément : gratuits ... ex.

Prière de compléter et de découper cette annonce à envoyer, avec votre carte de visite, à l'adresse suivante :

OCDE
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
Service des Publications
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPUB 68872 F
Tél. MONDIPUB 68873 F
Tél. MONDIPUB 68874 F
Tél. MONDIPUB 68875 F
Tél. MONDIPUB 68876 F
Tél. MONDIPUB 68877 F
Tél. MONDIPUB 68878 F
Tél. MONDIPUB 68879 F
Tél. MONDIPUB 68880 F
Tél. MONDIPUB 68881 F
Tél. MONDIPUB 68882 F
Tél. MONDIPUB 68883 F
Tél. MONDIPUB 68884 F
Tél. MONDIPUB 68885 F
Tél. MONDIPUB 68886 F
Tél. MONDIPUB 68887 F
Tél. MONDIPUB 68888 F
Tél. MONDIPUB 68889 F
Tél. MONDIPUB 68890 F
Tél. MONDIPUB 68891 F
Tél. MONDIPUB 68892 F
Tél. MONDIPUB 68893 F
Tél. MONDIPUB 68894 F
Tél. MONDIPUB 68895 F
Tél. MONDIPUB 68896 F
Tél. MONDIPUB 68897 F
Tél. MONDIPUB 68898 F
Tél. MONDIPUB 68899 F
Tél. MONDIPUB 68900 F

Abonnés : 354 F 672 F 954 F 1 280 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 630 F
ÉTRANGER (par mandat)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 099 F 1 386 F
IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 886 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à renvoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez adresser l'indication d'écriture tout les autres propos en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tape: LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél. MONDIPUB 68872 F
Tél. MONDIPUB 68873 F
Tél. MONDIPUB 68874 F
Tél. MONDIPUB 68875 F
Tél. MONDIPUB 68876 F
Tél. MONDIPUB 68877 F
Tél. MONDIPUB 68878 F
Tél. MONDIPUB 68879 F
Tél. MONDIPUB 68880 F
Tél. MONDIPUB 68881 F
Tél. MONDIPUB 68882 F
Tél. MONDIPUB 68883 F
Tél. MONDIPUB 68884 F
Tél. MONDIPUB 68885 F
Tél. MONDIPUB 68886 F
Tél. MONDIPUB 68887 F
Tél. MONDIPUB 68888 F
Tél. MONDIPUB 68889 F
Tél. MONDIPUB 68890 F
Tél. MONDIPUB 68891 F
Tél. MONDIPUB 68892 F
Tél. MONDIPUB 68893 F
Tél. MONDIPUB 68894 F
Tél. MONDIPUB 68895 F
Tél. MONDIPUB 68896 F
Tél. MONDIPUB 68897 F
Tél. MONDIPUB 68898 F
Tél. MONDIPUB 68899 F
Tél. MONDIPUB 68900 F

Etranger

Le Monde • Jeudi 25 juin 1987 3

La coopération militaire Paris-Bonn

Paradoxes franco-allemands

(Suite de la première page.)

L'acceptation officielle de la double option zéro par le chancelier Kohl après des semaines d'hésitation n'a pas mis fin aux débats de la coalition sur le pouvoir à Bonn ni de sa principale composante chrétienne-démocrate. M. Strauss, président des chrétiens sociaux bavarois, vient encore de qualifier de « stupidité » la suppression des missiles à plus courte portée, objet de la deuxième option zéro, et sa position est partagée, mezza voce, par la droite de la CDU si ce n'est par le ministre de la Défense lui-même. Les orientations sont connues et pas spécifiquement allemandes : découplage de l'Europe, découplage Europe-Etats-Unis, abandon de la stratégie de la riposte flexible qui requiert de laisser la RFA directement exposée aux pressions soviétiques.

Le gouvernement de Bonn pouvait-il résister dès lors que M. Reagan, soucieux de terminer sa présidence sur un accord de désarmement avec l'URSS, acceptait d'entrer dans le jeu de M. Gorbatchev ? Certains ministres ouest-allemands faisaient de la croix qui comptait sur l'appui de la France et de la Grande-Bretagne. M. Thatcher ayant emboîté le pas au président américain et M. Mitterrand ayant fini par donner du bout des lèvres sa bénédiction à une évolution qui lui paraissait inéluctable, la RFA isolée se serait retrouvée dans une situation intenable.

Cette thèse fait bon marché des divisions du gouvernement de Bonn, des prises de position de M. Genscher, ministre des affaires étrangères, très favorables à la double option zéro et de la pression de l'opinion publique ouest-allemande prompt à voir dans toute proposition soviétique un gage de paix. Mais elle en dit long sur les malentendus qui persistent entre Bonn et Paris malgré les innombrables visites ministérielles et les protestations d'entente cordiale.

Les interrogations allemandes sur la politique française sont un peu plus constantes quand elles mettent en évidence certaines contradictions. Ainsi, nos voisins s'amusent-ils de voir les hommes politiques français qui, au nom de la sacro-sainte indépendance, jetaient naguère un regard suspicieux sur la protection nucléaire américaine, s'inquiéter du risque de découplage qui laisserait l'Europe sans défense face à l'URSS, ou des mêmes partisans de représailles massives, fondement de la doctrine de la dissuasion du faible au fort, regretter que la destruction des fusées à moyenne portée rende peu crédible une riposte graduée.

C'est qu'ils en disent officiellement, les dirigeants allemands sont aussi agacés par l'entêtement de Paris à refuser de proclamer clairement que la défense de la France commence sur l'Elbe. Et les circonvolutions de M. Chirac distinguant entre le sécurité qui commence sur l'Elbe et la survie qui se joue sur le Rhin ne sont pas faites pour le rassurer. De même succède des deux parties n'est véritablement écho quand il s'agit de la garantie nucléaire : les dirigeants français affirment que l'extension du parapluie à la RFA n'est

pas une question à l'ordre du jour parce que les Allemands ne la demandent pas ; mais le gouvernement de Bonn ne la demande pas par résignation plus que par conviction, car il sait trop que Paris n'est pas encore en mesure de répondre positivement.

Les dirigeants chrétiens-démocrates qui n'exercent pas de fonctions ministérielles n'ont pas les mêmes pudeurs et, au moment même où M. Kohl proposait sa brigade franco-allemande, M. Dreger, président du groupe CDU au Bundestag, réclamait l'extension de la dissuasion nucléaire française à la RFA : la France manifesterait ainsi avec éclat le communisme de valeurs et de destin qui la lie à la partie démocratique de l'Allemagne. Au-delà des principes, cette revendication n'est pas exempte d'arrière-pensées : ce faisant, la RFA ne veut pas se placer en position de choix entre la France et les Etats-Unis, entre une défense européenne et la garantie américaine, mais bien plutôt amener la France à se rapprocher du commandement militaire intégré de l'OTAN, l'autre bled étant une participation de la France à la « défense de l'avenir ».

Le « découplage des opinions »

Il reste qu'il ne saurait y avoir de défense commune franco-allemande sans politique extérieure vraiment commune, sans une analyse identique des menaces et une vision partagée des objectifs. Nous sommes encore loin du compte... Joseph Roven, un des militants de la première heure de la réconciliation franco-allemande, parle même d'un « découplage des opinions ». En effet, les Allemands ne sont pas insensibles aux sirènes de M. Gorbatchev et se demandent comment « aider » le numéro un soviétique dans sa tentative de moderniser son pays, comme si cette entreprise n'avait pas pour but d'accroître la puissance de l'URSS mais de l'entourer alors que les Français, dirigeants et opinion confondus, sont beaucoup plus réservés sur la « restructuration » à l'honneur à Moscou.

Cette bienveillance relative n'est pas le fruit d'un aveuglement idéologique mais la conséquence des réalités géopolitiques : la RFA a une frontière commune avec le bloc soviétique et n'oublie pas que la clé du destin du peuple allemand, dans son ensemble, se trouve aussi et peut-être d'abord au Kremlin, sans parler des liens économiques et culturels qui unissent traditionnellement l'Allemagne à ses voisins orientaux.

Qu'on le veuille ou non, qu'on le taise par discrétion ou qu'on le proclame comme une bonne mesure, la question allemande ne saurait être occultée. « La question allemande reste ouverte », ce postulat n'est pas seulement le leitmotiv des discours dominicaux de quelques nostalgiques de la Grande Allemagne, inscrit dans la loi fondamentale de la RFA, il réapparaît régulièrement depuis quarante ans, chaque fois que les gouvernements de Bonn sont placés devant des choix vitaux.

La discussion sur la double option zéro et les propositions de désarmement de Gorbatchev, dont une des finalités — comme l'installation des SS-20 sous Brejnev — est la déstabilisation de la République fédérale, lui ont donné une nouvelle actualité et pas seulement, comme des dirigeants allemands voudraient le laisser croire, dans les milieux politiques et journalistiques de quelques voisins de l'Est comme de l'Ouest, trop enclins à se faire peur en agitant le spectre de la réunification.

Rappeler que « la question allemande reste ouverte », ce n'est pas affirmer que la réunification de l'Allemagne est à l'ordre du jour, c'est dire que la division de Berlin et de l'Allemagne n'est pas le dernier mot de l'histoire.

Ce refus de la division de l'Allemagne, donc de l'Europe, ne devrait pas choquer les Français imbus de gauchisme, même si un social-démocrate comme M. Karlsson Voligt, spécialiste des problèmes de défense au SPD, peut rapprocher la France d'être favorable au « désarmement de l'Est » dans la rhétorique, mais pour le maintien du statu quo en Europe, dans la pratique.

Il ne suffit pas pour se rassurer d'invoquer l'impossibilité pour tout dirigeant soviétique soucieux de son pouvoir de « lâcher » la RDA, ou les choix constants des dirigeants de Bonn dans les moments cruciaux de leur histoire en faveur de l'intégration européenne et occidentale au prix souvent d'une aggravation de la division de l'Allemagne, ou encore l'impénétration profonde des jeunes générations ouest-allemandes par les valeurs de la démocratie. La question allemande ne se pose plus dans les termes d'il y a vingt ans et ne se résume pas à la réunification. Ce qui compte pour beaucoup d'Allemands de l'Ouest, c'est la fin non de la « division », mais de la « séparation » ; pour citer Theo Sommer, rédacteur en chef de Die Zeit, ce n'est pas l'unité de l'Allemagne mais une perméabilité de la frontière entre les deux Etats allemands qui permette des rapports normaux entre les Allemands des deux côtés du mur.

Ces termes-là définissent aussi la « carte allemande » que M. Gorbatchev, s'il est aussi habile que ses premiers pas diplomatiques le laissent à penser, pourrait jouer tôt ou tard. La tentation sera d'autant plus forte pour les Allemands qu'ils auront le sentiment d'être incompris de leurs alliés les plus proches. La dérive sera d'autant plus réelle que la spécificité allemande n'aura pas été prise en charge par leurs partenaires européens.

Pour que la réconciliation avec l'Allemagne ait un sens et un avenir, la France se doit d'aider ses voisins à penser la question allemande plutôt que d'entretenir une crainte confuse. Il ne s'agit plus comme dans les années 50, au temps du projet mort-né de Communauté européenne de défense, de savoir si l'on a peur de l'Allemagne, mais d'éviter le courage d'assumer avec elle son destin de nation partagée.

DANIEL VERNET.

M. Chirac : tout ce qui renforce les liens entre les deux pays va dans le bon sens

M. Jacques Chirac, interrogé, le mardi 23 juin, au cours du journal de la mi-journée sur TF1, sur la proposition de formation d'une unité militaire franco-allemande, faite par le chancelier allemand, Helmut Kohl, a déclaré qu'« on peut appeler cela un gadget ou un symbole », mais qu'« il faut bien comprendre que l'Europe a besoin de renforcer sa défense et la cohésion de sa défense ». « L'Europe », a dit le premier ministre, « compte tenu des difficultés qu'elle connaît dans tous les domaines, doit être, en particulier, articulée sur un renforcement permanent des rapports franco-allemands. C'est la conviction du chancelier Kohl, que je connais bien, qui est mon ami, et c'est la même ».

Pour M. Chirac, « tout ce qui peut donner un signe dans ce sens est important » et « tout ce qui renforce les liens franco-allemands va

dans le bon sens pour l'Europe de demain ». Le premier ministre a nié toute opposition, à ce sujet, entre lui-même et M. Michel Debré, qui a pourtant condamné la proposition de M. Kohl.

De son côté, M. Giscard d'Estaing a estimé mardi que « ce serait une erreur de laisser les premières initiatives allemandes sans réponse » et a exprimé le souhait que la réponse apportée par la France soit « positive ». Il a indiqué sur Europe 1 qu'il considérait cette expérience comme « souhaitable », précisant qu'il était pour sa part favorable à la création d'une unité avec un fort emploi d'indisciplinés. D'une part, a-t-il souligné, parce que de telles unités sont « utilisées dans la bataille très vite », et, d'autre part, en raison du projet d'hélicoptère de combat franco-allemand, qu'il espère voir se réaliser.

M. Giscard d'Estaing, qui préside la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a rappelé que le « problème central, c'est d'ancrer l'Allemagne fédérale à l'Europe, car le jour où elle dériverait — je n'y crois pas, a-t-il précisé — on se trouverait dans une situation totalement différente. Il n'y aurait plus de Communauté européenne et la France se trouverait en première ligne ». La création d'une brigade franco-allemande, « qui serait sans doute, dans un premier temps, sous commandement français », a ajouté l'ancien chef de l'Etat, « fera de toute façon apparaître un certain nombre de problèmes », dont celui de sa protection nucléaire.

M. Pierre Messmer, le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a estimé mardi que la proposition du chancelier Kohl était « une idée jetée en l'air » et non pas « un projet ». « Cette proposition mérite qu'on s'interroge sur les intentions du chancelier Kohl », a-t-il déclaré lors de son point de presse hebdomadaire : « On peut imaginer qu'il y ait une sorte de geste symbolique et peut-être une sorte de geste d'essai qui permettrait de créer d'autres unités de même type ». « Quand on est militaire, on a un patron qui vous commande. On est obligé de poser le problème du commandement. Moi, je dis que c'est le patron », a-t-il exclaimé l'ancien premier ministre.

Six Français sur dix favorables à l'idée d'une brigade commune

Selon un sondage le Parisien-CSA (1), 60 % des Français interrogés sont favorables à la création éventuelle d'une brigade franco-allemande, mais ils ne sont plus que 53 % à souhaiter que cette unité militaire soit la première étape vers la fusion des armées française et ouest-allemande. En revanche, 71 % des Français interrogés souhaitent la création prochaine d'une armée regroupant l'ensemble des pays de la Communauté européenne.

Ce sont les communistes qui sont les plus réticents (40 % seulement y sont favorables) à l'idée d'une brigade franco-allemande, et chez les écologistes une majorité relative (46 %) se dégage contre ce renforcement de la coopération militaire. D'autre part, ce sont les jeunes (entre dix-huit et vingt-quatre ans), c'est-à-dire ceux qui sont en âge de servir sous les drapeaux, qui donnent les plus mauvais (46 %) contre (42 %) devant la perspective d'une fusion des armées française et ouest-allemande.

Les électeurs de l'UDF se répartissent (à raison de 57 %) les plus favorables à l'idée d'une armée européenne, suivis par ceux du PS (50 %) et du Front national (75 %). Les électeurs du RPR sont (avec 63 %) les plus réservés à cette éventualité. Ce sont les plus de soixante-cinq ans qui y sont le plus ostensiblement favorables.

(1) Sondage réalisé le 22 juin auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif (par la méthode des quotas) de la population française de plus de dix-huit ans.

Le premier ministre des Pays-Bas à Paris

M. Lubbers veut lutter contre l'inertie et l'indécision européennes

M. Ruud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas, devait rejoindre La Haye, le mercredi 24 juin, après une visite de travail de deux jours à Paris, au cours de laquelle il a en des entretiens avec M. Jacques Chirac, Jean-Bernard Raimond et André Giraud.

Les premiers ministres français et néerlandais ont souhaité que l'Europe ne cède pas à l'inertie et à l'indécision et que le prochain sommet de Bruxelles soit tourné vers l'avenir. « Nous ne devons pas penser au court terme en perdant de vue les enjeux structurels de l'intégration européenne à plus long terme », a déclaré M. Ruud Lubbers, au cours du dîner offert par M. Jacques Chirac au premier jour de sa visite officielle à Paris.

M. Chirac s'est réjoui de « partager avec les Pays-Bas le même attachement aux principes de la politique agricole commune, le même désir d'adapter cette politique aux conditions des marchés, la même volonté de fixer un niveau de ressources communautaires garantis à la fois la continuité des politiques communes sans mettre en cause les équilibres financiers de l'Europe ». Le chef du gouvernement français a, d'autre part, remercié M. Lubbers pour son rôle de médiation dans l'affaire Greenpeace.

M. Lubbers a, de son côté, souhaité la réunification de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), dont les Pays-Bas prennent le 1^{er} juillet, la présidence pour un an. « Une identification des intérêts occidentaux en matière de sécurité et une harmonisation des positions de l'Europe occidentale sont indispensables au renforcement de l'alliance atlantique et au dialogue transatlantique », a-t-il déclaré.

La négociation sur les euromissiles

Moscou dénonce les exigences « stupides » de Washington

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, et son collègue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, se rencontreront probablement à Washington les 10 et 11 juillet pour tenter d'aplanir les divergences substantielles sur le problème des missiles de portée intermédiaire, a déclaré le mardi 23 juin un responsable américain. Ce responsable, qui a requis l'anonymat, a précisé que les Etats-Unis avaient proposé à l'URSS deux séries de dates pour cette rencontre, les 5 et 6 juillet et les 10 et 11 juillet. Moscou a rejeté la première proposition mais paraît favorable à la seconde, a-t-on ajouté de même source. — (AFP.)

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a manifesté une nouvelle fois son agacement devant ce qu'il considère comme les « attentements » de l'Occident face à ses propositions de réduction des armements. Parlant le mardi 23 juin devant les deux mille trois cents délégués au Congrès mondial des femmes réuni au Kremlin, le chef du PC soviétique a accusé les Etats-Unis de formuler « de nouvelles exigences allant à l'encontre du principe de sécurité égale », des exigences que l'agence l'ass a qualifiées pour sa part de « stupides ».

Parmi celles-ci, l'ass cite en premier lieu l'idée envisagée par Washington de transformer les Pershing-2, qui ont une portée supérieure à 1 000 kilomètres, en missiles à plus court rayon d'action. Il y a aussi le problème du calendrier. Les Américains estiment que les Soviétiques, en raison de leur supériorité en armes à moyenne portée, doivent commencer les premiers. L'ass critique également le projet de déplacement en Alaska d'un des bases aériennes de l'Extrême-Orient soviétique — des cent ogives de missiles à portée moyenne que chacun des deux pays aurait le droit de conserver à la fin du processus.

Il y a enfin le casse-tête des soixante-douze Pershing-1 A de l'armée ouest-allemande dotés de têtes nucléaires appartenant aux Etats-Unis et que ceux-ci refusent de faire entrer dans le champ des négociations. Si tous ces obstacles étaient levés, un traité sur les armes à moyenne portée en Europe pourrait être conclu « d'ici à l'automne » et signé à la prochaine rencontre au sommet soviéto-américain, affirme l'agence soviétique.

Pacifisme et féminisme

Le Congrès mondial de femmes, prévu pour durer cinq jours, est apparu d'emblée davantage dominé par les revendications pacifistes et antimilitaristes que par le combat féministe, soulève d'ordre étant : « En avant vers l'an 2000 sans armes nucléaires ! Pour la paix, l'égalité et le développement ! »

En s'adressant à ses auditrices, M. Gorbatchev a fait l'éloge du rôle des femmes dans la société contemporaine. Il a parlé de leur « générosité » et de leur « chaleur cordiale », ajoutant qu'« aucun Etat n'a fait pour la femme avant 1917 ce que la moitié de ce que le pouvoir soviétique a accompli pour elle dès les premiers mois de son existence ».

Les femmes soviétiques sont, souvent favorables au secrétaire général, les mères de famille surtout, en raison de sa vigoureuse campagne contre l'alcoolisme. Mais elles éprouvent quelques doutes sur la réalité des bienfaits que l'Etat est censé leur apporter. M^{me} Valentina Terechkova, la première femme cosmonaute, avait ainsi révélé en janvier, avant son remplacement à la tête du Comité des femmes soviétiques, que 70 % des femmes employées dans l'industrie métallurgique occupaient la tranche des plus bas salaires et que 1,3 % seulement d'entre elles étaient à des postes de direction. M^{me} Terechkova avait ajouté que la plus grande partie du travail manuel à la campagne est accompli par des femmes.

DOMINIQUE D'HOMERES.

L'HISTOIRE

Un numéro spécial à ne pas manquer

LES ANNEES DE GAULLE: 1958-1974

PRESENTATION: Jean-Noël Jeanneney et Jean Lacouture

LE GRAND BOND EN AVANT par Antoine Prost

LES FRANCAIS ET DE GAULLE par Michel Winock

OBJECTIF N° 1: TUEUR DE GAULLE par Jacques Delarue

LA CONQUÊTE ATOMIQUE par Sany Cohen

MAI-68 par Patrick Roiman

LE DIVORCE DE GAULLE-POMPIDOU par Philippe Bouchard

1963: LA GREVE DES MINEURS par Hélène Coulonjou

L'ABANDON DES HARKIS par Guy Perville

VIVE LA CONSOMMATION! par Jean-Pierre Rioux

ETC.

n° 102 / 31 F

EN VENTE PARTOUT EN JUILLET-AOÛT

Diplomatie

La visite de M. Waldheim au Vatican

Un coup de froid sur les relations judéo-chrétiennes

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, devait arriver à Rome, le mercredi 24 juin, pour une visite d'Etat de trois jours au Vatican. Il devait être reçu jeudi par Jean-Paul II. Cette initiative du pape met fin à la quarantaine imposée de facto à M. Waldheim par les gouvernements occidentaux depuis son élection, le 8 juin 1986, à la présidence de la République d'Autriche. Elle

suscite une intense émotion dans les communautés juives du monde entier et en Israël, où M. Ezer Weizmann, ministre sans portefeuille, a déclaré mardi devant la Knesset : « Israël demande au Vatican d'expliquer les raisons de l'invitation du président autrichien et attend par ailleurs les résultats de cette rencontre. » — (AFP, Reuter, UPI.)

Le pape soufre du chaud et du froid sur les relations judéo-chrétiennes. Sa visite à la synagogue de Rome, le 13 avril 1986, avait été un geste historique, amplifiant de manière spectaculaire la double réconciliation opérée au concile Vatican II : d'une part, la condamnation de l'antisémitisme auquel, dans l'histoire, l'Eglise catholique a si souvent prêté main-forte ; d'autre part, la reconnaissance d'un « patrimoine commun » unissant spirituellement les juifs et les chrétiens. « Vous êtes nos frères aînés et, en un sens, nos frères aînés », avait dit Jean-Paul II dans sa réponse au grand rabbin Elie Toaff.

A l'annonce de la visite au Vatican de M. Waldheim, ceux-là mêmes qui s'étaient réjouis il y a un an de ces paroles de repentir et de réconciliation sont tombés de très haut. Il n'est pas rare d'entendre dire aujourd'hui dans les milieux juifs que le pape tient « un double langage » et que les catholiques qui leur sont proches que « le désarroi est à la mesure de l'espoir qu'avait suscité la visite à la synagogue de Rome ».

En un an, mise à part la question, toujours en suspens, de la reconnaissance par le Saint-Siège de l'Etat d'Israël, les relations judéo-catholiques avaient déjà fait la preuve de leur fragilité. Il a fallu deux rencontres à Genève entre des personnalités juives et catholiques de haut niveau — les 22 juillet 1986 et 22 février 1987 — pour convaincre des catholiques polonais qui s'étaient installés aux portes mêmes du camp d'Auschwitz de reculer.

Le projet du Vatican de béatifier une religieuse allemande d'origine juive, Edith Stein, morte à Auschwitz le 9 août 1942, avait également soulevé l'étonnement et l'indignation dans les organisations juives internationales. Geste superflu, avaient dit les uns. « Travestissement hagiographique », appropriation de l'holocauste », avaient dit les autres. Averti de ces critiques, le 1^{er} mai dernier, à Cologne, le pape avait prononcé une homélie apaisante, soulignant en particulier qu'Edith Stein convertie au christianisme était morte « en fille d'Israël ».

Ce deuxième voyage du pape en Allemagne fédérale avait donné lieu par ailleurs à l'une des plus violentes mises en cause du nazisme et de l'antisémitisme jamais entendues dans la bouche d'un pape : « L'idéologie née d'esprits déments (...), le racisme salement exécuté avec une méticulosité implacable (...), monstrueux appareil répressif (...), sauvagerie crépusculaire (...) ».

L'archevêque de Lyon : désarroi et souffrance

LYON
de notre correspondant régional

Le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, s'est démarqué spectaculairement du Vatican en faisant part, mercredi 24 juin, à Lyon, de ses réserves sur la réception officielle du chef de l'Etat autrichien par Jean-Paul II.

Dans la matinée, il s'est rendu à la grande synagogue de Lyon, puis au « Mémorial de la mémoire », installé par la communauté juive dans le centre de Lyon. Tout en jugeant que dans l'affaire, le pape était « insouciant », Mgr Decourtray a estimé à sa sortie du mémorial que l'événement lui-même « peut troubler et fait souffrir la communauté juive tout entière ». « J'ai ressenti un désarroi et une certaine souffrance. Je crois que cela manifeste une incompréhension de la sensibilité juive, au grand sens du mot », a-t-il ajouté.

Affirmant qu'il est dans cette affaire considéré comme le porte-parole « spontané » d'autres évêques et cardinaux français, l'archevêque de Lyon a indiqué que le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, « partage évidemment et totalement [ses] réactions ».

C. R.

Lustiger (Paris), réputés en France pour leur attachement au dialogue judéo-chrétien et artisans du règlement de l'affaire du cimetière d'Auschwitz.

« Je souffre avec mes amis juifs », nous dit le cardinal Decourtray qui, compte tenu de ces zigzags de la politique du Vatican, craint pour l'avenir « une perte de crédibilité » du dialogue judéo-chrétien. Les raisons d'une telle réaction avec M. Waldheim restent mystérieuses. La préparation d'un deuxième voyage de Jean-Paul II l'an prochain à Vienne, où Mgr Groer, le nouvel archevêque, et son auxiliaire sont très contestés, le poids de l'Autriche, pays catholique à 90 %, dans l'histoire du Vatican — dont le cardinal Koenig a été l'un des pionniers, — sont des motifs avancés, mais ils paraissent peu déterminants.

Calcul ou inconscience des bureaux romains ? Le pape n'a jamais refusé la demande d'audience d'un chef d'Etat normalement élu. Mais si les personnalités catholiques interrogées hésitent à faire de l'ancien officier de la Wehrmacht, avant tout jugement, un criminel de guerre, elles estiment qu'au moins M. Waldheim a péché « par dissimulation » et que le Vatican aurait été mieux inspiré de retarder, sinon d'annuler, cet entretien.

Sans méconnaître l'« hypersensibilité » des juifs et leurs « différences d'appréciation » à ce sujet, ces personnalités catholiques ne veulent pas faire de la réception au Vatican de M. Waldheim une « affaire juive », mais une question de « morale chrétienne ».

Le dialogue judéo-chrétien est aujourd'hui bloqué dans son élan. Des organisations juives américaines devaient écrire à Rome au cardinal Willebrands, président du secrétariat pour l'unité des chrétiens et en charge des questions touchant au judaïsme, qu'elles ne se rendraient pas au rendez-vous fixé par le pape à Miami, étape de son deuxième voyage en septembre prochain aux Etats-Unis. Plus grave, du côté catholique comme du côté juif, personne n'accepte la résurgence de mises en cause passées touchant au « silence » de Pie XII face aux crimes nazis ou à l'aide du Vatican aux criminels de guerre en fuite...

La communauté juive trouve dans l'attitude du pape la confirmation qu'en dehors de son discours de repentir et de compassion sur le génocide juif, l'Eglise catholique n'a pas encore perçu toute la signification de la Shoah, encore moins sa conséquence, la création de l'Etat d'Israël.

HENRI TINCQ.

Proche-Orient

Fin de la crise dans l'émirat de Chardja

Les frères Qassimi se réconcilient en présence du chef des Emirats arabes unis

Le Conseil suprême des Emirats arabes unis (EAU) a annoncé, le mardi 23 juin dans la soirée, la « réconciliation » des frères Qassimi, qui revendiquaient le pouvoir dans l'émirat de Chardja, et le règlement définitif de cette crise (le Monde du 19 juin). Le Conseil a indiqué que Cheikh Abdel Aziz qui, le 17 juin, avait déposé son frère Cheikh Sultan, alors que ce dernier se trouvait à Londres, sera désormais prince héritier de Chardja, et le gouverneur évincé sera rétabli dans ses fonctions.

Retraqué avec la garde nationale dans le palais du gouvernement à Chardja, Cheikh Abdel Aziz n'avait pas donné de suite à une première décision du Conseil suprême de la Fédération qui s'était prononcée, samedi, en faveur du rétablissement du gouverneur déchu. Finalement, Cheikh Abdel Aziz a accepté de participer mardi aux consultations du Conseil siégeant depuis une semaine à El Ain, ouvrant ainsi la voie à un règlement de la première crise institutionnelle grave à laquelle fait face la Fédération fondée en 1971. Selon le communiqué publié mardi à El Ain, les deux frères se sont « donnés une longue accolade » en présence de Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, chef de l'Etat des Emirats, et de tous les membres du Conseil.

Aucune indication officielle n'a été fournie sur les termes du compromis qui a mis fin à la brouille entre les deux frères, mais il semble que Cheikh Abdel Aziz a abandonné toutes ses exigences ; la garde nationale, de deux mille cinq cents suppléants, qui avait appuyé le rebelle serait démantelée et ses membres incorporés dans l'armée fédérale des Emirats arabes unis. — (AFP, UPI.)

ISTH Institut privé des Sciences et techniques humaines depuis 1983

LES PREPAS DE L'AVENIR

Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre.

L'ENTRÉE EN AP DE SCIENCES-PO/PARIS

Stage intensif d'été, plus de 5 semaines. Places limitées.

Tél. : 42.24.10.72 45.85.59.35

Tél. : 42.24.10.72 45.85.59.35

Amériques

CANADA

Le Québec va adhérer à la Constitution canadienne

MONTREAL
de notre correspondante

Les députés de l'Assemblée nationale du Québec ont entériné, le mardi 23 juin, par 95 voix contre 18, l'accord intervenu le 3 juin entre le premier ministre du Canada et ses dix homologues provinciaux, en vue de permettre au Québec d'adhérer à la Constitution canadienne.

L'entente, qui accorde au Québec le statut de « société distincte », doit être approuvée par chaque Parlement régional d'ici trois ans. Craignant que le temps ne joue contre lui, le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, n'a pas hésité à demander la prolongation de la session parlementaire et la tenue d'un débat d'urgence. Il souhaitait vivement que les parlementaires québécois se prononcent les premiers pour « envoyer un message clair au reste du Canada ».

A Ottawa, en Ontario et au Manitoba surtout, les opposants s'organisent et menacent de plus en plus d'imposer des amendements, qui pourraient limiter les pouvoirs accordés au Québec.

Acclamé par les députés de son parti, qui se sont tous prononcés en faveur de l'accord, M. Bourassa a estimé qu'il s'agissait d'une des

plus grandes victoires politiques du Québec depuis deux siècles.

« Trahison », ont scandé les militants du Parti indépendantiste depuis la tribune réservée au public (ils n'ont aucun élu), à l'issue du vote organisé la veille de la fête nationale du Québec. « Vous passez dans l'histoire comme un des gouvernements les plus lâches », a lancé de son côté le chef du Parti québécois (PQ), M. Pierre-Marc Johnson, à ses adversaires libéraux.

Le successeur de M. Levesque reproche surtout à M. Bourassa de n'avoir pu obtenir la garantie de la compétence exclusive du Québec en matière linguistique. La spécificité québécoise n'étant que vaguement définie, les tribunaux canadiens pourraient, selon lui, imposer un retour au bilinguisme, dans l'affaire commerciale notamment.

Pour trancher les avis contradictoires des experts, le PQ souhaitait que les juges de la cour d'appel de la province fassent connaître leur interprétation, avant que le Québec ne mette un terme à sa dissidence devenue effective en 1982, lorsque la Constitution canadienne a été ratifiée de Londres sans son paraphe. M. Bourassa a préféré agir sans attendre d'autre verdict que celui du reste du Canada.

MARTINE JACOT.

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

Remaniement imminent au sein de l'équipe dirigeante

Budapest. — Des changements au sein de la hiérarchie hongroise ont été décidés au cours d'un plénum du comité central du parti qui s'est tenu, le mardi 23 juin, à Budapest, a annoncé l'agence officielle MTI. Mais les décisions n'ont pas été rendues publiques : elles doivent d'abord recevoir l'approbation formelle du conseil des ministres, mercredi, et du Parlement, jeudi. — (UPI.)

[Seuls les changements au sein du gouvernement nécessitent ce type d'approbation formelle — après que les décisions ont été prises, comme c'est la règle, par le parti. Mais il n'est pas exclu pour autant que la hiérarchie du parti soit aussi concernée par cette redistribution des cartes, — toutes les décisions étant annoncées en bloc. Dans tous les cas, ce remaniement apparaît au moins comme une nouvelle étape dans la préparation de la succession du premier secrétaire János Kádár, au pouvoir depuis trente et un ans. — J.E.]

Pologne

« Regrets » de Varsovie après les tirs contre un navire ouest-allemand

La porte-parole du gouvernement de Varsovie, M. Jerzy Urban, a exprimé, le mardi 23 juin, les « regrets » du gouvernement de Varsovie après l'incident naval survenu dans la baie de Gdansk le 15 juin, au cours duquel un navire-avitailleur ouest-allemand, le Neckar, a essuyé les tirs d'une corvette polonaise. M. Urban a expliqué qu'il ne s'agissait « pas d'un acte délibéré », et rappelle que Varsovie était disposée à examiner une demande de dommages et intérêts. Dans le même temps, il a affirmé que le Neckar était « co-responsable » de l'incident car il naviguait « à une distance dangereuse » des bâtiments polonais en exercice, et n'avait « pas répondu à leurs signaux d'avertissement ».

Tunisie

M. Amor Chadli assure l'intérim de M. Mabrouk aux affaires étrangères

M. Rachid Sfar, premier ministre tunisien, a regagné son pays, le mardi 23 juin, après une visite de deux jours en France (le Monde du 23 juin). Après avoir été reçu lundi par M. Chirac, il s'est entretenu mardi avec MM. Edouard Balladur et Philippe Séguin.

Arrivé en France une semaine auparavant, M. Hédi Mabrouk, qui fut longtemps ambassadeur à Paris avant d'être nommé ministre des affaires étrangères, n'a pas été mêlé aux activités du premier ministre. Il avait informé le président Bourguiba qu'il devait séjourner assez longtemps en France pour des raisons médicales.

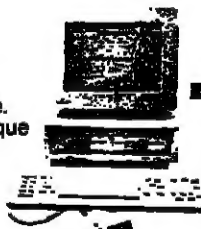
L'agence tunisienne TAP a annoncé, mardi, que l'intérim de M. Mabrouk était assuré par le médecin personnel de M. Bourguiba, le professeur Amor Chadli, par ailleurs ministre des affaires présidentielles.

● MAROC : des morts suspectes dans des locaux de gendarmerie. — Dans un communiqué diffusé le mardi 23 mars, l'Association des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), dont le siège est en France, dénonce « la mort sous la torture dans des locaux de gendarmerie » de deux jeunes Marocains arrêtés en juin à Sefi et à Taroudant, dans le cadre d'enquêtes de droit commun. La famille d'un troisième mort, le jeune Abdel Moustati, dont le cas avait été signalé par le journal Anoual en mai, a demandé aux autorités d'ouvrir une enquête.



PACKSTRAD

Un PC 1512
Amstrad 512 KO
double disquette.
Moniteur graphique
monochrome.
2460 TTC



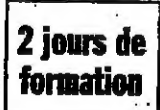
Une imprimante
Amstrad DMP 3000.
2290 TTC



Open Access,
le must des
logiciels intégrés
qui a réponse
à tout.
9370 TTC



Formation assurée
par Altitude XXI
La formation
à vos besoins
3558 TTC



PACKSTRAD

Configuration
disque dur :
prix TTC : 14.220 F.

9990 F TTC

AU LIEU DE 22 678 F TTC

A CE PRIX - LA VOUS TROUVEREZ TOUJOURS UN COPAIN ETUDIANT**

Pour s'offrir le Packstrad (PC 1512 Amstrad + imprimante Amstrad DMP 3000 + Open Access + Formation) aux conditions exceptionnelles de 9990 F, c'est très simple :

téléphonez au 46.66.21.81.

• Enlèvement dans nos dépôts d'Antony,

accès facile par R.E.R. et RN 20.

Alors téléphonez vite.

Vous avez jusqu'au 31 août 1987 pour bénéficier de cette offre exceptionnelle.

• Enlèvement possible sur Paris.

** Offre réservée aux enseignants et étudiants.

* Crédit : 30 F au comptant et 500 F par mois pendant 24 mois
taux d'acceptation par CLEFEM, TEG 16 05 % (abonnements MD comprises)

GERPI

217, rue Marcelin Berthelot 92150 ANTONY (FRANCE)

Tél. : 46.66.21.81+

isth Institut privé des Sciences et techniques humaines

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :

CFPA

- Examen du diplôme de fin de première générale
- Places limitées
- Préparation complète des matières
- Janvier à fin mai • Août-Septembre

AUTOUR : 6 av. Léon-Hauzy 75016 Paris
Tél. : 42.24.10.72

Amériques

ÉTATS-UNIS : contrairement aux vœux du président Reagan La Chambre des représentants adopte un projet de budget incluant une augmentation des impôts

La Chambre des représentants a adopté le mardi 23 juin un projet de budget pour l'exercice fiscal 1988 d'un montant de mille milliards de dollars qui prévoit, contrairement aux vœux du président Reagan, une augmentation des impôts et une stabilisation des dépenses militaires. Ce projet a été adopté par 215 voix (tous les démocrates et 3 républicains) contre 201. Le Sénat

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan s'efforce de détourner l'attention du grand public de l'affaire de l'Irlande en menant dans le pays une campagne vigoureuse contre le projet de budget des démocrates. Ce projet est 1 000 milliards de dollars pour 1988, dont 19 milliards de dollars pour les dépenses militaires, et 64 milliards de dollars pour les trois prochaines années.

Le président refuse le compromis proposé par les leaders démocrates, aux termes duquel ils se déclareraient prêts à approuver 296 milliards de crédits militaires (la demande présidentielle initiale était de 320 mil-

liards de dollars) si le président acceptait une augmentation des impôts. Sinon, les démocrates s'opposeraient que 289 milliards de dollars au Pentagone. Apparemment, le président préfère l'affrontement, en ressortant des vieux arguments contre les démocrates dépen- siers et « prodigues ».

« Nous sommes arrivés au point de rupture entre ceux qui veulent des impôts et ceux d'entre nous qui résistent à cette politique », a-t-il déclaré récemment dans un discours. Et il a réaffirmé son intention de faire campagne dans le pays et d'opposer son veto à tout projet d'augmentation des impôts.

Ainsi, en lançant un défi au Congrès plutôt que de rechercher un accommodement, le président Re-

gan entend souligner qu'il tient encore bon la barre et démentir ceux qui le considèrent comme un homme fatigué, bref comme un président « canard boiteux ». Le terrain choisi pour livrer bataille lui est favorable dans la mesure où le programme démocrate, prévoyant une augmentation des taxes sur les cigarettes, l'alcool et l'essence, est fortement impopulaire.

Relancer l'affaire de l'Irlande

Le président escompte, d'autre part, que l'accord nucléaire avec le Kremlin et la perspective d'un sommet à l'automne relanceront définitivement l'affaire de l'Irlande au dernier plan de l'actualité.

Pour le moment, il s'agit dans cette dernière affaire d'un simple lever de rideau assuré par des témoins de second plan, des comparses pour ainsi dire, en attendant qu'apparaissent sur la scène de la commission parlementaire d'enquête les « grands premiers rôles ». Plus encore que le témoignage de l'amiral Poindexter, ancien président du conseil national de sécurité, la déposition de son adjoint, le lieutenant-colonel North, est attendue avec intérêt dans la mesure où, sur la base des dépositions antérieures, il apparaît bien comme ayant assumé la responsabilité de la mise au point et de l'exécution de la diversion illicite des fonds revenant des ventes d'armes à l'Iran en faveur des « contras » du Nicaragua.

Le témoignage de M. North portera peut-être de répondre à la question essentielle : le président Reagan a-t-il été ou non le complice, actif ou passif, de l'opération illicite ? Aucune preuve formelle n'a pu encore être établie et le président continue d'affirmer imperturbablement n'avoir jamais été mis au courant des activités de ses subordonnés.

HENRI PIERRE

PÉROU : la crise politique après la démission du premier ministre M. Alan Garcia cherche à former un nouveau gouvernement

LIMA
de nos envoyés spéciaux

Le président Alan Garcia devrait logiquement — il est vrai que la logique n'est pas péruvienne — former rapidement un nouveau gouvernement à la suite de la démission, le lundi 22 juin, du premier ministre et ministre de l'économie, M. Alva Castro. Une démission annoncée depuis plusieurs mois et qui a pourtant surpris la classe politique et sans doute le chef de l'Etat lui-même, qui avait prévu de réorganiser l'équipe dirigeante à l'occasion de la fête nationale du 28 juillet.

C'est le moment choisi par M. Alva Castro — plus que sa décision d'annoncer une « démission irrévocable » — qui a donné à cet insupportable remaniement ministériel le caractère d'une « petite tempête politique », ainsi que le disait un proche d'Alan Garcia. Les différends, personnels et politiques, entre le chef de l'Etat et son premier ministre étaient de notoriété publique, et M. Alva Castro n'assistait plus aux conseils des ministres depuis le début du mois.

Satisfait des résultats obtenus par son programme d'urgence (croissance de 8 % et chute de l'inflation de 200 % à 80 %, entre juillet 1985 et décembre 1986) et au plus haut de sa popularité, le premier ministre désirait renoncer à ce difficile portefeuille pour briguer la présidence de la Chambre des députés, puis, en 1988, le poste de premier secrétaire général de son parti. Une carrière politique qui devait le propulser à la candidature de l'APRA pour l'élection présidentielle de 1990.

M. Alva Castro apparaissait, en effet, comme le candidat le mieux placé pour succéder au président Garcia puisque la Constitution ne permet pas une immédiate réélection du chef de l'Etat. Il n'est pas un membre de la « vieille garde » du parti apriste, comme Armando Villanueva, fidèle parmi les fidèles dans le parti fondé par Haya de la Torre. Il est jeune, de la même

génération que le chef de l'Etat, mais dispose déjà d'une « équipe » qui conduit les différents rouages de la complexe machine économique et financière péruvienne. Il peut encore compter sur l'appui de larges secteurs du parti gouvernemental.

Ce sont ces ambitions non dissimulées qui ont agacé M. Alan Garcia et certains dirigeants de l'APRA. Les critiques à l'adresse de M. Castro ont été de plus en plus acerbes dans la presse officielle. Dimanche, le président Garcia déclarait : « Au sein de l'APRA, il n'y a pas de démission. Celui qui fait marche arrière est un traître. Personne ne peut utiliser une fonction publique momentanée comme tremplin d'une carrière politique. »

Mais M. Castro est resté sourd à cet appel, au moment même où son programme de relance à moyen terme commence à montrer ses lacunes. En effet, le rythme de croissance s'est ralenti, car les industriels appelés à être le moteur de la production en 1987 restent méfiants. Avec une inflation mensuelle de 6 % et une dévaluation parallèle de 2,2 %, la spéculation sur le dollar est finalement l'activité la plus lucrative.

Des conceptions économiques opposées

La crise qui avait éclaté entre le chef de l'Etat et son premier ministre dépassait le cadre des rivalités politiques et mettait en cause des conceptions économiques opposées. M. Castro était partisan d'un retour à une certaine orthodoxie financière pour freiner l'inflation et la saignée de devises, alors que le président Garcia, préoccupé par le mécontentement de la population, conséquence de la flambée des prix, estimait nécessaire de prolonger l'application du plan d'urgence en stimulant la demande, notamment en accordant une augmentation de salaire supérieure à l'inflation et des subsides aux produits de base.

La grève de la police, le mois dernier, avait provoqué un nouvel

accrochage entre les deux hommes. En l'absence du premier ministre, le gouvernement avait négocié une augmentation substantielle des traitements des policiers qui représentaient un tiers de 100 millions de dollars dans le budget. M. Castro s'opposait à cette mesure, car elle aurait entraîné une émission monétaire supplémentaire, c'est-à-dire une inflation suicidaire.

C'est donc un président manifestement irrité qui a reçu la démission du premier ministre et celle des autres membres du gouvernement, ainsi que le veut la tradition. Mais le seul « partant » certain est M. Castro. Le chef de l'Etat s'est entretenu avec les ministres jusqu'à l'aube de mardi, puis s'est rendu comme prévu à Cuzco pour distribuer des titres de propriété à des paysans de cette région « marginalisée » du Pérou profond.

Il lui reste à choisir un remplaçant mais chacun sait, à Lima, que M. Garcia a l'habitude de tout superviser, de tout contrôler, de tout décider. Cette tendance à une personnalisation de plus en plus accentuée du pouvoir est d'ailleurs l'un des reproches qui lui sont maintenant adressés, non seulement par les porte-parole de l'opposition de droite et de gauche, mais aussi par certains des hiérarques du Parti apriste.

M. Garcia espérait, avant les élections municipales de 1986, rallier à sa politique et à sa personne tout un secteur, le plus modéré, de la gauche. Il a échoué, parce qu'il n'a pas pu, ou n'a pas su, éviter la défaite d'Alfonso Barrantes, ancien maire de la capitale, et candidat à la réélection. Il ne peut donc compter que sur le concours de son seul parti — au moment même où celui-ci est la proie de profonds différends entre générations et tendances politiques — pour régler la crise provoquée par la démission de M. Castro, mais aussi et surtout pour faire face à la montée des périls.

NICOLE BONNET
et MARCEL NIEDERGANG

● CHILI : un troisième membre de la junte militaire en faveur d'un candidat civil en 1989. — Le général Rodolfo Stange, l'un des quatre membres de la junte militaire chilienne, s'est déclaré favorable au remplacement du général Augusto Pinochet par un « civil » après 1989, lors d'entretiens avec la presse chilienne. Après le commandant en chef de l'armée de l'air, le général Fernando Matthei, le commandant en chef de la marine, l'amiral José Toribio Merino, qui avaient émis un avis similaire le 11 juin dernier, c'est donc le commandant en chef des carabiniers qui se prononce à son tour. Le quatrième membre de la junte, le général Humberto Gosses, chef de l'armée de terre — l'arme de terre la plus importante — dépend, lui, directement du général Pinochet. — (AFP.)

● PORTO-RICO : condamnation des auteurs de l'incendie du Dupont Plaza. — Trois anciens

employés de l'hôtel Dupont Plaza, à l'origine de l'incendie qui avait provoqué la mort de quatre-vingt-dix-sept personnes dans l'établissement à la veille du nouvel an 1987, ont été condamnés, le lundi 22 juin, à des peines allant de sept à quinze ans, à quatre-vingt-dix-neuf ans de prison par un tribunal de San Juan. — (AFP.)

● HAÏTI : grève générale. — La grève générale décrétée pour deux jours le lundi 22 juin par la Centrale autonome des travailleurs haïtiens (CATH) a paralysé le commerce, l'administration publique, les écoles et les universités, qui sont restées fermées, malgré la publication d'un communiqué du chef de la police de Port-au-Prince, invitant la population à « vaquer à ses activités ». Des 6 heures, les forces armées d'Haïti ont occupé les rues de la capitale et les locaux de la CATH où des leaders syndicaux ont été arrêtés. — (AFP, Reuters.)

“UN PRÊT EN ÉCU
DU CRÉDIT NATIONAL
ET JE RAYONNE
SUR TOUTE L'EUROPE”
Louis XIV



Prêts en écu, en dollar ou en franc; prêts à taux fixe, variable ou révisable; prêts de 1 à 20 ans; lignes de crédit; montage juridique et financier de projets; opérations en fonds propres; rapprochement et évaluation; le Crédit National répond à tous les besoins des entreprises et apporte à chacune une solution personnalisée et performante.

45, rue Saint-Dominique, 75700 PARIS - TEL. (1) 45 50 90 00. Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Reims - Quimper - Grenoble - Reims - Amiens - Ile-de-France - New York.



Crédit National

LES MOYENS DE LA RÉUSSITE

Asie

CORÉE DU SUD : la contestation dans les universités

« Je ne me considère pas comme une révolutionnaire »

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Vingt-trois ans, les traits fins, étonnés dans son surplis blanc, M^{lle} Kim Young Sam n'a rien d'une « pétroleuse ». Et pourtant, en dépit de son apparence, de ses propos nuancés et de son sourire, c'est une activiste du mouvement étudiant qui, depuis quatorze jours, mène la vie dure au gouvernement de M. Chun Doo Hwan. Présidente de l'Union des étudiants de l'université féminine Yonsei à Séoul, elle sait se métamorphoser en « meneuse », le poing levé et la voix saccadée, lorsqu'elle harangue ses camarades les appelant à « marcher sur la maison bleue » (résidence du président). « Tant que Chun refusera de répondre aux demandes populaires, nous continuerons à manifester, nous dit-elle. Chun a trop souvent menti et il est prêt à trahir encore. Nous devons maintenir la pression de la rue. »

Sur le bâtiment voisin de la bibliothèque de l'université Yonsei, un immense drapeau reproduit une photo de presse prise au cours des manifestations de la semaine dernière montrant un étudiant en soutenant un autre blessé à bras-le-corps. Parmi la foule réunie pour un meeting de nuit, quelques étudiantes ont le crâne rasé comme des nonnes bouddhistes en signe de détermination. « Le chœur, m'effrite-t-elle, peut-on lire sur une banderole : un slogan faisant allusion à la calvitie de M. Chun, et désormais fréquent.

Mardi, M^{lle} Kim participait à un meeting réunissant à l'université Yonsei quelque vingt mille étudiants. Entre un drapeau coréen et des casques, matrasques et bouillottes de la police, tropies pris à l'ennemi » au cours des manifestations, les dirigeants étudiants ont appelé leurs camarades à participer en masse à la grande « marche de la paix », qui doit avoir lieu vendredi dans toute la Corée.

« Si le pouvoir accède aux demandes d'opposition de consulter la population par référendum sur la révision de la Constitution, cette marche de protestation se transformera en une marche de la victoire », nous dit un participant au meeting.

Réseau et système d'entraide

Les dirigeants étudiants ont, d'autre part, appelé à une autre manifestation, pour la soirée de mercredi, dans le quartier d'usines de Young-Dong-Po, au sud de Séoul. Cette initiative est symptomatique des liens qu'ils cherchent à établir avec le monde ouvrier, en particulier par l'entremise d'anciens étudiants expulsés de l'université après avoir été pris dans des manifestations et qui se sont mis à travailler en usine. Il existe tout un réseau et un système d'entraide entre ceux qui sont encore à l'université et leurs camarades devenus ouvriers.

L'engagement de M^{lle} Kim est révélateur du caractère de l'agitation étudiante actuelle. Ce ne sont pas les éléments radicaux, minoritaires, qui mènent le mouvement, mais les modérés. A l'origine de leur révolte, il y a un grand « ras-le-bol » de l'autoritarisme et de la répression et un désir plus viscéral qu'idéologique de démocratisation. Ces étudiants, qui manifestent dans les rues de Séoul et des principales villes de Corée du

Sud, ont certes bénéficié de l'expansion économique spectaculaire du pays. Certains ont parfois mal digéré les manuels révolutionnaires. Mais la plupart sont surtout conscients du décalage évident entre le niveau de développement économique et d'éducation du pays et le caractère rétrograde d'un système politique faisant des Coréens des citoyens de deuxième catégorie.

« Pour ma part, je ne me considère pas comme une révolutionnaire : je ne vise pas un bouleversement social, mais je lutte pour une démocratisation et la fin de la dictature dirigée par les militaires », nous dit M^{lle} Kim. Elle précise qu'elle ne se bat pas non plus pour M. Kim Young Sam, chef du Parti pour la réunification et la démocratie, principale formation d'opposition : « Il y a une convergence temporaire d'intérêts entre les étudiants et les hommes politiques de l'opposition. Mais c'est tout. Nous ne luttons pas pour des intérêts de parti mais pour la démocratie. »

Au début du printemps, les manifestations étudiantes avaient repris plus ou moins rituellement comme chaque année. Puis le président Chun annonce, le 13 avril, sa décision de mettre fin au débat sur la révision de la Constitution et, début mai, l'Eglise révéla que les autorités cherchaient à couvrir les responsables de la mort sous la torture d'un étudiant, survenue en décembre dernier. Reconnaissant implicitement la gravité de la situation, le président Chun procéda peu après à un remaniement ministériel. Mais ces deux événements firent brusquement monter la fièvre chez les étudiants. La violence avec laquelle furent réprimées les manifestations qui ont fait suite à la désignation, le 10 juin, de M. Roh Tae Woo comme candidat officiel à la succession du président Chun suffit à mettre le feu à la poudrière étudiante.

Une minorité de radicaux

La situation de l'université Yonsei est révélatrice de cette évolution. Yonsei est généralement considérée comme une université peu agitée. Or, cette fois, elle est devenue, avec l'université de Séoul, traditionnellement turbulente, le foyer de la contestation. C'est en effet à Yonsei que, le 9 juin, un étudiant a été atteint à la tête par une grenade lacrymogène. Depuis il est dans le coma, et son état est jugé désespéré.

« Quand nous avons vu un camarade tomber parmi nous, victime d'un tir de grenade horizontale, notre mouvement s'est radicalisé », nous dit un des étudiants qui montent la garde à la porte de la salle de réanimation du service de neurochirurgie de l'hôpital de Yonsei, où se trouve leur camarade agonisant.

« Un autre facteur a contribué à nous mobiliser », poursuit notre interlocuteur, âgé de vingt-deux ans, qui étudie au département de journalisme. « Nous avons constaté que, cette fois, la population nous témoignait de la sympathie, alors qu'auparavant, elle était hostile. Les marchands ambulants, par exemple, nous encourageaient quand nous manifestions. Cette fois, ils nous encouragent. Nous avons eu l'impression d'être vraiment l'expression d'une volonté populaire. Même nos parents qui, généralement,

nous disaient de ne pas participer aux manifestations, ont changé d'attitude et ont commencé à critiquer le gouvernement. Evidemment, ils s'inquiètent et nous disent de faire attention, mais ils ne cherchent pas à nous empêcher de manifester. D'ailleurs, même les journaux gouvernementaux ne nous traitent pas cette fois d'agents communistes. » Cette mobilisation spontanée des étudiants modérés explique l'ampleur de certaines manifestations : soixante-douze mille étudiants étaient dans les rues jeudi dernier, point culminant de l'agitation, a dû reconnaître la police une semaine après l'événement.

L'initiative prise par les étudiants modérés a un peu coupé l'herbe sous le pied des organisations militantes et radicales, Minminu et Chamintu, d'obédience marxiste-léniniste. Dans ce pays farouchement anticommuniste, sur lequel pèse, affirmant quotidiennement les autorités, la menace d'une invasion du Nord, les étudiants se sont familiarisés avec la doctrine marxiste grâce à des traductions japonaises.

La propagande, pour le moins sans nuance, sinon primaire, faite par les autorités à propos du Nord, a, en outre, eu un effet de retour pervers : engendrant inopinément un certain angélisme des étudiants radicaux à l'égard du régime de Pyongyang et une sympathie affirmée pour ce qu'ils estiment être une « politique d'indépendance nationale » du Nord, alors que le Sud serait « asservi » aux intérêts des Etats-Unis. Les slogans dénonçant la « domination » américaine ont fleuri ces derniers jours sur les campus.

Expérience tactique de la police

Parmi les meneurs étudiants, beaucoup sont fortement politisés. Certains ont déjà fait leur service militaire et ont acquis ainsi une expérience de la tactique de la police (plusieurs ont, en effet, servi dans les brigades anti-émeutes). C'est le cas des dirigeants à l'université Sogang et à Yonsei. Contrairement aux années 60 et 70, quand le mouvement étudiant était beaucoup plus centralisé, il est aujourd'hui décentré. La direction est collégiale. Aussi la police a-t-elle plus de difficulté à identifier les dirigeants et à les neutraliser.

Si les étudiants radicaux ne contrôlent pas le mouvement contestataire actuel, ils sont cependant plus liés que les modérés au monde des jeunes ouvriers. Pour une autre M^{lle} Kim, qui a aujourd'hui trente et un ans et vient de passer cinq ans en prison pour avoir été l'une des organisatrices de l'attaque, en mars 1982, du centre culturel américain de Pusan, c'est de l'alliance des étudiants radicaux et des ouvriers que peuvent venir de véritables changements sociaux en Corée.

« L'opposition politique est opportuniste. Avec deux M^{lle} Kim, Kim Young Sam et M. Kim Dae Jung, on n'obtient qu'une démocratisation partielle », affirme-t-elle. M^{lle} Kim esquisse les questions sur la Corée du Nord : « Ce n'est pas le problème, dit-elle, mais, en revanche, nous devons lutter contre l'ingérence américaine dans les affaires coréennes. » Se croit-elle ? « Que des concessions du gouvernement fassent retomber la colère populaire. »

PHILIPPE PONS.

Les charniers de Mindanao
témoins des purges chez les communistes

PHILIPPINES

BUTUAN (Mindanao)
correspondance

L'officier s'essuie le front et ouvre son dossier. Il en tire une poignée de photos récentes tachées par la moisure de nombreuses mains et déjà jaunies : le 19 février 1986, jour où, dans le district d'Antongalon, de la province d'Agusan-del-Norte, une de ses patrouilles est tombée sur un camp provisoire de la Nouvelle Armée du peuple (NAP). Après un court échange de coups de feu, les « combattants rouges » ont décroché, laissant sur le terrain dix-sept cadavres et quatre prisonniers.

L'exceptionnel dans cette affaire : les corps, entassés à l'écart, comme les prisonniers (trois hommes et une femme), étaient enchaînés. Tous étaient, selon l'officier, des maquisards que les leurs avaient condamnés à mort. Les quatre suspects, jugés coupables, furent bien exécutés, d'autres auraient juste été « condamnés à des peines de travaux forcés » (comme les trois de son unité), renvoyés chez eux, ou encore sergent pris à la dérive et renvoyés à la fois leurs armes et leurs responsabilités de cadres...

Mais, sans parler de « boucherie », comme le fait l'armée, la méfiance et le doute firent vite dériver la prudence et l'impartialité des enquêteurs de la NAP.

Un autre « admet » que les dirigeants avaient beau multiplier les réunions d'explication pour nous dire qu'il valait mieux perdre quelques hommes que nous l'organisation, chaque camarade soupçonné son volait et l'efficacité du mouvement était compromise...

Responsable militaire de la zone concernée, le général Marcelino Adamez avait été ravi de voir les « loups » s'entre-déchirer, « d'autant que, très vite, ils s'en sont pris à de simples villageois qu'ils soupçonnaient d'être des espions et ont ainsi mis à leur popularité... Les paysans savent aujourd'hui que l'armée est leur vraie amie... »

Dans le dernier numéro de la revue des Forces démocratiques nationalistes, « Libération » (avril-mai 1987), la NAP reconnaît que l'opération « Zombies », a été une fausse traque : « En 1984, l'état-major de l'armée philippine s'était réuni pour mettre sur pied le grand projet d'infiltration des forces révolutionnaires dans les zones rurales, à l'insu des militaires, toujours selon les renseignements, aurait ainsi réussi, grâce à l'opération Anacoana... à placer un « PPA à la direction régionale de la NAP ».

Ce dernier aurait dénoncé auprès de ses camarades « de nombreux innocents accusés à tort d'être eux-mêmes des DPA... ». Le général Adamez concède le principe. « Chaque fois que nous capturons un rebelle ou qu'un déserteur arrive chez nous encore « propre », nous essayons de le « retourner »... Nous serions fous de ne pas le faire, nous sommes en guerre », dit-il.

Les autorités civiles, militaires et religieuses estiment, aujourd'hui, que les « tueries rouges » ont cessé dans le nord de Mindanao. Près de Davao, pourtant, les militaires exhument toujours des cadavres « frais », ce qui laisserait penser que là, des commandants « opérationnels » échappent au contrôle de la direction nationale du PCP-NAP. De même, il y a une unité sur la cense

L'opération « Zombies »

Ferdinand se souvient que, en novembre 1985, de nombreux cadres de la NAP furent convoqués à un séminaire imprévu, sur le

thème « bilan opérationnel de l'année », sur les flancs du mont Tagay. Il y avait quelque chose d'étrange dans cette convocation si soudaine... Ferdinand ne fut pas du voyage, mais trois combattants de son unité partirent sur les sentiers de montagne. Il ne les revit plus.

Par la suite, il apprit que le séminaire avait été un piège et qu'une centaine de camarades soupçonnés d'être des DPA furent arrêtés et désarmés par de jeunes recrues... C'était le début de l'opération « Zombies », qui devait veiller à l'élimination des éléments troubles au sein du PCP. Lorsque l'on a commencé à retrouver les dépouilles des victimes, l'armée a affirmé que les suspects avaient été soumis à d'atroces sévices avant d'être « liquidés ». Les militaires assurent avoir en leur possession des instruments de torture ainsi que plusieurs témoignages d'anciens rebelles.

Ferdinand, bien qu'il choisisse peu après de déserter la NAP, maintient que la torture ne fait pas partie des méthodes des forces révolutionnaires... Chaque cas fut examiné un par un. Selon lui, si certains suspects, jugés coupables, furent bien exécutés, d'autres auraient juste été « condamnés à des peines de travaux forcés » (comme les trois de son unité), renvoyés chez eux, ou encore sergent pris à la dérive et renvoyés à la fois leurs armes et leurs responsabilités de cadres...

Mais, sans parler de « boucherie », comme le fait l'armée, la méfiance et le doute firent vite dériver la prudence et l'impartialité des enquêteurs de la NAP.

Un autre « admet » que les dirigeants avaient beau multiplier les réunions d'explication pour nous dire qu'il valait mieux perdre quelques hommes que nous l'organisation, chaque camarade soupçonné son volait et l'efficacité du mouvement était compromise...

Responsable militaire de la zone concernée, le général Marcelino Adamez avait été ravi de voir les « loups » s'entre-déchirer, « d'autant que, très vite, ils s'en sont pris à de simples villageois qu'ils soupçonnaient d'être des espions et ont ainsi mis à leur popularité... Les paysans savent aujourd'hui que l'armée est leur vraie amie... »

Dans le dernier numéro de la revue des Forces démocratiques nationalistes, « Libération » (avril-mai 1987), la NAP reconnaît que l'opération « Zombies », a été une fausse traque : « En 1984, l'état-major de l'armée philippine s'était réuni pour mettre sur pied le grand projet d'infiltration des forces révolutionnaires dans les zones rurales, à l'insu des militaires, toujours selon les renseignements, aurait ainsi réussi, grâce à l'opération Anacoana... à placer un « PPA à la direction régionale de la NAP ».

Ce dernier aurait dénoncé auprès de ses camarades « de nombreux innocents accusés à tort d'être eux-mêmes des DPA... ». Le général Adamez concède le principe. « Chaque fois que nous capturons un rebelle ou qu'un déserteur arrive chez nous encore « propre », nous essayons de le « retourner »... Nous serions fous de ne pas le faire, nous sommes en guerre », dit-il.

Les autorités civiles, militaires et religieuses estiment, aujourd'hui, que les « tueries rouges » ont cessé dans le nord de Mindanao. Près de Davao, pourtant, les militaires exhument toujours des cadavres « frais », ce qui laisserait penser que là, des commandants « opérationnels » échappent au contrôle de la direction nationale du PCP-NAP. De même, il y a une unité sur la cense

Ferdinand se souvient que, en novembre 1985, de nombreux cadres de la NAP furent convoqués à un séminaire imprévu, sur le

thème « bilan opérationnel de l'année », sur les flancs du mont Tagay. Il y avait quelque chose d'étrange dans cette convocation si soudaine... Ferdinand ne fut pas du voyage, mais trois combattants de son unité partirent sur les sentiers de montagne. Il ne les revit plus.

Par la suite, il apprit que le séminaire avait été un piège et qu'une centaine de camarades soupçonnés d'être des DPA furent arrêtés et désarmés par de jeunes recrues... C'était le début de l'opération « Zombies », qui devait veiller à l'élimination des éléments troubles au sein du PCP. Lorsque l'on a commencé à retrouver les dépouilles des victimes, l'armée a affirmé que les suspects avaient été soumis à d'atroces sévices avant d'être « liquidés ». Les militaires assurent avoir en leur possession des instruments de torture ainsi que plusieurs témoignages d'anciens rebelles.

Ferdinand, bien qu'il choisisse peu après de déserter la NAP, maintient que la torture ne fait pas partie des méthodes des forces révolutionnaires... Chaque cas fut examiné un par un. Selon lui, si certains suspects, jugés coupables, furent bien exécutés, d'autres auraient juste été « condamnés à des peines de travaux forcés » (comme les trois de son unité), renvoyés chez eux, ou encore sergent pris à la dérive et renvoyés à la fois leurs armes et leurs responsabilités de cadres...

Mais, sans parler de « boucherie », comme le fait l'armée, la méfiance et le doute firent vite dériver la prudence et l'impartialité des enquêteurs de la NAP.

Un autre « admet » que les dirigeants avaient beau multiplier les réunions d'explication pour nous dire qu'il valait mieux perdre quelques hommes que nous l'organisation, chaque camarade soupçonné son volait et l'efficacité du mouvement était compromise...

Responsable militaire de la zone concernée, le général Marcelino Adamez avait été ravi de voir les « loups » s'entre-déchirer, « d'autant que, très vite, ils s'en sont pris à de simples villageois qu'ils soupçonnaient d'être des espions et ont ainsi mis à leur popularité... Les paysans savent aujourd'hui que l'armée est leur vraie amie... »

Dans le dernier numéro de la revue des Forces démocratiques nationalistes, « Libération » (avril-mai 1987), la NAP reconnaît que l'opération « Zombies », a été une fausse traque : « En 1984, l'état-major de l'armée philippine s'était réuni pour mettre sur pied le grand projet d'infiltration des forces révolutionnaires dans les zones rurales, à l'insu des militaires, toujours selon les renseignements, aurait ainsi réussi, grâce à l'opération Anacoana... à placer un « PPA à la direction régionale de la NAP ».

Ce dernier aurait dénoncé auprès de ses camarades « de nombreux innocents accusés à tort d'être eux-mêmes des DPA... ». Le général Adamez concède le principe. « Chaque fois que nous capturons un rebelle ou qu'un déserteur arrive chez nous encore « propre », nous essayons de le « retourner »... Nous serions fous de ne pas le faire, nous sommes en guerre », dit-il.

Les autorités civiles, militaires et religieuses estiment, aujourd'hui, que les « tueries rouges » ont cessé dans le nord de Mindanao. Près de Davao, pourtant, les militaires exhument toujours des cadavres « frais », ce qui laisserait penser que là, des commandants « opérationnels » échappent au contrôle de la direction nationale du PCP-NAP. De même, il y a une unité sur la cense

profonde de ces massacres, dus non pas à une lutte idéologique interne, mais à une « hystérie du soupçon » plus ou moins « programmée » par les généraux.

Le bilan de l'affaire est sujet à controverse. La presse, a évoqué l'existence de véritables « champs de la mort », où seraient entassés « près de six cents » victimes. L'addition macabre, région par région, des corps recensés par l'armée ne dépasse pas deux cent cinquante pour l'ensemble de Mindanao.

De plus, un gouverneur au cœur d'une province lourde de charniers nous a confié qu'il estimait « crédibles » les versions selon lesquelles les militaires se seraient servis des fosses communes « pour y jeter les restes de personnes qu'ils avaient eux-mêmes éliminées sous Marcos ». Il est vrai que plusieurs charniers ont été mis à jour en l'absence d'observateurs indépendants.

Quoi qu'il en soit, le général Adamez est convaincu que l'affaire a été « une leçon très très coûteuse pour les communistes ». Mais ces derniers répliquent, par la voix de M. Sator Ocampo, qu'il est irresponsable de comparer cette histoire à la politique réfléchie du génocide de Pol Pot...

Actuellement, les leaders PCP-NAP sont contraints, d'après Libération, d'expliquer aux populations que tout ceci n'a été qu'un malheureux accident de parcours sur la longue route de la révolution et qu'il indemniser les familles des victimes innocentes.

KIM GORDON-BATES.

AFGHANISTAN

Un Français aurait été tué

Islamabad (AFP). — Un Français de vingt-sept ans, Thierry Niquet, a été tué en novembre avec trois moudjahidins afghans dans une embuscade tendue par des troupes soviétiques dans le nord de l'Afghanistan, a annoncé le mercredi 24 juin à Islamabad l'un des principaux groupes de résistance, le Hezbi Islami.

Disparu depuis l'automne, Thierry Niquet était en mission pour deux organisations humanitaires françaises avec des moudjahidins afghans, l'AFRANE (Amis franco-afghans) et la Guilde d'islam, ont indiqué ces organisations.

Parti le 20 juillet 1986 du Pakistan pour la province de Khandak (sud de l'Afghanistan), Thierry Niquet devait rentrer en hiver. Il s'agissait de sa quatrième mission en Afghanistan.

Jusqu'en mai, des informations plutôt rassurantes étaient parvenues aux deux organisations, mais, le 1^{er} juin, le Hezbi Islami, avec lequel était parti le jeune homme, a annoncé, sur la foi de lettres parvenues de la région, que Thierry Niquet avait été tué en novembre 1986, avec trois moudjahidins, au cours d'une « embuscade tendue par les Soviétiques » à Barmazit (province de Balkh).

Un représentant de l'AFRANE et de la Guilde actuellement à Peshawar (ouest du Pakistan) a déclaré à l'AFP « avoir » pas complètement perdu tout espoir » de retrouver le jeune homme.

Un nouvel avion de transport aurait été abattu

Islamabad (AFP). — Les résistants afghans auraient abattu, la semaine dernière, un avion de transport AN-26, de fabrication soviétique, tant quarante-trois personnes ont rapporté, le 23 juin, des diplomates occidentaux en poste à Islamabad. Il s'agirait, si l'information est confirmée, du deuxième appareil soviétique abattu en une semaine. Selon les diplomates, le deuxième appareil, dont la totalité des passagers seraient morts, a été abattu au-dessus de la province de Mazar-E-Sharif (nord de l'Afghanistan), le 14 ou le 15 juin. Les résistants ont également abattu deux hélicoptères dans la même région de Mazar-E-Sharif au cours de la première semaine de juin, ont encore affirmé les diplomates.

● TAIWAN : vers l'abolition de la loi martiale. — Le Parlement a approuvé, le mardi 23 juin, une loi très controversée sur la sécurité destinée à remplacer la loi martiale en vigueur depuis trente-huit ans. Les douze députés de l'opposition ont organisé un sit-in dans les locaux de l'Assemblée pour protester contre l'adoption de ce projet de loi qui oblige les partis politiques à renoncer explicitement au communisme et à jurer allégeance à la Constitution.

NOUVEAU

IMMOBILIER

Ventes + Locations

Une page d'annonces

Le Monde chaque mercredi
numéro daté jeudi

Le Monde
sur minitel

JOUEZ

« Avez-vous de l'expression ? »

Gagnez 10 dictionnaires BORDAS d'expression

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis **EXPR**

UN TAILLEUR À DOMICILE

C'est nouveau et pratique !
De la vraie mesure, des coupes équilibrées !

Paris-banlieue :
45-49-12-35 « My tailor »
Au Bon Marché,
magasin 2, niveau 1
27, rue de Sévres. 75007 Paris

— — —

Nous nous déplaçons et vous offrons
un pantalon pour la commande d'un
costume comme cadeau d'ouverture.

(Valable jusqu'au 1-7-8).

(Publié)

MÉDECINE - PHARMACIE

La seule prépa qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties :
professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux.
Taux de réussite exceptionnel. Sélection sur dossier.
Stage pré-entrée septembre, soutien annuel, classe prépa.

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

SRI-LANKA

L'Inde livre des vivres à la population tamoule de Jaffna

La principale organisation séparatiste tamoule de Sri-Lanka, les Tigres de la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), a annoncé, le mercredi 24 juin, un cessez-le-feu temporaire pour permettre à l'Inde d'acheminer et de distribuer de l'aide alimentaire aux populations tamoules du nord de Sri-Lanka.

La Haute Commission indienne à Colombo a annoncé qu'un cargo, le *MTV-Island-Pride*, avait appareillé, mercredi, de Madras, avec 500 tonnes de vivres (riz, sucre, lait en poudre, farine et médicaments) à destination de Kankesanthurai, dans le nord de la péninsule de Jaffna. Le navire, escorté par la marine sri-lankaise, devrait arriver jeudi à Sri-Lanka.

Les autorités sri-lankaises ont indiqué que l'envoi de cette aide humanitaire n'était pas nécessaire mais avait été autorisé pour faire montre de la volonté du gouvernement d'avoir des relations de bon voisinage avec l'Inde.

Sri-Lanka a interdit l'entrée du pays aux journalistes chargés de suivre l'événement. De surcroît, une autorisation spéciale est requise pour se rendre dans la péninsule de Jaffna.

D'autre part, Colombo a rejeté, mardi, les accusations formulées par Amnesty International concernant des centaines de disparitions et de cas de torture (*Le Monde* du 23 juin), les jugeant « infondées, non vérifiables et partiales ».

LE PRINCE ET LE GRIOT

Préface et introduction
africaines

Paul Blanc

1987, 250 pages, 150 F.

Berger-Levrant

Europe

ROUMANIE : nouvelles mesures contre des dissidents

M. Ion Puiu a été arrêté

Un dissident roumain de soixante-neuf ans, Ion Puiu, ancien responsable du Parti national paysan, a été arrêté le samedi 20 mai, alors qu'il s'apprêtait à remettre un mémorandum à M. Nicolae Ceausescu, en visite officielle en Roumanie, a annoncé à Paris la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie.

M. Puiu, qui a déjà fait plusieurs longs séjours en prison, dont un de dix-sept ans, de 1947 à 1964, avait organisé en 1957 une grève des détenus politiques de la prison d'Alud (la plus dure de Roumanie), mouvement qui avait duré vingt-sept jours. A plusieurs reprises, il avait adressé des mémoires à des hommes d'Etat étrangers, dont le vice-président américain George Bush et le secrétaire d'Etat George Shultz lors de leur visite respective en Roumanie — pour attirer leur attention sur le non-respect des droits de l'homme dans ce pays.

En février 1985, c'est au président roumain Nicolae Ceausescu qu'il s'était adressé pour réclamer le respect de la Constitution et proposer un programme politique comprenant notamment l'instauration d'un dialogue avec l'opposition, une décentralisation politique et économique et une réorganisation des syndicats. La même année, Ion Puiu avait créé une association pour la défense des droits de l'homme, qu'il avait essayé de déclarer légalement, mais tous les membres du groupe avaient été licenciés puis arrêtés pour parasitisme.

M. Ion Puiu avait cautionné le manifeste publié en octobre dernier par cent vingt-deux opposants des pays de l'Est à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution de Budapest en 1956.

La Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie a également arrêté, ces jours derniers, l'arrestation d'un autre opposant, Cristian Butusina, et déclare n'avoir plus aucune nouvelle de Florian Rusan, un musicien de trente et un ans, qui avait rendu publique une lettre contenant des témoignages de détenus sur la répression dans les prisons roumaines. — (AFP.)

(Les autorités roumaines ont, d'autre part, éloigné de Bucarest le mathématicien Mihail Botca, un esprit indépendant qui a toujours mis en point d'honneur à dire ce qu'il pense — et ne craignait pas de rencontrer des étrangers, y compris des journalistes. Après avoir résisté pendant des années à se soumettre dans cette position périlleuse, il a été privé de son poste à l'université de Bucarest et affecté à un centre de calcul en province, à Tulcea, dans le delta du Danube. Dans un entretien publié par l'Express fin mai, il déclarait notamment : « Ce qui est important, c'est que le pouvoir sache qu'il y a des gens qui disent non. » Il avait été agressé et battu à plusieurs reprises dans la rue par des « lacoms » — notamment en février dernier.)

POINT DE VUE

Après l'attentat commis par l'ETA militaire, vendredi dernier 19 juin, dans un supermarché de Barcelone, qui a coûté la vie à dix-huit personnes, Louis Sala-Molins, Catalan, professeur de philosophie politique à l'université Paris-I, qui vient de rédiger le Code Noir, de 1685 (1), nous a adressé le « Point de vue » suivant.

par Louis Sala-Molins professeur

Qu'il donne aux criminels de l'ETA le droit de tuer en Catalogne ? (...) Pas de limite à la toute-puissance de leurs caprices, de leur « bon plaisir ». Souverains chez eux, en Euzkadi, souverains partout. Souverains en France pour y revendiquer le droit d'asile, le masque de la dignité souffrante bien placé sur le visage, lorsque le droit français, à tort ou à raison, les livre au droit royal de la-bas. (...) Souverains en Catalogne, inaugurant en sa capitale une technique du crime que leurs manuels d'agitation politique et de brigandage s'agissent leur interdisent d'essayer chez eux.

Leur projet (puisque projet il y a) consiste-t-il à humilier la Catalogne,

lui signifiant, jusqu'à la mort de n'importe qui, qu'ils la considèrent comme un simple champ de manœuvres dans leur projet de « libération » martiale ? Dans ce cas, se rendent-ils compte au moins qu'ils raisonnent en suivant mot à mot les classiques du fascisme, celui de Viva la muerte, celui de l'espace vital ?

Si, pour les indépendantistes radicaux catalans qui mènent avec l'Etat espagnol un débat juridique et condamnent sans appel toute « militarisation » du dialogue catalano-hispanique, tout était clair dès l'arrivée des essayistes de l'ETA sur le sol catalan, la Catalogne entière traitera désormais cette bande de tueurs comme elle le mérite. Assoiffée de sang, vampires de la nuit tiède des complots inutilement criminels, les héros de l'ETA proposant à la Catalogne entière et aux indépendantistes une simple alternative. Ou bien nous, les Catalans indépendantistes ou autonomistes, les tenons pour des criminels de droit commun, auquel cas nous traiterons avec n'importe quel pour qu'ils tombent sous le coup des lois d'un Etat qu'ils haïssent et que nous n'aimons pas. Ou bien nous les tenons pour ce qu'ils sont — des

ESPAGNE : après l'attentat de Barcelone

L'ETA militaire en Catalogne

qu'il les traite pour ce qu'ils sont de force ou de gré : des sujets de droit. Justiciables donc, en tant que criminels de droit commun ou en tant que fascistes criminels. Justiciables. Et condamnables.

Et qu'ils se gardent bien, ces débris d'on sait très bien quels vieux débris, de nous sortir leur slogan passe-partout « contre la violence de l'Etat, violence populaire ». Nous ne sommes pas l'Etat, ils ne sont pas le peuple. Nous sommes des citoyens, ils sont des criminels.

Mais il est peut-être encore temps. Ils sont peut-être encore capables, des profondeurs abissales de l'ignominie où ils se sont précipités vendredi dernier, de se laisser émuir, troubler par la froideur des yeux sans regard des enfants qu'ils ont exilés à jamais de la lumière de la vie. Qu'ils se livrent. Qu'ils se livrent au droit espagnol qu'ils ne reconnaissent pas. Il n'y en a pas d'autre aujourd'hui dans le royaume du Bourbon et Bourbon. La Catalogne, où ils tuent par caprice — qu'elle le reconnaisse de gré, ce droit, ou qu'elle le supporte par force, — fait bloc, sans fissures, pour l'invoquer et exiger

(1) Aux Presses universitaires de France (voir le Monde daté 19-20 avril).

CELINE
«Men»
SOLDES

Chaussures • Chemises
Cravates • Vêtements

de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 18 h
3, av. Victor-Hugo - 58, me de Rennes

URSS Zamiatine oui, Soljenitsyne non !

La publication de livres d'Alexandre Soljenitsyne n'est nullement envisagée en URSS, a de nouveau indiqué le mardi 23 juin à Vienne un représentant de l'Union des écrivains soviétiques, Felix Kouznetsov. « Cette question n'a jamais été discutée en URSS, et je ne vois à présent aucun signe qui le sera jamais. » Au mois de mars dernier, un journal danois, invoquant des propos qu'il aurait tenus le rédacteur en chef de la revue Novy Mir, avait pu publier l'affirmation que le Pavillon des canotiers allait être porté à Moscou.

Au cours de sa conférence de presse à Vienne, M. Kouznetsov a en revanche annoncé que d'autres écrivains interdits jusqu'à présent, comme Vladimir Nabokov, seraient publiés, mais avec « des introductions critiques ». De même, Nous, d'Evgueni Zamiatine, un des chefs-d'œuvre de la littérature soviétique, écrit en 1920 et qui a fortement inspiré la 1984 de George Orwell, va pouvoir être édité. Les autorités avaient jusqu'à présent « fait l'erreur de croire que ce roman était antisoviétique », a expliqué M. Kouznetsov, alors qu'en fait Zamiatine y « remettait en question les notions de l'Union des écrivains ». — (Reuters, AP.)

• TCHÉCOSLOVAQUIE : le romancier Bohumil Hrabal « réadmis » à l'Union des écrivains. — Bohumil Hrabal, le plus célèbre romancier tchécoslovaque vivant toujours dans son pays, a réintégré l'Union des écrivains tchèques après avoir été exclu pendant plus de dix ans de cet organisme officiel. Bohumil Hrabal, soixante-trois ans, a longtemps été considéré comme un contestataire par le régime tchécoslovaque. Sa réintégration dans l'Union avait été réclamée par des écrivains qui avaient pris publiquement sa défense lors du dernier congrès des écrivains en mai dernier à Prague, estimant qu'il ne fallait pas « laisser des auteurs de talent sur le bord de la route ». Le comité de l'Union des écrivains a accepté, le 10 juin, de réintégrer M. Hrabal malgré l'opposition des « durs », hostiles à une démarche qui apparaissait à leurs yeux comme un « précédent fâcheux », indique-t-on de bonne source. L'ubédominaire de l'Union, Tvorba, se contente de mentionner sans commentaire le nom de M. Hrabal dans la liste des « quatorze nouveaux membres » élus par le comité. — (AFP.)

« Mondes en Devenir »
LE PRINCE
ET
LE GRIOT
Expériences et espérances
africaines
Paul BLANC
15,5 x 24 cm - 254 p.
Encart de 4 p. de photos - 120 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

PLUS
ON SE FAIT
DÉSIRER
PLUS
ON
DOIT
SATISFAIRE.

Avec ses Télèx et ses Télétex, Sagem est déjà leader dans la communication de l'écrit. Ce n'est une nouvelle pour personne. La nouvelle c'est que Sagem lance aujourd'hui une gamme de télécopieurs. Et quels télécopieurs ! Doté de toutes les capacités des meilleurs télécopieurs classiques, le SAFAX 2000 est pourtant le plus petit télécopieur français. Le SAFAX 3000 dispose d'une mémoire électronique pour stocker vos documents, qui, allée à un logiciel performant autorise des fonctions totalement inédites. Le SAFAX 3000 est, par exemple, idéal pour constituer un réseau de télécopie. Il est vrai que Sagem ne pouvait faire autrement que lancer des télécopieurs d'exception : quand on se fait désirer, on est obligé d'être encore meilleur pour ne pas décevoir.



TÉLÉCOPIE
SAGEM

VOUS AVIEZ RAISON DE L'ATTENDRE



GERARD PHILIP

Politique

Le testament culturel de M. Philippe de Villiers

Le projet du « grand Versailles »

M. Philippe de Villiers a annoncé, mercredi 23 juin, sa décision de quitter le gouvernement afin de pouvoir occuper le siège de député de la Vendée, laissé vacant après le décès de Vincent Ansquer. M. de Villiers ne sera pas remplacé à son poste de secrétaire d'Etat à la communication.

Ce chouchou a des allures de sauteur de l'Empire. Colonel Chébert mort pour la fonction publique en mai 1981, il renait immédiatement au contact du sol vendéen : celui de ses ancêtres. Là, il va écrire et mettre en scène l'histoire de son village à travers les siècles. Une longue saga paysanne, son et lumière, interprétée par les habitants des communes avoisinantes, entrecoupée de cavalcades et de rayons laser. Le spectacle du Puy-du-Fou est un succès indéniable. Comme « Radio-Alouette », la radio locale qu'il lance au même moment et dont l'audience dépasse largement les limites de son département.

Nanti de ce double brevet d'homme de spectacle et de média, l'ancien sous-préfet aux champs, en dépit de son échec aux élections législatives de mars 1986, obtient un strapontin au ministère de la culture et de la communication. Le voilà secrétaire d'Etat. A peine installé, on le charge d'un dossier chaud : celui des « plans-reliefs » démantelés en extrême dans le fief de Pierre Mauroy. Après quelques roulements de tambour, il organise aux Invalides la préfiguration d'un futur musée des « villes-maquettes ». Les hommes de l'art chargés du travail s'en tirent fort bien. Mais l'objet du fief reste finalement à Lille. Car cet homme qui affectionne les formules à l'emporte-pièce, s'en tient d'habitude là.

Sa grande idée, la technologie la plus sophistiquée au service du passé, accouche de quelques sous audiovisuels : des clips éducatifs mis en forme par Gorzage Saint-Bris. Il brocarde les parcs de loisirs, déplore l'invasion de la France par Mickey et fait quelques déclarations remarquées sur l'utilisation du patrimoine français comme substitut national aux Disneyland que l'on nous promet. On en conclut, puisqu'il

parle de Versailles, qu'il envisage de peupler les parterres de Le Nôtre de figurants empanachés et de transformer le Hameau de la Reine en une sorte de Luna Park pastoral.

Le déjeuner qu'il donna la veille de son départ à quelques représentants de la presse effaça cette caricature dans l'esprit de ses interlocuteurs. Le projet laissé sur son bureau en manière de testament a toutes les chances d'être repris dans ses grandes lignes. L'Elysée aurait même laissé percer une discrète approbation. Un groupe de travail présidé par Dominique Légar, responsable de la Caisse nationale des monuments historiques et dont Bruno Monnier, transfuge de chez Havas, assure le secrétariat général, a remis, fin mai, ses conclusions au secrétaire d'Etat. Pour en arriver là, il a fallu consulter les innombrables fées administratives qui tiennent dans leurs mains le destin du château et de ses 1 000 hectares de parc.

Robert Hossein et Jean-Michel Jarre

Un constat d'abord. Le mal dont souffre Versailles relève de l'indigestion. Près de 4 millions de visiteurs piétinent, tous les ans, de longues heures aux portes du palais, avant d'apercevoir un bout de lambris doré. Ils pourraient être 10 millions en l'an 2000. Recevoir une telle foule dans les conditions actuelles, serait signer l'arrêt de mort de l'œuvre de Louis XIV. Il est donc urgent d'étaler les visites dans le temps (aménager les horaires) et surtout l'espace : désengorger les lieux où l'on s'écroule — la galerie des Glaces. Pour cela il convient de favoriser les parcours méconnus et de rouvrir certaines parties fermées au public : ainsi les musées des Carrosses, des Moulages ou de l'Œuvre, la galerie de restauration des tableaux ou l'Arboretum — 200 hectares — ou croissent mille cinq cents espèces différentes d'arbres, plantés ici depuis le dix-huitième siècle.

Privilégier la fonction culturelle de Versailles, c'est aussi éviter que le parc ne soit systématiquement transformé en aire de pique-nique ou de stationnement sauvage. Un parking sera creusé sous la place d'Armes. Il pourra accueil-

lir les cars et même un espace audiovisuel où les touristes auront un aperçu de l'histoire de la ville et du château, ainsi que les différentes possibilités de visites. La Grande Écurie, débarrassée des réserves de la Bibliothèque nationale qui l'encombra, retrouvera sa vocation originale. Une école d'équitation « à la française » y sera logée. Comme à Vienne, le public pourra assister, dans le manège rénové, aux évolutions des cavaliers. Dans les bosquets du parc, aujourd'hui fermés la plupart du temps faute de personnel, on donnera des concerts, à heures fixes.

Robert Hossein et Jean-Michel Jarre — choix redoutable mais non définitif — auront, sans doute, la responsabilité de l'animation des fonds de Versailles, au-delà du grand canal. Enfin, dans l'hôtel des Menus Plaisirs, restauré lui aussi, Dominique Bozo, actuel délégué aux arts plastiques, a l'intention de créer une « Académie de sculpture européenne ». Quant au parc, il sera bien sûr rénové de fond en comble. Une tâche qui ne sera pas achevée avant une bonne vingtaine d'années.

Le coût de cet ambitieux programme, qui devrait démarrer début 1988, est estimé à 1 milliard de francs. Il serait généré par mille à mille cinq cents emplois. La ville de Versailles et les mécènes privés sont priés de leur apporter leur soutien à cette vaste opération (une société immobilière, la SARL, doit, par exemple, financer l'installation de l'école équestre).

Ce beau projet sera-t-il enterré après le départ de son initiateur ? Philippe de Villiers ne le pense pas : « Certains projets s'imposent au-delà des hommes », affirme-t-il en prenant comme exemple le musée d'Orsay. Pourquoi l'aurait-il ? Il termine, prenant l'exemple du projet de François Léotard, par une charge péremptoire contre l'Opéra de la Bastille : « Ce n'est pas à aucun des pouvoirs publics de décider de la fin d'un projet. C'est à la volonté de l'Etat d'écarter les décisions de l'Etat. C'est un grand avantage que de ne pas avoir rien fait, encore faut-il ne pas en abuser ».

EMMANUEL DE ROUX.

Bénéficiant d'un courant d'adhésions nouvelles

Le CNI continue de faire entendre deux tonalités différentes

Le Centre national des indépendants et paysans (CNI), qui ambitionne de retrouver le rôle d'un véritable parti politique situé à droite de la droite, après avoir été ramené par les circonstances, après 1981, au rang d'un « mouvement d'idées », refuse de se mettre prématurément à l'heure des choix, en vue de la prochaine élection présidentielle.

C'est ce qui fut affirmé, le samedi 20 juin au cours du conseil politique du CNI, ses responsables, MM. Philippe Malaud, président, et Yvon Briant, secrétaire général. Au-delà de cette volonté et de cette stratégie communes, les deux responsables du CNI continuent de faire entendre — par habitude tactique ou en raison de divergences impossibles à dissimuler — deux tonalités différentes.

M. Malaud persiste à défendre son « universelle bienveillance à l'ensemble des candidats » potentiels ou déclarés, à droite, à l'élection présidentielle, en incluant avec force M. Jean-Marie Le Pen et ses électeurs dans cette visée « acémulique ».

Pour M. Yvon Briant, au contraire, s'il n'y a pas lieu de se déterminer avant les candidats eux-mêmes, le choix ne saurait se faire, le moment venu, qu'entre MM. Raymond Barré et Jacques Chirac, le CNI se trouvant dans l'impossibilité de soutenir un candidat (M. Le

Pen) qui a fait œuvre d'opposant depuis le 16 mars 1986.

Le secrétaire général du CNI veut du reste espérer que des engagements, précis, que son mouvement pourrait faire respecter (ce qui ne fut pas le cas dans le passé) pouront être conclus avec les grandes formations de droite avant l'élection présidentielle et déboucheront sur des accords électoraux pour les prochaines élections cantonales et municipales, et pour les élections législatives, en cas de dissolution.

Pour donner consistance à ce désir, le CNI ne dispose pour le moment que de deux atouts. L'un est sa capacité à apporter au candidat de droite qu'il « choisira » pour 1988 une « mobilisation » avant le premier tour et au candidat survivant un « bon report de voix » pour le second tour. L'autre est un mouvement de recrutement d'autant plus spectaculaire : le CNI fait état de 40 % d'adhésions nouvelles depuis le début de 1987 — que les effectifs du CNI s'étaient réduits à une poignée de militants et d'élus.

En veillant par d'incessants déplacements en province à amplifier ce renouveau, M. Briant tente du même coup d'assurer durablement à son avantage le partage d'influence, à la tête du CNI, avec M. Malaud.

M. K.

La situation en Corse

M. Edmond Siméoni plaide pour la démocratie et la tolérance

M. Edmond Siméoni, chef historique des autonomistes, a été réélu à la tête du mouvement, après le retrait de la vie publique, en sortant de la réserve, mardi 23 juin, pour tenter, dit-il, « d'éviter l'irréparable ». Il a déclaré : « N'appartenant plus depuis des années à aucune formation politique, totalement et définitivement dépourvu d'ambition sur ce plan, j'assiste avec angoisse au drame qui s'amploie. Toutes les guerres, même mineures, s'engendrent que des valeurs : à nos fruits amers de la volonté de puissance, de la rapacité, des luttes, des agressions. La lecture de l'histoire du monde nous enseigne qu'à des décennies, voire des siècles de distance, les perdants momentanément préparés des tentatives de revanche. Ainsi de façon répétitive et tragique s'éternise un cycle infernal depuis l'aube de l'humanité où, malheureusement, trop souvent la force prime le droit.

« Notre terre et notre communauté ne sont pas inexorablement condamnées aux deuils, au sous-développement et à l'aliénation, à la haine et, pire, à la guerre civile, littéralement suicidaire. Nous sommes donc condamnés à mériter et à gagner la paix, assise, pour être durable, sur la démocratie, la tolérance, le travail, le progrès économique et la justice sociale, et, naturellement, le respect de notre identité avec son corollaire, le respect de tous les autres, continentaux et étrangers.

« Il n'y a pas d'homme providentiel pour nous sauver : il n'y a pas de panacée : il n'y a pas plus d'union sacrée de façade que d'illustre troisième voie ; il n'y a jamais de solution à nos problèmes existentiels : elles ne dépendent que de nous et de nous seuls, de notre dignité et de notre courage, de notre volonté et de notre ténacité collectives. Je veux apporter à la démocratie, sans aucune prétention, ma modeste contribution. »

Michèle Barzach : la dame de cœur

(Suite de la première page.)

Depuis, poursuit M^{me} Barzach, « quand il arrive au premier ministre de me féliciter parce que je me suis bien démerdée, je lui réponds : Vous voyez, hein, la psychanalyse... »

En montant ainsi au front, M^{me} le ministre, en fait, est restée fidèle à la pratique du docteur Barzach et à toute la vie de Michèle, née en 1943 à Casablanca, parlant arabe et bilingue par-dessus tout la fermeture et les exclusives : « Ma seule violence, dit-elle, c'est contre tout ce qui ressemble à la haine, du jugement a priori, de la discrimination. »

Casablanca. Son père y est arrivé riche de son seul diplôme d'ingénieur et d'une étude de marché, après avoir dû s'employer comme figurant aux studios de Jorville pour se payer ses études à Sup-Élec. Au Maroc, il fonde sa petite affaire d'hydraulique. « J'ai eu une enfance très merveilleuse », se souvient Michèle. Dans sa mémoire chatote encore le souvenir des femmes arabes : « Elles travaillaient dur, comme des bêtes de somme. Mais entre elles, elles avaient une gaieté très profonde, des rires qui dévalaient comme l'eau d'une source ou d'une fontaine. »

Rude est le retour à Paris, où elle rentre pour « faire médecine » contre l'avis du père : « Pour lui, une femme, c'était fait pour se marier. » Quelques années durant, elle connaît les relatives misères de l'existence étudiante : « Je vivais dans une chambre avec ses copines. Beaucoup de jours rires, beaucoup d'émotions, et un petit richard qui ne nous empêchait pas de peler de froid. » Madame le ministre a dit : « emmerdes ? » « Je parle très mal, hein ? », s'excuse-t-elle faiblement, avec un sourire à faire fondre un iceberg.

Etudiante en médecine, Michèle Barzach commence à chercher « une spécialité qui [lui] permettrait de traiter les psychosomatiques ». Le choix est vite fait : ce sera la gynécologie. Plusieurs voyages aux États-Unis la confortent dans cette décision : « Elle a vu en Cinemascope tout ce qu'il pouvait y avoir autour de la femme, notamment un principe. La stérilité, la drogue, la maternité pour des jeunes filles qui n'y sont pas préparées. »

Vers les autres

De fait, Michèle Barzach devient une gynécologue « qui voit plus loin que le bout de son spéculum », résume un ami. « Une fantastique écoute de l'autre, se souvient une patiente. Quand j'ai rompu avec mon mari, c'est elle qui m'a tirée de l'eau, qui m'a répété calmement que c'était terminé et qu'il fallait tourner la page. » « Le besoin d'aller vers les autres est dans ses gènes », assure un troisième. Comment expliquer autrement que par ce « besoin », que Michèle garde chez elle, comme un trésor, plus de deux mille cinq cents photos de visages de femmes, mitraillées dans tous les pays visités, de Sumatra aux Philippines, parfois après de longues « planques », que ne renieraient pas les professionnels.

Mi-gynécologue, mi-confidente, Michèle Barzach opère dans son cabinet de l'avenue Félix-Faure, dans le quinzième arrondissement de Paris. Mais son « ouverture » ne doit pas se confondre avec un quelconque « laxisme » post-soixante-huitard. Certes, il peut lui arriver de prescrire la pilule, en contournant l'autorisation parentale théorique ment obligatoire, à de toutes jeunes filles, mais « ne voir que cela serait profondément injuste. Vous ne pouvez pas savoir le nombre de gamines de treize ans à qui j'ai évité de faire l'amour aussi facilement que l'on prend un café ». On se souvient que M^{me} Barzach avait demandé la pilule simplement parce que leurs copines la priaient, sans en avoir eu fond aucune envie.

De l'université à son cabinet, la voie, il est vrai, n'a pas été toute droite. Après ses études, Michèle Barzach suit d'abord une psychanalyse, pour acquiescer elle-même une formation d'analyste. Un temps, elle obtient les adeptes des « nouvelles thérapies », en vogue au cours des années 70, et pour lesquelles l'évacuation des « blocages » passe par le corps, et non plus seulement par la parole.

Un livre, écrit en collaboration avec le psychologue Gilbert Clohachez Rapelle, intitulé *Je t'aime, je ne t'aime pas*, raconte ces séminaires de psychothérapie de groupe animés par Michèle sous le pseudonyme de Féline. Une dame, on s'agresse verbalement, on se livre à des exercices de relaxation affectueuse comme celui du « serpent » : « Chacun

s'allonge sur le sol et place sa tête sur le ventre de quelqu'un d'autre », ordonne Féline qui anime l'exercice. Toujours pour vaincre ses blocages, chacun doit successivement dire en face aux autres « Je t'aime » et « Je ne t'aime pas ». « Éliminez-les », « Je ne t'aime pas trop », insiste Féline, traqueuse inflexible des réticences et des hypocrisies.

Avec Joëlle Kauffmann, Michèle Barzach fonde ensuite une consultation de gynécologie au dispensaire d'Anberwillers. « Nous avions beaucoup de femmes musulmanes. Pour elles, c'était formidable d'avoir affaire à quelqu'un qui parle leur langue. » A l'Hôtel-Dieu, elle impose la présence d'un paravent dans le cabinet de consultation, pour éviter aux patientes de se déshabiller ou de subir leur examen devant un groupe de carabins hilares.

Messieurs, si vous sachiez...

Aujourd'hui encore, projetée dans un univers ministériel plein de messieurs solennels conduits par des notaires, comment n'aurait-elle pas gardé « un certain regard » de cette époque-là ? Comment oublier ce qu'elle disait alors des cadres supérieurs qui formaient l'ordinaire de ces séminaires de calmes collectifs : « C'est fou ce qu'il y a comme gens de très haute responsabilité qui ont une très faible maturité dans la relation humaine ? » Au conseil des ministres — elle est la seule femme à y participer régulièrement — elle observe, mine de rien, « les signes, les regards, les sourires, tout le jeu de scène non verbal » du gouvernement de la France. Et en tire quelques enseignements, malicieusement secrets. Messieurs, si vous sachiez...

Cette qualité d'écoute, cette rébellion aux enrégimentements, auraient pu la rapprocher des socialistes plutôt que du RPR. Mais c'est bien de question. « Pour moi, déjà, l'alliance avec les communistes n'était viscéralement pas possible. Et puis, ajoute-t-elle très sérieusement, « d'emblée, le socialisme a essayé de casser la notion de famille ». Les « solutions collectives », c'est certain, n'ont pas sa faveur. « Les crèches, d'accord, c'est formidable que cela existe, concède-t-elle. Mais il ne doit pas y avoir que cela. »

Sans aucun doute possible, elle est « dans la ligne ». « La politique familiale ne doit pas être une politique sociale, dit-elle. Si l'on veut que les Français fassent davantage d'enfants, il faut tous les y aider. » Tous, c'est-à-dire aussi les malheureux riches, ces éternels oubliés. Quant au secteur privé à l'hôpital, même si « ce n'est pas l'idéal, c'est sûr », sa suppression est, prodigement renvoyée aux calendes grecques. « Aujourd'hui, il n'est pas possible et pas pensable qu'il disparaisse du jour au lendemain. »

Michèle Barzach, on le voit, a toutes les raisons de se sentir à l'aise au RPR, « un mouvement qui me touche, par cette formidable palette d'âge et de profession. Je ne supporte pas les castes ». Entre-temps, elle a rencontré Jacques Toubon, à l'époque trésorier de la fondation Claude-Pompidou, dont les volontaires vont visiter les malades sur leur lit d'hôpital. Et Michèle est chargée de sélectionner ces volontaires « pour leur expliquer que ce n'était pas aussi facile qu'une partie de bridge ». Quelques années plus tard, Michèle Barzach fera de Jacques Toubon le parrain de sa fille Tatiana.

Certaines réactions des foules RPR ne héraissent-elles pourtant pas Michèle Barzach l'humaniste ? « Vous savez, une fois RPR, c'est formidable, parce qu'elle applaudit à la fois quand on dit non au racisme et aussi quand Pasqua propose une politique musclée. » Quant au ministre de l'Intérieur, « c'est quelqu'un de très courtisé dans la vie politique ». Ne s'est-il pourtant pas opposé à la mise des seringues en vente libre, mesure initiée par Michèle Barzach ? « Il a dit cela dans une interview. Mais il m'a appelée le jour même de la parution, pour m'expliquer qu'en fait l'interview avait été rédigée par un des ses collaborateurs et que lui-même était d'accord avec moi », explique Michèle, apparemment satisfaite de l'explication.

Péripéties ordinaires de la vie politique. Depuis un grave accident de moto survenu à son mari Jean-Pierre Renard, directeur de la revue du Diner's Club Signatures — « Je l'ai ramené à la vie par les cheveux » — Michèle Barzach a définitivement décidé « ce qui est important et ce qui est dérisoire. C'est une économie fabuleuse sur sa propre vie ». Et grâce au « travail » jadis effectué sur elle-même, elle est capable de supporter sans douleur

« tous ces gens qui passent leur journée à exprimer qu'ils ne vous aiment pas ». « Elle fonctionne comme un système informatique, confirme Jacques Toubon. Ça passe ou ça ne passe pas. »

Sans importance, les monômes des étudiants en médecine, qui la séquestrent plus d'une heure dans sa voiture, à la sortie de l'émission de Patrick Poivre d'Arvor « A la folie pas du tout ». Sans que M^{me} le ministre descende de sa R-25 pour s'adresser à ses cadets turbulents. « Évidemment, dit-elle, ma première tentation, c'est de prendre le truc, là, le porte-voix, et de discuter avec eux. Mais ces mouvements, vous ne savez jamais comment cela va tourner. Sans importance, « l'affaire Michel Noir ». « Tout à fait d'accord sur le fond » avec son collègue du commerce extérieur, pour qui il vaudrait mieux « perdre les élections » que « perdre son âme » avec Le Pen, Michèle Barzach n'a pas apprécié la forme : « Moi, je ne suis pas un loser. Je suis plutôt un gagnant. Je lui ai téléphoné parce qu'il était important d'être à côté de lui à ce moment-là. Mais à aucun moment je ne lui ai proposé de démissionner avec lui. Pas plus qu'il ne me l'a demandé. »

L'occasion saisie à la seconde

Sans importance, le flot d'insultes des députés et de la presse d'extrême droite, chaque semaine roussissant, jusqu'à l'obscénité. Quand le docteur François Bacot (l'homme des sidéotaxiens) la traite de « petite dame qui pose des sériettes et donne des pilules », elle ne retient, pour en rire franchement, que la deuxième partie de la phrase, « quand il a expliqué que lui risquait sa vie en étant radiologue, alors là c'était trop ». Et puis, « les hommes oublient simplement que les femmes ne sont pas sensibles de la même façon qu'eux aux coups portés au-dessous de la ceinture ». Elle s'avoue tentée de même « folle de rage » d'avoir été, en son absence, défendue plus que mollement à l'Assemblée par André Rossinot, après avoir été attaquée par le député lepeniste Edouard Frédéric-Dupont : « J'étais contente de ne pas être là ! »

En fait, depuis son arrivée au ministère, un seul coup a porté vraiment. Le jour de la fête des mères 1986, elle visite la pouponnière de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul. On parle adoptions et le directeur du service se plaint devant elle que certains enfants ne soient pas « juridiquement adoptables », n'ayant pas été abandonnés « dans les formes » par leurs parents. Peu au fait du dossier, le ministre promulgue quelque temps après la loi, pour un acquiescement. Le lendemain, un poste radio à la « une » du journal *Le Matin* : « Michèle Barzach : les pauvres devraient abandonner leurs enfants ». « Oui, j'ai pleuré d'acablement. C'est tellement contraire à tout ce que je suis. Et ce genre de trucs, ennuie, ça vous colle comme un vieux mégal. »

La mésaventure n'est pas sans rappeler l'arrivée du nouveau ministre en ses bureaux de l'avenue de Ségur. A peine installée, elle constate que sa secrétaire particulière reçoit ses visiteurs « en jogging et en tennis ». Une autre de ses secrétaires est enceinte. Michèle Barzach demande que la jeune femme accouche soit affectée sur un poste moins fatigant et que l'autre veuille bien s'habiller en tenue de ville. L'affaire se termine par un tract de la CFDT : « Barzach les veut sans bébés et sans pantalons » — et un article sarcastique dans le *Canard enchaîné*. Elle influe même, parait-il, sur les relations avec Philippe Séguin, ministre de tutelle.

« Plusieurs fois, je lui ai proposé que l'on se voie pour que je m'explique. Je n'ai pas eu de réponse. » Les choses vont mieux depuis. Péripéties, disait-on. Elles n'ont pas empêché le ministre de la santé de faire désormais « clairement le choix d'une carrière politique ». « La vie, c'est comme la photo, dit-elle. Si on ne saisit pas l'occasion à la seconde même où elle se présente, elle ne repasse pas les plats. » Autrement dit, elle est discrètement en quête d'une investiture pour les prochaines législatives. Conseillère municipale du 15^e arrondissement, elle pourrait tout naturellement songer à s'inscrire à un concurrent de taille : Edouard Balladur, qui couvre l'arrondissement pour lui-même et pour son poulain René Galy-Dejean, maire du 15^e arrondissement. « En politique en général et chez les gauchistes en particulier, on n'a que ce qu'on prend », avertit Jacques Toubon. A bonne entendeur...

DANIEL SCHNEIDERMAN.

IPESUP
HEC - SCIENCES PO
MÉDECINE - PHARMACIE

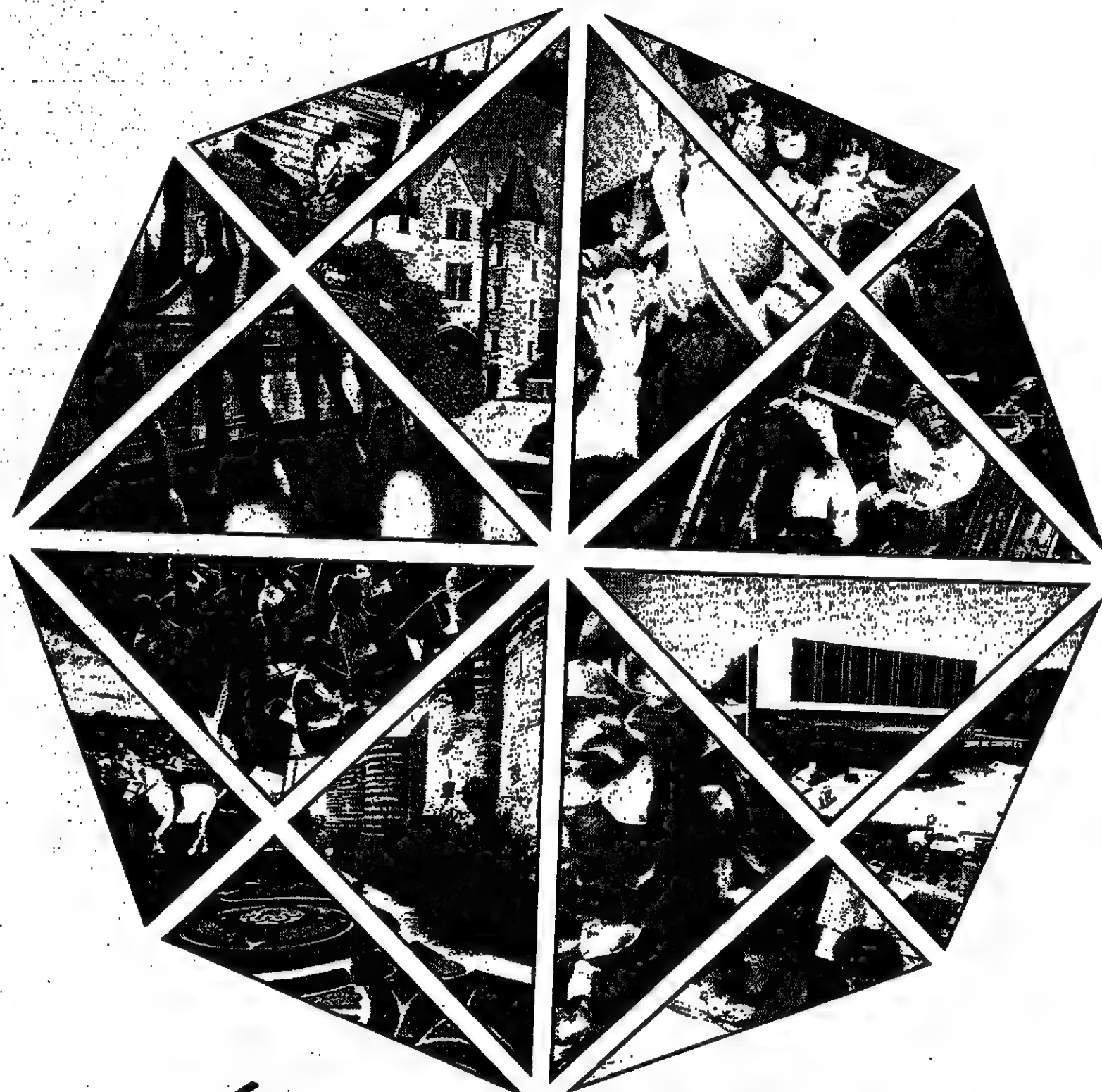
PREPASUP
HEC - SCIENCES PO
BACCALAURÉAT

PRÉPA HEC PILOTE
1^{re} Classe préparatoire
de France pour les bizutés
Recrutement : Bac C
sur dossier + entretien

23, rue Cortambert 75116 PARIS
(1) 45 03 01 66

HIPPIE KAZIN
PARADISE
CHASSEZ VOS
AMIS LA DROGUE
LES VERTUS
DE VOS VERTUS
CHASSEZ VOS
AMIS LA DROGUE
LES VERTUS
DE VOS VERTUS
CHASSEZ VOS
AMIS LA DROGUE
LES VERTUS
DE VOS VERTUS

Aimer Angers



Le qualitascope

HERVÉ BAZIN : "Je suis né à Angers... La moitié de mon œuvre a l'Anjou pour cadre quand ce n'est pas Angers même. Je n'en fais pas mystère : je ne me sens chez moi qu'au bord de la Maine. Angers, c'est pour nous ce qu'est Paris pour la France : la tête, le cœur, le carrefour de souvenirs, de routes, de rivières. C'est avec son château, ses tapisseries, sa cathédrale d'un style bien à nous (le Plantagenêt), une ville extrêmement typée."

Angers, réalité vivante et continue, fait la part égale à l'Histoire, l'Art, le Pittoresque, l'Éducation, les Célé-

brités, les Sociétés, la Culture, le Sport, l'Économie, la Technique. Tout affirme l'unité dans le temps, la vitalité dans l'espace, d'Angers en mouvement."



AIMER ANGERS, C'EST AIMER AUTREMENT

Avec ses 210.000 habitants, Angers, grande agglomération du Val de Loire, est le centre géographique de l'Ouest Atlantique. Dès 1989, elle sera, avec le TGV, à 1 h 30 de Paris et à 2 h 30 par l'autoroute Océane.

Ville d'Angers - 49035 ANGERS CEDEX - TEL : 41.86.10.10.

Enquête

Il y a vingt-cinq ans, l'arrivée
S'intégrer au « bled »

Tourner la page ?

L'AIMABLE Enrico Macias, qui a toujours, comme chacun le sait, le cœur en bandoulière quand il passe à la télévision, jugé « scandaleux », le samedi 20 juin sur Antenne 2, que vingt-cinq ans après l'exode de 1962, la France en soit encore à essayer de « régler le problème » des pieds-noirs.

Au premier rang de l'assistance, le secrétaire d'Etat aux rapatriés en exercice, M. André Santini, et son prédécesseur socialiste, M. Raymond Courrière — assis à plusieurs fauteuils d'intervalle parce que le second ne parle plus au premier depuis leur polémique sur la gestion de l'ONASSEC (Office national pour la réinsertion des rapatriés musulmans), au cours de l'été 1986 — opinent du chef. L'un et l'autre savent bien qu'en ce domaine, comme dans tant d'autres, c'est l'indécision qui n'a guère suivi les engagements politiques des gouvernements successifs de la V^e République. De Robert Boulin à M. Santini, tous les secrétaires d'Etat en charge du dossier ont dû livrer aux ministères des finances la même interminable guerre de tranchées.

Si l'on considère que le « problème » était purement matériel, il faut constater qu'en application des trois lois d'indemnisation, précédentes, de 1970, 1974 et 1978, l'Etat a déjà dépensé un total près de 25 milliards de francs pour dédommager partiellement les pieds-noirs de la perte de leurs biens. A ce jour, 199 392 dossiers de demandes d'indemnisation ont été déposés (principalement dans les Bouches-du-Rhône, dans les Alpes-Maritimes, à Paris, dans le Var, dans l'Hérault, dans la Haute-Garonne) mais 168 300 seulement ont connu des suites favorables.

Le port
des décorations

Les bénéficiaires des décisions gouvernementales ont obtenu en moyenne 58 000 francs par dossier en application des lois de 1970-1974. Puis 110 742 dossiers ont été régularisés, 237 760 bénéficiaires ont donné lieu, en vertu de la loi de 1978, à l'attribution d'un complément d'indemnisation d'un montant moyen de 130 000 francs, le versement des indemnités dues devant s'étaler jusqu'en 1991 pour les départs des titres distribués.

Selon le gouvernement Chirac, ce « problème » devrait être définitivement réglé avec la quatrième loi d'indemnisation, actuellement en discussion au Parlement, qui prévoit une nouvelle enveloppe de 30 milliards, soit 2 milliards de francs courants par an, sur quinze ans, à partir de 1989.

Si l'on estime que le « problème » était aussi, et peut-être d'abord, moral, il faut rendre cette justice à M. Mitterrand que c'est pendant son septennat qu'il aura été adopté, contre l'avis de certains parlementaires socialistes, la loi du 3 décembre 1982 ayant valeur d'amnistie pour les anciens généraux putchistes.

Faut-il aller plus loin dans cette voie de réconciliation ? Convient-il, en particulier, comme le propose le gouverne-

ment, de réintégrer dans les ordres honorifiques et dans le droit au port de certaines décorations les anciens partisans de l'Algérie française amnistiés par les lois de 1974 et 1986 ?

Les hésitations manifestées par les amis de M. Barre et par certains gaullistes eux-mêmes montrent que le souvenir du passé demeure pesant. Enfin, si l'on s'en tient au sort précaire qui est encore, vingt-cinq ans après, celui des familles des anciens harkis, il faut bien dire que ce « problème » n'est loin d'avoir trouvé des solutions satisfaisantes. Il s'inscrit en négatif, telle une épave hémorrhagique, dans le bilan de tout ce qui a été entrepris depuis 1962.

La volonté
de Jacques Chirac

Alors que les pieds-noirs sont parvenus tant bien que mal à tirer leur épingle du jeu politique en « monnayant » systématiquement leurs suffrages, avec opportunisme, à l'occasion de chacune des grandes échéances électorales nationales, sous l'impulsion en particulier du mouvement du Retour, les rapatriés musulmans ont pu de l'émiettement de leur représentation communautaire et de leurs difficultés d'adaptation.

Même si la volonté personnelle de M. Chirac d'épurer une fois pour toutes ce contentieux qui a trop duré ne saurait être mise en doute, il est illusoire, compte tenu de l'expérience du passé, d'imaginer que le « problème » des rapatriés puisse être complètement résolu à très court terme. Les décrets d'application réduisent souvent à peu de chose les meilleures intentions parlementaires.

Voilà pourquoi l'annonce faite par M. Santini de la fin de sa mission est apparue aux intéressés aux mêmes comme une rodromontade. En 1964, déjà, le ministre des rapatriés de l'époque, M. François Missoffe, avait annoncé la suppression de son ministère.

En la circonstance, M. Santini s'est livré à une banale manifestation d'auto-satisfaction tendant à décharger sa responsabilité dans la mise en application de la nouvelle loi d'indemnisation. Celle-ci s'annonce en effet fort aléatoire puisqu'elle sera renvoyée, en principe — si le gouvernement s'en tient à son texte initial, — au lendemain de l'élection présidentielle.

Il semble aussi que le secrétaire d'Etat, en quête depuis plusieurs mois d'une promotion à l'intérieur du gouvernement, ait voulu faire pression sur M. Chirac tout en sachant que M. Mitterrand s'oppose à tout avancement en sa faveur depuis sa mauvaise querelle avec M. Courrière.

Il y a fort à parier que, avec ou sans M. Santini, le « problème » des rapatriés continuera encore longtemps de hanter les dirigeants politiques.

Recevant, le lundi 22 juin, MM. Guy Forzy et Jacques Roseau, dirigeants du Retour, le premier ministre, qui en est parfaitement conscient, a confirmé le maintien d'un secrétariat d'Etat aux rapatriés.

ALAIN ROLLAT.

(Suite de la première page.)

« Nous ne demandons pas qu'on nous en donne un pour en faire une mosquée. Dieu est partout et on peut donc prier chez soi, et puis la mosquée de Pertuis n'est pas très loin. La seule chose que nous réclamons, c'est un cimetière musulman. » Le vieux harki qui parle, retraité de l'Office national des forêts (ONF), est à Rians depuis vingt-cinq ans. Echappé d'Algérie, avec sa femme et sa dizaine d'enfants, grâce à un officier français ami tandis que des dizaines de camarades de sa harka (unité mobile, de l'armée haraka, mouvement) étaient massacrés, il ne retournera jamais là-bas. « Rians est devenu mon chez-moi. Je m'y sens bien. Je veux y mourir et y être enterré. »

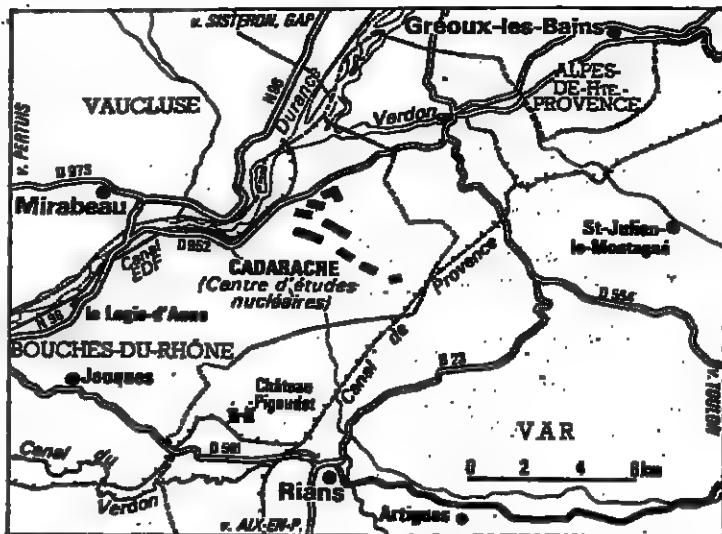
Parmi les fils de harkis riansais, l'écho n'est pas très différent, si ce n'est qu'on y pense plus au travail d'aujourd'hui qu'à la dernière demeure ; mais l'affection n'est pas moindre pour le village.

« Nous nous sommes installés peu à peu, et sans réaction de rejet visible parmi les villageois », raconte Moukher Nour, fille de harki et mère de famille divorcée d'un harki, mais dont le frère a épousé une Riansaise de souche. Vendueuse, en chômage depuis novembre 1986, représentante locale de l'Union nationale des travailleurs français musulmans (U.N.T.F.M.), Moukher Nour poursuit : « Le vrai drame, c'est le manque d'emplois qui aggrave nos jeunes. Il est inadmissible que l'ONF refuse aux fils de harkis retraités de succéder à leurs pères

compte deux enfants de harkis, catégorie à laquelle appartiennent aussi la moitié des huit tuistes (2) de la commune », indique encore M. Janetti, avant de poursuivre : « L'espoir, pour toute la jeunesse riansaise, c'est que nous ne sommes plus un village qui meurt. De sept cents habitants en 1958, nous sommes passés à près de deux mille cinq cents en 1987 (3). La maternelle et l'école, qui regroupent en tout près de trois cents cinquante enfants, doivent être régulièrement agrandies. Notre première usine, une entreprise privée de capteurs solaires, a vu le jour et emploie déjà cinq ou six personnes. »

En venant à l'affaire du carré musulman, c'est la droite que cette fois la mairesse cloue au pilori : « Notre demande de subvention au conseil général, présentée par M. Arreckx, UDF, a été refusée sous prétexte qu'il ne faut pas accentuer les clivages entre Français musulmans et Français tout court. Comme s'il n'existait pas déjà en France des nécropoles par religion ! »

L'époux de M. Janetti, ancien sénateur (1976-1986) et député depuis les dernières législatives, est un descendant d'immigré italien, assimilé au point de parler provençal. A Saint-Julien, le village dont cet ancien directeur d'école est maire depuis 1965, M. Janetti nous déclare : « Naturellement si les musulmans veulent une mosquée ou un cimetière, là où ils sont assez nombreux il faut les aider à les réaliser et éga-



que M. Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, vienne sur place leur promettre de s'occuper d'eux.

« Quelque musulmans d'origines arabe ou berbère, nous sommes français et ne voulons être que cela tant dans nos cœurs qu'en regard de la loi. Qu'on mette fin à la marginalisation, au chômage dont nous sommes victimes ! » Loin d'être un « meneur », Hamouche Zerrouki paraît au contraire le modérateur des Logisannois. Locuteur de Caennais et de mystiques musulmans (antonomiques des intégristes), vingt-six ans, marié, soudeur à l'arc sans travail, Hamouche réclame au fond pour sa communauté « le droit à la ressem-

blance ». Pratique une provocation, à l'heure où c'est plutôt « le droit à la différence » qui est à la mode...

« M. Santini nous a promis vingt-cinq emplois dans une unité nouvelle de sapeurs forestiers, mais nous ne voyons rien venir si ce n'est des rumeurs affirmant que certains élus ne seraient pas d'accord. Pourvu qu'une fois encore on ne nous ait pas roulés ! Comme en 1984, lorsqu'un grand architecte pied-noir est venu avec un sociologue libanais (4) mettre sur pied un projet de vrai village. Nous étions fiers de joie et puis le dossier a été enterré... », raconte Hamouche dans ce paysage à la Giono où un mauvais génie aurait amené un peu de cette Misère de Kabylie telle que Camus la décrit dans ses Chroniques algériennes.

Au Logis-d'Anne, ce fut tout le contraire du village varois : non seulement on établit les harkis en pleine forêt à une dizaine de kilomètres de Jouques, dans des maisons de qualité inférieure au standard local moyen, mais encore leur proportion a atteint jusqu'à 25 % de la population communale. (Ce pourcentage est aujourd'hui tombé à 16 %.)

Viticultrice d'Oran

Une remarque générale, aussi, dans le secteur, est que les enfants de harkis n'ont guère de goût, à l'exception du bûcheronnage et des vendanges, pour les tâches agricoles. « J'ai dû faire venir d'Oran nos anciens ouvriers agricoles marocains », indique Gilbert Chapuis, jeune pied-noir dynamique en polo qui, sur les terres endormies de Châteaupigoulet, une ancienne résidence estivale des archevêques d'Albi, a réussi, à force de soins, à donner au canton un rouge de garde classé qu'on vient maintenant chercher de loin. « Et jusque d'Amérique et du Japon ! »

« 60 % de la production de nos 50 hectares de vigne sont exportés », précise Gilbert Chapuis, nostalgique quand même sous une grande photo de Descartes (aujourd'hui Ben-Badis), son village oranais où il est né en 1951 et « où nous produisons plus de vin que toute la commune de Rians réunie ! »



Ci-dessus, la région de Rians, en Haute-Provence. Ci-dessous, M. Henri Muller, viticultrice pied-noir réinstallé en Corse.

alors que ces emplois sont confiés à des Français d'origine européenne appelés d'autres zones.

A l'hôtel de ville, la « mairesse », c'est M. Courrière, l'ancien secrétaire d'Etat socialiste aux rapatriés, qui nous a fait savoir qu'il valait mieux ne pas laisser les harkis se transmettre de père en fils les emplois de l'ONF. Cela se passe bien pourtant chez les notaires ou les commerçants ! Dans le cas des familles de harkis ce serait, paraît-il, contraire à leur intégration dans la nation, comme si le chômage n'avait pas en cela un effet contraire bien plus grand encore !

« La municipalité de Rians fait pour sa part le maximum : sur une vingtaine d'employés elle

laisse les laisser libres de succéder ou non à leur père à l'ONF. »

C'est un langage qu'on aimerait bien entendre à quelques kilomètres de là, au Logis-d'Anne, forte implantation harkie située sur la commune de Jouques. Nous sommes là dans un autre département — les Bouches-du-Rhône. L'assimilation sans vrai drame et la quête pas trop pessimiste d'un emploi, constatés à Rians, font place au Logis-d'Anne à une atmosphère sur les dents.

Là, sous une pinède surplombant les Durances, se cachent de précieuses bungalows, torrides l'été, difficiles à chauffer l'hiver. Dans l'un d'eux, une trentaine de jeunes chômeurs, fils de harkis, ont observé une grève de la faim durant une semaine, en avril (le Monde du 15 avril). Jusqu'à ce

blancs. Pratique une provocation, à l'heure où c'est plutôt « le droit à la différence » qui est à la mode...

« M. Santini nous a promis vingt-cinq emplois dans une unité nouvelle de sapeurs forestiers, mais nous ne voyons rien venir si ce n'est des rumeurs affirmant que certains élus ne seraient pas d'accord. Pourvu qu'une fois encore on ne nous ait pas roulés ! Comme en 1984, lorsqu'un grand architecte pied-noir est venu avec un sociologue libanais (4) mettre sur pied un projet de vrai village. Nous étions fiers de joie et puis le dossier a été enterré... », raconte Hamouche dans ce paysage à la Giono où un mauvais génie aurait amené un peu de cette Misère de Kabylie telle que Camus la décrit dans ses Chroniques algériennes.

« Les pataquès de Clio »

DE tous les livres consacrés aux pieds-noirs, il en était deux jusqu'ici qui, sans doute, permettaient à eux seuls d'assez bien comprendre, et éventuellement d'aimer, ces Français du Maghreb, et plus particulièrement d'Algérie : le brillant et impitoyable essai de Pierre Nora, Les Français d'Algérie (Julliard, 1961), et un roman qui vous prend aux tripes, dû à Jean Pelegri, Les Oliviers de la justice (Gallimard, 1969), dont James Blue fit, à l'époque, un film tout aussi bouleversant.

A ces titres, probablement faudra-t-il ajouter désormais le fort volume de Joëlle Hureau, La Mémoire des pieds-noirs. Cette aggrégée d'histoire, Tunisienne de naissance, ancienne enseignante à Oujda, ville marocaine frontalière de l'Algérie, professeur aujourd'hui dans le Loiret, s'est attachée moins à reconstituer l'histoire de l'Algérie française qu'à retrouver la façon dont la vécuient ces « colons »,

dans leur chair et surtout dans leur âme.

Car les pieds-noirs aussi en ont une, bien que certains en aient parfois douté. Et avec elle une identité qui, comme d'autres auparavant, se fonde sans doute, en l'enrichissant, dans le creuset hexagonal. Parmi les originalités de cette culture (Le Monde daté 6 février), qui pour être coloniale n'en a pas moins existé par elle-même, on trouve pour la première fois cette notion d'Européen, qui, plus tard, est tant de mal à s'implanter en Europe même.

Là-bas, toutes les composantes latines, maltaises, alsaciennes, voire helvétiques ou allemandes constituant la seule colonie de peuplement de quelque importance que la France eut jamais en dehors du Canada, trouvant d'elles-mêmes le sentiment d'être européens.

Mais, rétorquera-t-on, cela se fit par opposition aux naturels du pays,

arabes et berbères. Et c'est cela la grande question ! A laquelle les pieds-noirs répondent qu'ils laisseraient au Maghreb trois fois plus d'Arabes-Berbères que n'en trouveraient leurs pères. Tous les colonisateurs ne pourraient en dire autant...

Et s'il est bien exact que seuls Napoléon III et Charles de Gaulle eurent vraiment, en cent trente-deux ans, la volonté politique de faire de tous ces « sujets » musulmans des citoyens à part entière, ce n'est pas la seule opposition de l'administration coloniale ou des notables pieds-noirs qui l'empêche (de Gaulle y parvenant toutefois quelque peu à l'extrême). Le droit civil français était trop rigide pour admettre les particularités du statut personnel musulman telles que la polygamie ou la répudiation.

La question des femmes fut, au reste, fondamentale : l'interdiction coranique faite aux musulmans de contrôler avec des non-

musulmans servant d'abri sûr à la société algérienne. Mais, note la peintre et urbaniste algérienne Jean de Maisons, qui fut un des rares libéraux français ayant tenté de vivre en Algérie algérienne, « si les musulmans nous avaient donné leurs filles en mariage, le Maghreb serait devenu un autre Brésil ».

Mémoire
douloureuse

A chaque occasion, et il y en a eu de partielles entre les projets d'ensemble du Second Empire et de la V^e République, où des musulmans algériens purent accéder à la pleine citoyenneté française, ceux qui s'y risquaient passèrent souvent pour des « traîtres » aux yeux de leurs coreligionnaires car, ce faisant, ils devaient abjurer leur statut islamique. Les juifs algériens, en 1870, n'avaient pu bénéficier sans réserve de notre citoyenneté qu'en renon-

çant au droit mosaïque et donc, par exemple, à la polygamie.

Avec plus de douceur que Nora et moins de passion que Pelegri, Joëlle Hureau assemble et fait défiler ces « pataquès de Clio » qui, à tout le moins, n'empêcheront jamais la coexistence et la convivialité. Car si l'Afrique du Nord française connue des intégristes et bien des injustices (on pense, par exemple, au code de l'indigénat en Algérie), elle ignore la ségrégation. Finalement « les événements parurent moins notables que la façon de les vivre ». Et, pourrait-on dire aussi, que la façon de vivre tout court.

Le style de Joëlle Hureau est bien parfois un peu « universitaire », mais l'époustouffante érudition, les claires explications, les cent trouvailles qu'elle déploie permettant finalement de lire avec un plaisir presque constant cet ouvrage où n'est naturellement pas oubliée la terrible *chikoumour*, cet « œil sec »

auquel les pieds-noirs, dans l'ensemble, ont maintenant échappé, même si leur mémoire ne peut être que douloureuse.

Il n'est pas désagréable d'accompagner la lecture de Joëlle Hureau de celle de Carmet d'Orient, originale bande dessinée racontant toute la conquête de l'Algérie, et celle du numéro spécial d'*Historia* sur l'Algérie coloniale, qui apporte, outre des articles variés, une foule de gravures et de photos inédites aidant à mieux saisir cette histoire proche et pourtant comme si elle était déjà de plusieurs siècles...

J.-P.-P.-H.

* Joëlle Hureau, La Mémoire des pieds-noirs de 1830 à nos jours, Olivier Orban, 280 p., 98 F.

* Carmet, Carmet d'Orient, Castorama, 70 p., 68 F.

* Historia, spécial Algérie « Histoire et nostalgie, 1830-1967 », 180 p., 25 F.

Enquête

des pieds-noirs et des harkis français

Les producteurs originaires du terroir et qui, comme l'ancien car-tésien, peuvent inscrire « Côteaux d'Aix-en-Provence » sur leurs bouteilles moins fameuses sont parfois un peu agacés par « ces pieds-noirs toujours plus malins que les autres » mais, l'air de rien, ils s'essaient aussi à améliorer leurs cépages...

A quelques kilomètres de Château-Pigoudet, Claude Schmitz, autre vicaire or-mais, employant également des Marocains, est venu, lui, de Georges-Clemenceau (aujourd'hui Stidia), près de Mostaganem. Conseiller municipal d'Arignac, minuscule village d'une centaine d'habitants, cela a été sa façon volontariste de s'incorporer au paysage français. Il faut dire que, comme les harkis, il n'était pas vraiment « rapatrié » lorsqu'en 1964 il débarqua d'Algérie après la nationalisation de son vignoble, mais, au sens strict du terme, « immigré ». « Je suis en effet d'ascendance alle-mande : venus de Rhénanie, mes ancêtres portaient en groupe pour le Brésil via Dunkerque lorsque le gouvernement de Louis-Philippe les détournait vers l'Al-gérie pour y fonder un village de colonisation. Voilà comment nous sommes devenus français. »

Passionné de politique, Claude Schmitz s'avoue déçu tant par le Parti républicain que par le Front national, qui eurent ses faveurs : « Quant aux socialistes locaux, je les soupçonne fort, à cause de mes opinions, d'avoir retardé l'irrigation de mes soixante hec-tares cultivables. Vingt-deux ans qu'on me promet l'eau pour cette terre sèche, tellement plus fruc-tueuse que celle d'Algérie... Enfin, cette année, l'irrigation arrive ! »

Pour l'ancien élémencien, une troisième aventure commence sans doute, car la concurrence sera rude pour bien vendre le maïs qu'il projette de planter.

Ainsi, dans cette région de Pro-vence où il n'y a pas si longtemps

les paysans, parfois maire en tête, refusaient qu'on irrigue leurs champs et où la seule irrigation un peu spectaculaire de la modernité a été constituée par l'implantation depuis les années 60, dans l'ancien élevage de volailles de Cadarache, d'un centre d'études nucléaires - d'ailleurs resté bien mystérieux, voire inquiétant pour la majorité des habitants, en dépit des cinq mille emplois qu'il leur a fournis -, dans cette région « marginale », l'apport humain d'Algérie, pied-noir ou arabo-berbère, a, malgré l'existence de problèmes non encore résolus mais réglables comme celui du Logis-d'Anne, été finalement bénéfique car proposé à petites doses et donc absorbé sans contrainte.

Rians, en particulier, avec le sourire brun de Fadila qui vous accueille à la mairie, et avec le petit Farid non moins brun qu'un fils de harki a fait avec la fille du clerc de notaire, Rians avec son bon « vin pied-noir » et son menuisier ou son plombier tout aussi pieds-noirs, mais montrant tous le même attachement au village que les natifs, Rians, à sa modeste échelle, peut être quand même un exemple optimiste de ce que la nation France est encore capable de faire en matière d'assimilation, pourvu qu'on ne la brusque pas trop et qu'à Paris, là-bas, on l'y aide un peu.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) UNTFM, 429, avenue Monsie-meur, 93500 Dragny-sur-Meuse.

(2) TUC, travaux d'utilité collec-tive, créés par le gouvernement Fabius en 1984.

(3) Rians comptait trois mille trois cents habitants sous Louis XVI.

(4) Il s'agit de Roland Simouet, auteur notamment du Musée Picasso de Paris et des ELM modèles de Saint-Denis, et de Mérouane Abi-Smara. Ils ont rédigé un projet architectural et une étude sociologique, le Logis-d'Anne : histoire d'un village ségrégué, 126 pages.

La « galère » de Louissette et Fadila

NE parlez pas de M. Santini à Louissette et Fadila ! Depuis que ces filles de harki, étudiantes en langue arabe à Paris, ont appris que le secré-taire d'Etat aux rapatriés voulait fermer boutique (Le Monde daté 23 juin), la raison d'être de son ministère ayant à ses yeux dis-paru, elles sont étouffées d'indi-gnation. « On n'a même pas encore vu le premier sou des 500 millions que le gouvernement a soi-disant débloqués pour résoudre les problèmes des rapa-triés de souche algérienne. Et voilà que M. Santini veut déjà mettre la clé sous le paillasson ! »

Tenez, d'ailleurs, on ne va pas rouler sur l'or avec ces mil-lions, si jamais on les touche », poursuivent-elles en brandissant un numéro récent de Notre Voix (1), qui écrivait, avant la fixation de la dotation : « Pour les 40 000 familles de Français musulmans rapatriés en 1962, soit une communauté actuelle de 500 000 à 600 000 personnes, nous réclamons depuis des années une indemnisation forfaitaire de 150 000 francs par famille, soit environ 600 millions de francs, c'est-à-dire moins que ce que cou-tent cette année à la France les réfugiés sri-lankais en Guyane ou la réfection du Louvre. »

S'agissant de l'indemnisation, nos deux étudiantes s'inquiètent pour leurs pères, anciens supplé-tifs de l'armée française, aujourd'hui bûcherons retraités et pour leur vingtaine de frères et sœurs, tous dans leur petit village du Midi, l'esprit tourné en perma-nence vers Paris, depuis que s'y trouvent Fadila et Louissette. Imbattables meilleures élèves de leur classe, elles ont emporté dans la capitale l'espoir familial de la réussite sociale, pour l'argent bien sûr, et c'est normal, mais au moins autant pour la revanche sur ce qu'elles appellent gentiment l'« adversité », et qui fut le long oubli de la France pour ces « Arabes » embarrassants qui

l'avaient prise au mot, jusqu'à la suivre dans l'Hexagone.

Leurs familles, tôt ou tard, recevront enfin quelques billets de 500 francs pour les biens perdus en Algérie dans la tourmente de l'indépendance et dont la plupart, au reste, n'ont pas conservé de preuves écrites. Mais, elles, Loui-sette et Fadila, quand toucheront-elles leur bourse ? Au collège, puis à l'école de commerce pro-vinciale où elles étaient jusque-là, l'Etat ne s'était pas trop fait prier pour leur accorder un pécule.

Optimisme et patience

Tout s'est compliqué quand « pour aller vendre des produits français dans les harems d'Arabie », elles ont voulu donner un plus linguistique à leur diplôme de commerce en transformant leur arabe dialectal maternel en arabe des affaires.

L'éducation nationale ne pré-voquant pas de bourse pour leur cas, elles furent orientées vers l'administration chargée des rapa-triés. Comme l'annonce de la bourse espérée tardait à venir, elles ont fui, bravement, pour ne pas perdre une année, par quitter le Midi en affirmant à la maison-née que c'était accordé. Et hop ! les voilà débarquant gare de Lyon, un soir incertain de l'automne 1986.

On s'inscrit au cours d'arabe, on trouve un studio. « Et, depuis lors, on galère pour nos bourses. Nous avons contacté, harcelé, supplié depuis des mois les fonc-tionnaires chargés de nos dos-siers. Les lettres ont succédé aux rendez-vous, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'en mars on nous informe qu'une somme forfaitaire de 10 000 francs chacune, pour l'année universitaire en cours, nous était attribuée. Mais à l'heure qu'il est, nous n'avons toujours rien encaissé et, en plein examen, nous nous creusons la

tête pour savoir ce que nous devons inventer si, faute d'argent, nous ne pouvons pas descendre voir la famille cet été : sans parler de toutes les dettes que nous avons contractées à droite et à gauche... » Malgré tout, elles éclatent en cœur d'un vrai rire.

Pour subsister, elles ont, tout au long de l'année, bien sûr, tra-vaillé : l'une gardant au noir des enfants, pour vingt-cinq francs l'heure, l'autre travaillant légale-ment dans un grand magasin, toutes les deux se retrouvant le soir pour déchiffrer les journaux arabes, et pour faire leurs comptes : loyer : 3 000 F ; nourri-ture : 2 000 F ; cartes orange ban-que : 500 F ; livres, vêtements, électricité, téléphone, etc., le tout dépassant bien souvent les quel-ques milliers de francs réunis mensuellement à deux. « Dieu merci, la logeuse est compréhen-sive... »

Si elles sont des Françaises encore un peu à part, elles sont en tout cas bien de leur temps et de leur pays d'adoption, notamment dans leur façon dégagée de traiter d'égal à égal avec les hommes. Fadila et Louissette n'ont guère conservé de leurs origines arabes - mais ce n'est pas négligeable - que cet optimisme indécourageable devant la vie, cette capacité

de patience, caractéristiques de l'islam.

La question des origines les intéresse mais ne les inhibe pas. « Si l'amour en décide, j'épouse-rais un non-musulman, cela va de soi, et ma famille l'a admis », annonce Fadila, qui serait prête à faire mentir la fin dramatique de Pierre et Djemila, le récent film de Gérard Blain, sur une impos-sible idylle islamo-française, dont elle dit que « la vérité qu'il décrit n'est pas une fatalité éternelle ».

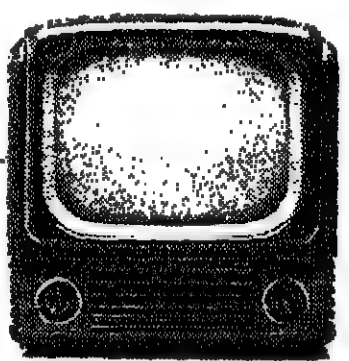
Quant à Louissette, elle regrette que ses parents, par un geste tou-chant offert à cette France incon-nue où naissait leur première fille, lui aient donné un seul prénom, « emprunté à une ancienne vol-sine pied-noir ». « Mes frères et sœurs ont tous un prénom double, européen et arabe ; une de mes sœurs, déjà mariée, a fait la même chose avec son premier bébé et ce sera pareil pour mes propres enfants ».

A leur manière, dans ce domaine comme dans les autres, elles ont su assez bien concilier à la fois assimilation et identité.

J.-P. P.-H.

(1) Bulletin trimestriel de la com-munauté des Français musulmans du Var, AFMA, bâtiment G 1, Port mar-chand, 83000 Toulon.

Le Monde
sur minitel
JOUEZ
Gagnez des vacances gratuites
et découvrez VVF
3615 TAPÉZ **LEMONDE** puis **VVF**



Vous l'avez aimée, vous l'avez aidée,
vous l'avez consacrée. Le 29 juin elle vous appartiendra.

Le 29 juin, vous allez pouvoir devenir actionnaire, donc propriétaire de TF1. Cela veut dire que tout TF1 va travailler pour vous. Et TF1 c'est déjà, grâce à vous, la plus grande chaîne d'Europe, une chaîne taillée pour la grande aventure audiovisuelle du 21^e siècle, un formidable vaisseau dans l'univers de la communication. TF1 : vous l'avez aidée, vous l'avez aimée, vous l'avez consacrée. Le 29 juin, elle vous appartiendra. Renseignements complémentaires : téléphone 4748.03.03, minitel 3615 code TF1.

IL N'Y EN A QU'UNE, C'EST LA VÔTRE.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PRIVATISATION - MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
UNE NOTE D'INFORMATION (MISA N° 87234 DU 16/06/1987) EST TENUE GRATUITEMENT À LA DISPOSITION DU PUBLIC AUPRÈS DES 24 BUREAUX CHARGÉS DE LA VENTE DES ACTIONS

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Directeur informatique 400.000 F

Filiale d'un important groupe international, cette société (800 personnes) qui fabrique et commercialise des biens d'équipement industriel, recherche son directeur informatique. Placé sous l'autorité immédiate du président-directeur général, il dirigera et animera les équipes en place (13 personnes) et sera également responsable de l'ensemble des moyens informatiques existants et de leur évolution conformément au plan qu'il aura élaboré. Ce poste, basé en banlieue sud de Paris s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieurs, MIAGE ou équivalent) et justifiant d'une expérience de responsable informatique ou de chef de projet tourné vers l'organisation, qui lui ait permis de définir, réaliser et mettre en place (si possible dans un environnement IBM 43XX) des applications de gestion en milieu industriel. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9284M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

directeur financier 450/500.000 F.

Un groupe à taille humaine évoluant dans l'univers des PRODUITS de LUXE et bénéficiant d'une image prestigieuse tant en France qu'à l'étranger recherche son DIRECTEUR de la GESTION.

MEMBRE du COMITÉ de DIRECTION, sa mission sera orientée vers les domaines COMPTABLE, FINANCIER, et de CONTRÔLE DE GESTION. Il analysera les procédures Comptables, Budgétaires et de Trésorerie en place et les complètera ou les adaptera selon les évolutions des besoins. Il élaborera et suivra les tableaux de bord, préparera les dossiers d'investissement et fondera les moyens de financement Pour ce faire, il animera les Services correspondants comptant une dizaine de personnes. Enfin, il apportera sa contribution active à la gestion administrative du siège.

Ce poste - basé à Paris - conviendrait à un professionnel des techniques comptables et financières, y compris anglo-saxonnes, ayant acquis - soit par sa formation (Grande Ecole + niveau DECS) que par son expérience au sein de la Direction Générale d'une moyenne entreprise - la maîtrise de son métier (méthodes, outils, procédures). Il sera prêt à s'impliquer fortement dans le développement du Groupe. ANGLAIS indispensable.

Les dossiers de candidatures + photo - sous réf. 3329 LM à l'adresse suivante - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

DIRECTEUR GENERAL D'UNE SYMPATHIQUE PMI

Nous appartenons à un groupe industriel français, proposant à des clients "pointus" : militaires, CEA, EDF... des équipements spécifiques intégrant électronique, et informatique. Notre PMI, souhaite développer une clientèle d'industriels en leur proposant des systèmes électroniques de pointe.

A 30 ans au moins, vous maîtrisez bien les aspects commerciaux, techniques et humains nécessaires au développement d'affaires intégrant produits techniques plus services, auprès d'une clientèle variée mais difficile. Nous vous apportons une structure, une image de marque, des moyens; nous attendons de vous un tempérament de manager, une âme de chef d'entreprise. Anglais apprécié.

Poste basé en région parisienne.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 200 LM à notre Conseil :

SODERHU
22 rue Saint-Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR GENERAL Repreneur d'Affaires

PMI, nous fabriquons et commercialisons sous notre propre marque des articles de maille haut de gamme.

Nous recherchons un manager pour lui confier la direction de notre unité. Connaissant notre secteur d'activité, il doit intervenir sur les questions commerciales, financières et techniques.

La rémunération sera liée aux résultats.

Merci d'adresser CV et lettre de candidature sous référence MD/4142/A (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus de détails sur le poste et la société avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 Boulevard Haussmann - 75008 Paris

Organisme financier dans un environnement vivant et agréable du sud de la France, nous cherchons notre

directeur des opérations financières au jour le jour

Venez définir notre politique annuelle et la mettre en application au quotidien, servir nos agences, prendre des positions financières habiles (jusqu'à 100 MF par jour)...

A 35 ans environ, diplômé d'une grande Ecole, vous êtes un spécialiste de la trésorerie et des finances. Allez-vous rejoindre notre directoire ?

Notre consultant, A. HIRIBARRONDO, vous remercie de lui écrire (réf. 5053 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Notre objectif? Leader dans 3 ans : le DG pour tenir le pari.

Filiale d'un Groupe international, nous concevons, réalisons et assemblons la mise en route de systèmes industriels. Une implantation en Rhône-Alpes, 40 MF de CA, 50 personnes, une vingtaine de cadres, dont vous serez le patron.

C'est un dirigeant opérationnel que nous cherchons : capable de construire un budget annuel et un plan à moyen terme, d'en contrôler l'engagement et l'exécution. C'est aussi un ingénieur reconnu pour sa réelle expérience industrielle, plutôt orientée systèmes. Vous l'avez compris, votre stature vous permet de mobiliser une équipe d'ingénieurs qualifiés dans un contexte "high tech".

Habile négociateur, loyal, rigoureux dans l'analyse et pertinent dans les décisions, ne comptez que sur vos propres forces et celles de votre équipe. Faites part aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes que vous êtes prêt à tenir le cap. Ceci évidemment en toute confidentialité. Réf. 051470 M. SIRCA Rhône-Alpes - Le Britannic C - 20, boulevard Engles-Dorville - 69432 Lyon Cedex 03.

Sirca Rhône-Alpes
Paris-Lyon-Madrid

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE PARIS

Notre groupe international, mondialement réputé, est spécialisé dans la robotique. Une de ses divisions fabrique et commercialise dans le monde entier des mini-labos automatisés de développement et tirage de films photo.

Notre Directeur Europe recherche son Directeur des Ventes pour la France.

Vous aurez à vous investir personnellement auprès de nos gros clients et à superviser l'activité de nos commerciaux sur le terrain.

Par ailleurs, vous serez amené à contrôler l'activité du service technique après-vente.

De formation supérieure, vous avez acquis une large expérience dans les domaines touchant de près le film photographique.

Nous vous serions reconnaissants d'adresser votre dossier en précisant votre niveau de rémunération souhaitée, à notre Conseil qui vous assure de sa totale confidentialité. Réf. PC 20.

COGEPLAN
Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants
2, rue Louis-David - 75016 PARIS.

COGEPLAN

Un des leaders nationaux de la promotion immobilière recherche :

UN CHEF DES SERVICES FONCIERS

En liaison avec la Direction Générale il participera à la définition de la politique foncière du groupe et il sera chargé de son application en vue du montage d'opérations immobilières portant sur plusieurs centaines de logements par an ou bien encore d'opérations de réhabilitation et d'aménagement sur Paris et la petite couronne. Ce poste sera confié à un professionnel de formation supérieure justifiant d'une expérience réussie en ce domaine et connaissant bien le marché parisien et les problèmes d'urbanisme. Ecrire sous réf. 933 à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discretion assurée.

Directeur d'établissement

Fileture - Tissage - Notre entreprise occupe, dans son créneau de marché, une position de leader grâce à ses produits à forte créativité. L'établissement pour lequel nous recherchons un directeur comporte une unité de fileture (open-end et classique) et une unité de tissage, à dominante coton, et possède un parc de machines performant. Le directeur de l'établissement a la responsabilité des approvisionnements, de l'ordonnancement-lancement, des méthodes, de la production et de la gestion du personnel. Rattaché au PDG, il détient les budgets de fonctionnement et d'investissement et suit leur utilisation. En même temps qu'un excellent professionnel de la fileture et/ou du tissage du coton, il est un "manager" et un organisateur. Ingénieur textile de préférence, ce collaborateur a déjà dirigé avec succès une unité de production : il désire aujourd'hui rejoindre une équipe performante et participer en tant que membre du comité directeur à la politique générale de l'entreprise. Le poste est basé en Alsace.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature, sous la référence 722-87 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron s.a.

MEMBRE DE SYNTec

Secrétaire général Paris

PRESTATAIRES DE SERVICES EN LOCATION ET GESTION D'ENTREPRISES, NOUS SOMMES UNE PME, FILIALE D'UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN.

Le Secrétaire Général que nous cherchons assume essentiellement des missions de nature juridique : convocation des assemblées et des conseils d'administration, rédaction des procès-verbaux, tenue des livres statutaires, rédaction des baux commerciaux, règlement des litiges, contentieux, fiscalité... Il supervise également les services administratifs (comptabilité, personnel, services généraux), au total une quinzaine de personnes.

A 35 ans environ, vous avez une formation juridique solide (vous connaissez bien le droit immobilier) et, peut-être, une formation complémentaire en gestion. Vous avez déjà assuré des fonctions de secrétaire général similaires dans une société de gestion immobilière de préférence.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 500, à Annick Lucchini - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Lagelbach - 75017 PARIS.

Jacques Tixier s.a.
MEMBRE DE SYNTec

Réorganiser, développer, conquérir

Très important laboratoire photographique (150 personnes, 35 MF de CA) nous sommes n° 1 sur le marché de la photographie scolaire. Basés à 180 Km au Nord de Paris, nous recherchons pour procéder à la réorganisation de notre entreprise et développer de nouveaux marchés notre

Directeur général 450 KF +

A 35/40 ans environ, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie en PME/PMI. Bon gestionnaire business et technique, vous maîtrisez bien l'outil informatique.

Mais, plus que vos antécédents, nous privilégierons chez vous vos capacités d'organisateur, de manager et votre goût du challenge.

Pour relever le défi et réussir ensemble, nous vous offrons une réelle motivation basée sur la qualité de nos prestations, un marché porteur en évolution, un outil de production fiable et performant, une grande autonomie d'action et aussi de solides possibilités de diversification.

Rencontrez-nous rapidement. Prenez contact avec notre Conseil : MERCURI URVAL, 14 bis, rue Darn, 75008 Paris en précisant la référence 45693 LM.

Mercuri Urval

DIRECTEUR GENERAL

FF 500.000 + bonus + voiture

Un groupe international recherche un gestionnaire confirmé pour lui confier la Direction Générale de sa filiale française, fabricant de produits de grande consommation bien connus dans son secteur d'activités. Avec une grande autonomie, il aura l'entière responsabilité de la société, en assurant le développement en appliquant les méthodes de marketing les plus modernes, et sera constamment soucieux de sa rentabilité. L'accent portera sur le contrôle des coûts. Agé de 35 ans minimum, le candidat idéal sera bilingue anglais/français, et de préférence diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Il aura acquis une solide expérience professionnelle faite de gestion rigoureuse et de l'utilisation des techniques modernes de marketing, au sein d'entreprises réputées dans l'industrie des produits de grande consommation ou de consommation durable. Une personnalité affirmée, le sens des responsabilités, une autorité naturelle, un excellent sens de la communication sont autant de qualités qui devraient permettre à un homme compétent de réussir à ce poste. Adressez rapidement une lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. T5/06 à notre conseil

Patrick BRUNETEAU
International Management
8, rue Georges-Ville - 75116 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

... Le Monde • Jeudi 25 juin 1987 15

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Créez votre fonction

Nous recherchons pour un établissement financier de renom, spécialisé dans la gestion de valeurs mobilières, le

DIRECTEUR OBLIGATIONS INTERNATIONALES

Rapportant à la direction générale, il sera chargé de créer l'entité Obligations Internationales, puis de la développer et de la gérer.
Ce poste s'adresse à un diplômé d'Études Supérieures, excellent gestionnaire et déjà spécialiste de ce marché.

Si vous répondez à ce profil, merci de contacter Danièle Birken : sous référence 704 197/M.

BK&C BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN. Tél. 45.44.38.29.

Directeur Général

PARIS 500.000+

Une société internationale, spécialisée dans l'édition du livre recherche son Directeur Général France. Agé de 35 à 48 ans, formation Grande Ecole de Gestion, le candidat aura occupé pendant 5 ans au moins une fonction de Directeur Général dans le domaine de l'édition. Il aura une expérience de l'animation d'un réseau de vente et du marketing. La personne recherchée devra avoir une expérience des produits grand public et la capacité de négocier en anglais. Adresser dossier de candidature, C.V. et téléphone personnel, sous référence 6966 au journal "LE MONDE" - publicité - 5 rue de Montessuy 75007 Paris, qui transmettra.

Des talents de négociateur, une compétence boursière, juridique et fiscale pour notre Futur Secrétaire Général

Notre Groupe a une double image d'investisseur performant et d'excellente valeur de croissance boursière. Consolider notre place de leader sur le marché international dans notre domaine, est l'objectif des années à venir.

Pour participer à ce destin prestigieux, nous offrons une situation passionnante à un jeune Cadre de 30-35 ans environ.

Basé à Paris, il sera l'interlocuteur de notre équipe de Direction Générale qui lui confiera des missions dans trois activités : détecter, préparer, votre négociation des achats d'entreprise ; conduire des études juridiques, fiscales ou boursières « pointues » ; nous représenter auprès des organismes publics et privés (Ministères, COB...).

Votre formation et votre expérience vous ont familiarisé avec le Droit des Affaires, la fiscalité et l'analyse financière. Vous êtes parfaitement opérationnel en anglais. Vous êtes dans l'industrie ou dans une banque d'affaires et souhaitez trouver un nouveau tremplin pour votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier à Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous la réf. 27 M 161.



MEMBRE DE SYNTAC

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER
LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

X, ECP, MINES...

Conseil de haut niveau et aussi manager

Un des premiers cabinets conseil de France, ayant une activité internationale et dont les domaines d'intervention sont diversifiés renforce son équipe de conseils industriels pour assurer son expansion et élargir ses structures futures de direction. Ce cabinet est prêt à intégrer et à faire évoluer rapidement un candidat de tout premier plan, capable de relever d'emblée des missions de haut niveau et d'assumer des responsabilités de développement commercial et d'animation d'une équipe de consultants.

• Conseil en productivité industrielle 450.000 +
Interlocuteur des directions générales et des directions industrielles ou techniques, il interviendra comme leader et animera des équipes concevant et mettant en place des méthodes d'amélioration de la productivité à tous niveaux de l'entreprise.

Il aura une formation grande école et 10 ans d'expérience soit comme conseil dans un grand cabinet, soit dans un grand groupe industriel. Il aura alors assumé des responsabilités de haut niveau dans le domaine de la stratégie industrielle : plans et programmes, coordination de grands projets, investissements.

La réussite dans ce poste et le développement prévu impliquent de solides compétences professionnelles, une culture internationale, de réelles motivations et aptitudes pour réussir dans le métier de conseil, intermédiaire de grandes sociétés, ce consultant devra aussi être un manager. Connaissance de l'anglais indispensable. Poste à Paris.

Envoyer sous réf. BAK 487 AMB.

Discrétion absolue.

Membre de Syntac

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Directeur général

Industrie de la mode - Notre entreprise, filiale d'un groupe important, occupe dans son créneau de marché, les accessoires, une position de leader en France (150 millions de chiffre d'affaires). Elle est dotée de son propre outil de fabrication et commercialise sous une marque à forte notoriété, plusieurs lignes de produits. Notre Président, occupant d'autres fonctions au sein du groupe, crée le poste de Directeur Général. Ce nouveau collaborateur est un excellent généraliste, capable, avec l'aide de cadres performants de développer l'entreprise ; l'amélioration de la productivité, la conquête des marchés export, la diversification des créneaux de distribution sont quelques uns des challenges auxquels il sera confronté. Excellent animateur, il s'imposera comme "patron" grâce à ses compétences et son charisme. La connaissance des biens d'équipement de la personne, chaussures ou habillement serait un plus. Le poste est basé dans la région Rhône-Alpes.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous réf. A 661.87 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron s.a.

MEMBRE LE SYNTAC

Secrétaire général

HEC - ESSEC - AGRO

Importante société Agro-alimentaire de l'Ouest, diversifiée, à vocation internationale, notre expansion (+40% de C.A. en 87) est liée à notre croissance intérieure et extérieure (implantation propre et franchise) en Europe, U.S.A. et Canada.

Cela provoque d'une volonté politique novatrice de développement : nouveaux investissements, productivité, rentabilité...

Collaborateur proche du P.D.G., notre Secrétaire Général multiplie parfaitement la fonction financière internationale, l'administration globale d'une entreprise exportatrice, dans un contexte dynamique et entrepreneurial, dans la perspective d'une introduction au second marché.

Adresser lettre + photo + C.V., sous référence SGBD/2622, à J.-M. CLOAREC - CAPFOR - 1, rue St-Marc - 39000 QUIMPER - Tél. 98.53.50.51.

CAPFOR

PARIS - LYON - ALI/MARSEILLE - NANTES - MULHOUSE/STRASBOURG
ANGERS - ALBI/TOULOUSE - BREST - METZ - NICE - NORT - QUIMPER

Un grand groupe industriel international en pleine expansion
(CA supérieur à 6 Milliards de Francs, 60 filiales à l'étranger)
recherche son :

Directeur des Comptabilités

Paris FF 400-500.000

A la tête d'une équipe de 70 personnes, il sera principalement chargé de l'animation et la coordination des comptabilités de l'ensemble des sociétés du Groupe, l'harmonisation et le développement des systèmes et procédures, la supervision de la consolidation du Groupe, et la mise à niveau des sociétés entrant par acquisition. Agé de 35/45 ans, vous devrez avoir, outre de réelles qualités de Manager, une formation supérieure de haut niveau, une solide expérience de la fonction acquise en environnement industriel, une parfaite connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et l'habitude de l'implantation de nouveaux systèmes. Vous devrez en outre parler parfaitement l'anglais et si possible avoir de bonnes notions d'allemand.

Contactez Jérôme Lamermon au (1) 48.70.00.36 ou adressez un CV + rémunération actuelle + n° de tél à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. 871 JLM.

MP

Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Une société spécialisée dans le packaging alimentaire, recherche son Directeur Industriel.

Membre du Comité de Direction, il est chargé d'organiser, gérer les unités de fabrication et d'améliorer la productivité. Responsable du choix des investissements industriels, il assure aussi l'exécution des budgets. Associé au niveau du Groupe, il participe au challenge de la stratégie innovante de développement.

Agé d'au moins 30 ans, il a une formation de type ENSAM - INSA Mécanique ou équivalent. Il a acquis une solide expérience dans un poste similaire, dans le secteur Papeterie. Cartonnage pliant et maîtrise des connaissances des Arts Graphiques et de l'ensemble des opérations du circuit du packaging alimentaire.

A moyen terme, perspectives d'évolution très attractives. La poste est basé au centre de la FRANCE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 50.009/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuille 75018 PARIS.

Cette entreprise conforte de jour en jour sa position de leader sur le marché français et bientôt sur le marché européen agro-alimentaire. Elle recherche son :

Directeur des achats

Nord-Ouest - Réf. B 434

Rechercher de nouveaux produits dans le monde entier, développer la performance des achats pour les activités industrielles et négocier de la société, élaborer un système d'information complet, structurer les services achats, superviser progressivement les achats (plus de 2 milliards de francs) de toutes les unités industrielles du groupe, telle est la mission qui vous sera confiée.

Agé de plus de 35 ans, de formation supérieure, vous bénéficiez d'une expérience confirmée de la fonction achat, ou de la fonction commerciale dans une activité de négoce. Vous maîtrisez les négociations internationales et vous parlez couramment l'anglais. Votre rémunération sera supérieure à 500 KF. Discrétion totale assurée.

Merci d'envoyer votre manuscrite + CV + photo + prétentions, en indiquant la référence de poste à :

HEAD

10, rue LA BOÉTIE 75008 PARIS

le coq sportif

arena

Tapinall

Responsable communication



France Europe

Rattaché au Directeur Marketing - Communication, son rôle consistera à définir et proposer une stratégie globale Publicité, Relations Publiques, Sponsoring, Promotion des Ventes (France et Europe) pour la marque ARENA, animer et gérer une équipe de professionnels.

Expérience réussie de 5 ans minimum au sein d'un Service Communication performant et reconnu pour sa qualité chez l'annonceur ou en Agence de Publicité (grande consommation, biens d'équipements, loisirs, etc.) exigée.

Formation supérieure et parfaite maîtrise de l'anglais pour ce candidat de 30 ans minimum, enthousiaste et créatif dont le charisme et les qualités professionnelles feront qu'il s'intégrera rapidement dans la société.

Le poste est basé à Strasbourg.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (pour réponse plus rapide joindre enveloppe avec adresse), en précisant la référence 27009 M à Danielle Chapuis

MRI conseil

13, rue Madeleine Michels 92522 Neuilly.

N° 1 REGIONAL

EQUIPEMENT GRAND PUBLIC

Métropole Universitaire

Réalisant 310 MF de chiffre d'affaires avec 160 personnes, nous recherchons notre Directeur Commercial, membre du comité de Direction.

Agé de 30 à 40 ans environ, de formation commerciale supérieure, il a pour mission de redéfinir la politique commerciale, de réaliser les objectifs et d'animer les réseaux de vente : 60 commerciaux.

Il pratique aisément le contrôle de gestion.

D'un tempérament de dirigeant, il possède une forte personnalité.

Rémunération : 500 KF +.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. DEJ 8780 M, à notre conseil Antoine Puget - KEY-MEN - 23, rue d'Anjou - 75008 Paris - Tél. : (1) 42.66.30.47.

KEY MEN

GRUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Le Monde

EMPLOI-8

Le colporteur d'hier est devenu un homme de marketing

Le vendeur : nouvel enfant chéri de l'entreprise

A PRES des décennies pendant lesquelles la technique était reine, on les caractéristiques des produits pouvaient à elles seules servir d'argumentaire, le vendeur devient un personnage-clé de l'entreprise. D'autant plus que les patrons français sont désormais conscients de leurs lacunes en matière commerciale.

Une récente enquête de la Sofres, réalisée auprès de cadres supérieurs, le prouve. A la question : « Quand vous considérez les entreprises françaises à l'heure actuelle, sur quel point devaient-elles le plus progresser ? », une écrasante majorité (72 %) répond : « le dynamisme commercial ».

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant de constater que les commerciaux sont actuellement des cadres très demandés : selon le panel Apec (1), 27 % des recrutements de cadres, durant le deuxième semestre 86 ont concerné des commerciaux. Globalement entre 1975 et 1982, la population des cadres commerciaux a évolué plus rapidement (+ 3,2 % par an) que celle des autres professions (+ 1,7 % par an).

Mais cette prise de conscience n'a pas seulement des effets quantitatifs. En devenant l'homme-clé de l'entreprise, le vendeur change d'image et de profil : de multicausal, il devient multifonctionnel. De plus en plus souvent intégré à une entreprise et une seule, il doit désormais être non seulement un bon vendeur au sens strict, mais aussi un conseiller, un homme de marketing, capable de bien cerner ses cibles et leurs besoins afin d'intervenir dans la définition des produits eux-mêmes, un homme de communication, et un animateur d'équipes.

Une étude publiée par le Carq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) (2) dresse un bilan tant qualitatif que quantitatif de cette profession.

Comme le souligne l'un des auteurs, Eric Verdier, les six cent mille cadres et représentants for-

Longtemps méprisé au profit des techniciens, les vendeurs ont maintenant le beau rôle. Mais leur métier se transforme : le colporteur d'hier qui avait plus d'un produit dans son sac est aujourd'hui un gestionnaire, un homme de marketing et de communication, attaché à une seule société. De multicausal, il devient multifonctionnel.

ment une population relativement hétérogène. Leur statut varie de celui de l'employé à celui de cadre supérieur en fonction de la technicité du produit, de la nature du client, de la place que l'entreprise affecte au commercial, et de la position du commercial dans le processus de vente : plus il peut intervenir sur la définition du produit lui-même, plus il doit être qualifié.

Malgré ces différences, des tendances de fond se dégagent, communes à l'ensemble de la profession.

Savoir écouter

Finie la vente à l'arraché : pour être un bon vendeur, plus n'est besoin d'avoir du « bagout ». Mieux vaut savoir écouter. Le vendeur devient un conseiller pour ses clients : « Nous sommes de vrais conseillers en publicité : le mot de représentant est périmé », déclarait récemment à ses vendeurs le directeur commercial de l'Office d'annonces, filiale de l'agence Havas chargée de vendre l'espace publicitaire des annuaires téléphoniques. « A la relation gagnant-perdant entre le vendeur et son client, il faut substituer la relation gagnant-gagnant », estime Claude Kobly, directeur de Learning International, une société spécialisée dans la formation de vendeurs.

Pour Thierry Frontère, président des DCF (Dirigeants commerciaux de France) (3), le vendeur doit même être un « consultant expert en développement commercial, en mesure de dialoguer avec son client pour réfléchir à sa propre stratégie

de développement ». Et cette fonction de conseil ne se limite pas au secteur des produits proposés par le vendeur. D'après Françoise Amat chargée de mission au Cereq, « elle s'étend aux domaines qui touchent la gestion, la fiscalité, l'informatique, notamment auprès des petits commerçants ».

D'autant plus que le vendeur dispose désormais d'une palette d'outils pour mieux préparer son terrain, gérer son temps et affûter ses arguments. Grâce aux techniques de marketing direct (mailing en particulier), et d'informatique, « l'image d'Epinal du vendeur, tireur de sonnettes », est révolue, ajoute Thierry Frontère.

Adieu le « plaque à plaque ». Un vendeur est désormais trop cher pour faire de la prospection systématique, il ne rendra donc visite qu'à la personne ayant déjà répondu favorablement à une offre transmise par courrier, téléphone ou télématic. Offre proposée et dépeignée au préalable par des « assistants commerciaux ». Ce qui explique que, parallèlement à l'augmentation de cadres commerciaux (+ 56 % entre 1975 et 1982), on observe une très forte croissance (+ 88 %) des effectifs des professions commerciales dites « intermédiaires » titulaires de BTS ou de DUT.

Conseil auprès de son client, le vendeur devient aussi un spécialiste de la communication : non seulement pour être convaincant, mais aussi pour donner une bonne image de son entreprise : comme l'explique Claude Kobly, « au cours des entretiens de face à face, le vendeur est l'ambassadeur de son entreprise : il devient le vecteur principal de la communication de l'image de l'entreprise ». Car, comme le précise Françoise Amat, « les entreprises ne souhaitent plus faire de la vente au coup par coup. Elles cherchent à fidéliser leur clientèle », ce qui implique que ce soit l'entreprise dans son ensemble et non seulement le produit vendu qui bénéficie d'une bonne image.

Pas étonnant donc que le nombre de VEP soit en relative stagnation au profit des commerciaux intégrés à l'entreprise. D'autant plus que le vendeur ne se contente plus de conseiller ses clients : on attend désormais qu'il joue ce rôle auprès de sa propre entreprise. Il doit faire « remonter » l'information recueillie sur le terrain auprès de sa direction ou des services concernés dans sa société. Qu'il s'agisse de données permettant de mieux analyser les besoins de la clientèle ou de critères sur les produits, les services, ou leur maintenance.

Un métier pour les timides

Reste à savoir comment trouver ou sélectionner ces êtres aux multiples compétences.

« Attention à ceux que l'on qualifie de très bons vendeurs, avertis Thierry Frontère non sans un brin de provocation. Pour être vendeur, il n'est pas indispensable, voire pas souhaitable, d'être le plus colporté, le plus dragueur, le sans-complexes. Les sensibles, voire les timides réussissent de grandes carrières. » Car un bon vendeur doit avant tout savoir écouter, analyser les besoins de son interlocuteur, en faire rapidement la synthèse, pour « avoir l'étincelle », c'est-à-dire l'idée qui convaincra que la solution proposée est la bonne. « C'est un métier très créatif », affirme Thierry Frontère, mais qui nécessite aussi un bon équilibre psychologique : « Le métier de

vendeur est fait de stress positifs ou négatifs. C'est de l'équilibrisme. » Les compétences exigées étant de plus en plus nombreuses, on embouteille désormais des vendeurs ayant une formation supérieure. Comme le souligne l'étude du Cereq, les jeunes débutants dans cette profession sont sensiblement plus diplômés que par le passé.

Les titulaires de BTS et de DUT font en particulier une entrée en force : ils représentent 14 % des commerciaux de moins de trente ans en 1982, contre 5,1 % sept ans auparavant. Néanmoins, pour satisfaire leurs besoins, les entreprises ont aussi accru leurs effectifs de vendeurs relativement peu diplômés, en particulier la position de cadres à d'anciens agents ou représentants peu diplômés.

Se former en travaillant

Globalement donc la croissance des effectifs s'est accompagnée d'un net vieillissement des titulaires de ces emplois et le nombre de cadres commerciaux autodidactes ou peu formés a continué d'augmenter (+ 46 % entre 1975 et 1982). Le vendeur d'aujourd'hui est donc soit un jeune diplômé soit un autodidacte expérimenté. Les élèves issus d'écoles de commerce démarrent, en effet, souvent leur carrière dans la vente.

Mais malgré toutes les études et rapports écrits à ce sujet (4), ces écoles continuent d'être davantage des écoles de gestion et de marketing et négligent encore trop souvent l'apprentissage de la négociation.

Quoi qu'il en soit, la plupart des entreprises n'ont pas attendu que l'éducation transforme : elles ont préféré mettre sur pied des écoles de vente ou en recourir à des organismes de formation continue. Comme le souligne Antoine Martin, directeur des relations humaines de BSN-Gervais-Danone, lors d'un colloque organisé par l'UCC-CFDT en novembre dernier (5) : « Il faut cesser de pleurnicher sur l'éducation nationale. Le lieu de travail est aussi un lieu de formation. Se former, c'est aussi travailler. » A condition que le vendeur jouisse d'un bon encadrement. Car, comme le souligne Claude Kobly, « un vendeur, c'est comme un sportif : il lui faut cartes beaucoup d'entraînement, mais sans un bon coach, il ne pourra donner toute sa mesure ».

ANNIE KAHN.

(1) Le panel Apec précise également dans quel secteur économiques ces recrutements ont lieu. Le secteur commerce-transport vient bien sûr en tête (40 % de ses recrutements concernent des commerciaux) ; suivi par les sociétés de services, l'industrie et le bâtiment (4 %). L'étude précise également quels sont les salaires proposés : 150 000 F à 190 000 F pour un cadre confirmé, et 120 000 F à 160 000 F pour un cadre débutant. Mais ces chiffres sont assez peu réalistes vu l'importance des primes dans la rémunération des commerciaux.

(2) Les emplois du commerce et de la vente, Editions Cereq, 9, rue Saxat, Michel, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 42-75-62-63. Une synthèse de cette étude est parue dans le numéro 15 de la revue Formation-emploi, éditions La Documentation française, pp. 55-50 F.

(3) Les Dirigeants commerciaux de France (30, rue d'Astorg, 75008 Paris, tél. : 42-66-51-18) est une fédération de solitaires-associations créée au début des années 50. Ses membres, au nombre de deux mille cinq cents, sont des dirigeants commerciaux et des chefs d'entreprise. Son objectif est de promouvoir la fonction commerciale auprès des commerçants et des pouvoirs publics, et d'être un lien d'échange pour ses membres.

(4) Voir en particulier le rapport rédigé par Claude Fissani et Antoine Riboud, « La vente à l'école : apprendre aux Français l'art de convaincre, d'échanger et de communiquer », février 1986.

(5) « Cadres commerciaux, votre avenir ». Ce colloque organisé par l'Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT, à Lyon, le 29 novembre dernier a réuni une centaine de cadres.

La reprise de sociétés

Une chance pour les cadres supérieurs

« **A** CÉDER, cause retraite, société fabrication d'équipements médicaux / A céder, cause retraite, petite entreprise mécanique générale / A céder, cause retraite, SARL spécialisée dans les équipements portuaires... » Les quelques annonces que l'on peut glaner çà et là dans la presse spécialisée ne sont que la partie émergée du vaste iceberg que constitue les quelques deux mille entreprises en quête de chefs. Car dans ce domaine la description est de rigueur.

Faute de relais adaptés, ces entreprises éprouvent donc certaines difficultés à trouver leur futur PDG. Pourtant les candidats ne manquent pas. La reprise d'entreprises constitue en effet une excellente opportunité pour des cadres supérieurs qui, la quarantaine bien tassée, se retrouvent bloqués dans leur carrière.

Pour faciliter les rapprochements des uns avec les autres, de nombreux clubs de repriseurs se sont créés au sein d'associations d'anciens élèves de grandes écoles. Leurs objectifs et leurs méthodes étant très proches, ils viennent de se regrouper pour engager des actions communes. Ainsi vient de naître le GCRE, ou Groupe des clubs de repriseurs d'entreprises (1).

Tous les clubs ont le même double but : permettre d'une part aux anciens élèves chefs d'entreprise, de trouver un successeur et, d'autre part, aux plus jeunes de créer la société de leur rêve. Certains clubs sont relativement fermés, comme le club de l'Institut européen d'administration des affaires (EINSEAD) ou le Centre de perfectionnement aux affaires (CPA), qui n'admettent que des membres issus du cercle. D'autres, plus ouverts, comme le club des Arts et Métiers ou celui de l'ESSEC, ouvrent leurs réunions au public pour augmenter les chances de rencontres réussies.

Les copains d'abord

Les programmes de ces associations sont souvent basés sur le même modèle : conférence d'un financier, juriste ou gestionnaire reconnu pour ses compétences en matière de reprise ; présentation de cas par des chefs d'entreprise en quête de successeurs. Le moment le plus fructueux étant bien souvent le cocktail final : « Une entreprise de textile, dont le cas avait été présenté en public, a trouvé un repriseur pendant l'après-midi qui suivait », se souvient M. Pierre Fournier, président du club des anciens élèves des Arts et Métiers. Un exemple exceptionnel ; car, en moyenne, une reprise se concrétise en huit mois environ.

Outre ces réunions, la plupart des clubs tiennent un fichier d'entreprises à céder et la fiscalité de la reprise (le 23 juin 1987 à 17 h à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, 79, avenue de la République, 75011 Paris).

— la reprise d'entreprises dans le secteur de l'agro-industrie et les différentes étapes de la recherche et la fiscalité de la reprise (le 15 septembre de 17 h à 20 h, à l'Ecole des arts et métiers, 9 bis, avenue d'Iéna, 75016 Paris) ;

— la reprise d'entreprises dans le secteur des services et l'approche psychologique entre acheteur et vendeur (le 17 novembre, de 17 h à 20 h).

un bureau de huit personnes, composé de techniciens, de financiers et de gestionnaires, examine les offres une par une avant de les proposer. En revanche, le club du CPA a renoncé à constituer des listes. « Les meilleures offres sont celles qui viennent par les copains », estime son président, M. Daniel Michel. Certains clubs mettent également des moyens financiers à la disposition des repriseurs. Il peut s'agir de prêts ou de cautionnements auprès des banques.

Les résultats sont néanmoins encore assez modestes : cinq à dix affaires se concluent en moyenne par an et par club.

Lourde fiscalité

Les obstacles sont en effet de deux ordres. D'une part, « la fiscalité de la reprise est très décourageante », déplore M. Patrick de Gourioff, responsable du club INSEAD : « Un repriseur individuel n'a en général guère plus de 1 million de francs de fonds propres. Pour acquiescer des entreprises évaluées entre 5 et 20 millions de francs, il lui faut donc lever des capitaux. Pendant cinq ans, durée du remboursement des prêts, l'entreprise est très vulnérable : il serait donc souhaitable qu'elle puisse bénéficier d'une procédure d'allégement fiscal, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement. »

Deuxième obstacle : le manque de communication entre candidats et repriseurs potentiels. « Trop de chefs d'entreprise souhaitent cacher qu'ils cherchent un successeur. C'est stupide ! », s'insurge M. de Chevillon, président du club des repriseurs de l'ESSEC.

La création du GCRE aidera sans doute à surmonter cet obstacle. Un tel rassemblement de compétences, de moyens et d'appuis devrait en effet se révéler très rassurant tant pour les industriels que pour les investisseurs ou les organismes financiers.

A.K.

(1) Le Groupe des clubs de repriseurs d'entreprises rassemble les clubs d'une dizaine de grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce (Polytechnique, Centrale, Ecole des ponts et chaussées, Ecole des mines, Ecole des arts et métiers, HEC, ESSEC, INSEAD, CPA...). Il a son siège au 108, bd Maubert, 75001 Paris. Ses réunions sont publiques et ont lieu tous les deux mois environ. Les thèmes abordés durant les prochaines séances sont :

— la reprise d'entreprises dans le secteur de l'agro-industrie et les différentes étapes de la recherche et la fiscalité de la reprise (le 23 juin 1987 à 17 h à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, 79, avenue de la République, 75011 Paris) ;

— la reprise d'entreprises dans le secteur des services et l'approche psychologique entre acheteur et vendeur (le 17 novembre, de 17 h à 20 h).

« Créer une entreprise de micro-édition. » Les micro-ordinateurs sont en train de bouleverser le marché de l'édition. Pour un investissement inférieur à 150 000 F, il devient en effet possible de posséder l'équipement nécessaire à la fabrication d'un livre, d'un journal ou d'une documentation commerciale, et d'offrir donc ces services à un moindre prix. Un petit nombre d'entrepreneurs l'ont déjà compris. Ils ont créé des sociétés spécialisées dans la réalisation de documents divers. Mais la demande reste forte. Le moment est donc tout à fait propice pour créer sa propre entreprise

* Créer une entreprise de micro-édition, par Benoît Chénier et Bénédicte Haguin, éditions Défis, 5, boulevard Poissonnière, 75002 Paris. Tél. : 42-36-19-93. 190 pages, 900 F.

le boom 87!



Venez la baptiser dès le 18 juin
au MUMM Cordon Rouge
chez

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

AUX
TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE

AVANT TRAVAUX DE RENOVATION

SOLDES

A PARTIR DE 100 000 F

FLASHES

Mode, reportage, portrait.
Cinq jeunes créateurs



RAPHO

Cinquante ans d'une agence

Pages 20 à 22

Page 22

Du 4 juillet au 15 août, pour ses 18^{es} Rencontres, Arles s'est promue cité des photographes. Disséminés partout dans la ville, une vingtaine de lieux aussi divers qu'inattendus ont été mobilisés pour les vingt-quatre expositions sélectionnées par François Hébel. Parmi eux, une chapelle désaffectée du douzième siècle, l'ancien grenier à sel municipal, le ventre bétonné du nouveau pont autoroutier qui enjambe le Rhône.

Prolongeant l'expérience menée l'an passé à l'Atelier des Forges, et qui avait déclenché une levée de boucliers, cette initiative réalisée par le scénographe Olivier Etcheverry vise entre autres à créer un rapport différent entre le public et la photographie. Conciliant patrimoine et tissu qu-

tidien, aspirant à contenu, par le via chaque lieu, cet d'apprécier dans s architecturale de le multicolore offert a

Patronnées positive par Kodak, les gramma très interr nité modérée, qui des goûts d'un publi sée l'une ou l'autr coup de projecteur (Goldin, Issermann

NAN GOLDIN, chro

L'Américaine Nan Goldin photographie depuis quinze ans le roman de sa vie intime et celle de ses amis. Elle présente à Arles un show et une exposition. C'est l'événement des Rencontres.

A Berlin, Boston, New-York ou Londres, des jeunes femmes seules, et sans enfants, sont regardées sans glamour par une amie photographe qui leurs ressemble. Nues sous la douche ou affalées sur un sofa, restées sur le carreau, passablement revenues de tout, elles laissent au désordre d'un cadre de vie l'abandon, au lit froissé d'après l'amour, le sofa de dire l'échec, la souffrance ou la désillusion.

Plus valeureux d'aspect, pas beaux et tatoués, les mâles ne sont guère mieux lotis. Saïs dans des situations sans enjeux (sommeil, rasage, pipi), s'ils ont tous la dégaine apparemme de Mickey Rourke, ou celle paumée des héros de Wenders, leur charme d'apparat masque la même débâcle sentimentale. Narguant l'Amérique réagissante du SIDA, l'homosexualité s'exhibe sans fard sous l'éclairage nauséux d'un décor glauque de papier à fleurs.

Traitant le sexe comme un moyen de communication, fixant sa vie pour en garder la mémoire, en violant les codes privés de l'intimité, Nan Goldin trace le portrait vérité de toute une génération. A travers ses cas propres, elle dresse une chronique autobiographique de l'Amérique des années 80 et, par extension, du monde de notre temps. C'est croire en la photographie qu'en faire l'art de raconter ce qui est indéfinissable et qui se défait.

« Pour quelles raisons avez-vous commencé à photographier votre vie amoureuse et celle de vos amis ? »

« En 1966, ma sœur s'est suicidée. Elle avait dix-huit ans, j'en avais onze. Et on me disait que je finirais comme elle. Plutôt que de me tuer, j'ai préféré vers dix-huit ans me mettre à prendre des photos. Je me rappelais de tout ce qu'elle disait, mais je n'avais d'elle aucun souvenir visuel. Je me souvenais de sa voix, mais pas de son regard. Alors, j'ai commencé à être obsédée par le souvenir des gens que je rencontrais.

« Les prendre en photo vient de mon obsession de la mémoire. Je photographie mes amis pour garder le souvenir de ce que j'ai fait avec eux. Quand on boit toute la nuit, grâce aux photos, je me souviens le lendemain de ce qui s'est passé la veille. Et puis j'ai toujours tenu mon journal. Il y a une différence entre mon journal intime et le journal en images qui

parle de ma vie. Mon journal intime traite de mon rapport à moi-même tandis que le journal visuel montre ma relation aux autres.

« Les photos rendent compte de ma vie, de toute ma vie, et donc aussi de ma vie sexuelle. Cela se passe en différents pays, avec de multiples personnes, sur près de quinze années, mais en fait il s'agit d'un seul et même morceau. Ce que je montre n'est jamais organisé ou mis en scène. Il n'y a aucun voyeurisme dans ma démarche. Je ne suis jamais aussi proche des gens que lorsque je les photographie. C'est comme les caresses. Photographier est pour moi le plus grand rapport d'intimité qu'on puisse avoir avec quelqu'un.

« Quel sens faut-il donner à votre titre *The Ballad of Sexual Dependency* ? »

« Le mot *ballad* ne doit pas être pris au sens strictement musical. Il s'agit pour moi de raconter une histoire. Celle de la difficulté des relations entre hommes et femmes. Ainsi que le besoin et le désir physique qu'ils ont d'être en couple. Quatre choses produisent un même effet sur le cerveau : l'amour, le chocolat, l'héroïne et le jogging. Il est rare d'être en totale harmonie sexuelle avec quelqu'un. Quand ça se trouve, c'est exceptionnellement fort.

Souvent un couple n'est pas sur la même longueur d'onde intellectuelle ou affective, mais sexuellement ça va très bien. Pour moi, le couple ne constitue pas une finalité absolue. Ma vie en couple n'a pas été qu'un enfer. Ce fut aussi un paradis.

« Vous n'hésitez pas à montrer la violence des rapports amoureux. Il y a un autoportrait de vous en 1984 qui est assez terrifiant. Que vous était-il arrivé ? »

« Mon ami m'avait battue à mort. J'ai failli perdre la vue, mon œil gauche a été entièrement refait. La violence existe entre hommes et femmes à cause de la jalousie, et de la possession. Il faut savoir qu'une femme est battue toutes les dix-huit secondes aux Etats-Unis. Et pourtant, ce n'est jamais montré. Je voulais montrer à la société ce qu'elle cache. Ce fut très important pour moi d'oser me montrer ainsi. Quand on photographie sa vie, il faut aussi montrer les moments douloureux de sa vie.

« Pas plus que des femmes, vous ne donnez des hommes une image avantageuse. Cela correspond-il vraiment à la réalité ? »

« Les femmes que je photographie me semblent très belles. Je les trouve extrêmement tendres et passionnées. Je suis plus critique envers les hommes, mais ils le méritent. Mes images les accusent

moins que le rôle qu'ils jouent en société. La plupart des hommes abusent des femmes. Et il est très difficile de sortir de ce schéma. Quand je montre un homme qui se masturbe, c'est parce que ça fait partie de la vie. La relation entre les deux sexes est la même partout. Et partout dans le monde on se masturbe de la même manière. Lorsque j'ai exposé la première fois à New-York, il y a deux photos qui ont choqué. Celle de la masturbation et celle du ventre de la femme découpé par une césarienne. Il n'y a pourtant rien de plus universel. Mais les gens ne veulent pas plus le voir que mon œil amoiché.

« J'ai beaucoup de tendresse pour les hommes qui sont sur mes photos. Quand ils ne veulent pas qu'elles paraissent, je ne les montre pas. Ce sont des complices, pas des modèles. Mon but n'est pas de choquer ou de faire du sensationnel mais d'exprimer une émotion. Lorsque j'étais petite, je rêvais d'être célèbre. Pas nécessairement comme photographe. Je fais des photos depuis 1972, et c'est seulement depuis un an qu'on parle de moi. La célébrité n'est pas ma motivation. Je photographie parce que je ne veux pas qu'on récrive ma vie ni qu'on la nettoie. C'est la raison profonde de mon travail.

« Entre Diane Arbus et Cindy Sherman, où vous situez-vous dans la photographie américaine ? »

« Celui dont je me sens le plus proche est Larry Clark. Lorsque j'ai commencé en 1972, je ne savais même pas que Diane Arbus avait existé. Ses portraits les plus forts représentent des gens normaux et des enfants. Elle voyait la folie en eux. Son œuvre se lit comme la lente avancée d'un suicide. Je la respecte infiniment, mais les gens comptent plus par rapport à moi-même que pour en faire des photos. Quant à Cindy Sherman, je l'aime beaucoup. Mais la réalité présente m'intéresse plus que les citations du passé. Cindy Sherman est son propre modèle. Son monde ne traite pas de la relation avec les autres personnes.

« Qu'est-ce qui manque, d'après vous, aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui pour être heureux ensemble ? »

« Je ne sais pas. Si vous le savez, dites-le moi. Ils ne parlent pas la même langue, leurs mots n'ont pas le même sens. Ils ont des besoins contraires et vivent sur des planètes différentes. C'est pour cela que l'entente est si difficile. Aimer, être aimé, reste un idéal. Mais il n'y a plus de *happy end* que dans les films des années 40. Ma plus grande intimité, je l'ai connue avec une amie avec qui j'ai vécu dix-sept ans.

« Pour relater votre expérience, vous avez réalisé à la fois un livre, une exposition et un audiovisuel. Quel est le support qui vous convient le mieux ? »

« Ils ne sont pas comparables. Le livre (1) gèle une période de ma vie. Je ne peux plus y rien changer. Je suis très fière d'être publiée chez Aperture. Mais si je l'avais conçu moi-même, il aurait été très différent. L'exposition (2) me plaît à cause de l'intensité des tirages.

« Il a fallu du temps pour qu'on apprécie mes images. J'ai longtemps été considérée par certains comme n'étant pas une bonne photographe. Mes photos commencent à être enfin reconnues pour leur qualité propre. La couleur y joue un rôle important. Je ne manipule rien techniquement, mais j'ai tendance à sous-exposer, ce qui crée cette ambiance dorée. Si j'en avais eu le talent, j'aurais été peintre. Hopper, Renoir ou Delacroix.

« On sent aussi que vous aimez beaucoup le cinéma. Y a-t-il des cinéastes qui vous ont influencée ? »

« Quand j'avais dix ans, je séchais les cours, nous vivions à Boston et j'allais au cinéma tous les jours. J'étais fascinée par les stars féminines, Marilyn Monroe, Marlene Dietrich et Bette Davis. Plus tard, j'ai adoré Eustache et Fellini, les premiers films de Warhol, Cassavetes, Fassbinder, Denis Hopper, quelques Godard, Chantal Ackerman, les films d'Edgar Ulmer et tous les grands du début des années 40. Cela se sent dans l'audiovisuel (3). Il est conçu en sections comme le livre, mais je le refais d'un bout à l'autre à chaque présentation. Au tout début, c'était comme un album de famille. Il n'y avait qu'une musique.

« Puis un ami m'a suggéré l'idée de le bâtir sur ma vie sexuelle. C'est devenu de plus en plus construit, et le lien est devenu de plus en plus étroit avec la bande-son. La musique permet d'exprimer mon point de vue sur ce que disent les images. Elle va d'Aznavour (*Tu t'laisses aller*) à James Brown, en passant par Boris Vian (*Fais-moi mal, Johnny, Johnny*). Pour parler des femmes, le plus difficile a été de trouver des chansons où les femmes ne parlent pas des hommes. »

Propos recueillis par PATRICK ROEGERS.

(1) Nan Goldin, *The Ballad of Sexual Dependency*, publié par Marvin Heiferman, Mark Holborn et Suzanne Fletcher, 130 photographies, éd. Aperture, 1986.

(2) Nan Goldin, 70 photographies, présentées par la Galerie Burden à New-York, Hôtel de Lurpé.

(3) Projection du montage audiovisuel le 9 juillet au Théâtre antique.



Nan et Brian, anniversaire de Nan, New-York, 1981.

الوقت

DOMINIQUE ISSERMANN le temps retrouvé

Datant du XII^e siècle, l'église Saint-Jean de Moustier accueille dans sa nef les travaux de mode et de publicité réalisés pour Dior ou Sonia Rykiel.

YEUX doux, teint pâle et cheveux blonds, si elle apparaît d'abord indépendante, secrète et passionnée, Dominique Issermann, sous son air sage et volontaire, conserve les moues mutines et têtes d'une petite fille modèle.

Militante de l'impeccable, c'est à quatre ans et demi que cette coqueluche des rédactrices de mode saisit au Brownie-flash sa mère vêtue d'une jupe droite à carreaux en train d'étendre des draps. Petit émoi, grands effets. Qui sait si de ce premier défilé n'est pas née sa passion avouée pour le linge ? Des jours heureux vécus dans la Sarthe, à Aubigné-Racan, avec sa sœur Aline, lui reste un sens inné du théâtre qu'elle exprime en disposant avec art, souvent devant un mur nu, ses sujets dans l'espace. Mais avant cela, le cinéma l'emporte en 1968 avec Marc O, Godard et Coluche. Bientôt, suivi cinq ans plus tard par sa venue au reportage avec la révolution des ciseaux qu'elle couvre pour l'agence Viva.

Sonia Rykiel, tant par chance que par affinité, est la première en 1969 à lui accorder sa confiance. Guidée par le souci d'une expression personnelle, ainsi que par celui plus rare d'unifier son travail, elle s'invente peu à peu un monde, repérable à sa maîtrise des lumières naturelles, son goût des sites où l'on se perd.

Conciliant le fond et l'apparence, attentive au suivi des choses, l'ancienne première de classe qu'elle fut prolonge à quarante ans le vœu adolescent de ne vouloir faire que ce qu'elle veut. Confiante mais incrédule, pour Nina Ricci, Dior ou Mand Frizon, en hommage à Louise Dahl-Wolfe

qu'elle admire, elle ressuscite le passé dans ce qu'elle-même nomme des fictions douces. Farouches et isolés, au regard lisse et au sourire absent, figurent l'élégance désinvolte et nostalgique d'un nouveau romantisme. Equilibre de sensualité froide et d'érotisme voilé, son univers classiquement limpide repose sur l'alliance de la tension et du flottement. Mais aussi, par l'illusion de la « fausse double page » (une même image inversée), sur la simulation de la symétrie traitée comme pure expression du mystère.

Cette atmosphère, mâtinée d'ombres et de reflets, légèrement désenchantée, nimbait l'album (1) qu'elle a conçu en trois journées d'été au château de Maisons-Laffitte, avec son modèle favori, Anne Rohar. Nue, jouant d'un drap froissé, à la fois large et linéaire, mais aussi seul refuge comme l'était autrefois la jupe droite à carreaux de sa mère, sa silhouette longiligne, telle une colombe battant de l'aile, loin de prendre son envol, par l'immobilité de ses mouvements semble figer le temps.

Reproduits au format géant de 2 mètres carrés, quelques tirages originaux de cette série, datée de 1985, seront complétés par un échantillon de sa production commerciale depuis 1980. Affirmant l'originalité de son regard, les travaux de mode et de publicité réalisés pour Elle ou Vogue dialogueront avec les portraits de stars (Adjani, Demuëre, Montand), projetés en musique sur des pupitres rangés telles des stèles.

P.R.

(1) Anne Rohar, par Dominique Issermann, 29 photographies, éd. Schermer Moser, 285 F.
+ Dominique Issermann, Publié, mode et portraits, chapelle Saint-Jean de Moustier. Voir aussi la soirée du 11 juillet, au théâtre unique.

BRIAN GRIFFIN, capteur d'ondes visuelles

Perchées dans un train sur les remparts, les visions métaphoriques d'un portraitiste londonien pour qui dès aujourd'hui l'inévitable est déraison.

ANGLAIS, né en 1948 à Birmingham, cet ingénieur fraîchement diplômé ne s'engage pas dans l'industrie mais dans la photographie, qu'il commence à étudier en 1969 à Manchester et qu'il pratique en professionnel depuis 1972. Il classe lui-même ses clients en trois catégories : les maisons de disques, les groupes et chanteurs rock, pop, soul et dérivés, comme Joe Jackson, Elvis Costello, Supertramp et Frankie Goes to Hollywood ; les agences de publicité, les banques, différentes chaînes de télévision, les sociétés industrielles et commerciales, comme Lloyd's, TV South, Rolls Royce, IBM, Lee Cooper ; enfin les magazines de tout genre, parmi lesquels Rolling Stones, The Times, Esquire, Life et Management Today, qui lui passa sa première commande : le portrait d'un magnat des affaires.

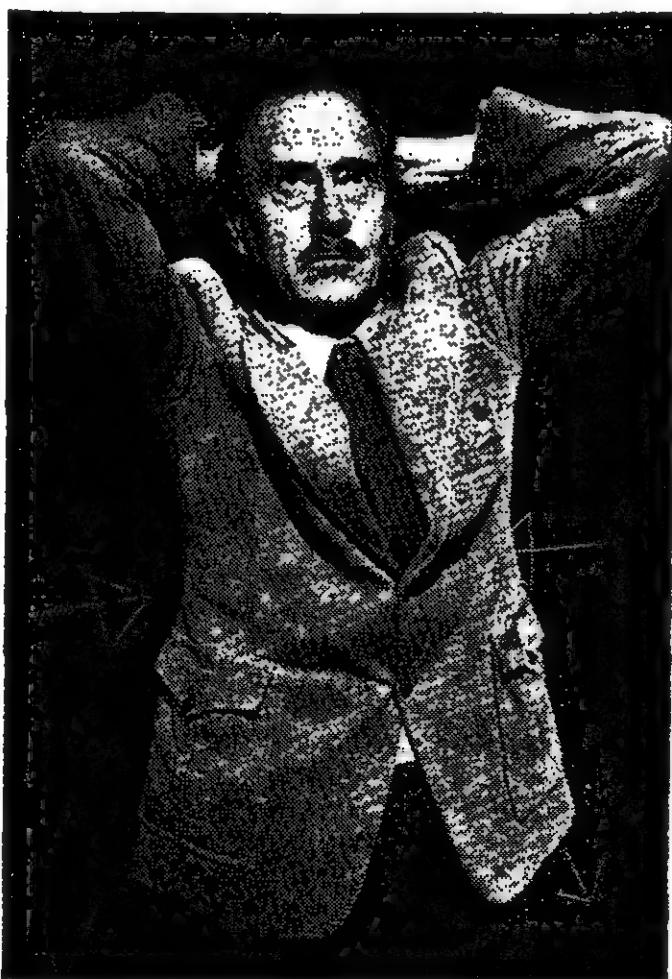
A l'éclectisme de sa clientèle s'ajoute celui de sa pratique technique : ce photographe infatigable fait aussi de la vidéo, des clips. Quand il ne sait pas, il apprend. Quand il manque de moyens, il les cherche et les trouve. C'est un battant qui aime les défis et sait s'organiser : il crée l'équipe du Brian Griffin Studio en 1980.

Mais, alors que d'autres photographes de publicité n'ont cure d'être exposés en galerie et d'être édités, Brian Griffin tient dès ses débuts à être présent sur la scène artistique. Après sa première exposition personnelle à la Photographer's Gallery en 1978, il montre ses percutants portraits en France, chez Viviane Esders, en Norvège, en Suède, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Japon. Il tient tellement au livre qu'il n'hésite pas à recourir plusieurs fois au compte d'auteur, de Brian Griffin Copyright en 1978 à Open en 1986. Griffin ne fait décidément confiance ni à la chance ni au flair des éditeurs. Il prend les devants. Le contraire d'un fataliste. Faisant fi des appréciations, déterminé, il persévère obstinément.

Tant pis si ses livres ne se vendent pas !

Il estime lui-même que 60 % de ses travaux sont d'ordre commercial, 40 % d'ordre personnel. S'il fait des paysages, il se vout surtout aux visages : il aime l'émotion forte que donne la rencontre d'un être intensément vivant, qu'il l'aime ou le déteste. Toute vraie confrontation le stimule ; elle le ravit quand elle est explosive. Il est autant sensible aux sortilèges que curieux des énigmes.

Photographe de la ville, de ses héros les plus médiatiques, les moins anonymes - ici un homme politique, là un designer ou un comédien - Griffin est principalement appelé par les personnalités, les artistes auxquels il n'est pas tenu d'être superficiellement fidèle. Il fait des portraits d'opinion qu'il revendique, des portraits engagés qui restituent l'intuition du photographe plus que le caractère du modèle. Il pri-



Marshall McLuhan, 1970

Alfred T. H. 1983



vilégie ses impressions nées sur-le-champ, qu'il met en forme à coup de surprenantes poses, d'accessoires parfois incongrus, d'éclairages souvent violents, très contrastés. Avec lui, pas d'exploration sensuelle mais une vision impulsive, sans préméditation, mâtinée d'adrénaline, surréaliste. Un portrait nécessite la concentration et passe par la trame. Que ce soit celui de Marshall McLuhan ou celui de Siouksa, d'un homme de pouvoir ou d'un travailleur (Griffin a fait une série de *workers*), il en sort sinon un symbole, du moins une symbolique propre au monde imaginaire de l'auteur. Puisque les apparences sont insaisissables, acceptons le mythe et la caricature.

Griffin désigne les jugements et les sentiments convenus : il ne s'apitoie pas sur les ouvriers ; il ne fait pas l'apologie des stars. Il ne se cantonne ni dans un milieu ni dans une discipline. Pour lui, la

lucidité à froid vient moins que l'exagération un peu fantaisiste de la tragi-comédie du temps.

Comme les confrères anglais qu'il apprécie, Martin Parr et Chris Killip, Brian Griffin n'a pas coupé le cordon ombilical qui l'attache encore à la mère patrie. Pays, quand tu nous tiens ! Il porte sur ses concitoyens un regard exacerbé, dans lequel le frisson de l'étrange le dispute au discernement politique. S'il est le contraire d'un voyeur, c'est aussi parce qu'il voit loin ; pour Brian Griffin, le monde est promis au chaos. Ce contemporain de la décadence est un visionnaire qui détecte la folie à l'horizon. N'est-elle pas là, déjà, irrespectueuse, chez ces êtres bizarres emportés par une furie incontrôlable ?

PIERRE BORHAN.

+ Brian Griffin, Portraits, sur les remparts. Voir aussi la soirée au Théâtre Antique, le 9 juillet.

WARD PL
photogra



Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

ANÇOISE HUN

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

Portrait of a person, likely related to the article on photography.

BERNARD PLOSSU, autobiographe, ou la photographie pure, manifestée

Hors les murs, à 4 kilomètres d'Avignon, Barbentane abrite parmi les cigales les émotions personnelles d'un exilé prodigue.

BERNARD PLOSSU a construit sa mythologie dans les années 60-70, elles-mêmes si totalement mythologiques : l'image d'un potache doublement naïf et fûlé, plus doué pour la prise d'images que pour les études universitaires et com-

et décané par rapport à ceux existant alors : ni art ni pièces de vie pure, plutôt hésitation rendue visible entre les deux.

Il vit aux États-Unis jusqu'en 1983. Durant cette période de maturation (il est un des rares photographes français à être reconnu à l'étranger), s'impose progressivement en France l'influence parfois mal comprise de ses vues faussées et simplifiées. Leur nouvel onirisme nous permet à tous de mieux comprendre qu'un opérateur créatif fait tou-

L'acte créatif, chez Plossu, provoque une circulation ininterrompue entre les moments de prise de vue (voyage ou intimité quotidienne) et leur redistribution par le biais des lectures constantes sur la planche des lectures pour toujours aboutir au livre. Cette dimension mentale et proustienne de la photographie, étonnante car poussée à l'obsession, se manifeste par l'éprouvante capacité de Plossu à réunir, plusieurs années après leur prise, d'excellentes images publiées, sans la moindre discordance stylistique avec les photos les plus



Ci-dessus : « Monument Valley », 1983 ; « Tropiques Mexicains », 1981. À droite : « Marseille », 1975.



promis par hasard, comme beaucoup de sa génération, dans l'aventure beatnik, du Mexique à la Californie. Il photographiera avec un dilettantisme heureux la dérive d'une adolescence rimbalde prolongée dont le *Voyage mexicain* (1979), vrai livre initiatique, ressassait, plus de dix ans après, la dimension photobiographique.

Dans l'effervescence photographique des années 70 en France, Plossu, le premier, réussit le dépassement du modèle américain manieriste et de l'approche trop souvent anecdotique propre au reportage européen. Ses images, au-delà de leur style désormais largement plagié (flou et faux amateurisme), créent un espace visuel étonnamment libre

et jours l'économie d'un professionnalisme pesant ou érigé, pour construire une œuvre épatante et forte, en se tenant au quotidien de la photographie, aussi bien dans l'errance africaine qu'en famille. Bref, qu'on devienne photographe pour de bon, et, dans le cas de Plossu, sacrément bon photographe, lorsque l'histoire de votre vie devient votre champ photographique privilégié.

L'originalité de Plossu relève en grande partie de cette étrange conscience dont il est entièrement habité, et dans laquelle son œuvre puise ses principes et sa finalité. L'art, lui, ne s'en rendra vraiment compte qu'à la fin de sa vie, et Robert Frank la congédiera très vite, comme si elle le dérangeait.

récentes. Son livre sur l'Afrique, publié cette année aux États-Unis, *Avant l'aube*, paru en 1986 chez Contrejour, tout, chez Plossu, brasse et gère ainsi présent et passé dans un perpétuel dialogue visuel, mais aussi un trouble personnel rapprochant l'œuvre photographique de la profondeur introspective propre à la littérature. On ne regarde pas les livres photographiques de Bernard Plossu : on les lit. Il existe là un dépassement d'effet sur le spectateur qu'il est un des rares à provoquer, sans autres moyens que ceux de la photographie pure.

GILLES MORA.

* Bernard Plossu, 1963-1985, Musée de l'enfant, route des Carrillères, Barbentane. Jusqu'au 30 juillet.



FRANÇOISE HUGUIER, MAX VADUKUL, l'une sculpte le vêtement, l'autre le fait bouger

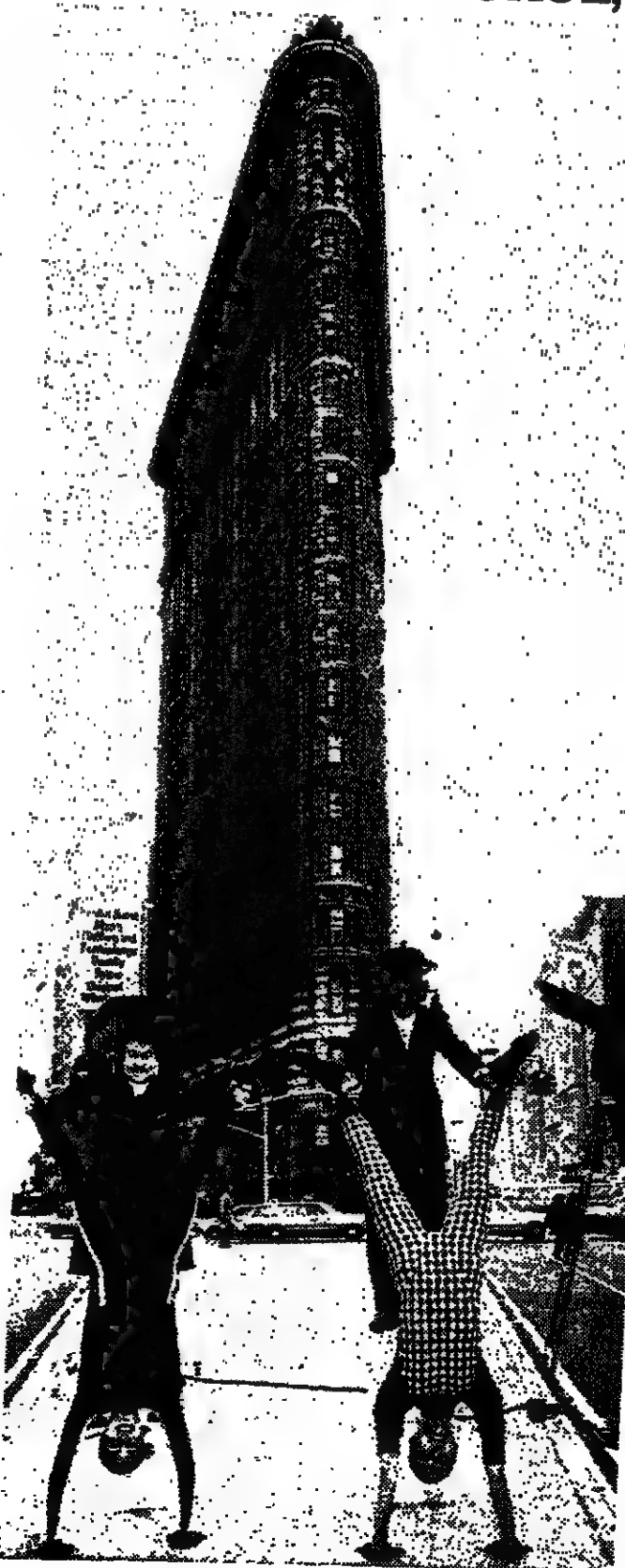
Dans un ancien palace, au grenier à sel communal, Françoise Hugulier et Max Vadukul mettent en scène silhouettes de rêve et formes voilées.

LE parcours de Françoise Hugulier est celui d'un metteur en scène d'opéra ou d'un sculpteur : avec elle, les vêtements deviennent réellement des images. La vie s'arrête : on oublie qu'il fait chaud à la Cour carrée, que les photographes se bousculent pour capturer l'instant du devant, du derrière, de la longueur ou de l'accessoire. Rigoureux, l'objectif surprend l'insolite de la frange, enveloppée d'un fourreau de cocktail. Soudain dans le brouhaha des applaudissements, par-delà l'inconfort et la fatigue, la robe noire s'impose comme un point d'exclamation sur le podium, elle dessine une ligne nette à peine tourmentée en son dos par trois gros papillons de crépe.

Françoise Hugulier semble avoir rendu à l'élégance sa dignité, le dépouillement savant dont se servait Chanel pour provoquer. La violence, on la retrouve encore dans ce retour d'enterrement pris aux Antilles. Sous un ciel couleur de plomb, une femme marche entre deux hommes en costume sombre. Son pull jaune soleil, tendu sur une poitrine joyeuse retentit comme un cri strident. Cynisme de la perfection, de l'esthétisme. Voici des mannequins pris au piège de leur beauté, raidis par l'instant du passage. « Je n'ai pas envie de raconter des anecdotes », dit-elle.

Quand on lui impose un thème, elle demande aux mannequins d'être des actrices qu'elle dirige dans des lieux « à histoire » : le Balajo, le Royal Lien, l'Opéra, la salle de billard de la rue Blomet. « Un studio, c'est comme une page blanche : ça ne m'inspire pas ».

Photographe-reporter avant tout — à Arles sont exposées ses photos d'Afrique et les carnets d'Asie du Sud-Est — elle s'est intéressée aux « fringues » lors d'un voyage au Japon, où elle effectuait une série de photos



Françoise Hugulier, mode, Paris, 1986.

Max Vadukul, mode, New-York, 1986.

consacrées aux dessinateurs sur sole de kimono. Elle se souvient de cet homme qui traçait des traits gris et blancs pour illustrer la mousson. « Mis à plat, le tissu ressemblait à un tableau. Une femme, présente dans l'atelier, l'a drapé sur elle. On voyait la pluie... » Le regard que porte Françoise Hugulier sur la mode est tout empreint de cette idée de spectacle.

Les robes en moire pastel d'Emmanuel Ungaro déplaient leurs godets crémeux, et à l'instant du cliché ils se transforment

une grande fille sanglée dans une mini-robe bulle et trois Noirs américains qui ne font que passer, c'est un clown en jean qui pince les fesses d'une teenager effarouchée. Les motifs de son tailleur ressemblent à des insectes.

Max Vadukul fait guill-guill à la mode, n'hésite pas à faire poser ses clients déguisés en animaux (JNS), introduit dans ses photos parues dans le *Vogue* italien, des ânes, une équipe de football, et surtout beaucoup de nonnettes. « Les gens d'Eglise ont un sens du vêtement fantastique », explique ce gai huron, dont l'humour se sau-



en coquillages de nacre. Coquette et fugitive, la belle de Christian Lacroix pour Patou retourne dans sa loge. Françoise Hugulier la retient par un fil invisible, et cette robe tablier « baby doll » en taffetas brodé soutenue par deux bretelles-nœuds en satin noir n'en devient que plus fragile.

Si Françoise Hugulier s'applique à figer l'éphémère, à théâtraliser la mode jusqu'à la rendre improbable, Max Vadukul, photographe anglais d'origine indienne né au Kenya il y a vingt-cinq ans, restitue au drapé tout son mouvement. Le vêtement cesse d'être décoratif, de représenter une image de la beauté, il joue avec celle ou celui qui le porte, s'affiche instantanément dans les rues de Rome et de New-York. C'est

file jusque dans les coins les plus glauques de Big Apple, pour vampirer une Lolita en bloomers qui suce son pouce le long de l'autoroute.

Merci à ce non-sens britannique : il sait rendre les vêtements des Japonais drôles. Max Vadukul, qui a réalisé deux catalogues pour Yohji Yamamoto, fait danser les grandes chemises floues, prouve qu'elles sont bien conçues pour bouger. Prié, haine étape : un livre sur Azzedine Alaïa avec Bettie Midler. Ça va faire mal.

LAURENCE BENAÏM.

* Françoise Hugulier, mode et carnet de voyage, au grenier à sel communal, Max Vadukul, présenté avec le 2^e bureau, Hôtel Nord Finis, place du Forum.

دعوات الى العمل

JEAN LE GAC, artiste sans en avoir l'air

Rebâtie vers 1635, l'église Saint-Martin du Méjean, devenue entrepôt de blé, puis de laine, accueille les fabuleux récits d'un faux peintre-photographe.

JEAN LE GAC n'est pas photographe, quoiqu'il lui arrive d'employer un appareil photographique, des images et même, à l'occasion, des machines pour projeter ces images sur un mur ou un écran.

Jean Le Gac n'est pas non plus peintre, quoiqu'il lui arrive de se servir de pastels, de papier ou de carton, et de recopier des peintures ou des illustrations.

Enfin, Jean Le Gac n'est pas davantage écrivain, bien qu'il dactylographie volontiers de petits textes, généralement inachevés, ou calligraphie de son mieux des phrases assez longues et compliquées.

D'ailleurs, Jean Le Gac, quoiqu'il expose de-ci de-là, dans des galeries et des musées, n'est pas un artiste, puisqu'il en croit son biographe le plus autorisé, Catherine Francblin (1), il a abandonné l'idée de devenir artiste en 1968. Il y a près de vingt ans de cela ; bel exemple de constance.

Ce non-artiste, photographe amateur plutôt basel, peintre du

dimanche, non moins amateur, écrivain incomplet, cet homme sans qualités remarquables, on imagine qu'il en serait resté là, c'est-à-dire à ce presque rien, à un rêve inaccompli brodé de regrets et d'envies, s'il n'avait eu un coup de génie.

Un seul peut-être, mais proprement diabolique. Celui de convertir ces absences en vertus. N'étant pas artiste, il allait raconter les aventures et les mésaventures d'un artiste imaginaire et concevoir la biographie infinie d'un peintre qui ne serait pas lui — et pour cause — mais connaîtrait tous les épisodes d'un grand destin artistique.

Ainsi a-t-il fait, et ainsi continue-t-il à faire. De série en série, il narre les historiettes plutôt drôles d'un héros fin de siècle, qu'il désigne souvent sous le nom de « peintre français ».

Ce peintre-ci voyage, va à New-York ou à Vienne (mode oblige), rentre chez lui, dans le Midi, s'en va au bord de la mer, se repose dans un jardin, rêve d'un tigre ou revit en songe les meilleurs moments de ses bandes dessinées d'enfant.

Et son père-narrateur Le Gac suit l'entrelacs de ces anecdotes, tantôt photographiant quelques détails précis, tantôt reprenant les images d'animés sauvages ou de héros en culottes de golf avec des crayons de couleur et des pastels.



Quand il le faut, il adjoint une notice, des lignes en bas de ses montages, ce qui permet de constater que ces fragments de récits sont aussi chargés de réminiscences 1900 que les peintures elles-mêmes. Naturellement, il se glisse dans ces inventions bien

des éléments d'une autre vie, toute réelle celle-ci, la vie de Le Gac, si bien que l'exercice de déraison douce se métamorphose à l'occasion en confession déguisée et que le spectateur au fait des artifices de Le Gac a tôt fait de déchiffrer allusions et autoportraits.

L'autre spectateur, celui qui pourrait ne pas savoir, celui, idéal, qui prendrait ces fantaisies au pied de la lettre, il lui resterait à s'amuser des jeux du peintre-photographe, à avoir peur du tigre ou à trembler pour l'explorateur à moustaches et

chapeau blanc que menace la hache d'un Indien privé du sens de l'humour.

Si un tel naïf existait, sa seule existence prouverait que Le Gac a réussi — et qu'il a tiré de son non-art les moyens d'un art personnel.

Car ce serait à peine un paradoxe que de signaler que cet artiste (quoiqu'il prétende), que l'on affilait aisément à l'espèce très nombreuse des conceptuels humoristes critiques, n'est, au bout du compte, qu'un peintre doublé d'un photographe qui a trouvé, dans une apparente activité de pastiche ou de citation, les sujets et les moyens de son invention.

Qui n'a, pour finir, eu d'autre habileté que celle de convertir toutes les raisons d'ironiser en raisons de créer et s'est pris de bon cœur aux pièges de l'art.

Comme Le Gac n'est pas sans talent, nul ne lui tiendrait rigueur d'avoir trouvé dans la négation des beaux-arts sa propre manière de faire l'artiste.

PHILIPPE DAGEN

(1) Jean Le Gac, de Catherine Francblin, Actes-Flammarion, 1984.

* Jean Le Gac, *Un artiste dans mon genre*, chapelle Saint-Martin de Méjean, passage du Méjean, jusqu'au 31 juillet.

RAPHO,

En avant-première du film qu'il a réalisé, Frédéric Mitterrand explique pourquoi depuis des mois il passe ses nuits à humer les archives d'une des plus vieilles agences de France.

Il y a ce plan, bien sûr, de *Prima della rivoluzione* où Adriana Asti étale, sur un lit de passage, tout autour d'elle, les photos de sa vie. Elle est silencieuse, se tient le visage un peu penché, vers les photos, mais au-delà aussi — on regarde toujours au-delà des photos, plus loin — et la caméra demeure ainsi tranquille, toute à la tendresse douce-amère que font naître les photos et devant laquelle elle s'incline.

Pour Arles, je fais un film qui donnera à voir les photos de Rapho. Même démarche qui rejoint certainement l'enfance lorsque je regardais interminablement des photos de famille, des photos de mes parents, de leurs parents, de la famille, d'avant ma naissance. Comme pour tenter de comprendre ce que je suis. Un film qui s'incline devant les photos. (Le grain du film, le montage du film, sa souplesse permettent de donner à chaque photo la place, le temps et l'éclairage nécessaires.) C'est pourquoi j'ai préféré le banc-titre au diaporama que l'on utilise en général, avec la bande-son en plus ; toutes ces musiques qui



remontent à la mémoire dès que l'on regarde. Je n'ai jamais pensé qu'une photo, quelle qu'elle soit, pût être autre chose qu'une photo de famille. Donc, en venant chez Rapho, en me retrouvant devant ces vingt-cinq mille clichés rassemblés par Barbara Grosset et son mari, protégés par des dames attentives et fermes comme ces tantes des vieilles familles qui protègent la mémoire, je me suis retrouvé à la maison. Et cette sensation ne pouvait qu'aller dans le sens de ma démarche, retrouver une histoire de famille qui, bien que forcément différente de la mienne, fût également suffisamment la même.

Je collectionne les photos depuis bientôt dix ans, après les avoir

CI-dessous : J. P. Charbonnier, Folie Berger, à droite : Willy Rosta, Belleville-Métallurgiste, 1939. CI-dessus : à gauche : Sophie Ristehucher, Beyrouth, la résidence des Pins, 1982 ; à droite : Robert Doisneau, Café restaurant dans les rues de La Villette. CI-dessus : Edouard Boubat, Lefebvre, Paris 1958.



regardées longtemps sans bien discerner que l'acte de regarder était en lui-même essentiel. J'ai cru pendant tout ce temps que le cinéma était le vecteur le plus intense, d'autant plus que je suis incapable de prendre une photo alors que je me suis approché de l'acte du tournage. Je les collectionne dans des livres que j'achète ; au départ sans beaucoup d'ordre et puis peu à peu avec des références, une chronologie, des affinités, un choix finalement de plus en plus précis même s'il ne correspond pas toujours à celui des amateurs éclairés.

Et tout à coup, ce plaisir si violent d'en voir vingt-cinq mille devant soi ; non plus couchées sur les pages des livres, mais rassemblées dans des boîtes de carton, maintenues par des élastiques ; boîtes fermées qu'il faut ouvrir comme autant de chapitres de vies secrètes. Je n'ai pas pu ouvrir toutes les boîtes des vingt-cinq mille photos ; une vie si affamée soit-elle de références ne peut se noyer dans tant d'autres vies différentes. J'ai donc suivi — un peu — les conseils qui me furent donnés : non sans m'évader vers d'autres boîtes dont on ne me parlait guère, et je me suis dit que cette liberté qu'on me laissait, c'était aussi Rapho, bien sûr, l'agence où l'on n'exige jamais autre chose de vous que d'aimer faire des photos, en adoptant absolument le principe que *a priori* vous savez ce que vous faites. J'ai vu cela dans Rapho, cette fantastique liberté qui a

permis à Doisneau, Rosta, Charbonnier, Janine Niepce et Sabine Weiss d'apporter leurs photos sans qu'on les juge jamais sur autre chose que leur capacité à démontrer leurs livres ; et j'ai bien senti que cela n'avait pas changé au long des années en voyant s'ajouter peu à peu d'autres regards.

C'est un fait aussi que Rapho vend ses photos, s'associe avec des agences étrangères, réédite les clichés de ses fondateurs d'avant-guerre, et cette insertion dans le monde moderne du commerce et des affaires m'a paru encore plus émouvante. Il est normal que toute famille, celle de Rapho et celle qu'elle donne à voir par ses photos, et celle que je retrouve en regardant l'ensemble, assure sa permanence en vendant ce qu'elle produit, comme ce vigneron de Janine Niepce aussi heureux de boire son vin que de le vendre et de se laisser photographier au moment de sa mise en fûts.

Mais en même temps, il y a les boîtes avec les élastiques ; on cherche un thème, une photo, on regarde dans les catalogues, il n'y a pas d'ordinateur, il est marqué au dos de la photo, au crayon noir, combien ça coûte, on peut commander un tirage, les vendeurs sont plus branchés et démarquent les journalistes, mais jamais on ne s'interroge pour savoir ce qui pourrait être véritablement à la mode. Rapho est une mode à lui tout seul, et on le comprend peu à peu.



inventaire d'une maison familiale

ignorais la plupart, et j'étais un peu intimidé devant tous ces visages, ces lieux, ces cadres, ces situations, et celles apparaissant en filigrane de ces inconnus qu'étaient les photographes. Mais personne ne me demandait rien — on ne demande rien chez Rapho, si ce n'est d'être soi-même, — et j'avais le temps.

Peu à peu, j'ai retrouvé tout ce qui me manquait et qui ne se trouve pas dans l'unique boîte que je possède de mes propres photos familiales. J'ai eu la sensation de remonter tout le cours de ma vie, de pouvoir emprunter toutes les voies de traverses auxquelles j'ai rêvé sans pouvoir les atteindre, de rencontrer tous ceux que j'aurais aimé connaître et que je n'ai pas connus, de faire tous les voyages que je ne ferais sans doute jamais. Je me suis dit que ces photos, enfin, étaient ce que toutes les photos devraient toujours être : à moi comme à tout le monde. Pour la première fois depuis longtemps, en les regardant, je me suis retrouvé avec un passé, un présent, un ailleurs ; bref, je me suis senti bini.

FREDERIC MITTERRAND

* L'Agence Rapho, réalisée par Frédéric Mitterrand, avec le concours du Crédit foncier de France, projection au Théâtre antique — le 10 juillet.

On ne devient pas un bon photographe du jour au lendemain.

A moins d'avoir acheté un F 401 durant la nuit.



Nouveau Nikon F 401 autofocus. Le contrôle intégral de l'image.

Réussir une belle photo demande un certain bagage technique. Soit.

Ou plutôt demandait, puisque maintenant il y a le Nikon F 401. Un nouveau reflex autofocus aussi simple que sophistiqué pour obtenir du premier coup un résultat parfait.

Avec son "Centre Expert de Décision", véritable pilote automatique, le Nikon F 401 contrôle tout, de la mise au point à l'exposition. Il prévient même les risques d'erreur en bloquant le déclencheur ou en vous informant dans le viseur.

Le sujet est flou? Le F 401 est autofocus. La mise au point se fait instantanément, même par faible lumière. Et si l'envie vous prend de jouer avec la profondeur de champ, une pression du doigt permet de mémoriser ce qui doit rester net.

Le sujet est en contre-jour? Le F 401 est équipé d'une analyse "multi-plage" de la lumière et d'un flash intégré. Il divise l'image en plusieurs zones pour mieux évaluer la luminosité de chacune. Il détermine l'exposition optimale, recommande si nécessaire l'utilisation du flash et en dose automatiquement l'éclair.

Résultat, votre talent s'exprime librement. Le F 401 et ses 13 objectifs autofocus s'occupent de tout.

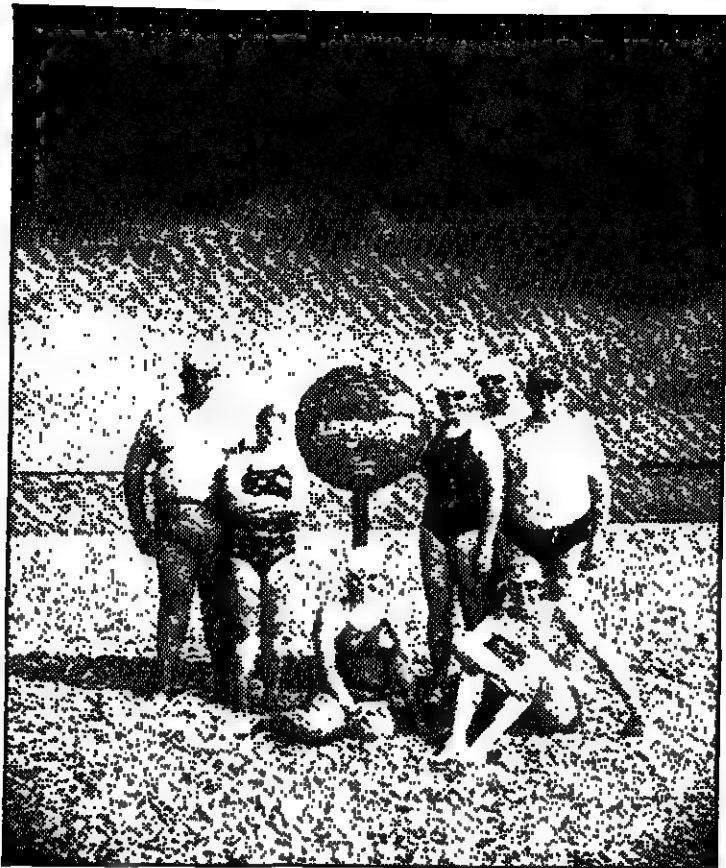
Nouveau Nikon F 401: où l'on s'aperçoit que devenir un bon photographe c'est d'abord choisir le bon appareil. Surtout à ce prix là. Chaque moment a droit à sa perfection.



Documentation complète disponible en retournant ce bon à:
Nikon France SA, BP 33, 94222 CHARENTON CEDEX

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

MDP



Neal Slavin : association des sapeurs de la Manche

Guide des expositions

Ouka Lélé. — Clichés noir et blanc, répétés en des couleurs criantes, l'univers branché et joyeux d'une jeune femme de trente-deux ans, incarnation de la « Movida » et du dynamisme de la photographie espagnole actuelle.

★ Rétrospective en trente-cinq images, Maison de la Roquette. Parution à la rentrée de « Mademoiselle Ouka Lélé » aux éd. Crapule.

Neal Slavin. — Du « Bowling-Club féminin d'Eastbourne » au « Colony Room Club », où figure, Francis Bacon, trente-deux portraits de groupe pris avec humour à la chambre polaroid couleur lors d'un périple de 6 000 km en Angleterre.

★ « Britons », présenté avec le Musée de la photographie de Bradford, à la banque Hezri Coote. Parution sous le même titre d'un album aux éd. André Deutsch, Londres, 1986.

John Vink. — Reportage sur la sécheresse au Niger et Sénégal, réalisé en 1985 et 1986, avec un brio discret, dans la grande tradition humaniste du reportage, par ce membre de l'agence Vu, prix Eugène-Smith, 1986.

★ « L'ex en Afrique », escaliers de la Calade.

Basilico. — Spécialiste du paysage industriel et de l'architecture urbaine, Basilico confronte la France et l'Italie dans des vues du bord de mer, où le vide, empli de sa propre présence, semble se suffire à lui-même.

★ « Italia et France », vues 1978-1985, avec le conseil régional PACA, la cour de l'école. Parution sous le même titre d'un album aux éd. Jac Bock.

Rudolf Schafer. — Suivant l'exemple d'Arnulf Rainer, ce photographe allemand de l'Est a réalisé avec une infinie douceur une vingtaine de gros plans de cadavres. ★ « Portraits à la morgue », présentée par le Centre culturel français

de Berlin-Est à la maison de la Moulure.

Toni Catany. — Entre l'épure et le baroque, à travers natures mortes et fruits pourris, la

Chapelle St-Martin du Mijean, jusqu'au 30 juillet.

Thomas Florschuetz. — Créant des avortons adultes, sans corps et grimaçant, ce marginal de RDA cris son désespoir en de

★ Ecole nationale de photographie, galerie Arica.

Gian Franco Gorgoni. — Membre de l'agence Contact, cet ancien photographe de mode et de publicité fixé à New-York portait dans un style débridé les artistes de la galerie Castelli : Oldenburg, Rosenquist ou Jasper Johns.

★ Le Petit Grenier, à côté du grenier à sel.

« Frankfurter Allgemeine Magazin » et Serge Cohen. — Coup de chapeau à cet organe de presse ouest-allemand qui prolonge la tradition des grands illustrés de l'entre-deux-guerres. Et à son portraitiste attitré qui, en déclinant leur image, perçoit la personnalité des stars de l'actualité.

★ Musée Réattu, jusqu'au 30 septembre.

Procédé Fresson. — Les créations personnelles de Théodore-Henri, Pierre et Michel Fresson, complétées par la présentation collective d'opérateurs utilisant ce célèbre procédé (tirage couleur au charbon). Voir aussi la projection du 7 juillet.

★ Commanderie de Sainte-Luce, jusqu'au 15 juillet.

Gianni Berengo Gardi. — Première rétrospective en France de ce photographe italien, humaniste engagé, grand voyageur, spécialiste de l'architecture et des problèmes sociaux, dont l'esthétique est représentative du reportage des années 50 à 60.

★ Avec le conseil régional PACA, Maison Grandet.

Jean Bernard. — Dans la lignée de Balzac montrant les arènes d'Arles en 1855, cette commande de la mission pour le patrimoine enregistre leur état avant leur prochaine restauration.

★ Musée Réattu, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-MARIE FLOCH

LES FORMES DE L'EMPREINTE

BRANDT
CARTIER-BRESSON
DOISNEAU
SITGLITZ
STRAND

PIERRE FANLAC

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob, 75006 Paris. - Tél. : 42-60-23-18

LES TROIS DUCHAMP

18 juin-29 juillet



VIEIRA DA SILVA

LA DENSITÉ DE LA TRANSPARENCE

GALERIE JEANNE BUCHER

53 rue de Seine 75006 Paris (1) 43 26 22 32

Paolo Gioli. — Sur bois, papier à dessin ou soie, opérant sans appareil en combinant de multiples techniques, l'hommage rendu à l'image fixe par un peintre italien qui revisualise l'œuvre des pionniers.

★ « Travaux récents », musée Réattu, jusqu'au 30 septembre.

Christine Spengler. — Ce reporter de guerre, à Sygna, s'est souvenu de son enfance à Madrid. Comme elle le fit avec les objets du souvenir, elle ritualise le cérémonial des toreros avant leur entrée dans l'arène.

★ « Vierges et toreros », La Bodega, face aux arènes.

Paul Graham. — Filant à l'anglaise les signes de l'insurrection, en Irlande du Nord, ce reporter 100 % britannique croquette le réel en y relevant d'infimes chaussettes.

★ « Troubled Land », au nouveau pont de Trinquetaille, de 15 à 19 h.

Grand prix européen de la photographie. — Doté de 50 000 F par Kodak, ce prix est accordé dans douze pays d'Europe à un professionnel de moins de trente-cinq ans : Patrick Tosani pour la France. Le 10 juillet, le grand prix (70 000 F) sera remis à l'un des lauréats, présentés chacun par huit photos.

★ Chapelle St-Martin du Mijean, jusqu'au 30 juillet.

Thomas Florschuetz. — Créant des avortons adultes, sans corps et grimaçant, ce marginal de RDA cris son désespoir en de

★ Ecole nationale de photographie, galerie Arica.

Gian Franco Gorgoni. — Membre de l'agence Contact, cet ancien photographe de mode et de publicité fixé à New-York portait dans un style débridé les artistes de la galerie Castelli : Oldenburg, Rosenquist ou Jasper Johns.

★ Le Petit Grenier, à côté du grenier à sel.

« Frankfurter Allgemeine Magazin » et Serge Cohen. — Coup de chapeau à cet organe de presse ouest-allemand qui prolonge la tradition des grands illustrés de l'entre-deux-guerres. Et à son portraitiste attitré qui, en déclinant leur image, perçoit la personnalité des stars de l'actualité.

★ Musée Réattu, jusqu'au 30 septembre.

Procédé Fresson. — Les créations personnelles de Théodore-Henri, Pierre et Michel Fresson, complétées par la présentation collective d'opérateurs utilisant ce célèbre procédé (tirage couleur au charbon). Voir aussi la projection du 7 juillet.

★ Commanderie de Sainte-Luce, jusqu'au 15 juillet.

Gianni Berengo Gardi. — Première rétrospective en France de ce photographe italien, humaniste engagé, grand voyageur, spécialiste de l'architecture et des problèmes sociaux, dont l'esthétique est représentative du reportage des années 50 à 60.

★ Avec le conseil régional PACA, Maison Grandet.

Jean Bernard. — Dans la lignée de Balzac montrant les arènes d'Arles en 1855, cette commande de la mission pour le patrimoine enregistre leur état avant leur prochaine restauration.

★ Musée Réattu, jusqu'au 30 septembre.

JEAN-MARIE FLOCH

LES FORMES DE L'EMPREINTE

BRANDT
CARTIER-BRESSON
DOISNEAU
SITGLITZ
STRAND

PIERRE FANLAC

GALERIE DINA VIERNY

36, rue Jacob, 75006 Paris. - Tél. : 42-60-23-18

LES TROIS DUCHAMP

18 juin-29 juillet

Calendrier des soirées



Dominique Issermann : campagne publicitaire pour Mand Frison, 1986.

LIEU de spectacle, de détente et de chahuts mémorables, parfois inhumains, c'est dans l'antre de plein air du théâtre antique (1800 places) que se déroulent traditionnellement les soirées. Succédant à la levée solennelle de l'écran géant (130 m²), chacune d'elles est scindée en trois parties et bâtie sur un même scénario :

1) *Le journal vidéo*, expédié l'an passé par François Riss, comprend l'actualité des Rencontres ainsi que des portraits de photographes.

2) *L'album imaginaire*, produit par la Fondation FNAC. Cette innovation donne la parole à des personnalités extérieures au monde de la photo qui, durant dix minutes, seules face au public, parlent des images qu'elles aiment, de l'album de famille aux classiques ou de leurs propres photos.

Le 6 : Evelyne Richter, balade sentimentale en RFA, et le grand Shoji Ueda, né en 1913, inventeur au Japon de la photo mise en scène, qui assistera en personne à cette rétrospective de son œuvre.

Le 7 : Arno Fisher, photographe célèbre en RDA, et le Procédé Fresson (30 min.), tourné par Jean Réal dans l'atelier de l'inventeur. Avec la participation de photographes qui utilisent ce procédé, dont Bernard Faucon, filmé lors de la fabrication d'une de ses images jusqu'au tirage final.

Le 9 : Brian Griffin, portrait d'ouvriers avec leur outil de travail sur un chantier à Londres, et Nan Goldin, *The Ballad of Sexual Dependency* (35 min.), complément de l'exposition, réalisé par elle sur des musiques d'Aznavour, la Callas, Yoko Ono, Kurt Weill et Dean Martin.



Shoji Ueda : « Sand Dunes »

Se succéderont ainsi : le 5, Souleymane Cissé (cinquante); le 6, Charliette Couture (musicien); le 7, Farid Chopel (comédien); le 9, Andrée Putman (designer); le 10, Sabine Azéma (comédienne); le 11, Laura Betti (comédienne, directrice de la fondation Pasolini).

3) *Les projections :*

Le 5 : Françoise Hugulier avec un (très) court métrage, *Black Star*, réalisé au Mali, et l'Américain David Turley avec un audiovisuel en couleur sur les banlieues noires d'Afrique du Sud.

Le 10 : Cinquante ans de l'agence Rapho (Doineau, Bonbat, Charbonnier, Ronis), racontés par Frédéric Mitterrand dans un film (40 min.) qu'il a réalisé. Présenté avec le concours du Crédit foncier de France.

Le 11 : Dominique Issermann dialogue avec son modèle favori, Anne Rohat, toutes deux filmées par l'auteur des *Alles de la colombe*, Benoît Jacquot.

★ Soirées au théâtre antique, du 5 au 11 juillet, relève le 8, début à 22 h 30 (entrée : jardin d'été, boulevard des Lions).

Rendez-vous annexes

La galerie d'essai : lieu de découverte et de confrontation, elle présente du 5 au 11 juillet à la Commanderie de Sainte-Luce les portfolios de photographes professionnels ou amateurs sélectionnés chaque jour par un jury différent. Récompensé de 1500 F, le lauréat voit son travail projeté le soir même en avant-première sur grand écran.

L'hôtel d'Arles : lieu de rencontre et d'échange où se côtoient de manière informelle grands noms, directeurs de galerie ou de musée, rédacteurs de revue, plus rarement des collectionneurs, auxquels d'astrologues qu'on ne voit que lors de cérémonies gais blancs.

La place du Forum : lieu de passage incontournable et obligé où, profitant de la torpeur provençale, le microcosme photographique refait le monde sous les parasols. Autour de minuit, y sont projetées en

parallèle l'actualité et les images du festival « off ».

La Commanderie de Sainte-Luce : lieu de silence et de fraîcheur, situé face au musée Réattu, où sont présentées jusqu'au 15 juillet dans de beaux espaces rénovés six galeries françaises (Studio 666, Comptoir de la photographie) et étrangères (Marcuse Pfeiffer, Forum de Tarasone, Centre photographique de Barcelone, Photographe's Gallery de Londres).

★ Et aussi, au Centre de la Vieillesse-Charité, à Marseille, « Mémoire de l'origine », photographes du bassin méditerranéen et « La nouvelle photographie en France de 1919 à 1939 », jusqu'au 31 août.

Pour tous renseignements : Rencontres d'Arles, 16, rue des Arènes, 13200 Arles. Tél. : 90-96-76-06. Réservation aux spectacles Hébergement : Office du tourisme, esplanade des Lions, 13200 Arles. Tél. : 90-96-29-35.

L'Ecole nationale de photographie

Mailles serrées, regard lourd

Fille légitime des RIP, l'Ecole nationale de photographie d'Arles est dirigée par son fondateur, Alain Desvergne, personnalité vobulable au verbe coloré, qui brosse à son image le portrait de cet enfant remuant.

« EN 1979, Henri Cartier-Bresson était l'invité d'honneur des Rencontres. Une soirée au Théâtre Antique lui était consacrée mais il n'avait pas de texte pour commenter ses images. Ce fut très difficile de le convaincre d'en faire un. Finalement, je lui ai tendu un micro et il a parlé trois heures. L'après-midi même, nous avons bouché le montage sonore, et la projection a eu lieu normalement. Quand tout fut terminé - c'était passionnant ! - je lui ai confié mon intention de fonder une école. Cette année-là, je dirigeais les Rencontres mais la vraie raison de ma présence à Arles était la création de l'école. » Il me semblait dommage de ne pas faire fructifier ce formidable potentiel énergétique acquis pendant l'été. Et Cartier-Bresson m'a répondu : « Il n'y a rien à dire, il faut regarder. C'est le plus difficile. Et c'est très long. Savoir regarder prend du temps. Ce qu'il faut, c'est un regard lourd, un regard qui pèse... » Ce qu'il voulait dire c'est que notre regard aujourd'hui est léger et virevoltant, sans profondeur ni poids. J'espère que c'est ce que nous apprenons aux étudiants : avoir un regard lent et pesant, intense et pénétrant. Comment réussir cela en trois ans ? C'est le pari de cette école.

Nous l'avons créée pour combler un vide dans le pays qui a inventé la photographie. Et qui, peut-être parce qu'il était en avance sur les autres pays, avait oublié de questionner son regard. Penser, réfléchir, fait aussi partie de la vue. En général, l'enseignement est abordé sous l'angle technique ou sous l'angle artistique. C'est le cas des écoles de beaux-arts. Ce que nous tentons, au contraire, c'est d'instaurer un équilibre entre le discours, l'analyse et la pratique. Pour comprendre les images, je me plais à répéter qu'il y a trois outils indispensables : l'esprit, l'œil et la main. Il faut posséder une culture générale et connaître l'histoire de l'art avant d'avoir l'œil, et d'être peut-être un créateur. La photographie est un art cérébral autant

qu'un métier manuel. Elle existe par le regard mais aussi par le doigt et la main qui, lors de la prise de vue, du tirage et du développement, lui confèrent sa dimension sensuelle.

Cela dit, nous avons un problème sans équivalent dans les autres disciplines. A l'inverse du conservatoire de musique, où l'élève connaît au moins ses gammes, le gars qui vient chez nous est pratiquement aveugle. Il a pourtant été choisi et témoigne en principe de dispositions pour la photo. Nous acceptons chaque année trente élèves sur les mille cinq cents qui postulent leur admission. Le bac, au minimum, étant requis, cela élimine d'entrée la moitié. Sur les sept cents qui restent, près de la moitié se désistent devant la préparation requise pour le concours d'admission. Quatre cents candidats se présentent donc devant nous. C'est un boulot énorme de les rencontrer, nous en éliminons encore la moitié. Restent deux cents dont cent tombent à l'école, quatre-vingts réussissant à l'oral. Les trente élèves que nous retenons parmi ceux-là ont compris qu'ils n'entrent pas ici pour parfaire un hobby. Si la photo est un très grand plaisir, il n'est pas nécessaire pour autant d'en faire un métier. Pour ceux qui sont choisis, la photographie doit réellement devenir un « job ».

Pendant les deux premières années, ils sont soumis aux figures imposées : mi-réflexion, mi-pratique. Nous veillons à ce que la pratique soit un sujet de réflexion et que tout ce qui incite à réfléchir ait des implications pratiques. Sans exclusion, de la mode au reportage on a la pub, ils apprennent les métiers de l'image dans toutes ses implications matérielles, du développement à la vidéo, de l'imprimerie encre aux images de synthèse. Si tout se passe bien, après deux ans, ils possèdent assez la technique pour pouvoir l'oublier et disposent en troisième année d'une liberté quasi totale.

A ceux qui nous reprochent d'être une école d'intellectuels, je réponds qu'être intellectuel n'est pas une tare. Notre projet est d'ailleurs de mettre l'accent sur la recherche. Nous souhaiterions créer un cycle d'étude de deux années supplémentaires afin d'approfondir certains sujets,

comme l'archivage ou le vidéodisque. Notre rôle n'est pas d'abord de former des artistes. Ceux-ci n'ont pas besoin d'une école pour exister.

Certes, si Bach et Dostoevski s'inscrivent chez nous, ils apprendront en trois ans ce qu'ils mettraient dix ans à apprendre tout seuls. Mais ne nous leurons pas. Parmi tous ceux qui rêvent de devenir des artistes, combien ont vraiment quelque chose à dire ? Bien sûr, on est ravi, on frétille, on « biche » comme des fous quand on voit des gars qui réussissent de bonnes images, mais nous ne sommes pas dupes : on sait que l'on y est pour rien.

Le fait que l'école soit fixée à Arles est à la fois une chance et un handicap. Pendant onze mois de l'année, les élèves vivent ici comme dans un monastère, et le douzième, pendant les Rencontres, ils s'éclatent : c'est l'alléluia. La difficulté consiste à concilier le forum et le cloître, l'ascèse assidue de l'hiver et le scintillement soigné de l'été. Le handicap d'être éloigné de Paris, et de l'actualité, est compensé par le temps que les élèves consacrent à leurs études.

Le plaisir que j'ai eu à créer cette école tient en partie du cadre privilégié où elle s'inscrit. Ce lieu n'est pas neutre. Pour se rendre au laboratoire, à la bibliothèque ou en salle de montage, l'élève tourne, monte et gravite autour de l'axe central du grand escalier. C'est à partir de lui que s'organise, comme un point de rencontre inévitable, la totalité du trafic de la maison. Et c'est à son image aussi, comme une condition indispensable, qu'ont été conçus le programme et l'équipe restreinte des trois enseignants qui l'encadrent.

Les Anglais ont un joli mot pour définir ma pensée, ils appellent ça : *close knit*. Autrement dit, tricoté serré. Dans la plupart des écoles que je visite à l'étranger, la maille est trop lâche et le tricot s'affaïssit. Or alors, ce n'est plus un gilet, c'est une camisole. Pour être agréable à porter, un chandail doit être tricoté ample mais avoir une maille serrée.

Propos recueillis par PATRICK ROGIERS.

* Ecole nationale de photographie d'Arles, 16, rue des Arènes, 13632 Arles; tél. : (90) 96-76-06.

Un hôtel très particulier

CRÉÉE en 1982, l'Ecole nationale de photographie d'Arles a été inaugurée officiellement par François Mitterrand, le 1^{er} février 1986. Comptant parmi les huit écoles nationales de France, elle est régie par le CNAP (Centre national des arts plastiques), que dirige Dominique Bozo, et dispose d'une subvention annuelle de 5 millions de francs. Installée dans l'ancien couvent des sœurs gardemines, totalement rénové en sept ans, et situé à quelques pas des arènes et du Théâtre antique, elle occupe une superficie de 2 100 mètres carrés. Et utilise à plein temps une équipe de quatorze personnes dont six responsables d'atelier et trois professeurs (Arnaud Claez,

Christian Milovanoff, Frédéric Lambert). Le relais est pris à tour de rôle par une cinquantaine d'intervenants extérieurs, photographes, théoriciens et spécialistes de l'image.

Véritable ruche, le bâtiment comprend huit laboratoires, une bibliothèque de dix mille titres, une photothèque de mille documents, une imprimerie offset, des ateliers de photogravure et de photocomposition, deux studios de prise de vues, trois régie, un auditorium et une galerie d'exposition.

Durant les rencontres, c'est à l'ENP qu'ont lieu les stages auxquels sont associés les étudiants. La promotion sortie cette année est la troisième. P. R.

Les sous des RIP

DISPOSANT pour 1987 d'un budget d'environ 8 millions de francs, les RIP utilisent quatre employés à plein temps auxquels s'ajoutent trois TUC et un objeteur de conscience, plus des collaborateurs extérieurs (attachés de presse, régie audiovisuelle, studio de graphisme et régie des expositions) qui sont attachés aux Rencontres de façon permanente.

Fairentées par Kodak (2 200 000 F, reconduits sur trois ans, plus du matériel), les RIP sont organisées grâce au ministère de la culture (800 000 F, émanant de la Mission pour la photographie, rattachée au Centre national des arts plastiques) et à la direction du patrimoine (100 000 F).

Outre les services rendus par l'Ecole nationale de photographie, il convient d'ajouter l'intervention de la ville d'Arles (700 000 F plus des milliers d'heures de travail), du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (150 000 F) et de l'Office départemental des Bouches-du-Rhône (180 000 F). Enfin, s'ajoutent le soutien financier apporté par diverses sociétés dont la FNAC (400 000 F), le Crédit foncier de France (350 000 F), Air Inter (50 000 F) ainsi que l'Iford (300 000 F, plus du matériel), Pictorial Service (200 000 F sous forme de tirages) et l'Institut international d'art moderne (50 000 F de cordons).

L'an passé, les Rencontres ont compté quatorze mille visiteurs et douze mille spectateurs pour les cinq soirées. Le budget total en 1986 était de 5 400 000 F.

P. R.

* Signalons aussi le Prix du meilleur livre photo, d'un montant de 50 000 F, réparti entre auteur et éditeur, accordé par les Rencontres et couronné par un ouvrage paru dans l'année écoulée.

ILFORD EN ARLES

UNE PREMIÈRE : « LA FÊTE DES STAGIAIRES »



Pour la première fois, les stagiaires et les amis des Rencontres présents le 6 juillet pourront participer à la fête organisée par ILFORD sur le grand fleuve Rhône, juste après la rétrospective SHOJI UEDA.

Cette fête est organisée sur le « Minsio », grand bateau de 50 m, de minuit jusqu'à l'aube, avec, pendant la croisière sur le Rhône, animations diverses : danse, buffet, exposition et boutique ILFORD bien entendu.

Rappelons que traditionnellement ILFORD, partenaire des Rencontres d'Arles depuis leur création, parraine les stages photographiques.

RENCONTRES D'ARLES 87

ALBUM IMAGINAIRE

La Fondation Fnac invite,

LE 5 JUILLET

Souleymane Cissé

LE 6 JUILLET

Charlèlie Couture

LE 7 JUILLET

Farid Chopel

LE 9 JUILLET

Andrée Putman

LE 10 JUILLET

Sabine Azéma

LE 11 JUILLET

Laura Betti

à projeter leur album imaginaire sur l'écran des Rencontres d'Arles

Théâtre Antique 22 h 15

Fondation Fnac

INTERNATIONALE DE LA COMMUNICATION ET DE LA CULTURE



INFORMATIONS, RÉSERVATIONS : FNAC - OFFICE DE TOURISME D'ARLES.

(Publicité)

L'image d'une marque

Ouverture sur des objectifs et une profondeur de champ insoupçonnés

Depuis un siècle et demi, c'est toujours le même malentendu : on s'obstine à faire croire que c'est l'appareil et non le regard qui fait la photo. Pourtant, pas plus que la couleur ou le sujet, l'instrument ne garantit la qualité d'une image. Nous, qui fabriquons des appareils ainsi que les films qui les alimentent, nous sommes bien placés pour le savoir.

Ce serait trop facile s'il suffisait d'emprunter à Francis Bacon ou à Daniel Buren leurs pinceaux et leurs couleurs pour devenir soi-même un artiste ! C'est pourquoi nous tenons tant à donner de KODAK une image qui ne soit pas liée à la seule représentation de la marque. Bien que celle-ci ait déjà largement fait ses preuves.

Depuis la vieille chambre KODAK en acajou utilisée par Bill Brandt et dont se servait la police britannique pour établir ses constats jusqu'au film Kodacolor Gold qui fait jaillir les couleurs inventées par Jean-Paul Goude, KODAK a toujours été à la pointe de l'actualité et du progrès photographique.

Mais qui connaît en détail les divers secteurs d'activité où KODAK s'investit tous les jours ? Qui sait que la Fondation KODAK PATHÉ apporte son aide à nombre d'organismes humanitaires ; qu'elle vient au dernier Festival de Cannes de fêter le photographe de plateau Sam Levin pour ses 40 ans de photographie de cinéma et qu'elle contribue aussi par des bourses et des prix au développement de la recherche ?

Qu'il s'agisse du domaine scientifique ou médical, de la récompense donnée à des travaux touchant la chimie photographique ou du financement de voyages d'étude, cet effort serait incomplet s'il ne s'y ajoutait un soutien concret à la création. C'est à cet effet qu'a été inventé voici douze ans le "Prix KODAK de la critique photographique", d'un montant de 70000 F, et qui est accordé à un jeune photographe professionnel dont l'œuvre et la personnalité s'affirment.

En ont bénéficié ex æquo cette année Gilbert Fastenaekens et Françoise Huguier dont les créations couleur sont exposées actuellement dans les salles du palais de Tokyo par le Comité National de la Photographie.



William Klein.



Sebastio Salgado.



Françoise Huguier.

Signalons au passage qu'un prix similaire existe pour le cinéma ainsi que pour les grands reportages entrepris par des voyageurs, aventuriers ou chercheurs néophytes, de 18 à 35 ans, que nous bardons de films pour la photo et le cinéma.

Cette action de mécénat et de parrainage est inséparable de la vie culturelle à laquelle, par vocation et par goût, la Fondation KODAK PATHÉ s'associe spontanément.

En un temps, pas si lointain, où l'image fixe n'attirait

l'attention que de quelques connaisseurs passionnés, la Fondation KODAK PATHÉ fut l'initiatrice de la toute première exposition rétrospective de Jacques Henri Lartigue dans un musée national. Ce qui prouve, si besoin était, que nous n'avons pas attendu d'afficher notre slogan actuel pour avoir réellement un déclic d'avance...

La photographie, chacun le sait, est un domaine en constante mutation. Participant aux formes les plus diverses et les plus neuves de la culture, le rôle de notre

société est aussi d'en conserver la mémoire. La fraction de seconde du déclic instantané ne nous fait pas oublier pour autant ce qui a fait la beauté et la fierté des images du passé.

C'est ainsi que la Fondation s'oriente autant vers la sauvegarde du patrimoine français et international (elle a permis la réalisation de Lascaux II) que vers la promotion de nouvelles esthétiques, éléments moteurs de toute création. Injecter chaque année plusieurs millions de francs dans la culture est en fait une formidable chance

pour notre entreprise. Cela nous permet d'être associés de plus près à des événements publics, ponctuels et prestigieux qui ont le renouvellement de l'expression photographique pour raison d'être.

Depuis l'an dernier, notre participation aux Rencontres Internationales de la photographie d'Arles a permis à cette manifestation, unique au monde depuis 18 ans, de prendre son deuxième souffle.

Le "Mois de la Photo", organisé pour la quatrième

fois en 1986 par la Ville de Paris, a également reçu notre parrainage officiel, apportant par la remise de quatre prix un soutien financier appréciable aux photographes et aux galeries qui les représentent. C'est dans ce cadre, on s'en souvient, qu'avec le concours d'Ouka Lélé ou Jan Saudek, entre autres, fut lancée une campagne d'affichage très créative montrant les diverses tendances d'une certaine expression contemporaine.

Toutes ces aventures ne nous font pas oublier que plus d'un siècle et demi après son invention la photographie est encore trop souvent considérée comme une machine à copier ce que nous croyons être la réalité. Nous qui contribuons au développement le plus large de cet art reproductible par excellence, nous savons par expérience que seul compte le résultat en matière de création et que ce résultat, c'est l'image.

C'est parce que la photo est une discipline vivante, tissée par des courants contradictoires, que nous accroissons d'année en année, et dans tous les domaines, l'aide que nous lui apportons. De Harry Gruyaert à John Batho, Bernard Plossu, Tom Drahos, Gilles Peress, Luc Choquer ou Patrick Tosani, prix KODAK de la critique photographique 87, présent à Arles en compagnie des lauréats de douze pays européens, tous ont acquis une notoriété certaine non pas grâce à nous, ou par nos seuls encouragements, mais en pouvant poursuivre et révéler, sous forme de livres ou d'expositions, leurs recherches et leurs travaux.

Tenir un rôle à part entière dans la vie culturelle française constitue à nos yeux un objectif au moins aussi prioritaire que celui que nous avions en lançant le désormais historique : "Appuyez sur le bouton, nous ferons le reste". Réjouissons-nous de voir tous les ans quelque 23 millions d'amateurs qui, pour leur seul plaisir, prennent des milliards de clichés aux quatre coins de la planète, même si l'Histoire ne doit en retenir que quelques-uns.

De toutes façons, à chaque moment, dans chaque déclic et dans chaque image, l'éternité est là.

KODAK.

POSITION!

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

L'ÉPOQUE, LA MODE, LA MORALE. LA PASSION. Musée, 3^e étage. Grande Galerie. 5^e étage. Entrée : 28 F. Jusqu'en 17 août.

NOUVELLES TENDANCES : les avant-gardes de la fin du XIX^e siècle. La mutation des styles. Galerie du CCI. Jusqu'en 8 septembre.

DESIGN EN TEMPS DE GUERRE. Préfiguration d'un espace de Mémorial de Com. C.C.I. Jusqu'en 21 septembre.

ILES. Galerie de la RPI. Jusqu'en 21 septembre.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HEINRI LARTIGUE, photographes au Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. Samedi : 18 F.

TANES. L'or des pharaons. Musée égyptien du Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. Samedi : 18 F.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCHI D'AJACCIO. Jusqu'en 5 octobre. ORNEMENTS DU XV^e AU XVI^e SIÈCLE, gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild. Jusqu'en 21 septembre. Musée du Louvre, Pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face pont Royal (42-60-39-26). De 9 h à 17 h.

PICASSO vs PAR BRASSAL. Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15, le samedi jusqu'à 22 h. Jusqu'en 28 septembre.

IAN HAMILTON FINLAY, KAREN KNOER, JEAN-LUC VILMOUT, ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le mardi, de 10 h à 17 h ; le mercredi jusqu'à 20 h. Jusqu'en 28 juin.

PARIS 37. Chronique de l'Exposition internationale des arts et des techniques dans le monde moderne. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'en 30 août.

KALTEK EN CRIME. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Musée des cultures (voir ci-dessus). Jusqu'en 15 novembre.

LA MARINE DE 1937 ; Océans des hommes. Musée de la marine, Palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf mardi et jeudi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'en 13 septembre.

CHARLES MATTOT. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo 13, avenue du Président-Wilson (47-23-30-53). Sauf mardi, de 9 h à 18 h à 17 h. Jusqu'en 6 juillet.

IMAGES DE JARDINS. Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'en 1^{er} octobre.

L'INVITATION AU VOYAGE. Jusqu'en 30 août. Le musée Louis-Vallée, jusqu'en 30 août ; CLAUDE LÉSSER, Affiches de studio, jusqu'en 31 août. Musée des arts décoratifs, Pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-33-14). De mardi au samedi, de 12 h à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 17 h. Entrée : 20 F.

RARES AFFICHES 1980 des collections de musée. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'en 14 septembre.

WU TSO-LIN en la modernité dans la tradition de l'art ; SHAO CHOU-FANG et

les fleurs de Chine. Musée Cernuschi, 7, av. Vauvray. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 12 juillet.

DOMESTIQUES DES HOMMES, SANCÉTIÈRES DES DIEUX : l'architecture africaine. Musée Cernuschi, 7, av. Vauvray (42-61-65). Jusqu'en 13 juillet. Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15.

TRÉSORS DU TIBET, région autonome du Tibet-Chine. Musée national d'histoire naturelle, Galerie de la botanique, 57, rue Cuvier (43-36-19-09). Sauf mardi, de 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'en 31 octobre.

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort. Musée de l'Homme, Palais de Clugny (45-53-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 15. Jusqu'en 4 octobre.

HOMMAGE À CHRISTIAN DIOR 1947-1957. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-10). Sauf mardi et mercredi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'en 4 octobre.

PARIS, COUTURE ANNÉE 38. Palais Galliera. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 20 septembre.

MAKRELS DE BOUVE. Collection de musée. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'en 31 août.

LE SACRÉ À PROPOS D'UN MILLENAIRE. 987-1087. Hôtel de Soubise, Musée de l'histoire de France, 2, place du Palais-Royal (42-97-21-00). Tous les jours de 11 h à 19 h. Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Du 26 juin au 31 août.

LE PEINTRE DEVANT SON MIROIR. 222 autoportraits. Collection Général Schir, Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-21-00). Jusqu'en 5 septembre.

RAYMOND LEWY, LE DESIGNER QUI A MARQUÉ SON TEMPS. Hall MCF, 118, Champs-Élysées. Jusqu'en 28 juin.

LES CHAÎNES. Musée Cernuschi, 7, av. Vauvray (42-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 40. Jusqu'en 31 août.

FIGURES D'UN TEMPS : LA RÉPUBLIQUE. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'en 31 août.

LE MARAIS. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 20 septembre.

ÉLÉPHANTILLAGE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 20 septembre.

ZOLA PHOTOGRAPHE. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Stoufflet (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'en 29 août.

ILS EXPOSERONT : Les collections de l'École de la photographie, jusqu'en 30 août. Musée de la photographie, 10, rue de Valenciennes (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'en 14 septembre.

PEINTURES POPULAIRES DU BÉNÉGAL SOUVERAIN. Musée national des arts africains et océaniques, 203, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'en 14 septembre.

PROFITS DE DUFF POUR LA FIE. ÉLECTROCLIQUE. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-65-99-49). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

DEUX ET DÉSSEINS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'en 31 août.

KENDO TANGE. 48 ans d'expérience et d'attachement. Ecole nationale supérieure des

beaux-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'en 20 septembre.

MORANE. 200 photographes et œuvres qui inspirent. Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean. Jusqu'en 20 août.

LES VITRAUX DU MUSÉE DE CLUNY. Centre culturel saint, 36, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). Sauf mardi, de 14 h à 19 h. Jusqu'en 19 juillet.

LE MUSÉE D'IDELLES À PARIS. Centre Waldeck-Rousseau, 127, rue Saint-Martin (42-71-26-10). Tous les jours de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'en 30 août.

JEAN MESSAGIER. Rétrospective 1937-1987. Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-32-39-47). Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h. Jusqu'en 5 septembre.

CONSTANTIN HUYGENS. Homo Universalis. Institut néerlandais, 121, rue de Lille. Sauf le mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'en 5 juillet.

PREMIERS TEMPS CHRÉTIENS EN GAULE MÉRIDIONALE. IN-VIII^e siècle. Pavillon des arts, Les Halles. Terrasse Rampeau. Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 28 juin.

JIM DINE CHEZ ALDO CROMME-LYNCK. (gravures). American Center, 261, boulevard Raspail (43-35-21-50). Sauf dimanche, de 12 h à 19 h. Jusqu'en 8 juillet.

9 SCULPTURES CANADIENNES EN TOSCANNE. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin. Sauf dimanche et lundi, de 10 h à 19 h. Du 26 juin au 31 août.

LE PEINTRE DEVANT SON MIROIR. 222 autoportraits. Collection Général Schir, Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-21-00). Jusqu'en 5 septembre.

RAYMOND LEWY, LE DESIGNER QUI A MARQUÉ SON TEMPS. Hall MCF, 118, Champs-Élysées. Jusqu'en 28 juin.

LES CHAÎNES. Musée Cernuschi, 7, av. Vauvray (42-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 17 h à 40. Jusqu'en 31 août.

FIGURES D'UN TEMPS : LA RÉPUBLIQUE. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'en 31 août.

LE MARAIS. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 20 septembre.

ÉLÉPHANTILLAGE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Sorbie (47-20-85-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 40. Jusqu'en 20 septembre.

ZOLA PHOTOGRAPHE. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Stoufflet (45-59-51-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'en 29 août.

ILS EXPOSERONT : Les collections de l'École de la photographie, jusqu'en 30 août. Musée de la photographie, 10, rue de Valenciennes (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 17 h. Jusqu'en 14 septembre.

PEINTURES POPULAIRES DU BÉNÉGAL SOUVERAIN. Musée national des arts africains et océaniques, 203, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'en 14 septembre.

PROFITS DE DUFF POUR LA FIE. ÉLECTROCLIQUE. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-65-99-49). Sauf le mardi, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'en 28 septembre.

DEUX ET DÉSSEINS. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h à 45. Entrée : 15 F. Jusqu'en 31 août.

KENDO TANGE. 48 ans d'expérience et d'attachement. Ecole nationale supérieure des

En province

ALIM. Rodin. Sculptures et œuvres. Musée Toulouse-Lautrec (63-54-14-09). Jusqu'en 6 septembre.

BAKONNE. Quand le religieux inspire les artistes. Musée Bonnat (59-59-08-52). Jusqu'en 1^{er} septembre.

BELLEME. La pièce populaire dans la Perche, de sainte Apolline à saint Sébastien. Musée départemental des arts et traditions populaires de Perche. Sainte-Geneviève et Sainte-Croix-Roches (33-73-49-06). Jusqu'en 1^{er} novembre.

BORDEAUX. Mario Marz. CAPC. Musée d'art contemporain, entrée Laté, rue Roy (66-44-16-55). Jusqu'en 13 septembre ; Rodin. Musée d'art contemporain. Musée des beaux-arts, cours d'Allier (66-90-91-60). Jusqu'en 1^{er} septembre.

DIJON. La science au service de l'art. Musée de la science, entrée Laté, rue Roy (66-44-16-55). Jusqu'en 13 septembre ; Rodin. Musée d'art contemporain. Musée des beaux-arts, cours d'Allier (66-90-91-60). Jusqu'en 1^{er} septembre.

GRIGNOLE. César Dossat. John Armand. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun (76-54-02-82). Jusqu'en 14 septembre.

JOIGNY. Le peintre et l'écrit. Atelier Coudré, 52, rue Montant-Palais (66-62-08-45). Jusqu'en 13 septembre.

MEZ. Jean Chas. « Les prédictions aux gnomes ». Sculptures, Maison Rubellat, en Jura (37-37-38-29). Jusqu'en 31 juillet.

MONTELLIER. Jacques de la Villeglé. Galerie Christian Lacroix, impasse Boncompagni (67-66-25-47). Jusqu'en 15 juillet.

MULHOUSE. Helmut Middendorf. Musée des beaux-arts, 4, place Guillaume-Tell (69-32-58-46). Jusqu'en 2 août.

NAINTES. Œuvres des peintres galiciens. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau (40-74-53-24).

NEVERS. Quatre siècles de sculpture française. Maison de la culture, boulevard Pierre-de-Coubertin (86-36-14-05). Jusqu'en 3 août.

NICE. Karel Appel. Galerie des Fuchettes, 77, quai des États-Unis (93-63-31-40). Jusqu'en 26 juin.

ROCHEFORT. Le regard de l'artiste. Château (35-77-43-41). Du 26 juin au 20 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Dossat. Musée de la culture, boulevard Pierre-de-Coubertin (86-36-14-05). Jusqu'en 3 août.

SARREBOURG. Fragments. Inscrites du corps. Musée, 11, avenue de France. Jusqu'en 14 août.

STRASBOURG. Vincent Boudin. La nuit. Galerie d'exposition, 5, place du Château. Jusqu'en 30 juin.

TARASCON. Madolesse Lala. Cimetière des Cordeliers (90-91-00-07). Jusqu'en 30 août.

THONON-LES-BAINS. Aesthète 87. Galerie Pissarro, place du Château (50-71-78-77). Jusqu'en 12 septembre.

TOURNAI. Andréa Sennet 1976-1987. Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Dominique. Jusqu'en 15 novembre.

TOULON. Michel Nicot-Marsaillet. 11 artistes aiglois contre 11 artistes normands. Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc (94-93-15-34). Jusqu'en 28 juin.

VILLEURBANNE. Françoise Perrotin. Les nouvelles séries, 11, rue du Docteur-Delort (76-84-35-10). Jusqu'en 31 août.

27 juin - 30 juillet

Miró

Les dernières estampes

Galerie Maeght Lelong
14, rue de l'Écluse, Paris 8^e

19 AU 30 SEPTEMBRE 87

FESTIVAL BERLIOZ

Création en France de l'Opéra en version scénique intégrale.

LES TROYENS

LA SYMPHONIE FANTASTIQUE
LE JO
LA DAMNATION DE FAUST
NUITS D'ÉTÉ

Programme sur demande :
127, rue Servient - 69003 Lyon
Tél. : (06) 78 80 85 40
LOCATION OUVERTE

MAIRIE DE PARIS
THEATRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE

Arènes de Lutèce 49, rue Monge (5^e) - Métro: Monge

25 - 26 - 27 JUIN à 21h30
27 et 28 JUIN à 15h

LES GLADIATEURS

NOUVEAU SPECTACLE - JACQUES VERNON et ses CASCADERS ASSOCIES

Prix des places: 60 F - Tarif réduit: 30 F
Vente des billets 3 JOURS à l'avance avant le début du spectacle.
Représentations annuelles en cas de mauvais temps.

Reins.: 42 77 19 90

FESTIVAL D'AIX

Cet été, deux nouvelles productions

LE CHEVALIER A LA ROSE

le chef d'œuvre de Richard Strauss

Orchestre Philharmonique de Strasbourg

PSYCHÉ de Lully

Magnifique production de la Compagnie Bachelard

La Grande Scène et la Chambre du Roy

Orchestre The Sixteen

Reservation par téléphone : (16) 42.23.11.20

A Paris : Monde Information Spectacles, 94, rue St-Lazare. 42.81.26.20 de 11 à 19 h (métro St-Lazare).

E S E C

INSCRIPTIONS
OUVERTES
87-88

École Supérieure Libre d'Etudes
Cinématographiques

21, rue de Clugny 75012 PARIS
Tél.: 43-42-43-22

IRCAM

Ensemble Inter-Contemporain

Brochure gratuite sur demande au
42 60 94 27

DU 3 AU 5 JUILLET 87 LA GRANDE HALLE - LA VILLETTE

METRO PORTE DE PANTIN

HALLE THAT JAZZ

Vendredi 3 juillet à 21 h
• ART ENSEMBLE OF CHICAGO
• TROUPE DE DANSE AFRO-AMERICAINE
• L'ENSEMBLE NATIONAL DE PERCUSSIONS DE SERRA-LEONE

Samedi 4 juillet à 22 h
• COMUNITA LIRICA
• GRAND BAL SALSA

Dimanche 5 juillet à 19 h
• MYSTERE GORDON CLIMET
• MYSTERE HANCOCK THE
• RENE KATZINGER SEPTET

Projection du film en hommage à BUD POWELL, réalisé par FRANCIS PAUDRAS.

JEU CONCOURS MINITEL 3615 Code VILLETTE

Avec la concours de AVNET

LOCATIONS: 3 RAC, CLEMENTINE, GRANDE HALLE 42 49 30 80

Europe 1

GALERIE DE LA PRÉSIDENCE
90, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS - Tél. 42-85-48-60

PROLONGATION

VLAMINCK

Jusqu'au 18 juillet

GAUMONT COLISÉE - GAUMONT LES HALLES
GAUMONT ALÉSIA - 3 LUXEMBOURG
PARNAISIENS

MARIE-CHRISTINE ALIDA
BARRAUD VALLI

LE JUPON ROUGE

en 3 Actes
GENEVELEVERRE

CHURCHILL/COHEN

Un avertissement

1. General Information
 Name: _____
 Address: _____
 City: _____ State: _____ Zip: _____
 Phone: _____
 Date: _____

2. Subject
 Title: _____
 Author: _____
 Publisher: _____
 Year: _____

3. Summary
 The book is about _____
 It discusses _____
 The author's main point is _____
 The book is well written and easy to read.
 I recommend it to anyone interested in _____

4. Conclusion
 In conclusion, this book is a valuable resource for _____
 It provides a comprehensive overview of _____
 The author's analysis is thorough and insightful.
 I highly recommend this book to anyone interested in _____

1930. 1931. 1932. 1933. 1934. 1935. 1936. 1937. 1938. 1939. 1940. 1941. 1942. 1943. 1944. 1945. 1946. 1947. 1948. 1949. 1950. 1951. 1952. 1953. 1954. 1955. 1956. 1957. 1958. 1959. 1960. 1961. 1962. 1963. 1964. 1965. 1966. 1967. 1968. 1969. 1970. 1971. 1972. 1973. 1974. 1975. 1976. 1977. 1978. 1979. 1980. 1981. 1982. 1983. 1984. 1985. 1986. 1987. 1988. 1989. 1990. 1991. 1992. 1993. 1994. 1995. 1996. 1997. 1998. 1999. 2000. 2001. 2002. 2003. 2004. 2005. 2006. 2007. 2008. 2009. 2010. 2011. 2012. 2013. 2014. 2015. 2016. 2017. 2018. 2019. 2020. 2021. 2022. 2023. 2024. 2025. 2026. 2027. 2028. 2029. 2030. 2031. 2032. 2033. 2034. 2035. 2036. 2037. 2038. 2039. 2040. 2041. 2042. 2043. 2044. 2045. 2046. 2047. 2048. 2049. 2050. 2051. 2052. 2053. 2054. 2055. 2056. 2057. 2058. 2059. 2060. 2061. 2062. 2063. 2064. 2065. 2066. 2067. 2068. 2069. 2070. 2071. 2072. 2073. 2074. 2075. 2076. 2077. 2078. 2079. 2080. 2081. 2082. 2083. 2084. 2085. 2086. 2087. 2088. 2089. 2090. 2091. 2092. 2093. 2094. 2095. 2096. 2097. 2098. 2099. 2100. 2101. 2102. 2103. 2104. 2105. 2106. 2107. 2108. 2109. 2110. 2111. 2112. 2113. 2114. 2115. 2116. 2117. 2118. 2119. 2120. 2121. 2122. 2123. 2124. 2125. 2126. 2127. 2128. 2129. 2130. 2131. 2132. 2133. 2134. 2135. 2136. 2137. 2138. 2139. 2140. 2141. 2142. 2143. 2144. 2145. 2146. 2147. 2148. 2149. 2150. 2151. 2152. 2153. 2154. 2155. 2156. 2157. 2158. 2159. 2160. 2161. 2162. 2163. 2164. 2165. 2166. 2167. 2168. 2169. 2170. 2171. 2172. 2173. 2174. 2175. 2176. 2177. 2178. 2179. 2180. 2181. 2182. 2183. 2184. 2185. 2186. 2187. 2188. 2189. 2190. 2191. 2192. 2193. 2194. 2195. 2196. 2197. 2198. 2199. 2200. 2201. 2202. 2203. 2204. 2205. 2206. 2207. 2208. 2209. 2210. 2211. 2212. 2213. 2214. 2215. 2216. 2217. 2218. 2219. 2220. 2221. 2222. 2223. 2224. 2225. 2226. 2227. 2228. 2229. 2230. 2231. 2232. 2233. 2234. 2235. 2236. 2237. 2238. 2239. 2240. 2241. 2242. 2243. 2244. 2245. 2246. 2247. 2248. 2249. 2250. 2251. 2252. 2253. 2254. 2255. 2256. 2257. 2258. 2259. 2260. 2261. 2262. 2263. 2264. 2265. 2266. 2267. 2268. 2269. 2270. 2271. 2272. 2273. 2274. 2275. 2276. 2277. 2278. 2279. 2280. 2281. 2282. 2283. 2284. 2285. 2286. 2287. 2288. 2289. 2290. 2291. 2292. 2293. 2294. 2295. 2296. 2297. 2298. 2299. 2300. 2301. 2302. 2303. 2304. 2305. 2306. 2307. 2308. 2309. 2310. 2311. 2312. 2313. 2314. 2315. 2316. 2317. 2318. 2319. 2320. 2321. 2322. 2323. 2324. 2325. 2326. 2327. 2328. 2329. 2330. 2331. 2332. 2333. 2334. 2335. 2336. 2337. 2338. 2339. 2340. 2341. 2342. 2343. 2344. 2345. 2346. 2347. 2348. 2349. 2350. 2351. 2352. 2353. 2354. 2355. 2356. 2357. 2358. 2359. 2360. 2361. 2362. 2363. 2364. 2365. 2366. 2367. 2368. 2369. 2370. 2371. 2372. 2373. 2374. 2375. 2376. 2377. 2378. 2379. 2380. 2381. 2382. 2383. 2384. 2385. 2386. 2387. 2388. 2389. 2390. 2391. 2392. 2393. 2394. 2395. 2396. 2397. 2398. 2399. 2400. 2401. 2402. 2403. 2404. 2405. 2406. 2407. 2408. 2409. 2410. 2411. 2412. 2413. 2414. 2415. 2416. 2417. 2418. 2419. 2420. 2421. 2422. 2423. 2424. 2425. 2426. 2427. 2428. 2429. 2430. 2431. 2432. 2433. 2434. 2435. 2436. 2437. 2438. 2439. 2440. 2441. 2442. 2443. 2444. 2445. 2446. 2447. 2448. 2449. 2450. 2451. 2452. 2453. 2454. 2455. 2456. 2457. 2458. 2459. 2460. 2461. 2462. 2463. 2464. 2465. 2466. 2467. 2468. 2469. 2470. 2471. 2472. 2473. 2474. 2475. 2476. 2477. 2478. 2479. 2480. 2481. 2482. 2483. 2484. 2485. 2486. 2487. 2488. 2489. 2490. 2491. 2492. 2493. 2494. 2495. 2496. 2497. 2498. 2499. 2500. 2501. 2502. 2503. 2504. 2505. 2506. 2507. 2508. 2509. 2510. 2511. 2512. 2513. 2514. 2515. 2516. 2517. 2518. 2519. 2520. 2521. 2522. 2523. 2524. 2525. 2526. 2527. 2528. 2529. 2530. 2531. 2532. 2533. 2534. 2535. 2536. 2537. 2538. 2539. 2540. 2541. 2542. 2543. 2544. 2545. 2546. 2547. 2548. 2549. 2550. 2551. 2552. 2553. 2554. 2555. 2556. 2557. 2558. 2559. 2560. 2561. 2562. 2563. 2564. 2565. 2566. 2567. 2568. 2569. 2570. 2571. 2572. 2573. 2574. 2575. 2576. 2577. 2578. 2579. 2580. 2581. 2582. 2583. 2584. 2585. 2586. 2587. 2588. 2589. 2590. 2591. 2592. 2593. 2594. 2595. 2596. 2597. 2598. 2599. 2600. 2601. 2602. 2603. 2604. 2605. 2606. 2607. 2608. 2609. 2610. 2611.

lent ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, a déclaré pour sa part qu'« après avoir démagogiquement haïssé la redondance et asphyxié financièrement le service public, M. Chirac lui porte un coup mortel en le privant de ressources indispensables ». M. Lang a qualifié « d'irresponsable et de lâche » l'attitude de M. Chirac puisque celui-ci « laisse au gouvernement futur le soin de payer l'addo ».

Il reste à savoir ce que M. Bourgues a promis, en échange, aux propriétaires de la Cinq. On sait que les dirigeants de la Une refusaient jusqu'à présent l'entrée de la Cinq au sein de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), un club qui garantit l'accès à une bourse de pro-

Un pacte avec M. Hersant

Toussaint, M. Francis Bouygues se soucie fort peu de la manière dont le gouvernement entend régler le problème. Il est tout entier absorbé par la réussite de son pari sur TF 1 et même déjà une nouvelle offensive. Il s'agit de la Cinq, cette fois, sa principale concurrente parmi les télévisions privées. Certes, la suppression de la publicité sur les chaînes publiques peut rendre la lutte un peu moins âpre entre les

deux entreprises qui pourraient se partager alors un confortable marché. Mais le patron de la Une veut trouver un terrain d'entente avec M.M. Robert Herrant et Silvio Berlusconi, afin d'éviter les dépenses excessives. Celles provoquées, par exemple, par la surenchère sur les salaires. Les négociations ont commencé dans la plus grande discrétion et les premiers effets s'en font

déjà sentir. Ainsi, mes quinze de journalistes de T F 1, qui devaient rejoindre la Cinq au début de l'été, ont vu soudain la confirmation de leur engagement repoussée après le 30 septembre. Or, c'est à cette date que prend fin la classe de session ouverte après la privatisation de T F 1. Les dirigeants des deux chaînes ont-ils conçu un bouge pour éviter à M. Francis Bourgeois le paiement de confortables indemnités ? A la direction de la Une, sans confirmer l'existence d'un tel second, on arrive à conclure, en tout

bonne volonté, MM. Hersant et Berlusconi vont peut-être obtenir que TF 1 assouplisse enfin sa position.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

• Une émission spéciale sur la privatisation de TF 1. — M. Francis Bouygues, PDG de TF 1, a annoncé une émission spéciale sur la privatisation de la chaîne, le dimanche 28 juin à 19 heures à la place de l'émission habituelle « Sept sur Sept ». Le débat, en direct, sera animé par Anne Sinclair et François de Closets, entourés de la direction générale de TF 1 et des principaux

● **Poursuite de la grève au Midi-
libre.** — Le quotidien régional le *Midi-
libre* (Montpellier) n'a pas paru le
mercredi 24 juin. La grève du Livre
CGT entre dans sa septième journée.
Comme le 23 juin (le Monde du
24 juin) une édition de quatre pages
— vendue 1 franc — a été diffusée.
Après rupture des négociations avec
la direction, le 23 juin en soirée, une
nouvelle réunion entre la direction et
le Livre CGT est prévue dans l'après-
midi du 24.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

YVES-MAURICE LARÉ

lembat après la baisse de l'année
dernière. Une contribution budé-

confirmer l'existence d'un tel accord ou estime qu'il n'en existe pas.

1^{re} QUINZAINES COMMERCIALE RENAULT

DU JEUDI 18 JUIN AU JEUDI 2 JUILLET

| RENAULT 5
FIVE COACH | RENAULT 11 TC
COACH | RENAULT 21 TL | RENAULT 25 TS |
|-------------------------|------------------------|------------------|-------------------|
| 564 ^F | 750 ^F | 916 ^F | 1171 ^F |
| par mois | par mois | par mois | par mois |

| RENTREE | RENTREE | RENTREE | RENTREE | RENTREE |
|----------|----------|----------|----------|----------|
| MARS 87 | JUN 87 | SEPT 87 | DIC 87 | MAR 88 |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |
| 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F | 12 000 F |

OPTION DIRECTIONAL - OPTION DE GARANTIE

VENEZ, COMPAREZ, CALCULEZ

Pour faire une bonne opération, il faut comparer et calculer. Sur l'ensemble de la gamme, RENAULT vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois.
Offre valable jusqu'au 02/07/87 sous réserve d'acceptation du dossier par RENAULT Bail - S.A. au capital de 15000000 F - 91-93, Champs-Élysées - 75008 Paris.
RCB Paris B 70200222.

RENAULT présente elf

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT, LES 15 JOURS LES MOINS CHERS DE L'ANNÉE

RENAULT DES VOITURES À VIVRE

ORGANISME N° 1

[illegible]

Le procès Klaus Barbie

Un avertissement de M^e Henri Noguères à M^e Jacques Vergès

LYON
de notre envoyé spécial

L'un des grands succès des parties civiles au procès de Klaus Barbie est de contrecarrer, par avance, les arguments que M^e Jacques Vergès entend invoquer au moment de sa plaidoirie. Ce n'est pas une tâche facile car on ne sait, en vérité, pas grand-chose sur ce que sera cette plaidoirie. Sans doute l'avocat depuis bien longtemps a fait savoir qu'il se ferait acoustique.

Accusateur de la Résistance d'abord, à en croire des propos tenus depuis déjà un certain temps au sujet de l'arrestation à Caluire de Jean Moulin et de ses compagnons, le 21 juin 1943. Accusateur aussi de l'Europe occidentale en général à travers sa politique de colonisation qui, selon M^e Vergès, a conduit à des crimes qui n'auraient rien à envier dans l'histoire à ceux reprochés aujourd'hui à l'ancien SS. Pourtant, à ce stade du procès, M^e Vergès n'a encore rien révélé, ni même dit, qui soit de nature à montrer que l'affaire Barbie doit être la source d'un scandale qui la relèverait au second plan en déviant d'horribles secrets.

Comment, dans ces conditions, pourfendre par avance des propos simplement supposés ? C'est cette tâche difficile qu'avait à mener, mardi 23 juin, M^e Henri Noguères, avocat de la Ligue des droits de l'homme.

Il lui fut aisé, dans un premier temps, de montrer toutes les raisons qui ont incité à se porter partie civile une association « née en pleine affaire Dreyfus et qui fut par la suite, avec conscience, de tous les combats pour les droits de l'homme ». Il ne pouvait manquer non plus de rappeler qu'à la fin de l'occupation l'un des présidents de la Ligue des droits de l'homme, Victor Basch, fut assassiné à Lyon avec sa femme par la milice. De la même manière, il convint de dire que, si Barbie n'eût pas la peine de mort, c'est parce que la Ligue des droits de l'homme militait, avec d'autres, pour son abolition, et, ajouta M^e Noguères, « ne le regrette pas, n'ayant jamais demandé, comme d'autres, qu'elle soit réhabilitée pour Barbie ».

C'est encore la même association qui fut à l'origine, avec d'autres, des poursuites en cassation qui allaient permettre d'élargir la notion de crime contre l'humanité à la déportation des résistants, permettant à ceux-ci de se porter, eux aussi, partie civile.

« Nous ne redoutons pas la honte »

Cela dit, il fallait en arriver à l'essentiel : « La défense, rappelle M^e Noguères, avait annoncé que l'accusé se ferait acoustique. On a même entendu son représentant dire un jour à la presse : « Jean Moulin sera présent à l'audience car figurez-vous que j'en ai décidé ainsi ». Mais, après ces redondances, un certain nombre d'événements se sont produits. Ce furent, M^e Noguères rappelle, les deux jugements rendus par le tribunal de Paris : l'un, le 28 novembre 1985, qui condamna René Hardy pour diffamation envers les époux Aubrac et M. Pierre Guillaud de Benouville ; l'autre, du 30 avril 1987, qui sanctionna Claude Bal, auteur du film « Que la vérité est amère », et M^e Jacques Vergès lui-même pour une autre diffamation envers les mêmes personnes.

Ce furent aussi, depuis l'ouverture du procès, les plaintes déposées contre Klaus Barbie à Lyon pour crime contre l'humanité à raison des arrestations à Caluire des deux compagnons de Jean Moulin, Bruno Latat et André Lemaire, le premier mort en déportation, le second quelques années après son retour.

J'indique, a précisé M^e Noguères, que ces deux plaintes ont été déposées avec le total accord des dirigeants de la Résistance et plus particulièrement du mouvement Combat, qui ne craignent pas la vérité.

Cependant, M^e Noguères devait bien convenir que M^e Vergès était « montré jusqu'à présent, dans notre débat, plus discret qu'on aurait pu le supposer ».

« Faut-il en déduire qu'il y aurait de sa part un raisonnement ? C'est possible. Je ferai, aujourd'hui, comme s'il devait en aller ainsi et je m'abstiendrai donc de parler de l'affaire Jean Moulin. Mais je dois

un avertissement. Si l'avocat de Barbie devait, dans sa plaidoirie, formuler et développer les graves imputations qui lui ont valu la condamnation, il lui faudrait se défendre du nom de la liberté de parole du défenseur, je me verrais contraint de demander à votre cour l'autorisation de procéder aux mises en scène que j'estimerai nécessaires ».

M^e Noguères n'en entendait pas moins exprimer son sentiment sur ce qu'il a appelé « la mise en cause insidieuse de la Résistance par ceux, nostalgiques de la collabora-

tion ou révisionnistes de l'histoire, qui ont laissé entendre que le procès Barbie allait éblouir tel ou tel ».

« On a affecté pour cela de présenter comme des éléments nouveaux des faits connus depuis la guerre. Ma propre expérience, a poursuivi M^e Noguères, me permet de dire que si, dans la Résistance, il y eut de grands débats, des désaccords réels, chacun voulait faire prévaloir son point de vue, ceux qui alors s'affrontaient ainsi n'en reprenaient pas moins indissolublement par un accord total sur l'objectif commun qui était de délivrer la France de Barbie et de ceux qu'il servait ».

« Aucune de ces divergences n'a été déformée par les historiens dans tous les ouvrages qui ont été écrits depuis maintenant quarante ans. Il est vraiment bien sommaire d'opposer Jean Moulin à Henri Frey, car Jean Moulin fut aussi en désaccord avec le colonel Passy à Londres, comme ce dernier le fut avec Pierre Brossolette ».

En conclusion, le représentant de la Ligue des droits de l'homme devait inviter les juges à condamner Barbie « sans indulgence et sans faiblesse mais sans point d'Allemagne et les Allemands avec lui car, aujourd'hui, les frontières ne passent plus entre les pays mais entre les hommes ».

Pour M^e Guy Berman c'est, en effet, l'homme Barbie qui se trouve au centre de ce procès. Il y est parce que, engagé dans la SS, il fit partie « de cet ordre noir portant tête de mort et croix gammée et par la volonté d'après lequel furent exterminés des millions d'hommes ».

Il reprit donc, de nouveau, les étapes de la carrière de l'ancien chef de la section IV du SIPO-SD de Lyon, depuis l'engagement dans les Jeunesses hitlériennes jusqu'à ses fonctions lyonnaises. « C'est au nom de l'idéologie nazie à laquelle il adhère toujours qu'il a fait déporter juifs et non-juifs destinés au même anéantissement par le même avilissement. Bien sûr, je n'entends pas lui imputer toutes les atrocités de l'Allemagne du III^e Reich, mais je constate qu'en 1972, en Bolivie, il déclarait : « Je suis un nationaliste et j'ai la fièvre de savoir », que, depuis 1950, je suis de sang aryen par ».

Ainsi M^e Berman voit en lui le représentant d'une génération qui a appris à lire dans Mein Kampf et s'est maintenue dans son fanatisme : « Et comme on entré dans la SS

comme aux PTT, il a donc fallu que cet homme fume ses pipes. Que lui a-t-on enseigné à l'école des SS de Bernau, près de Berlin, sinon le mépris, l'insensibilité devant la souffrance des autres ? Et ce n'est pas un hasard, pour l'avocat, si celui que son supérieur Knochen qualifiait, en 1937, à Dusseldorf, de « meilleur élément de sa promotion » s'est retrouvé à Amsterdam, dès le mois de mai 1940, sur les talons de la Wehrmacht pour opérer contre les juifs hollandais ».

Race pure et message scientifique

C'est encore la défense de Barbie qu'a voulu analyser M^e Alain Gourion, avocat du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). Il a demandé : « A quoi sert le procès Barbie ? Est-il l'occasion d'un cours d'histoire ? L'a-t-on entrepris pour rafraîchir les mémoires ? S'agit-il seulement de juger un homme ? ».

Telle que paraît s'esquisser la défense, M^e Gourion y voit une relance de débat Nord-Sud après l'affrontement Est-Ouest qui a suivi la victoire des alliés sur le nazisme. Il reste, pourtant, que les crimes contre l'humanité dépassent de tels débats. Lui aussi dira donc, une fois de plus, le fondement du national-socialisme allemand : la domination à partir d'une notion de race pure fondée sur des messages scientifiques au motif, selon Hitler lui-même, que « tout ce qui n'est pas, dans le monde, de race pure n'est que l'écume de paille balayé par le vent ».

Aujourd'hui, comme l'avait souligné un des témoins cités précédemment par le MRAP, M. Albert Jacquard, généticien, on sait que la notion de race est dépourvue de sens, qu'il n'y a ni race aryenne, ni race juive, ni race nègre, ni race blanche, ni race humaine et des femmes, un point c'est tout.

Face à ces évidences, quelle est la défense de Barbie ? « S'agit-il, demande M^e Gourion, de mettre en avant les idées de l'accusé ? Sûrement pas. M^e Vergès n'a jamais soutenu qu'il entendait défendre le national-socialisme. Mais alors une défense classique fondée sur le droit et la réhabilitation du dossier ? Pas davantage, dès lors que Barbie se déclare juridiquement absent ».

Pour M^e Gourion, c'est en réalité une défense qui s'exerce sur deux terrains. D'une part le prétoire, où l'on invoque le droit et les faits.

Mais d'autre part l'extérieur, car ce qui compte, ce n'est pas seulement ce que l'on dit aux juges. Il s'agit de rallier des partisans ailleurs. Et cela se fait, de l'avis de M^e Gourion, par la provocation (affaire Jean Moulin), par la diversion (assimilation du nazisme au colonialisme), enfin par l'allusion (assimilation des enfants d'Izieu à des enfants algériens morts dans les camps de regroupement).

Et l'avocat ne manque pas de rappeler la conférence tenue à Alger par M^e Vergès, de laquelle il ressortait que l'antisémitisme devenait l'antisémisme, car on oubliait qu'après les massacres de Sabra et de Chatila des milliers d'Israéliens sont descendus dans la rue.

C'est finalement à une jeune avocate allemande du barreau de Francfort, ville jumelée avec Lyon, que devait revenir le mérite d'offrir le moment le plus simple et le plus émouvant. M^e Elfum Andreani-Yungblut, « touchée de la confiance qui lui avait été accordée pour qu'elle soit présente au banc de la partie civile », devait dire qu'en sa qualité d'Allemande de la génération de la fin de la guerre il était important pour elle d'assister des victimes du III^e Reich.

« Le responsable des actes de cruauté que vous connaissez, dit-elle, est absent de ce lieu. Il a fui jusqu'à son identité. C'est pour moi l'occasion de prendre clairement position en qualifiant le simple rôle d'observateur. Cette histoire du III^e Reich me concerne aussi bien que mes trois enfants nés d'un père français et d'une mère allemande ».

Ce qu'elle voulait surtout faire comprendre, c'est que le nazisme avait son langage. Elle entendait le montrer en procédant à une analyse des mots du télégramme Barbie et relevant la ralle des enfants d'Izieu.

« La traduction française officielle, dit-elle, n'a pas perçu exactement le sens des termes employés. Ce texte, en effet, ne dit pas qu'il a été mis fin aux activités du foyer d'enfants juifs d'Izieu. Il dit exactement : on a « déniché » ce foyer. Ce mot « déniché » me paraît important. Il s'agit d'afficher déjà son mépris. « Déniché » signifie, ici, qu'on a délogé des originaux, des gens à éliminer et déjà déguisés comme tels. L'intention d'actes inhumains est évidente. Ce procès permet ainsi de constater l'existence de ce langage propre à la Gestapo et aux SS. Ma présence ici témoigne simplement de ma solidarité avec l'humanité ».

JEAN-MARC THÉOLLEVE.

Avocat de la Ligue des droits de l'homme, M^e Noguères demandera à la cour l'autorisation de faire des mises au point si M^e Vergès, dans sa plaidoirie, se faisait l'accusateur de la Résistance.

Le procès intenté au « Monde » par M. Charles Pasqua

Jugements de procédure

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a rendu, mardi 23 juin, quatre jugements relatifs à la procédure intentée par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, dans les procès en diffamation intentés à André Fontaine, directeur du Monde, et aux journalistes Edwy Pizani et Georges Marion pour quatre articles consacrés au vrai-faux passeport trouvé en possession de M. Yves Châlier (le Monde du 28 mai).

A l'audience du 26 mai 1987, l'avocat de M. Pasqua, M^e Jean-Yves Carvalhina, avait annoncé qu'il se constituait partie civile au nom de son client, un procédé empêchant la défense de citer le ministre de l'Intérieur comme témoin. Saisi de cet incident, le tribunal, présidé par M^e Jacqueline Clavier, a estimé que la constitution de partie civile de M. Pasqua était recevable et a rejeté les arguments présentés pour

le Monde par M^e Georges Kleiman et Yves Baudouin.

Les deux avocats avaient notamment soutenu que M. Pasqua ne pouvait faire état d'un préjudice personnel dans la mesure où la remise du passeport relèverait du secret défense. Mais le tribunal déclare : « Dans l'analyse que fait la juridiction du caractère diffamatoire ou non de l'écrit poursuivi, elle ne tient pas compte des conceptions personnelles du diffamé à propos de l'imputation. C'est seulement pour le quantième du préjudice qu'elle vient à la prendre en considération. Or le quantième n'est appréciable que lorsque l'écrit est plaidé au fond... ». Les juges ont également rejeté les exceptions de nullité de citation et l'affaire a été renvoyée au 21 septembre afin qu'une date soit fixée pour les débats.

MAURICE PEYROT.

Trois élus corses nationalistes envisagent de poursuivre en diffamation le ministre de l'Intérieur

MM. Léo Battesti, Alain Ononi et Pierre Foggioni, les trois élus de la Circoscrizione Nazionalista, ex-MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination), ont annoncé dans un communiqué, le lundi 22 juin, leur intention d'engager une procédure judiciaire pour diffamation à l'encontre de M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur.

Les trois élus régionaux estiment, en effet, après l'interview du ministre de l'Intérieur publiée dans le Monde du 20 juin, que les propos de M. Pasqua en réponse aux questions d'Edwy Pizani constituent « de véritables incitations au meurtre ». Les élus nationalistes indiquent, en outre, qu'ils proposeront lors de la prochaine session de l'Assemblée de Corse la constitution d'une commission d'enquête sur l'assassinat, le 17 juin dernier, du docteur Lafay, président de l'Association d'aide aux victimes du terrorisme. Ils estiment, en effet, que « les circonstances de cet assassinat, son contexte politique, sont pour le moins troubles ».

et exigent que toute la vérité soit établie ».

Dans l'entretien qu'il avait accordé au Monde, M. Charles Pasqua avait répondu ainsi à nos questions :

« Savez-vous qui a tué le docteur Lafay ? »

« Evidemment non. Si je le savais, les assassins seraient déjà en prison. Ce que je sais, c'est que sont les inspirateurs. Tout le monde les connaît comme moi ».

« Un sigle ? Des noms ? »

« Les inspirateurs, ce sont des gens bien précis, que les Corses connaissent, qui sont les porte-parole officiels des thèmes séparatistes. Ils portent la responsabilité de cet assassinat. Il faudra bien que tout le monde rende des comptes. Non seulement ceux qui ont été les bras, mais aussi ceux qui ont été le cerveau ».

C'est à ce passage plus précisément que fait référence les élus corses.

Selon l'ambassadeur d'Israël

« La leçon de l'holocauste n'a pas été bien tirée »

LYON
de notre correspondant régional

M. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël en France, s'est rendu à Lyon, lundi 22 et mardi 23 juin, sur l'invitation des municipalités de Lyon et de Villeurbanne. L'ambassadeur a inauguré une avenue David-Ben-Gourion dans la première ville et une rue Moïse-Dayan dans la seconde. Au cours de son séjour, il a assisté à une partie de l'audience du procès de Klaus Barbie. Une occasion d'affirmer que le crime contre l'humanité n'a « ni frontière ni temps » et de rappeler les « actes abominables » commis par les nazis, qui avaient établi une « doctrine spéciale » pour accorder la « eut » de la « rééducation finale ».

M. Soffer a rejeté certains arguments de M^e Jacques Vergès, notamment les comparaisons tenues par l'avocat de Barbie avec des actions commises pendant la guerre d'Algérie ou par l'armée israélienne : « A l'égard de ces arguments, j'ai un réflexe de rejet total. Chez nous, il existe une doctrine dite de la « pureté des armes », a indiqué l'ambassadeur.

Il a aussi fait part de sa « vive émotion » après l'annonce de la rencontre entre Jean-Paul II et M. Kurt Waldheim, président de la République autrichienne.

« Comment peut-on accepter, explique-t-il, une personne contre laquelle pèsent de très graves accusations de crimes abominables soit reçue par la plus haute autorité spirituelle de l'Eglise catholique ? » s'est interrogé l'ambassadeur, avant d'ajouter une réflexion que lui inspire le procès de Klaus Barbie : « La leçon de l'holocauste n'a pas été bien tirée ; il doit peut-être y avoir plusieurs procès Barbie pour sensibiliser ceux qui n'ont pas été directement touchés ». Précédent ses critiques contre l'Eglise, M. Soffer a déclaré que Jean-Paul II ne se soit pas encore rendu à Jérusalem et que le Vatican n'ait pas encore reconnu l'Etat d'Israël.

Il a néanmoins rendu hommage au cardinal Albert Decoux, archevêque de Lyon, en raison de son attitude générale sur les relations entre juifs et chrétiens, estimant qu'il est « dans la nature des choses » qu'il y ait un « dialogue et même une entente » entre ces deux familles spirituelles.

C. R.

MÉDECINE

Une mystérieuse épidémie aux Etats-Unis

La grande fatigue des yuppies

Est-on en train d'assister aux Etats-Unis à l'émergence d'une nouvelle épidémie ? Les médecins américains commencent à se poser sérieusement la question devant l'apparition d'une mystérieuse maladie : des hommes les plus sains, en général jeunes, blancs et appartenant à des milieux aisés — des yuppies comme on dit là-bas — sont brutalement pris de fatigue intense les plongeant dans un état d'épuisement total et s'accompagnant de toutes sortes de désordres neurologiques et psychologiques. Cette maladie est apparue il y a cinq ans. Aucune cause évidente — virus, bactéries, parasites, etc. — n'ayant pu être retrouvée, on parle de dépression, d'hypochondrie et même d'hystérie collective. Mais, à chaque fois, les meilleurs spécialistes infirment ces hypothèses, et il faut bien se rendre à l'évidence : ces cas de « syndrome de fatigue », comme on finit par les appeler, étaient inexplicables. Pendant ce temps, le nombre de malades ne cessait d'augmenter atteignant aujourd'hui plusieurs milliers de personnes.

L'inquiétude des familles

Outre une fatigue intense et généralisée, les médecins qui avaient à examiner ces patients constataient un état dépressif et une quasi-impossibilité de conceptualiser. En revanche, on ne retrouvait en général pas de signes infectieux, pas de fièvre, quelques ganglions parfois, mais rien de très caractéristique.

Tous les virus furent passés au crible. Principal suspect : le virus d'Epstein-Barr, de la famille des virus Herpes, responsable

entre autres pathologies, de la mononucléose infectieuse. En effet, des anticorps caractéristiques de la présence de ce virus actif avaient été découverts chez plusieurs malades. En septembre 1986, à Austin (Texas), l'association des parents de fratrie organisée, avec l'université locale, un symposium réunissant quelques-uns des meilleurs spécialistes du virus d'Epstein-Barr. Le professeur Guy Blandin de Thè (faculté Alexis-Carrel, Lyon) participait à cette réunion : « Avant tout, nous étions perplexes. On ne comprenait rien. Pas même la symptomatologie clinique, à tel point qu'il nous fut impossible de définir avec précision ce syndrome avec des critères bien précis. Quant au rôle du virus d'Epstein-Barr dans l'apparition de cette mystérieuse pathologie, il semble peu compatible avec l'existence d'altérations psychiques et mentales ».

Lors du dernier congrès mondial sur le SIDA qui vient d'avoir lieu à Washington, le professeur Robert Gallo confiait à qui voulait l'entendre que l'un des virus qu'il venait de découvrir, le HBLV, lui aussi de la famille du groupe Herpes, n'était autre que le virus responsable de cette maladie (le Monde du 3 juin). Mais, pour le moment, le professeur Gallo n'a rien publié qui puisse étayer cette hypothèse.

En attendant, les médecins essaient de soigner ces malades comme ils peuvent, à coups d'anxiolytiques et de somnifères. Blake Edwards, l'inoubliable créateur de la Panthère rose est malade depuis trois ans. « Mon organisme commence à s'effondrer », dit-il. C'est l'effort.

FRANCK NOUËL.

Société

Six morts ou disparus, deux blessés, après la collision de deux pétroliers sur la basse Seine

Une avarie du gouvernail semble être à l'origine de la collision (suivie d'un incendie) qui s'est produite mardi matin 23 juin sur la Seine, à une dizaine de kilomètres en aval de Caudebec, entre un navire japonais le *Fuyoh-Maru*, qui remontait vers Rouen, chargé de kérosène et le *Vitoria* (grec), vide, qui était reparti du même port après avoir débarqué sa cargaison d'essence.

Cinq membres d'équipage du tanker grec et le pilote sont morts ou portés disparus. On déplore

aussi deux blessés, dont un grave. Il semble que l'avarie de barre du navire japonais n'ait été que passagère, puisqu'il a pu dans l'après-midi arriver sans encombre à Rouen tandis que l'épave du *Vitoria* était la proie des flammes.

Cet accident soulève des interrogations sur les règles de sécurité relatives au transport maritime de matières dangereuses. Une enquête nautique est, d'autre part, diligentée par le chef du quartier des affaires maritimes de Rouen.

Le pilote, alter ego du commandant

La navigation des cargos et pétroliers sur la Seine entre Rouen (voire, plus en amont, les installations du port de Paris) et Le Havre et, au-delà, la pleine mer, ne relève ni du jeu d'enfant ni de l'exploit. Sans doute le fleuve est-il par endroits sinueux, sans doute faut-il compter avec les courants et les effets de la marée, sans doute aussi est-il nécessaire que les hommes de quart restent particulièrement vigilants étant donnée l'intensité du trafic (cargos, bateaux de plaisance, convois de péniches, automoteurs, bacs, dragues, etc.). Mais pour un commandant de navire, remonter ou descendre la Seine ne présente pas plus de risques que de gagner Anvers, Rotterdam, Hambourg ou que de franchir le pas de Calais ou le détroit de Malacca (entre la Malaisie et l'Indonésie), tous estuaires ou passages extrêmement fréquentés.

Entre Rouen et Honfleur, ainsi qu'en baie de Seine, le chenal est bien balisé, entretenu, et les profondeurs sont connues. Tout navire qui remonte ou descend la Seine et dont la longueur dépasse 45 mètres doit avoir à son bord un pilote qui, en droit, ne se substitue pas au commandant mais qui lui prodigue ses conseils en matière de navigation (vitesse, itinéraire, priorités). A la passerelle doivent être présents le commandant, le pilote et l'homme de barre. Dans la pratique, c'est le pilote qui donne des instructions à l'homme de barre. Comme le règlement l'exige, un pilote était à bord du *Vitoria* qui a brûlé, et un autre à la passerelle du *Fuyoh-Maru*. Chacun faisait partie du Syndicat des pilotes de la Seine Rouen-Dieppe, fort de quatre-vingt-deux capitaines ou long cours ou capitaines de première classe, et présidé par M. Bernard Rougier. Ces pilotes ont tous effectué plusieurs années de navigation au large avant de devenir pilotes de port ou de rivière.

Sur la basse Seine, la conduite des navires se déroule en deux étapes. Il y a les pilotes « d'amont » qui accompagnent les navires de Rouen à Caudebec, un peu en amont du pont de Tancarville, et ceux « d'aval », qui assurent le

trajet entre Caudebec et la mer. Les commandants de navire changent donc de pilote à Caudebec, l'ensemble de l'itinéraire Rouen-baie de Seine prenant environ sept heures et un peu plus à la remontée.

« Ce genre d'accident est tout à fait exceptionnel, nous a déclaré M. Rougier. A l'endroit où il s'est produit, le chenal est large et en ligne droite. Si les manœuvres de dépassement d'un navire par un autre sont parfois délicates, les croisières sont en général une opération facile. La météo était bonne, les courants tout à fait connus et pris en compte. Si l'enquête confirme qu'il s'agit bien d'une avarie momentanée de barre sur le navire japonais, ce genre de défaillance technique est absolument imprévisible. »

14 000 mouvements en 1986

Les pilotes de Rouen rappellent que, l'an dernier, quatorze mille opérations de remontée ou de descente de navires ont été effectuées sous leur responsabilité sans incident. Les opérations de dragage, d'entretien et de balisage du chenal relèvent du Port autonome de Rouen et donnent satisfaction, selon les professionnels. Les pilotes veulent toujours à garder des marges de sécurité, notamment pour les profondeurs, ce que l'on appelle « le pied du pilote ». Cette marge est de 70 cm, voire 1 m pour les plus gros navires.

Les deux navires qui sont entrés en collision n'étaient ni très longs (140 et 165 m), ni très lourds (avec des tirants d'eau de 8 m et 6 m). Il est arrivé — c'est le record — aux pilotes de Rouen de remonter un navire (qui transportait du charbon) de 280 m dont le tirant d'eau dépassait 10 m.

La collision entre les deux navires (improprement appelés pétroliers puisqu'ils transportaient des produits raffinés et non du pétrole brut) conduisit toutefois à s'interroger, une nouvelle fois, sur les règles de sécurité relatives au transport maritime des produits dangereux. La réglementation française, dans ce domaine, n'est pas moins rigoureuse que celle des pays voisins. Les inspecteurs de la naviga-

tion qui dépendent du secrétariat d'Etat à la mer (mais leurs effectifs sont évidemment insuffisants pour faire toutes les vérifications souhaitables) sont habilités à effectuer des contrôles à bord des navires dans les ports et peuvent interdire l'appareillage d'un bâtiment dont le commandant n'a pas fait faire les réparations qui lui ont été notifiées. Depuis cinq ans, un accord international entre plusieurs pays européens, dont la France, permet aux autorités portuaires d'échanger des informations — les mêmes navires fréquentant souvent les mêmes ports — et d'établir une sorte de « liste noire » des cargos ou tankers, battant pavillon de complaisance ou non, qui feraient mieux de rejoindre au plus vite un chantier de réparation ou de démolition naval. Mais les deux navires en cause étaient considérés comme de « bons navires » par la communauté des pilotes.

Dispense de déchargement

Un renforcement de la vigilance voire de la réglementation semble en tout cas devoir s'imposer à propos des navires qui transportent des matières dangereuses et explosives. On peut s'étonner d'apprendre, par exemple, que le déchargement d'un tanker qui a déchargé de l'essence et dont les cuves contiennent encore de fortes quantités de gaz auquel s'ajoute de l'oxygène, formant de la sorte un mélange explosif, n'est pas obligatoire avant l'appareillage si son tonnage est inférieur à un certain seuil (2 000 tonnes), ce qui était le cas du *Vitoria*. Le passage dans une station de déchargement implique, en effet, des frais supplémentaires pour l'armateur et un allongement du temps « inactif » du navire à quai.

Renforcement de la réglementation générale des transports maritimes, d'une part ; renforcement ponctuel des dispositions dans certaines zones géographiques, d'autre part. A l'image de la région lyonnaise ou du pôle Bâle-Mulhouse pour la chimie, de Lavera-Fos pour la pétrochimie, de sillons rhodaniens pour le nucléaire, la basse Seine est une « zone à risques » liée au pétrole et à ses dérivés ainsi qu'aux engrais. Les trois raffineries de pétrole situées dans la circonscription du Port autonome de Rouen (Shell au Petit-Couronne, Esso et Mobil à Port-Jérôme), du fait de la qualité de leurs installations, ont été épargnées par les mesures de fermeture décidées ces dernières années par l'industrie pétrolière. Elles donnent lieu à un important trafic tant de brut que de produits raffinés. Les arrivages de pétrole brut à Rouen ont augmenté de 13 % en 1986, les importations de produits raffinés de 41 % et les exportations de 45 %. Les « sorties » de produits chimiques de base ont enregistré, pour leur part, une progression de 24 % l'an dernier.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Dans les Alpes-Maritimes

Un adolescent est tué par deux de ses amis

La fureur de trois garçons, âgés de quatorze à seize ans, dans la région de Mougins, près de Cannes (Alpes-Maritimes), s'est tragiquement achevée par la mort du plus jeune, tué par ses camarades de plusieurs balles de carabine. Le cadavre a été retrouvé par les gendarmes près de Mougins, où les ont conduits les deux agresseurs. La mort de la victime pourrait remonter à une semaine, selon les gendarmes.

Les trois adolescents qui sont des fanatiques des armes à feu et des admirateurs de Rambo, ont notamment cambriolé l'habitation de l'occulte de la victime, située à Mougins, où ils se sont emparés de 30 000 francs. Avec cette somme, ils se sont procurés des armes dans des conditions que l'enquête n'a pas encore précisées.

Une dispute ayant éclaté entre eux, les deux aînés ont tué le plus jeune, qu'ils ont ensuite enterré au pied d'un mur, à l'intérieur d'une propriété privée de Mougins. Ensuite, les deux adolescents sont rentrés dans leurs foyers respectifs.

Le comité d'évaluation du CERN propose des réductions de personnel

Il ne saurait être question de réduire le budget du CERN, mais ce laboratoire européen pour la physique des particules, installé à Genève, doit améliorer sa gestion et réduire ses frais de personnel, afin de réaliser à terme « des économies considérables ». C'est en substance ce que concluent les experts du comité d'évaluation du CERN dans un rapport préliminaire qu'ils viennent d'adresser aux quatorze Etats-membres de centre.

Considéré comme « une réussite scientifique et culturelle » et « un atout pour l'Europe », le CERN coûte cher : 770 millions de francs suisses (environ trois milliards de francs français) par an, salaires compris. Si la majorité des pays qui participent à son financement consentent à faire l'effort nécessaire, la Grande-Bretagne, depuis quelques années, rechigne. Cette grogne s'est d'ailleurs manifestée lorsqu'un comité ad hoc — présidé par un bio-

logiste moléculaire, M. John Kendrew, et ne comprenant aucun physicien des particules — a remis en juin 1985 un rapport demandant que la contribution de Londres soit progressivement réduite de 25 %.

La convention qui lie les Etats-membres précisant que chacun participe au budget général au prorata de son PNB, nombreux sont ceux qui ont interprété ces conclusions comme une volonté des Britanniques de quitter le CERN.

Pour sortir de ce mauvais pas, le conseil de l'organisation européenne a demandé à sept scientifiques et industriels de faire une évaluation complète et approfondie du CERN. A l'issue d'un an de travail, le comité — présidé par le Français Anatole Abragam — a souligné que « le programme de recherche du CERN devait être maintenu dans toute son ampleur et sa diversité », et qu'il « écarte donc toute réduction a priori du budget ».

En revanche, il considère qu'il faudrait améliorer la gestion du laboratoire et, à terme, réduire son personnel. Il suggère de supprimer, d'ici deux ans, 350 à 500 des 3 500 postes existant aujourd'hui. En attendant que la direction générale étudie l'application et les conséquences pratiques de telles mesures, les experts proposent de limiter dès maintenant le recrutement de nouveaux chercheurs, ingénieurs ou techniciens, ainsi que l'attribution de contrats « permanents ».

Reste à savoir ce que l'on fera avec l'argent ainsi économisé, s'il sera affecté à des projets de recherche et, si oui, lesquels ? Quoi qu'il en soit, le rapport du comité d'évaluation a été reçu avec satisfaction au CERN, où l'on estime qu'il est de nature à « éviter une sortie fracassante des Britanniques ».

E. G.

L'épiscopat français est prêt à collaborer avec la Commission de la nationalité

Le garde des sceaux, M. Alain Chabaudon, s'est déclaré mardi 23 juin à l'Europe 1 « complètement engagé » après l'installation de la commission de la nationalité dont il attend beaucoup. « Je soutiendrais auprès du gouvernement l'avis qui sortirait de cette commission, s'il était assuré. Si un texte peut être fait à l'automne, il pourra être soumis au Parlement à ce moment-là. »

M. Gérard Fuchs, député socialiste de Paris et ancien président de l'Office national d'immigration, a déclaré pour sa part : « En s'obstinant au risque de diviser à nouveau le pays, à vouloir durcir les conditions d'accès à la nationalité française, Jacques Chirac montre bien que son seul souci est aujourd'hui de disputer à La Fen la fraction la plus xénophobe de l'électorat. »

La CGT, de son côté, réaffirme son « opposition totale » au projet gouvernemental et estime que « la commission des sages n'est pas neutre » puisqu'elle ne comporte, selon

le syndicat, aucun représentant du monde ouvrier.

Quant à l'association France-Plus, qui milite pour l'inscription sur les listes électorales de jeunes Français issus de l'immigration, elle a dit « très réservée ». A ses yeux, le fait de « retenir au programme de travail de la commission le service militaire et la double nationalité constitue une concession au Front national ».

Enfin, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, a déclaré : « J'aurais préféré un retrait pur et simple du projet de code sur la nationalité, même si je comprends que certains jugent nécessaire d'améliorer la réglementation, mais je salue l'initiative du gouvernement. Au niveau de l'épiscopat français, nous allons voir pendant les vacances comment nous pouvons collaborer aux propositions de la commission. Je pense, par exemple, à une sorte de petit Livre blanc qui pourrait être envoyé à tous les sages. »

EN BREF

● Hold-up à la Seyne-sur-Mer : un policier mortellement blessé. — Un sous-brigadier de police, M. Alain Vella, trente-neuf ans, qui avait été grièvement blessé à la tête par une balle à la Seyne-sur-Mer (Var), est mort mardi 23 juin à 16 h 45, à l'hôpital de la Timone de Marseille. M. Vella, père de deux enfants, avait été blessé alors qu'il conduisait une voiture de police qui avait pris en chasse le véhicule de trois gangsters, au terme d'un hold-up raté.

● La mort d'un jeune Turc : remise en liberté d'un policier. — Le gardien de la paix du commissariat de Montargis (Loiret), M. François Miralles, quarante-deux ans, qui avait été mortellement tué par un Turc, Mohammed Inik, quatorze ans et demi, le lundi de Pentecôte, à Charette, a été remis en liberté, mardi 23 juin, après onze jours de détention à la maison d'arrêt d'Orléans, sur décision du magistrat instructeur, M. Nicolas Bonnal.

M. Miralles qui reste inculpé de coups et blessures volontaires avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner, a été à nouveau placé sous contrôle judiciaire.

● Un immeuble soufflé par une explosion à Brest : un mort et un blessé. — Un immeuble de deux étages, situé au centre-ville de Brest, a été soufflé dans la soirée du mardi 23 juin, peu après 22 heures, par une explosion faisant un mort et un blessé grave.

Les victimes, dont les identités n'ont pu être précisées — mais qui seraient originaires d'Afrique du Nord — sont un automobiliste et son passager. Leur véhicule a été écrasé par un pan de façade qui s'est écroulé au moment où il arrivait à la hauteur du bâtiment. Il n'y a pas eu d'autres victimes, l'immeuble étant vide à l'instant de l'explosion.

● Des hélicoptères français pour l'armée danoise. — La défense danoise a choisi d'acheter deux hélicoptères de combat français Ecureuil, d'une valeur de 415 millions de couronnes (un peu moins de 400 millions de francs). L'hélicoptère Ecureuil était en compétition avec l'hélicoptère allemand Boelkow Blohm BO-106 et il a été préféré en raison de sa technologie avancée. — (AFP.)

Une nouvelle cavité découverte par des Japonais dans la pyramide de Khéops

Les recherches effectuées en Egypte sur la grande pyramide de Khéops par une équipe japonaise de l'université de Waseda ont récemment révélé la présence d'une nouvelle cavité dans l'édifice funéraire. Selon M. Ahmed Kadry, directeur des antiquités égyptiennes, cité par le quotidien égyptien *Al-Ahram*, cette cavité se situerait au nord-ouest de la chambre de la Reine et pourrait en rejoindre une autre aboutissant dans la même pièce pour former, peut-être, un couloir. Cette découverte, faite à l'aide d'un système radar, vient après la mise en évidence par une équipe française réunie autour de deux sociétés (EDF et la CPGF) et de deux architectes d'Arras d'un vide caché par les parois du couloir menant à la chambre de la Reine.

Mais ces différentes cavités, dont personne ne paraît savoir aujourd'hui si elles sont ou non organisées, n'ont encore jamais été mises en évidence avec précision. Les forages tentés par l'équipe française en septembre 1986 ont partiellement échoué. Tout le problème pour les Egyptiens est donc maintenant de définir un nouveau programme de fouilles permettant d'utiliser au mieux les nouvelles techniques de détection qui leur sont proposées. Selon M. Ahmed Kadry, un comité de scientifiques égyptiens devrait prochainement organiser une conférence où il sera décidé de l'avenir de ces recherches, qui vont bien au-delà de la grande pyramide, en regard aux résultats déjà enregistrés sur le site au voisinage du Sphinx et sur la présence d'une seconde barque solaire près de la pyramide.

LA MODE MASCULINE DES GRANDS COUTURIERS

VENTE SANS INTERMÉDIAIRE = - 50 %

Les griffes les plus célèbres des couturiers italiens et français se côtoient dans un choix exceptionnel

Du 38 au 64 — atelier de retouches —

DGM, 15, rue de la Banque, M° Bourse, 42-98-99-04.

Les créateurs JPD : 5, villa Wagram-Saint-Honoré 233, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M° Ternes, 47-83-35-01.

RECOMMANDÉ PAR « PARIS PAS CHER »

le temps des ARTISANS et des PAYSANS exposition

qui se tiendra à la Salle Polyvalente de PRECY-SOUS-THIL (Côte-d'or-21390)

du 24 juin au 26 juillet 1987

reconstitution, avec l'aide des habitants et artisans du canton, des métiers traditionnels du dix-neuvième siècle (outils, machines, costumes, etc.), librairie-bibliothèque, exposition de tableaux, visite d'ateliers dans les villages du Canton, minéralogie de sculptures, etc.

RENSEIGNEMENTS MAIRIE : 80-64-57-18

Le Monde sur minitel

PROCÈS BARBIE

36.15 TAPEZ **LEMONDE** et BAR

13 PLACE DES VOSGES 75004 PARIS
TEL. 42 77 09 96

SOLDERA SA COLLECTION PRINTEMPS-ETE 1987 A PARTIR DU 25 JUIN

Popy Moreau

Le Monde sur minitel

JOUEZ

Et gagnez une journée de concert CALLAS à Miramas

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis ARIA

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
MATERIAUX, PROCÉDÉS
D'ÉNERGIE

DEUG ET LICENCE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

RECHERCHES GÉNÉRALES
DANS LE DOMAINE DE
L'ÉNERGIE

Le Monde EDUCATION

Le piège de l'Université

Les portes des universités sont grandes ouvertes. Mais les chances de réussir sont faibles. Celles-ci dépendent en grande partie de la nature et des notes du baccalauréat

QUELLES chances les bacheliers qui vont se présenter aux portes des universités ont-ils de mener à bien leurs études ?

Il est bien difficile de l'établir avec certitude en l'absence de statistiques globales sur le rendement de l'enseignement. Curieusement, alors que le ministère de l'éducation nationale a multiplié, depuis des années, les enquêtes sur les origines sociales des étudiants pour tenter de mesurer les effets de la démocratisation, il ne dispose pas de données précises sur les taux de réussite aux examens par discipline, ni sur le devenir des étudiants en fonction de leur orientation scolaire (1). Cette lacune est d'autant plus regrettable que le système d'enseignement français est construit en filières fortement typées et hiérarchisées et qu'on peut donc s'interroger sur les débouchés de chacune d'elles et sur les conséquences d'une « orientation » aussi catégorique.

Environ 10 % des bacheliers — issus pour la quasi-totalité de la section C — trouveront place dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Ceux-là ont leur avenir assuré, puisque le nombre de places dans les écoles scientifiques et de commerce correspond à peu près à celui des candidats aux concours.

80 000 bacheliers environ choisiront de faire des études courtes dans un IUT (institut universitaire de technologie) ou une STS (section de technicien supérieur). Pour eux la probabilité d'acquiescer un diplôme est assez forte. Toutefois une étude récente du *Monde de l'éducation* a montré que le rendement de ces établissements n'est pas aussi élevé qu'on le dit souvent : selon les spécialités et les établissements, la proportion de ceux qui obtiennent leur diplôme en deux ans varie entre moins de 50 % et 100 % (2).

Mais surtout, le cycle court est peu accueillant pour ceux à qui il devrait pourtant être destiné : les bacheliers techniques. Ceux-ci sont en fait pénalisés deux fois : à l'entrée, où on leur préfère des titulaires de bac général, et en cours d'études, puisqu'ils sont davantage éliminés. Les bacs techniques représentent un tiers des entrants en IUT, mais 28 % seulement des diplômés. Les bacs A.B.C.D sont, eux, 56 % à l'entrée et 60 % à la sortie...

Dans les IUT, les bacs F ont les meilleures chances de réussite (+ de 70 %) en chimie, génie civil et génie électrique, mais ils ont des difficultés en génie mécanique, génie thermique ou génie chimique. Les bacs G réussissent

bien (77 %) en gestion des entreprises et de l'administration (3).

Le gros de la troupe des bacheliers ira frapper à la porte des universités. Rien de plus simple : elles sont grandes ouvertes. Mais cette facilité est un piège. Si tout le monde peut accéder à l'université, un tiers seulement des entrants atteindront le deuxième cycle. Que deviennent les autres ? Un quart des effectifs se réorientent vers d'autres formations et plus de 40 % abandonnent (au moins momentanément) leurs études (4).

Un recensement sur trois : l'élimination est sévère. Mais, là encore, elle frappe de façon très inégale. Elle est impitoyable pour les 16,5 % d'étudiants de première année qui sont titulaires d'un bac de technicien. Les bacheliers G (qui forment 21 % des nouveaux inscrits en économie, 16 % en droit, 6 % en lettres) et les bacheliers F (10 % des inscrits en sciences et 4 % en médecine) ont moins de 20 % de chances de passer le cap de la première année (et aucune en médecine). Même la filière de l'AES (administration économique et sociale) n'offre guère plus de 20 % de chances aux bacheliers G.

Seuls les C...

Mais la situation n'est pas pour autant confortable pour tous les titulaires d'un baccalauréat général.

Les A n'ont pratiquement aucune chance en médecine et en pharmacie et très peu en économie. Leurs possibilités sont moyennes en lettres et en droit et dépendent nettement de la nature de leur bac. Ceux qui ont fait du latin et du grec ou des mathématiques (section A 1) sont mieux placés que les bacheliers A 2 (langues) ou A 3 (arts), notamment pour affronter le concours d'entrée de Sciences-Po Paris. C'est pourquoi les A tendent à s'orienter davantage vers les études courtes, notamment dans les départements DTUT de carrières de l'information ou de carrières sociales, où ils réussissent bien, mais où les débouchés sont incertains.

Les B n'ont pratiquement aucune chance en médecine et en pharmacie et sont très mal placés pour tenter Sciences-Po Paris. Leurs résultats sont très moyens en économie (à cause de leurs insuffisances en mathématiques) et en lettres, meilleurs en droit et en AES.

Ils ont de bonnes chances de réussite en IUT dans les départements de carrières juridiques et judiciaires, de carrières sociales ou de carrières de l'information.

Les C sont nettement les mieux lotis : ce sont les seuls à pouvoir affronter toutes les filières (médecine, pharmacie, sciences, économie, droit, lettres, IUT) avec des chances réelles de réussite (au moins une sur deux dans la plupart des formations et plus de 90 % en IUT).

Les D ont de bonnes chances de succès dans de nombreuses disciplines : DEUG B (sciences de la nature), économie, AES, lettres, droit. Ils connaissent en revanche des difficultés en médecine, pharmacie et dans le DEUG A.

Ils réussissent bien en IUT, en biologie appliquée ou en gestion des entreprises et administration

(mais moins bien en chimie ou en génie électrique.)

Les E sont relativement bien placés en sciences et en médecine. Mais leur formation technique les pousse à s'orienter davantage vers les IUT, où ils obtiennent de très bons résultats notamment en informatique, génie mécanique, génie civil ou génie électrique. Il en va de même des H, qui, très nombreux, se concentrent surtout dans les IUT et les STS, où ils réussissent fort bien.

Ce tableau, qui se reflète que des moyennes, doit cependant être nuancé. Les résultats en première année sont en effet fortement

influencés par d'autres variables, qui ont une valeur prédictive non négligeable (5).

LES NOTES DU BAC

Le fait d'avoir le bac avec mention augmente considérablement les chances de réussite en première année. A Grenoble-I, le taux de succès en DEUG A passe, avec une mention au bac, de 10 % à 30 % pour le bac D et de 52 % à 84 % pour le bac C. Marie Duru et Alain Mingat calculent qu'à Reims l'écart de réussite entre les étudiants ayant eu 9 de moyenne au bac et ceux ayant eu 13 est d'environ 30 % en médecine, en lettres et en économie. A Paris-II (études juridiques), on estime à près de 15 % l'écart de réussite en faveur des bacs avec mention. A Dauphine (économie et gestion), où l'admission est réservée aux candidats ayant 12 de moyenne dans un bac C ou D ou 13 dans un bac B, le taux de réussite en première année est particulièrement élevé (67 % en 1985).

LE REDOUBLEMENT EN TERMINALE

On constate, à Grenoble, que le taux de réussite en DEUG A des bacheliers ayant redoublé la classe terminale est inférieur de 25 % à 30 % à la moyenne. Le redoublement pénalise particulièrement les bacheliers D.

L'ÂGE

Les taux de réussite diminuent régulièrement avec l'âge. A Grenoble-I, ils passent, entre dix-sept ans et dix-neuf ans, de 60 % à 25 %, tous baccalauréats confondus, et de 38 % à 9 % pour les bacheliers D.

L'ORIGINE SOCIALE

Le taux de réussite varie considérablement selon l'origine sociale des étudiants. A Grenoble-I, il passe, tous baccalauréats confondus, de 28 % à 50 % des enfants d'ouvriers et d'employés à ceux de cadres supérieurs. Cette différence ne s'explique pas uniquement par la plus forte présence d'étudiants de milieu aisé parmi les bacheliers C : chez ces derniers, la réussite passe de 58 % à 68 % entre les enfants d'ouvriers et ceux de cadres supérieurs.

Marie Duru et Alain Mingat calculent que l'avantage au profit des enfants de cadres est de + 15 % en psychologie, + 40 % en lettres modernes.

LES DEUG RÉNOVÉS

On note une sensible amélioration des taux de réussite dans les universités ayant mis en place des DEUG « renouvelés » en application de la loi Savary. A Orsay, la proportion d'étudiants ayant acquis un DEUG scientifique en deux ans est passée de 28 % à 40 %. Les bacs D ont particulièrement profité de la réforme puisque leur pourcentage de réussite atteint désormais 30 %. A Grenoble-I, le taux de réussite en DEUG A est passé de 30 % à 50 % et dépasse 60 % en DEUG B contre 35 % auparavant. Nice annonce une augmentation de 10 % du nombre

de diplômés scientifiques. A Reims, 28 % des inscrits obtiennent un DEUG scientifique contre 18 % auparavant.

Les responsables de ces nouveaux DEUG estiment toutefois que ces résultats sont encore fragiles et peuvent être menacés par l'insuffisance des moyens mis à leur disposition.

Ces indications, hélas trop partielles, illustrent les difficultés où se trouvent les bacheliers. Elles montrent en particulier que, si tous ont, en principe, le droit de poursuivre n'importe quelles études, cette latitude cache bien des ambigüités et des inégalités. Celles-ci ne sont pas entièrement ignorées par les candidats, puisque dans l'ensemble ils adaptent leurs projets à leurs possibilités et à leurs chances objectives de réussite.

Mais cet ajustement spontané est loin d'être parfait, comme le montre le nombre encore très élevé d'échecs. Ceux-ci tiennent essentiellement à l'adaptation des premiers cycles universitaires. Mais ils pourraient être sensiblement diminués par une meilleure information. L'opacité du système est à la fois coûteuse pour la nation et injuste pour les étudiants.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Les seules données disponibles portent sur un échantillon de bacheliers de 1975. Document de travail de l'enquête de la prévision, des statistiques et de l'évaluation du ministère de l'éducation nationale : « Développement du premier cycle universitaire et la section du baccalauréat ».

(2) « Le premier palmarès des IUT » et « Les sections de Tech Sup à Paris », par Jean L'Amour, *Le monde de l'éducation* n° 134, mai 1987.

(3) Rapport annuel d'activité des départements d'IUT - *Revue de l'enseignement supérieur* 1984-1985. Ministère de l'éducation nationale. Direction de l'enseignement supérieur.

(4) Étude d'Alain Mingat, du CEREQ : « A propos du rendement académique des premiers cycles universitaires », dans *Formation Emploi*, Numéro spécial « De l'école à l'emploi », avril-juin 1987. A paraître.

(5) Voir en particulier l'étude d'Alain Mingat et Marie Duru, de l'IREDU (Institut de recherche sur l'économie de l'éducation) : « Les disparités de carrières individuelles : une dialectique de la sélection et de l'auto-sélection », 1986.

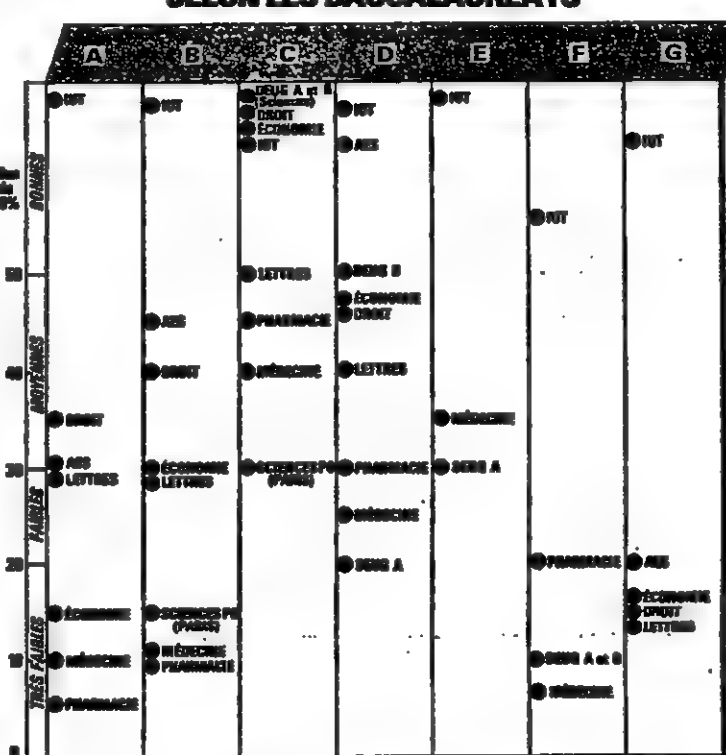
(Publié)

ÉCOLE SPÉCIALE D'ARCHITECTURE

Résultats de la 1^{re} session du Concours d'admission, sont admis dans l'ordre suivant : DUTEL Pascaline, SONNET Christian, RICHCEUR Christine, BENOIT Damien, DURIER Cyrille, PENY Véronique, LACHÈRE Ghislaine, ALLAIRE Stéphane, MAQUIN Marc, MARTI Christian, WOZNICA Pierre, DELAGE Gilles, WUNEN-BURGER Pierre, CHOUAB Delphine, BELLAT Christophe, SAM Han, DORE Martial, FALL NGONE, ESSANG NSOME Alain, SAVINCHÉ Sandrine, ECK Christophe, BREHIN Jean-Baptiste, NONGA BBOCK Quentin.

Prochaine session : 18 juillet 1987

LES CHANCES DE RÉUSSITE EN PREMIÈRE ANNÉE SELON LES BACCALURÉATS



Il existe des statistiques nationales sur les taux de réussite en première année pour les IUT, mais pas pour les universités. Pour ces dernières les renseignements dont nous disposons reposent sur les enquêtes réalisées par chaque établissement. Or par manque de moyens techniques et administratifs — et aussi de volonté politique — rares sont les universités qui se livrent à ce genre d'investigation.

Le tableau ci-dessus a été établi, par nos soins, à l'aide d'informations que nous ont fournies les universités d'Alix-Marseille-II, Besançon, Brest, Grenoble-I et II, Montpellier, Nice et Strasbourg-II (1). Elles sont donc données à titre indicatif et doivent être interprétées avec prudence, dans l'attente de données plus globales.

(1) Voir aussi l'article d'Antoine Reverchon « Les débouchés des séries » dans *Le Monde de l'éducation*, n° 136, mars 1987.



ÉCOLE DES CADRES D'INFORMATIQUE ET DE GESTION

(1) 43 72 11 60

L'ÉCOLE DE LA RÉUSSITE

BTS - 3^e année

Création et gestion des PME
Négociations - Ventes nationales et internationales
Informatique

GROUPE
DUQUESNE

ACTION COMMERCIALE

ASSURANCE

COMMERCIALISATION INTERNATIONALE

COMMUNICATION ACTION PUBLICITAIRES

COMPTABILITÉ - GESTION

INFORMATIQUE DE GESTION

SIGNATURE DU CONTRAT

ÉCOLE SECURITE Avenir

FINANCEMENT DES

ÉTUDES A 100 %

242, Fg St-Antoine - 75012 PARIS

Demande de documentation

Nom

Prénom

Adresse

Age

Classe suivie

UNIVERSITÉ DE PARIS-I
MAGISTÈRE RELATIONS INTERNATIONALES
ET ACTION À L'ÉTRANGER

Directeur : René GIRAULT

● FORMATION DE HAUT NIVEAU qui prépare aux CARRIÈRES DU SECTEUR INTERNATIONAL en 3 ANNÉES.

● Métiers de la diplomatie, du monde des affaires et de la communication.

● Enseignement pluridisciplinaire.

● Admission réservée aux TITULAIRES D'UN DEUG lettres et sciences humaines, droit, économie, etc., ou d'un diplôme équivalent. LANGUE ANGLAISE obligatoire (un accès direct en 2^e année est possible pour quelques bons étudiants, double licence ou maîtrise exigée).

Candidatures jusqu'au 24 juillet 1987

Renseignements : bureau 311, 14, rue Cujas, 75005 PARIS

ÉCOLE SUPÉRIEURE
DE SECRÉTARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction

Secrétariat médical

Traitement de texte

UNE VRAIE SECRÉTAIRE

A UN AVENIR ASSURÉ

40, RUE DE LIÈGE - 75008 PARIS

Tél. : 43.87.58.83 +

MÉTRO : EUROPE - SAINT-LAZARE - LIÈGE

Economie

... Le Monde • Jeudi 25 juin 1987 37

REPÈRES

Prix

+ 0,3 % en mai
aux Etats-Unis

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en mai aux Etats-Unis. Cette hausse mensuelle est la plus faible depuis le début de l'année (+ 0,7 % en janvier, puis + 0,4 % pendant chacun des trois mois suivants). Elle s'explique notamment par une baisse des prix du pétrole et par la stabilisation du dollar qui ont fait plus que compenser une hausse des coûts alimentaires. En un an (mai 1987 comparé à mai 1986) la hausse est de 4 %.

Elle avait atteint 2 % en moyenne sur l'année 1986. La plupart des experts prévoient une hausse de 5 % cette année, soit un point de plus que la prévision officielle (+ 4 %).

Dettes américaine

Doublement en 1986

La dette extérieure des Etats-Unis a plus que doublé en 1986 pour atteindre 263,6 milliards de dollars, a annoncé, mardi 23 juin, le département du Commerce. Les Etats-Unis, devenus débiteurs nets vis-à-vis du reste du monde, il y a deux ans, pour la première fois depuis 1914, sont désormais le pays le plus endetté de la planète. Très loin devant le Brésil, qui a une dette extérieure d'environ 110 milliards de dollars.

Résultat de l'accumulation des déficits extérieurs, l'endettement des Etats-Unis reste cependant encore modéré : la dette extérieure ne représente que 5 % environ du produit national brut. Au Brésil, elle en représente près de la moitié et au Mexique les deux tiers environ.

Finances publiques

Le déficit de la RFA
augmentera en 1988

L'avant-projet de budget ouest-allemand pour 1988 fait ressortir un déficit de 29 milliards de deutschmarks, en hausse de 30 % par rapport aux 22,3 milliards de deutschmarks prévus cette année, selon des chiffres du ministère des finances rapportés par l'agence de presse ouest-allemande DPA.

Cette importante progression s'explique notamment par l'allègement de 13,7 milliards de deutschmarks des impôts directs, promis par le gouvernement pour 1988, comme première étape du plan de réduction de la pression fiscale à l'horizon 1990.

Le budget total de l'Etat fédéral, qui doit être arrêté en juillet par le gouvernement pour être soumis ensuite au Parlement, s'établit dans l'avant-projet à 275 milliards de deutschmarks, en hausse de 2,4 % par rapport aux 268,5 milliards programmés pour 1987.

Les postes qui progressent le plus sont notamment l'aide aux charbonnages (qui atteindrait 2,4 milliards de deutschmarks) et les subventions au programme aéronautique européen Airbus (qui s'établirait à 1 milliard de deutschmarks).

Consommation

Baisse en mai
pour la France

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 1,8 % en mai après avoir augmenté de 3,6 % en avril et avoir baissé de 3,4 % en mars. Par rapport à décembre 1986, la baisse est de 3 %.

Les états généraux de la Sécurité sociale

Conversations en Loir-et-Cher

BLOIS

de notre envoyé spécial

Difficile de payer peut-être. Mais encore plus difficile d'économiser sur la protection sociale. Et si une simplification des prestations est souhaitable, elle ne doit oublier personne et améliorer le niveau actuel. Le premier test des états généraux départementaux sur la Sécurité sociale dans le Loir-et-Cher mardi 23 juin donnera-t-il le ton ? En tout cas, les deux premières demi-journées consacrées à la maladie et à la famille se sont passées sans accroche.

Au sous-sol de la préfecture, dans une petite salle aux rideaux turquoise, dominée par la baléine qui sert désormais d'enseigne aux états généraux, les quelque soixante-dix personnes - responsables d'associations, de syndicats, de caisses ou d'établissements de soins - réunies dans une atmosphère surchauffée par les projecteurs de télévision ont joué le jeu. Y compris la CGT, qui avait organisé parallèlement une manifestation réunissant quelque cinq cents personnes.

Le Loir-et-Cher essayait les pilotes. Mais il avait quelques atouts : des animateurs délégués par l'administration du budget ou des affaires

sociales, déjà avertis, comme le trésorier-payeur général du département, ancien directeur des impôts. Parti le premier, le préfet avait pu choisir les invités en essayant de n'oublier personne. Dans ce département de trois cent mille habitants, mi-rural, mi-urbain, la sécurité sociale n'a pas suscité de conflit grave.

Pour la commission famille, le climat a été plutôt consensuel comme il se doit, avec un oisé quelque peu « boy-scout » où l'on exaltait les joies et les difficultés de la vie familiale. Beaucoup de participants ont souhaité le retour à la pureté originelle des allocations familiales, revalorisées, débarrassées des alluvions des prestations pour les handicapés ou l'aide au logement, à la rigueur, complétées par une prestation d'aide à la famille (« salaire familial »).

Le tout sans conditions de ressources.

Sur la santé, les oppositions étaient plus nettes, mais le débat n'a pas glissé dans la polémique. On a pu d'abord réentendre les discours traditionnels des syndicats avec la référence d'usage au maintien d'un « haut niveau de protection » ou la condamnation d'un système « à deux vitesses » pour les riches et les pauvres, chacun parlant selon ses tics. Le délégué FO a condamné les restrictions des dépenses de santé ; la CFTC a évoqué les solidarités à l'intérieur des secteurs économiques ; la CGT a mis en cause la situation économique et la « politique de déclin », réclamant la « satisfaction des besoins ».

Quant aux professionnels de la santé, ils ont plaidé... pour leur corporation. Le président du conseil d'ordre des médecins a contesté l'influence du nombre des médecins sur la consommation de soins. Si les représentants de l'hospitalisation

privée ont fait valoir des coûts moins élevés que ceux du secteur public, les directeurs d'établissements publics ont mis en avant leurs charges et leurs contraintes.

Tout le monde ou presque a réclamé une « responsabilisation de toutes les parties prenantes », mais on a plutôt énuméré des besoins à satisfaire sans être très disert sur les moyens de les financer. Quelques idées simples et sans surprise sont venues du représentant du CNIT, qui a proposé de réduire l'assurance collective obligatoire aux « risques minimaux », laissant le reste à une couverture complémentaire négociée par branche d'activité. Quant au porte-parole des assureurs, il a suggéré le libre choix de l'organisme assureur, la concurrence obligeant alors à réduire les coûts.

GUY HERZLICH

CONJONCTURE

Les taux de TVA en Europe

M. Juppé envisage un « premier effort de rapprochement » en 1988

Le projet de budget pour 1988 comprendra peut-être, « si nous en avons les moyens, un premier effort de rapprochement » de la TVA française, a déclaré, mardi 23 juin, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, qui participait au séminaire organisé par l'Institut d'expertise de l'Ecole normale supérieure sur le thème du Marché unique européen en 1992.

M. Juppé a souligné que l'une des priorités devait être de s'attaquer au problème de l'harmonisation de la TVA dans l'optique de 1992. Il a rappelé que la TVA en France était d'un « taux moyen de 16,3 % contre 13 % en moyenne dans la CEE ».

La réduction de l'éventail des taux impliquera un effort de rapprochement qui sera coûteux budgétairement et politiquement, a rappelé

M. Juppé, qui a mis en garde « contre l'illusion de réaliser une unité fiscale en 1992 ».

« Enlevons-nous l'idée d'une TVA unique, les délais sont trop courts et l'objectif n'est pas nécessaire », a-t-il expliqué en se référant aux régimes fiscaux, différents selon les Etats, appliqués aux Etats-Unis, et aux taux de taxe professionnelle, qui diffèrent en France d'une commune à l'autre.

M. Juppé a insisté sur le fait que l'objectif du gouvernement était de rendre les entreprises compétitives pour l'échéance de 1992 en poursuivant la baisse de l'impôt sur les sociétés « jusqu'à un taux de 40 % voire en dessous », en « harmonisant l'assiette de la TVA » et « en réduisant l'éventail des taux de TVA ».

Pour le budget de 1988, M. Juppé a précisé qu'un programme triennal serait présenté, qui comprendrait une réduction de 15 milliards de francs par an du déficit budgétaire, de façon à revenir dès 1991 à un déficit budgétaire de 70 milliards de francs. Le ministre n'a pas précisé quelle forme juridique prendrait ce programme.

Au sujet de l'impôt sur le revenu, M. Juppé a réaffirmé que l'un des objectifs du budget 1988 était de « rebouter la bosse » qui résulte de la « très forte progressivité » des taux d'imposition : « dans les tranches intermédiaires », reprenant ainsi en d'autres termes les propos tenus le week-end dernier par M. Chirac devant le congrès de la CGC.



La Société des Lecteurs du Monde vous invite à participer au développement du Monde

LE secteur de la communication est en profonde mutation. Le Monde se doit donc de saisir toutes les chances nouvelles de développement. Dès la fin de l'année prochaine, il mettra en service une nouvelle imprimerie - l'une des plus modernes d'Europe - ce qui lui permettra de diversifier sa production et d'accroître ses possibilités tant rédactionnelles que publicitaires. Il trouvera aussi sa place dans le paysage audiovisuel français et européen en créant un département audiovisuel.

Constituée il y a deux ans, la Société des Lecteurs du Monde s'est donné pour mission d'accompagner Le Monde dans son développement en consolidant son indépendance, et notamment son indépendance financière. Elle entend l'aider aujourd'hui à relever avec lui le défi de la modernisation.

Elle procède actuellement à une augmentation de capital pour fournir au Monde une partie des ressources nécessaires à cette entreprise et l'aider à bâtir un grand groupe de communication moderne.

Note d'information de la Commission des Opérations en Bourse et dossier de souscription sur simple demande en nous renvoyant le coupon ci-dessous

**SOCIÉTÉ
DES LECTEURS
DU MONDE**

AUGMENTATION DE CAPITAL

Si vous êtes déjà actionnaire, utilisez le mandat que vous avez reçu par courrier séparé.

DEMANDE D'INFORMATION

Veuillez me faire parvenir par retour de courrier et sans engagement de ma part le dossier complet sur l'augmentation de capital de la Société des Lecteurs du Monde.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Localité _____

Bulletin à renvoyer à : Société des Lecteurs du Monde, 7, rue des Italiens, 75009 PARIS.

AVERTISSEMENT DE LA CGB
1 - L'insertion de souscription est attachée au Bulletin de la Société des Lecteurs du Monde.
2 - Tout actionnaire soussigné doit être agréé par la Commission des Opérations de Bourse.
3 - L'insertion de souscription est attachée au Bulletin de la Société des Lecteurs du Monde.

La note d'information parue dans le Monde d'aujourd'hui et le dossier de souscription sur simple demande en nous renvoyant le coupon ci-dessous

Economie

LOGEMENT

Deux familles, dix enfants

On ne réquisitionne pas soi-même

Ce sont deux familles paumées, fauchées avec tous les handicaps dont on sait qu'ils enfoncent dans la pauvreté: sans aucune chance de s'en sortir. Immigrées (l'une du Sénégal, l'autre de Tunisie), au chômage, avec plein d'enfants, ces enfants qui sont la seule richesse des très pauvres. En tout, dix moufflets, proprement vêtus, correctement nourris, correctement logés. Nos deux familles logeaient chacune dans une pièce de moins de 15 mètres carrés dans l'est de Paris, deux de ces taudis insalubres qui font partie, comme on le dit pudiquement, du «parc social de fait» de la Ville-Lumière. Ces taudis étaient si insalubres que la Ville de Paris les a «interdits à l'habitation» et fait murer. C'était sain, normal.

Les deux familles se sont retrouvées à la rue et ont commencé à errer, d'une famille amie à une autre famille amie, qui, souvent mal logées, acceptaient de se serrer une nuit ou deux, pour que les petits aient un toit et puissent dormir. Dans la journée, les parents couraient, d'un bureau à l'autre, de mairies en préfectures, de préfectures en HLM, de bureaux d'assistants sociaux en bureaux d'assistants sociaux... sans aucun résultat concret, on s'en doute. Il y a belle lurette qu'ils ont fait, dans les formes, une demande de logement à l'office public d'HLM de la Ville de Paris. Ils sont inscrits depuis des années au fameux «fichier des mal logés». Et cela fait des années qu'ils attendent, tandis que leurs espoirs s'effritent...

Sous leurs yeux, pourtant, là, au 140, rue de Ménilmontant, il y a une cité HLM où une quarantaine de logements sont vacants, certains depuis plusieurs années. Des logements sociaux dignes de ce nom. En attendant, et cela

espérer, alors que la solution évidente de leur problème est là, tangible, avouable? Nos deux familles ont rencontré des gens du comité des mal-logés, un groupe informel d'une dizaine de bénévoles. Ensemble, ils ont «réquisitionné» deux logements vides au 140, rue de Ménilmontant, et s'y sont installés. Et puis ils ont cherché à faire «régulariser» leur situation et ont écrit à l'office public d'HLM.

Cela les a conduits au Palais de Justice, jeudi dernier, 18 juin, au tribunal des référés. On n'a pas le droit de se faire justice soi-même. Et l'office d'HLM a demandé à la justice d'ordonner l'expulsion des dix enfants et de leurs parents, de ces logements qui devaient rester vides.

Verrous

Le 140, rue de Ménilmontant, c'est une cité HLM (habitation à bon marché) du début des années 30, toute en briques, aux escaliers sinistres, en ciment, très dégradés, aux logements petits, sans aucun confort, avec juste un w.c. à la turque et une cuisine carrée ouverte tout entière sur la salle à manger. Ce que nos deux familles considéraient comme un palais fait l'objet d'un plan de réhabilitation que la Ville et son office d'HLM mûrissent lentement mais sûrement. On ne sait pas encore si on rasera purement et simplement les cinq cent soixante-trois logements qui composent l'ensemble pour reconstruire du neuf ou si on n'en démolira qu'une partie, en restaurant le reste. De toutes façons, il n'y aura plus que quelques mois avant que les logements soient terminés. Les logements sociaux dignes de ce nom. En attendant, et cela

peut encore durer des années, quand un logement se libère, il reste vide. C'est logique, car, le jour venu, il faudra bien reloger ceux qui habitent là, parfois depuis des décennies et il n'y aura pas de place pour tout le monde.

Voilà pourquoi nos deux familles se sont retrouvées sous le très haut plafond du Palais de Justice, entre les boissières sévères où la société juge ceux qui se conduisent mal, ceux qui ignorent le droit, ceux qui veulent faire justice eux-mêmes. Les juges ne peuvent qu'appliquer la loi.

Mais la vraie question reste: comment faire pour que des enfants aient un toit pour dormir, même l'été et même à Paris? Les citoyens n'ont pas le droit de réquisitionner les logements HLM construits avec l'aide financière des contribuables. Mais la municipalité, l'Etat, eux, en ont le droit. Pourquoi M. Yves Galland, adjoint au maire de Paris, chargé de la construction et du logement, ne s'intéresse-t-il pas de près aux moyens à mettre en œuvre pour réquisitionner, au moins momentanément, les logements vides de l'office HLM de la Ville? Personne ne sait combien il y en a, car l'office est muet. Nul doute que le premier adjoint, M. Jean Tibéri, qui est aussi président du conseil d'administration de l'office, ne prête main forte à M. Galland pour faire seuter les verrous juridiques et administratifs très compliqués qui s'opposent à une telle œuvre de justice et d'efficacité. Et il faudrait faire vite.

Ne rêvons pas, il faudrait une volonté politique bien déterminée pour donner un toit légitime à nos deux familles et à leurs dix enfants. Les juges diront, le 26 juin, ce qu'ils ont décidé.

JOSÉE DOYERE.

Le premier ministre conteste l'importance des hausses de loyers

M. Jacques Chirac, invité du journal de 13 h sur TF1, mardi 23 juin, a déclaré que l'enquête présentée à ce journal sur les augmentations de loyers était «un exemple caractéristique de désinformation». Le reportage incriminé s'appuyait sur le «dossier noir» de la Confédération générale du logement analysé dans le Monde du 23 juin et faisant état d'une hausse moyenne à Paris de 68%. Le premier ministre, qui a fait allusion «aux attaches politiques» de la CGL, reproche à ce dossier de ne reposer que sur une minorité de cas, de gommer les procédures de recours dont disposent les locataires et de tenter ainsi d'affoler l'ensemble des locataires. A propos du reportage, M. Chirac a dit: «Il n'est pas normal de laisser passer sous cette forme et de cette façon-là une information qui laisse dans l'esprit des Français l'idée que leurs loyers vont augmenter énormément, ce qui est naturellement faux.»

La société des journalistes de TF1, à la suite de cette déclaration du premier ministre, «cautionne totalement le contenu du reportage et rejette catégoriquement la leçon de désinformation».

[Qui désinforme qui? D'un côté une enquête portant sur cent-cinquante cas de hausses de loyers et présentée comme telle; de l'autre, deux affirmations sans preuves de premier ministre selon lesquelles, d'une part les Français auront raison l'idée que leur propre loyer augmentera et d'autre part, que c'était «naturellement faux». Entre les deux, une simple réalité: il n'existe pas d'observatoire officiel des loyers. On conçoit que le gouvernement s'inquiète des informations sur les dérapages provoqués par la loi Mélinand. Mais ce dernier avait été mieux inspiré que son premier ministre en déclarant récemment qu'il jugeait «inacceptable» les hausses «exagérées».

J. G.

AFFAIRES

En signant un accord avec Volkswagen

Toyota ouvre une brèche dans l'industrie automobile européenne

Le numéro un de l'automobile en Europe, l'allemand Volkswagen, a annoncé le 23 juin (nos dernières éditions datées 24 juin), un accord avec Toyota pour produire des véhicules utilitaires du constructeur japonais qui seront vendus en Europe. La fabrication, sous licence Toyota, de pick-up Hi-Lux de 1 tonne commencera début 1989 dans l'usine Volkswagen de Hanovre avec un objectif de 15 000 unités la première année et de 15 000 par an à partir de 1990.

Volkswagen, qui risque fort d'être accusé de «trahison» pour s'allier ainsi avec un japonais, prend les devants en expliquant que le marché des pick-up est très porteur en Europe, mais qu'il n'était jusqu'alors satisfait que par des importations nippones. La firme allemande précise que l'accord permet d'augmenter l'emploi dans son usine de Hanovre qui ne tourne pas au plein de ses capacités, et que la part de la valeur ajoutée locale dépassera 50 % de la valeur totale des véhicules dès la fin de la première année de production.

Des arguments qui justifient le fait de ne pas suffire. La montée du yen par rapport au dollar a conduit en effet les constructeurs nippons à réorienter leurs ventes de l'Amérique du Nord vers le Vieux Continent où ils ont conquis plus de 10 % du marché automobile. Conscients des réactions protectionnistes que risque de provoquer leur agresseur commerciale, ils appliquent désormais à l'Europe la stratégie mise en œuvre aux Etats-Unis — où les constructeurs leur ont abandonné les petites voitures — en développant leur présence locale. Soit directement, comme Nissan en Grande-Bretagne, soit par le biais d'«associés» ou de sociétés nationales dont ils acquièrent une part du capital. Nissan s'est ainsi allié avec Alfa-Romeo avant que la reprise de cette dernière société par Fiat ne sonne le glas d'une coopération d'ailleurs peu fructueuse. Honda, quant à lui, a développé une collaboration étroite avec le britannique Rover dont les difficultés financières rendent l'indépendance

précaire. Nissan, Suzuki et Toyota font produire dans la péninsule ibérique des 4 x 4 par des sociétés espagnoles ou portugaises plus ou moins filiales. Mercedes et Mitsubishi, enfin, mènent des études pour la production d'un véhicule utilitaire conjoint.

Mais jusqu'ici les accords nippons européens étaient plutôt le fait de sociétés en position de faiblesse. Volkswagen est le premier européen — et non des moindres — à faire entrer un japonais de plein-pied sur le marché européen. L'accord signé avec Toyota rendra bien difficile une réaction commune de la part des constructeurs européens, qui s'étaient pourtant mobilisés à l'occasion d'un Livre blanc sur le Défi japonais remis à la Commission européenne (le 18 février). Seules l'Italie, la France et la Grande-Bretagne limitent actuellement les importations japonaises. Le Livre blanc préconisait une auto-limitation des exportations japonaises, une ouverture du marché nippon à hauteur de «la moitié de la pénétration japonaise en Europe», et, en cas d'implantation nipponne sur le Vieux Continent, un niveau minimum d'intégration locale. Or, les constructeurs n'ayant pas réussi à s'entendre pour fixer un tel niveau acceptable par tous, la part déterminée par Volkswagen avec Toyota (50 %) risque fort de servir de référence. Un niveau que certains constructeurs comme le groupe français Peugeot, qui évoque 80 %, vont trouver insuffisant et, par là-même, dangereux pour l'industrie européenne.

CLAIRE BLANDIN.

Opérations frauduleuses sur devises. — Volkswagen a annoncé le 23 juin son intention d'engager une plainte contre la Banque de Hongrie dans l'affaire des trafics de devises qui avait coûté 473 millions de DM au constructeur allemand. VW estime que la banque centrale de Budapest serait liée à ces trafics. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BSN. LES MARQUES DE LA RÉUSSITE.

1966. 1 MILLIARD DE CHIFFRE D'AFFAIRES

1986. 1 MILLIARD DE BÉNÉFICE

1987. BSN POURSUIT SON DÉVELOPPEMENT
1,5 MILLIARD D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Gervais
Danone
Dan'up
Tallierine
Panzani
Amora
Liebig
Maille
Blédina
Gallia
Cracottes
Materne
Vandamme
Pie Qui Chante
Lu
L'Alsacienne
Heudebert
Kronenbourg
Kamterbräu
Evian
Badoit
Pommery
Lanson

BSN - Un développement considérable en 20 ans. Un chiffre d'affaires de près de 40 milliards de francs. Premier dans le Monde pour les produits laitiers frais et les eaux minérales. Premier producteur européen de bouteilles, l'activité d'origine de BSN. Deuxième en Europe pour la bière et les pâtes alimentaires. Troisième dans le Monde pour les biscuits et le champagne.



Des positions importantes sur les marchés et des gammes de produits très étendues. Demain, poursuite de l'internationalisation. Pour assurer son succès futur, BSN mise avant tout sur la recherche et l'innovation des produits et des conditionnements, sur l'amélioration de la qualité et sur le progrès technologique.

BSN
GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Emission du 24 juin au 23 juillet 1987 inclus de 451 790 actions nouvelles de 100 F nominal à raison de 1 action nouvelle pour 10 actions anciennes.
Prix d'émission: 3500 F.
Jouissance: 1^{er} juillet 1987.
Cours de l'action au 31 décembre 1986: 4350 F.
Cours de l'action au 9 juin 1987: 5000 F.
Vies C.O.B. n° 87206 du 9 juin 1987 - B.A.L.O. du 15 juin 1987.
BSN - 7, rue de Téhéran - 75008 PARIS.

NUMERO VERT
05 36 36 36
Ligne gratuite

Economie

AFFAIRES

La reprise de Lesieur-Cotelle par Henkel Les détergents Persavon, Lacroix et Rex deviennent allemands

La vente de Lesieur-Cotelle, branche « produits d'entretien » du groupe Lesieur, est pratiquement acquise. La société Henkel-France serait sur le point de signer avec Saint-Louis-Bouchon, maison-mère de Lesieur. Les comités d'entreprise de Lesieur-Cotelle et d'Henkel-France devaient en être informés le mercredi 24 juin.

Ainsi, malgré les obstacles surgis à la dernière minute à propos du prix de cession, Henkel-France est, semble-t-il, parvenu à distancer ses deux grands rivaux, Colgate-Palmolive (Etats-Unis) et Unilever (Pays-Bas), dans la course à la reprise de Lesieur-Cotelle.

Ce rachat se situe dans le droit fil de la politique de développement par voie externe choisie par le groupe allemand pour se développer le plus rapidement possible en France. Henkel-France avait été ainsi amené à racheter en septembre 1986 l'Union générale des savonniers avec la lessive Le Chat Machine (450 millions de francs de chiffre d'affaires) puis, au mois de novembre de la même année, les produits d'entretien Solitaire (280 millions de francs de chiffre d'affaires) avec les marques Lion noir, Miroir... Mais l'opération Lesieur-Cotelle est de loin la plus importante de toutes. Avec son activité internationale, la

branche « produits d'entretien » de Lesieur réalise un chiffre d'affaires voisin de 1,4 milliard de francs. Grosi de ces actifs, le groupe Henkel-France (3,7 milliards de francs de chiffre d'affaires) dans les détergents, les produits d'hygiène corporelle comme Fa, Diadermine, Tera-Kyl, les produits industriels pour le traitement de surfaces, les colles, va globalement accroître ses ventes de 35 % et doubler de taille dans la seule activité des détergents. Il était, en effet, déjà troisième sur le marché français des lessives avec des marques aussi connues que Mir, Supercroix et X-Tra. Renforcé de Lesieur et de ses marques (Lacroix, Persavon, Rex, Mir, Minidoux, Maxidet), la filiale du groupe allemand va désormais talonner Colgate-Palmolive.

Ajoutons que Lesieur apporte à Henkel les lessives liquides, très à la mode et en plein développement, qui lui faisaient défaut. Enfin, Henkel va récupérer l'unique usine de France où sont fabriqués les berlingots pour produits d'entretien (eau de Javel Lacroix, Mir, etc.), d'un excellent profit, et que Lesieur avait rachetée à son créateur, qui n'y croyait plus et s'en mord aujourd'hui les doigts. Pour Saint-Louis-Bouchon, ce désengagement de Lesieur-Cotelle correspond à la volonté manifestée par la direction de recréer toutes les activités sur l'agro-alimentaire. Mardi 23 juin, au cours de l'assemblée annuelle de Saint-Louis-Bouchon, le PDG, M. Bernard Dumon, a précisé que le groupe se situait désormais au deuxième rang en France, avec un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs, et assurait sa présence dans l'Hexagone comme numéro un ou deux dans les secteurs des corps gras végétaux, des sucres et des condiments ; en Espagne, dans le sucre, les plats cuisinés et les charcuteries. Mir n'avait plus de place dans ce nouvel environnement, où tout l'effort financier devrait tendre maintenant à développer la branche « plats cuisinés ».

ANDRÉ DESSOT.

Le transporteur TNT achètera soixante-douze avions britanniques

Le transporteur TNT, basé en Australie, et le constructeur British Aerospace ont signé un accord au terme duquel TNT pourra acquérir l'ensemble de la production de l'avion-cargo BAE 146 pendant cinq ans. Le marché porte sur soixante-douze avions valant 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs). Le directeur de TNT a précisé que sa société, présente dans cent cinquante pays, utilisait une partie de cette flotte, le reste étant soit vendu, soit en leasing par l'intermédiaire de la compagnie australienne Ansett dont TNT détient les parts.

ÉNERGIE

La réunion des Treize à Vienne le 25 juin

L'OPEP tente de préserver le capital de confiance acquis depuis six mois

Il y a un an, nul ne demandait cher de sa survie : l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), impuissant, déchu, dégoûté de réunions en assemblées extraordinaires, incapable d'arrêter la chute des prix du pétrole, tombés en dessous de 10 dollars le baril. Changement de décor. En ce début d'été 1987, l'organisation, aéroliée de succès, aborde calmement sa première conférence ordinaire de l'année, alors que, sur un marché international anormalement tendu, les cours dépassent légèrement le prix officiel de 18 dollars fixé lors de la précédente réunion en décembre 1986.

Simple formalité, assurent le plupart des observateurs. L'OPEP a atteint son but, il lui reste à le consolider. Et pour ce faire, il lui suffit d'appliquer simplement les décisions prises en décembre : prix inchangés et léger relèvement du plafond de production pour tenir compte du raffermissement saisonnier de la demande. De 15,8 millions de barils/jour au premier semestre, le plafond passerait comme prévu à 16,6, puis à 18,3 millions aux troisième et quatrième trimestres. Telle était d'ailleurs la détermination affichée par les pays du Golfe, Arabie saoudite en tête, il y a un mois.

Ce pourrait donc être un triomphe. C'est en fait un exercice délicat. « Le vrai défi pour l'OPEP consiste précisément à maintenir les règles fixées en décembre et à ne pas avoir l'air de revenir sur ses décisions », assure M. Richard Vernon, de la société Petroleum Economist. « Il y a un mois, cela semblait très bien engagé, ajoute un responsable de l'Agence internationale de l'énergie, mais aujourd'hui le risque existe que certains pays ne cherchent à remettre en question les décisions de décembre et que les discussions ne dégènerent ».

A y regarder de plus près, la situation de l'organisation est beaucoup moins confortable qu'il n'y

paraît. L'étonnante fermeté des cours à une époque de l'année où, traditionnellement, la demande fléchit, est spéculative et accidentelle : la tension dans le Golfe, la fermeture d'un oléoduc au Texas, les difficultés passagères de l'Equateur, la confiance aveugle des opérateurs dans la détermination de l'OPEP, voire des erreurs d'appréciation, sont les causes invoquées par les analystes, perplexes.

Cette « envolée des prix » n'existe d'ailleurs qu'aux Etats-Unis. Si les cours à New-York dépassent 20 dollars depuis dix jours, en mer du Nord ou dans le Golfe, les prix réels (17,50 dollars à 19 dollars) n'excèdent les tarifs officiels que de quelques cents. A Rotterdam, le marché des produits pétroliers est même plutôt déprimé et les marges des raffineries restent le plus souvent négatives, ce qui, normalement, précède une baisse du cours du brut.

Optimisme exagéré

Rien dans les données fondamentales du marché ne justifie un optimisme à tout crin. L'OPEP dépasse allègrement son plafond et produit près de 17 millions de barils/jour, la consommation stagne et nul ne sait exactement où en sont les stocks. Quant aux perspectives des prochains mois, elles sont franchement inquiétantes. Le ralentissement de la croissance économique mondiale pèse sur la demande pétrolière. Alors que les analystes — y compris au sein de l'OPEP — prévoient au début de l'année une hausse de 1 % de la consommation mondiale de brut en 1987, ils ont tous révisé leurs chiffres à la baisse et tablent désormais sur une quasi-stagnation d'ici à la fin de l'année.

L'équilibre actuel du marché paraît donc, à l'analyse, très instable, et les plafonds et les quotas de production calculés par l'organisa-

tion il y a six mois exagérément optimistes. Si la plupart des observateurs estiment que le chiffre retenu pour le troisième trimestre (16,6 millions de barils/jour), d'ailleurs déjà atteint sinon dépassé par les treize pays, peut permettre de préserver l'équilibre du marché pendant l'été — à condition que la discipline continue d'être observée, — en revanche, tous s'accordent à juger le plafond prévu au quatrième trimestre très exagéré. « S'ils pouvaient leur production jusqu'à 18,3 millions de barils/jour, ils sont perdus », commente simplement M. Pierre Terzian, rédacteur en chef de la revue *Pétrostratégies*. Selon les estimations, l'application de ce plafond entraînerait un excédent de production de 800 000 à 2 millions de barils/jour à la fin de l'année.

Le problème est, en effet, aggravé par l'Irak, qui, dès le mois de septembre, sera en mesure d'augmenter sa production de 500 000 barils/jour, grâce à la mise en place d'un nouvel oléoduc vers la Turquie. Bagdad, qui a refusé en décembre le quota qui lui avait été alloué (1,4 million de barils/jour), produit déjà 2,2 millions de barils/jour, et en produira à la fin de l'année 2,8 millions, soit deux fois plus que ce qui avait été officiellement prévu. D'où un dépassement inévitable du plafond global d'au moins 1 million de barils/jour si aucun autre pays n'accepte de réduire sa part.

« La boîte de Pandore »

Serein en apparence, l'organisation est en fait confrontée à un vrai dilemme et une fois de plus divisée sur la conduite à tenir. La stricte application de l'accord de décembre, défendue par l'Arabie saoudite et ses alliés, risque, à terme, de se révéler catastrophique. La sagesse recommanderait donc, sinon de geler la production jusqu'à la fin de

l'année au niveau du premier semestre — 15,8 millions de barils/jour, — comme le recommande l'Algérie, du moins de revoir dès à présent le plafond prévu pour les trois derniers mois de l'année.

Mais, ce faisant, les Treize risquent de replonger dans des discussions sans fin sur le partage des sacrifices et de ruiner ainsi le capital de confiance accumulé auprès du marché depuis six mois. « Le moindre changement dans les quotas va ouvrir la boîte de Pandore », explique M. Terzian.

Derrière ces divisions de stratégie, on retrouve la querelle de fond qui oppose depuis des années les « maximalistes » aux « modérés ». Les premiers — Iran, Algérie, Libye, Gabon, Equateur, — limités par des capacités de production étroites, veulent en priorité pousser les prix au plus haut pour maximiser leurs revenus. Les seconds suivent l'Arabie saoudite, dont le roi a clairement exprimé le désir de stabiliser les cours pendant deux ans à 18 dollars par baril, des prix trop élevés risquant de ralentir la demande mondiale et de relancer la course aux énergies de substitution.

Seule les a réus, depuis l'an dernier, la bataille de la chute des prix. Mais la querelle peut s'enflammer à la première occasion. Conscients de ces écueils, les treize pays envisagent apparemment une solution de compromis : l'OPEP appliquerait, comme prévu, le plafond déterminé en décembre pour le troisième trimestre, mais elle laisserait en suspens les trois derniers mois de l'année. Avantages : on esquivé les problèmes brûlants. Inconvénient : la nouvelle réunion prévue, dans cette hypothèse, en septembre n'en sera que plus chaude. Il est vrai que d'ici là beaucoup d'événements dans le Golfe peuvent mettre tout le monde d'accord.

VÉRONIQUE MAURUS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GAZ DE FRANCE

Rapport annuel 1986

1986 aura été une bonne année pour le Gaz de France. Malgré la forte concurrence des produits pétroliers, les parts du marché ont été maintenues ; l'évolution du prix des produits pétroliers et du cours de change du dollar a permis de faire bénéficier notre clientèle de baisses de prix significatives ; un très important contrat d'approvisionnement en gaz norvégien a été conclu qui assure pour le début du siècle prochain la diversification de nos ressources ; enfin, l'Etablissement enregistre le meilleur résultat financier de son histoire et poursuit la restructuration de son bilan.

La consommation totale d'énergie primaire en France corrigée des effets climatiques s'élève de 2,1 % (0,5 % en 1985), la part du gaz naturel demeurant stable au niveau de 12 %.

Les ventes directes de l'Etablissement et celles des filiales atteignent 307,4 milliards de kWh, les ventes totales de gaz en France, y compris celles de la SNEA (P) s'établissent à 312,9 milliards de kWh, ce qui traduit dans les deux cas une légère régression, respectivement de 0,2 et 0,5 %.

Les ventes directes du Gaz de France s'élèvent à 274,7 milliards de kWh, ce qui, après correction climatique et retraitement des chiffres de 1985, sur les bases actuelles, correspond à un accroissement réel de 2,7 %.

Les ventes au secteur résidentiel représentent 117,9 milliards de kWh, soit 42,9 % des ventes directes ; elles sont en augmentation de 0,7 % pour leur total, de 2,7 % pour les usages collectifs, les usages individuels étant stables ; corrigées des effets du climat ces variations sont de + 5,4 % pour le total de ces ventes, de + 8,3 % pour les usages collectifs, de + 4,4 % pour les usages individuels.

Les ventes aux commerces et aux collectivités, dites ventes au secteur tertiaire, ont progressé de + 2,8 % en valeur réelle et de + 6,6 % après correction climatique ; elles représentent 15,8 % des ventes directes, soit 43,5 milliards de kWh.

Les ventes du secteur industriel atteignent 105,5 milliards de kWh, soit 38,4 % du total, et sont en régression de 2,4 % par rapport à 1985.

En outre, 7,8 milliards de kWh ont été vendus à des sociétés gazières françaises et étrangères autres que les filiales du Gaz de France.

Les achats de gaz à l'étranger et la production française ont augmenté de 1,8 %, atteignant 329 milliards de kWh.

La production française représente 13,5 % de ce total, les importations d'URSS représentant 30,1 %, celles d'Algérie 26,9 %, celles des Pays-Bas 16,4 %, celles de mer du Nord norvégienne 12,6 % et divers appoints 0,5 %.

En matière d'approvisionnements, le fait majeur de l'année est la conclusion des contrats d'achat de gaz norvégien en provenance du gisement de Troll, aux termes desquels l'Etablissement recevra des quantités atteignant 6 milliards de mètres cube/an (1) pendant

vingt-deux ans, après une montée en régime s'étalant de 1993 à l'an 2000.

Par ailleurs, des accords relatifs aux prix du gaz des gisements de Statfjord, Heimdal et Gullfaks, ont été conclus, qui se traduisent par une diminution sensible des coûts d'achat.

S'agissant du gaz algérien, un accord est intervenu en mars entre l'Etablissement et la Sonatrach sur l'application d'une formule intermédiaire pour la détermination du prix, qui s'est traduite par une baisse significative de celui-ci.

Depuis juillet 1986 des négociations sont en cours avec la Sonatrach en application de la clause contractuelle de révision de prix, afin de définir les conditions applicables à partir du 1^{er} janvier 1987.

Enfin l'Etablissement a maintenu et développé ses actions concernant des projets à avenir plus lointain, en particulier dans le golfe de Guinée, au Canada et au Qatar.

Le cours moyen du dollar sur l'année s'est établi à 6,93 francs, les cours de début et de fin d'année s'établissant respectivement à 7,50 et 6,45 francs. Les cours moyens des pétroles de référence se situent à un cours moyen de 15,55 dollars par baril.

Les tarifs de vente ont pu en conséquence être revus à la baisse à plusieurs reprises au cours de l'année, les baisses de prix ainsi consenties étant au total de 32 % pour les tarifs industriels et 22 % pour les tarifs domestiques.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires (49,8 milliards hors taxes) apparaît en régression de 11,1 % par rapport à 1985.

Cette évolution du chiffre d'affaires n'est toutefois en aucune manière inquiétante, dans la mesure où elle s'accompagne de la diminution du coût des approvisionnements en gaz naturel.

En conséquence, le résultat de l'exercice s'élève à 1 505,9 millions de francs, avant prélèvement de l'Etat de 773 millions de francs, soit 732,9 millions de francs après prélèvement, succédant à un bénéfice de 485 millions de francs en 1985, soit une progression de 51 %.

De même, la valeur ajoutée progresse de 10,7 % sur 1985 pour s'établir à 16 675 millions de francs, et l'excédent brut d'exploitation atteint 9 289 millions de francs, soit + 19,5 %.

La capacité d'autofinancement s'élève à 3 741 millions de francs à 4 970 millions de francs. Elle couvre 47,1 % des besoins totaux de financement contre 47,8 % en 1985.

La structure du bilan fait apparaître des capitaux propres négatifs de 2,7 milliards en amélioration de 493 millions, un total de fonds propres positif de 17,7 milliards, en progression de 4,7 milliards, et un endettement financier total de 24,5 milliards, soit 138,4 % des fonds propres, la dette d'emprunts revenant de 26,3 à 20,9 milliards, soit 118,1 % des fonds propres.

Cette amélioration de la structure du bilan tient pour partie à l'émission de titres participatifs, dans la mesure où sont venus s'inscrire en augmentation des fonds propres 3,2 milliards par exercice des droits de souscription attachés aux titres émis en 1985.

L'effort de gestion de la dette entreprise depuis 1983 a été poursuivi. Par rapport à la dette évaluée en francs et figurant au bilan, les opérations de couverture ont porté de 53 % à 75 % la part de la dette en francs et réduit de 9,9 à 5,4 milliards la contrepartie de la dette en devises, soit une diminution de 4,5 milliards du risque de change de l'Etablissement.

Le Gaz de France peut envisager l'avenir avec confiance : le gaz naturel est disponible dans le monde en grandes quantités ; les formules d'indexation des contrats d'achat lui permettent de s'adapter aux évolutions de prix des énergies concurrentes et donc de rester compétitif ; c'est une énergie bon marché, souple, non polluante, facile d'emploi et stockable. C'est enfin une énergie performante, offrant des solutions adaptées aux besoins de tous les utilisateurs domestiques ou industriels.

Pour l'avenir proche, trois priorités apparaissent : la conquête de nouvelles parts de marché, dans le secteur industriel comme dans le secteur résidentiel et tertiaire ; en particulier l'objectif est de faire remonter à 50 %, contre 36 % aujourd'hui, le taux de pénétration du chauffage au gaz dans les logements neufs en zone desservie en gaz.

La poursuite du redressement financier : la dette d'emprunts de l'Etablissement s'élève encore à 21 milliards de francs, les charges financières demeurent excessives, les capitaux propres restent négatifs. Ce contexte impose une extrême vigilance, aussi bien dans la gestion interne de l'Etablissement que dans la détermination des contraintes externes qui pèsent sur lui. Il importe qu'en 1987 comme au cours des années précédentes l'Etablissement puisse, tout en poursuivant son effort de désendettement et de restructuration du bilan, dégager un résultat positif.

Enfin le Gaz de France entend renforcer la contribution qu'il apporte au développement de l'industrie et des exportations françaises. Le secteur gazier est d'ores et déjà une source non négligeable d'exportations, qu'il s'agisse des transits que l'Etablissement assure vers d'autres pays et des capacités de stockage qu'il leur offre ou de la contribution qu'il apporte à l'exportation du savoir-faire et des matériels français dans le domaine gazier. Au total les exportations de l'industrie gazière et paragazière française ont représenté près du tiers des importations de gaz. L'objectif est de porter ce taux à 50 %.

Ce sont là, compte tenu du savoir-faire et du dynamisme de son personnel, des objectifs à la portée de l'Etablissement.

(1) L'Etablissement bénéficiant en 1987 d'une option ferme lui permettant d'augmenter de 2 milliards de mètres cubes par an les quantités contractuelles à plein régime.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL

L'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 19 juin 1987 sous la présidence de M. Charles ZVIAK, président directeur général.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1986 qui font apparaître :
— un chiffre d'affaires consolidé de 18130 MF;
— un bénéfice net consolidé (hors plus-value) de 930 MF.
Le bénéfice dilué par action et certificat d'investissement ressort à 180 F.

L'Assemblée a aussi décidé la distribution d'un dividende net unitaire de 33 F qui sera mis en paiement à compter du 30 juin 1987.

Le Président a également confirmé à l'Assemblée la décision du Conseil d'Administration de distribuer dès le 30 juin une action gratuite ou un certificat d'investissement gratuit pour cinq actions ou cinq certificats d'investissement.

Le rapport annuel de L'ORÉAL pour l'exercice 1986 peut être obtenu auprès des banques et agents de change ou en écrivant à :

L'ORÉAL, Information Economique et Financière
41, rue Martre, 92117 Clichy

Le Monde
sur minitel

CONCOURS GRANDES ÉCOLES

Les admissibilités à l'ESSEC
avec la collaboration technique de l'ENSAM
36.15 TAPEZ LEMONDE puis ÉCOL

Economie

MARCHÉS FINANCIERS

Avec son projet de loi sur les Bourses de valeurs

Le gouvernement veut faire de Paris
la première place de l'Europe continentale

Le conseil des ministres a examiné, mercredi 24 juin, le « projet de loi sur les Bourses de valeurs » préparé par M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation. Le projet initial n'a fait l'objet à l'occasion des débats avec les professionnels et de son passage au Conseil d'Etat que de modifications formelles. La réforme vise à mettre fin au monopole des agents de change, tout en renforçant la sécurité des épargnants. Son ambition est de faire de Paris la première place financière de l'Europe continentale, rôle qu'elle dispute actuellement à Francfort et à Zurich.

Annulée en mars par M. Balladur, la réforme de la Bourse entre dans une nouvelle phase. Le texte mis au point, à la fin du mois d'avril, par le « comité de pilotage (1) » a fait l'objet d'une concertation avec l'ensemble des professionnels de la place (banquiers, agents de change...). Il a ensuite été soumis au Conseil d'Etat. Les modifications apportées, notamment par les conseillers d'Etat, ne changent pas fondamentalement les orientations de la réforme, sur laquelle au demeurant un consensus semble exister.

Comme dans les autres pays, le gouvernement souhaite libéraliser le fonctionnement du marché des valeurs mobilières (actions, obligations...). Il sera ainsi mis fin au monopole des agents de change. Mais pour que cette libéralisation ne se fasse pas au détriment de la protection de l'épargne, des dispositions

sont prises, notamment la définition de quelques éléments de déontologie pour les intervenants sur les marchés.

Par rapport au texte initial sur lequel les professionnels ont débattu, le projet de loi proposé au conseil des ministres, plus court (vingt-deux articles au lieu de trente), ne contient qu'une modification véritablement importante. Elle porte sur l'organisation qui se substituera à la Chambre syndicale des agents de change et à la Compagnie nationale des agents de change. Au départ, le comité de pilotage de la réforme avait envisagé la création d'une structure unique, l'autorité des Bourses françaises.

Définition de manipulation
des cours

Le Conseil d'Etat a souhaité que soit créé, comme sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers), une structure biéphale, de manière à bien séparer les deux fonctions, celle de réglementation et de surveillance des marchés d'une part, celle de la gestion concrète de ces mêmes marchés d'autre part. Le ministre de l'économie a retenu cette recommandation du Conseil d'Etat.

Le texte prévoit donc la création d'un conseil des Bourses de valeurs — qui remplacera la Chambre syndicale des agents de change. Organisme professionnel composé de dix membres élus par les « sociétés de Bourse » (les anciens agents de change), d'un représentant des sociétés émettrices et d'un représentant des personnels, ce conseil définira les règles de fonctionnement du marché et en assurera la surveillance. Il disposera d'un pouvoir disciplinaire, avec des sanctions qui

pourront aller du blâme au retrait de l'agrément pour les sociétés de Bourse qui ne respecteraient pas les règlements. A côté de ce conseil sera créée une institution financière spécialisée qui gèrera les services communs de la Bourse.

Le ministre de l'économie, en revanche, n'a pas suivi le Conseil d'Etat qui recommandait de réserver aux professionnels la définition d'une déontologie de place. Le projet de loi contient de ce fait plusieurs dispositions dans ce domaine. Il confirme l'extension des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (article 11). Une définition du délit de manipulation des cours est donnée dans l'article 14 : « sera punie (...) toute personne qui, directement ou par personne interposée, aura sciemment exercé ou tenté d'exercer, sur le marché d'une valeur mobilière ou d'un produit financier coté, une action ayant pour objet d'entraîner à son profit le bon fonctionnement du marché ou d'induire en erreur pour l'inciter à acheter ou à vendre une valeur mobilière ou un produit financier ou l'en dissuader ». La définition du délit est très large — plus large que dans le texte initial — et ne devrait pas manquer de provoquer quelque débat entre experts juridiques et professionnels.

Banques
et charges

Les établissements intervenant sur les marchés seront en outre obligés de prévoir, dans leur règlement intérieur, les conditions dans lesquelles les salariés doivent informer leurs employeurs des opérations qu'ils effectuent pour leur propre compte. Ce projet de loi devrait être déposé sur le bureau de l'Assemblée

nationale avant la fin du mois et être discuté lors de la session parlementaire d'automne.

D'ores et déjà, les grands établissements de la place ont profité des deux mois de préparation de ce texte pour définir leurs stratégies à l'égard des charges d'agents de change. Ces dernières ont également réfléchi à leur avenir. Certaines banques envisagent la prise de contrôle de grandes charges, d'autres préconisent des alliances avec des agents de change spécialisés. En tout état de cause, l'entrée dans le capital des charges par les banques ne pourra se faire que progressivement. Le calendrier présenté en mars par M. Balladur prévoit que le capital des charges ne sera ouvert qu'à hauteur de 30 % au 1^{er} janvier 1988, de 40 % au 1^{er} janvier 1989, pour atteindre 100 % au 1^{er} janvier 1990.

Toute prise de participation dans une charge devra se faire avec l'agrément du conseil des Bourses de valeurs. Cet agrément sera accordé sur la base d'un cahier des charges sur lequel travaille actuellement le comité de pilotage de la réforme. L'un des objectifs est de veiller à ce que les étrangers qui souhaitent se rapprocher de charges françaises ne le fassent pas seulement pour une « carte de visite » ou l'acquisition d'un fichier de clientèle, mais qu'ils développent en France une activité effective.

ERIK IZRAELECZ

(1) Mis en place en mars par M. Balladur, ce comité a été chargé de préparer la réforme et est composé du syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, du directeur du Trésor, M. Daniel Lebègue, et du président de la commission financière de l'Association française des banques, M. André Lévy-Lang.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRÊTEZ
AUX ENTREPRISES
QUI RÉUSSISSENT

Emprunt à taux variable (TAM),
à bons d'échanges.
Montant : 1,5 milliard de Francs.
Obligation de 5.000 Francs.
Durée : 10 ans et 44 jours.
Prix d'émission : 5.000 Francs.

EMPRUNT JUIN 1987
GARANTI PAR L'ÉTAT

Les entreprises qui réussissent
sont des entreprises qui investissent
pour se moderniser, s'agrandir,
se diversifier...

Le Crédit d'équipement
des PME, spécialiste du finan-
cement des investisse-
ments des entreprises, émet

un emprunt pour les aider à réaliser
leurs projets.

Souscrivez à l'emprunt du CEPME
dans les banques, chez les compa-
gnies du Trésor, dans les caisses
d'épargne, les bureaux de
poste et chez les agents de
change.

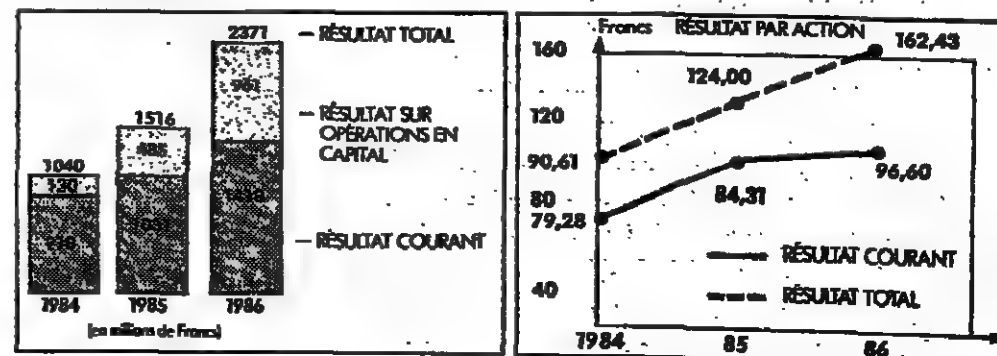


Crédit d'équipement des PME

Une fiche d'information visa COB n° 87-239 du 17 juin 1987 est disponible sans frais
sur simple demande au CEPME, 14, rue du 4 septembre - 75002 - Paris - B-ALO du 22 juin 1987

1986
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
CHIFFRES CLÉS

Avec un réseau bancaire implanté dans 65 pays, des participations dans l'assurance, l'immobilier, l'industrie et les services, SUEZ occupe une place de premier rang parmi les grandes institutions financières françaises à vocation internationale.

COMPAGNIE
FINANCIÈRE
DE SUEZ

1 rue d'Alsace 75008 PARIS - Tél. : 33.1.42.66.47.87

Quand
mobilis
en lang
chaque
puise u

**Quand Transpac
mobilise ses équipes
en lançant le plan qualité,
chaque entreprise
puise une force neuve.**

Une forte croissance ne peut être atteinte et maintenue sans un plan qualité rigoureux. Sur les cinq dernières années, TRANSPAC a vu son chiffre d'affaires multiplié par 10, son trafic multiplié par 30, et par 60, les appels traités quotidiennement.

Pour faire face à ce développement record, la capacité, les performances, l'organisation même du réseau, ont été repensées, restructurées, profondément développées et étendues; les accès ont été diversifiés, multipliés et sécurisés.

Mais TRANSPAC veut aller encore plus loin. 1987 a été proclamée "année de la qualité".

Plus de cent ingénieurs et techniciens traquent impitoyablement les points perfectibles, et conçoivent en même temps les services de demain : rétablissement automatique des circuits, protection contre les micro-coupures, modernisation des accès, structura-

tion du réseau par les commutateurs de transit...

Mais la qualité, c'est aussi la volonté d'être les meilleurs dans le dialogue et les relations humaines, c'est un effort, permanent et généralisé, sur le service rendu aux clients par nos différentes équipes. L'accueil, le dialogue, l'assistance, le conseil, sont les notions clés, les objectifs essentiels de ce plan qualité 87.

Avec ce projet d'entreprise, TRANSPAC se renforce pour vous donner un élan neuf.

TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse, 33 av. du Maine.
75755 Paris cedex 15. Tél. (1) 45.38.52.11.
TRANSPAC fait partie du Groupe COGECOM (Compagnie Générale des Communications).

TRANSPAC

Prenez l'Elan Transpac.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CICA
(Société commerciale
et industrielle
de la Côte d'Afrique)
Groupe CFAO

L'assemblée générale ordinaire du 18 juin 1987 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986, se soldant par un bénéfice net de 15 581 838 F, en augmentation de 26 % sur celui de l'exercice précédent.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 51 288 791 F contre 38 168 303 F en 1985, soit une progression de 34 %.

L'assemblée a décidé de distribuer à partir du 30 juin 1987 un dividende net par action de 35,00 F assorti d'un avoir fiscal de 17,50 F, ce qui correspond à une augmentation de la masse distribuée de 45,83 %, compte-tenu du nombre plus important d'actions rémunérées.

Le mandat d'administrateur de M. Georges Milaranga est arrivé à échéance conformément à l'article 16 des statuts.

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de M. Jean-Jacques Le Queré, ainsi que celui du Cabinet Bery et Associés, son suppléant, arrivés à échéance, ont été renouvelés pour une durée de six ans.

Dans son allocution, le président a indiqué que le chiffre d'affaires et les résultats du groupe à fin mai sont en progression sur l'année écoulée.



**COMPAGNIE GÉNÉRALE DE TRAVAUX
ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES
(GROUPE COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX)**

LA CROISSANCE SE POURSUIT

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de M. Guy Richard a arrêté les comptes de l'exercice 1986, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 26 juin prochain.

| Informations financières
(en millions de francs) | GTIE | | GTIE consolidé | | 86/85
% |
|---|-------|-------|----------------|-------|------------|
| | 1985 | 1986 | 1985 | 1986 | |
| Chiffre d'affaires HT | 540,8 | 614,3 | 2 782 | 3 112 | +15,2 |
| Marge brute d'exploitation | 27,6 | 41,9 | 104,2 | 135,5 | +28,0 |
| Bénéfice net | 35,1 | 51,2 | 32,9 | 46,6 | +41,6 |
| Investissements | 62,4 | 126,2 | 184,6 | 151,5 | +44,8 |
| Capitaux propres
(hors fonds réservés) | 7,3 | 11,0 | | | |
| Distribution (hors avoir fiscal) | | | | | |
| Effectifs | 1 266 | 1 291 | 7 030 | 7 748 | +10,5 |

LES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

• Les fonds propres de la Société GTIE ont été renforcés de 48,4 MF, par une augmentation du capital, dont le nominal est passé de 44,0 MF à 66,0 MF.

• La Société GTIE a pris le contrôle de Forjumen (Normandie) et de Moreau (Bourgoigne), et créé la SCIEE (Champagne-Ardenne). Le Groupe a doublé sa participation dans Tramel (lignes à très haute tension).

• Le Groupe se développe dans le secteur de la production, des télécommunications et de l'automatisation.

LES PERSPECTIVES 1987

Les prises de commandes et les facturations sont supérieures à celles enregistrées à pareille époque en 1986. Les prévisions de résultats sont bonnes.



IMMOBILIÈRE COMPLEXES COMMERCIAUX

L'assemblée générale ordinaire d'ICC, SICOMI de location du groupe ISM, s'est réunie le 19 juin 1987 sous la présidence de M. Michel Hemar pour approuver les comptes de l'exercice 1986 et en affecter le résultat.

Elle a décidé la mise en paiement, le 9 juillet 1987, d'un dividende net par action de 18,25 F.

Au cours de la réunion, le président a indiqué que les recettes locatives du premier semestre 1987, qui s'élèvent à 21 millions de francs hors taxes dont 9 millions au titre du crédit-bail, sont en augmentation de plus de 20 % sur celles de la même période de l'année précédente. Cette évolution permet de prévoir un résultat en progression sensible sur l'ensemble de l'exercice.

Par ailleurs, le conseil d'administration a été autorisé à procéder au moment venu à l'émission d'obligations à bons de souscription d'actions afin de permettre à la société de poursuivre sa croissance dans des conditions satisfaisantes.

**Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Marchés financiers

PARIS, 24 juin ↓

Rechute

Nouveau coup de froid rue Vivienne. Sans crier gare, la tendance s'est renversée et les valeurs françaises ont repris le chemin de la baisse. Le mouvement est allé en s'accroissant. A la fin de la session matinale, l'indicateur instantané avait reculé de 1 %. En clôture, il s'établissait à 1,8 % en dessous de son niveau précédent.

C'est, semble-t-il, l'intervention de la Réserve fédérale pour faire baisser le dollar, dont le reprise était peut-être jugée trop rapide, qui a favorisé une rechute des cours. Le marché obligataire et le MATIF ont de nouveau tourné de l'œil et sont retournés aux enfers. On n'y entendait qu'un cri : « J'ai ! ». La contagion avec le parquet a été immédiate.

Bref, l'atmosphère est redevenue brusquement très lourde à la Bourse et personne n'osait s'aventurer à formuler le moindre pronostic. Autour de la corbeille, beaucoup attendaient le communiqué que la Bundesbank devait, paraît-il, diffuser à 13 h 30 : que contenaient-ils ? Mystère. Mais personne n'en attendait rien de bon. Même les grandes valeurs n'ont pas été épargnées. CSF, Lafarge, Elf, Crédit foncier de France, Total, BIC, Schneider et le BTP d'une façon plus générale, ont été assez ébranlés. Tout le terrain regagné à la faveur de l'ouverture, la veille, du nouveau mois boursier a été ainsi perdu, et même au-delà. Pour expliquer le malaise, certains professionnels évoquaient en plus la vulnérabilité créée par la trop vive reprise de la veille avec les paquets de titres encore à vendre à l'étranger.

NEW-YORK, 23 juin ↓

Affaiblissement

La tendance s'est affaiblie à partir de la mi-séance de mardi à Wall Street, après avoir poursuivi sur sa lancée un début de séance dans un marché très actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a clôturé à 2 439,73, en baisse de 5,78 points. Quelque 194 millions d'actions ont été échangées. On décomptait 885 baisses pour 662 hausses, tandis que 435 titres demeuraient inchangés. Les achats de fin de trimestre par les institutions financières, ainsi que ceux des investisseurs étrangers impressionnés par la récente fermeté du dollar, ont initialement propulsé l'indice à un nouveau record. Mais une brusque remontée des taux d'intérêt obligataires a renversé la tendance au milieu de la journée. Autour du Big Board, les professionnels estiment que les investisseurs ont profité du premier prétexte pour prendre des bénéfices, après les gains de 154 points quasiment ininterrompus depuis le début du mois, mais seules ont la tendance demeure haussière. Parmi les valeurs les plus actives de la séance figuraient American Telephone (7,016 millions de transactions), Dayton Hudson (3,962 millions), BancTexas Group (2,287 millions), Hanes Trust (2 millions) et IBM (1,829 million).

| VALEURS | Cours du 23 juin | Cours du 22 juin |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 53 1/2 | 53 |
| Allegheny | 48 1/2 | 48 |
| A.T.T. | 28 3/4 | 28 1/2 |
| Bell | 48 1/2 | 47 3/8 |
| Camp Denison | 42 1/2 | 42 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 130 | 128 1/2 |
| Eastman Kodak | 35 | 34 1/4 |
| Exxon | 51 5/8 | 50 1/4 |
| Ford | 35 7/8 | 35 1/2 |
| General Electric | 35 7/8 | 35 |
| General Motors | 34 | 33 1/4 |
| Goodyear | 60 | 59 3/4 |
| I.B.M. | 162 1/4 | 164 1/2 |
| J.T.I. | 58 1/2 | 58 |
| McGraw Hill | 50 5/8 | 50 1/4 |
| Pfizer | 71 1/4 | 72 3/8 |
| Schleicher | 71 1/4 | 72 3/8 |
| Schlumberger | 28 3/8 | 28 1/2 |
| Texas | 28 3/8 | 28 1/2 |
| Union Carbide | 28 3/8 | 28 1/2 |
| U.S.S.I. | 31 7/8 | 31 1/2 |
| Westinghouse | 31 7/8 | 31 1/2 |
| Xerox Corp. | 80 3/4 | 80 1/8 |

CHANGES

Dollar : 6,08 F ↓

Après trois jours de hausse, le dollar a nettement faibli mercredi, la Banque du Japon ayant déclaré que cette hausse ne pouvait se poursuivre en raison de l'ampleur du déficit commercial américain. De plus, les banques centrales ont vendu du dollar. A Paris le mardi 24, le billet vert cotait 6,0830 F.

| | 23 juin | 24 juin |
|-----------------|---------|---------|
| FRANCOFORT | 19,98 | 19,98 |
| Dollar (en DM) | 19,98 | 19,98 |
| TOKYO | 146,50 | 144,25 |
| Dollar (en yen) | 146,50 | 144,25 |

| | 23 juin | 24 juin |
|----------------------------------|---------|---------|
| MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) | | |
| Paris (24 juin) | 77/8-8 | |
| New-York (23 juin) | 63/45 | |

INDICES BORSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

| | 23 juin | 22 juin |
|---|---------|---------|
| Valeur françaises | 182,2 | |
| Valeur étrangères | 139,7 | |
| C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981) | | |
| Indice général | 491,99 | 486,6 |

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

| | 23 juin | 22 juin |
|---------------|----------|----------|
| Industrielles | 2 445,51 | 2 438,73 |

LONDRES

(indice « Financial Times »)

| | 23 juin | 22 juin |
|---------------|---------|---------|
| Industrielles | 1 737 | 1 751,6 |
| Mines d'or | 376,7 | 364,1 |
| Fonds d'Etat | 94,9 | 94,55 |

TOKYO

(indice Nikkei)

| | 23 juin | 24 juin |
|------------------|----------|----------|
| Nikkei Dow Jones | 2 774,91 | 2 638,42 |
| Indice général | 2 172,29 | 2 121,92 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juin

Nombre de contrats : 39 241

| COURS | Sept. 87 | Déc. 87 | Mars 88 | Juin 88 |
|-----------|----------|---------|---------|---------|
| Dérivé | 103,10 | 103 | 103 | 102,95 |
| Précédent | 102,80 | 102,70 | 102,70 | 102,50 |

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BSN ERRATUM. — Contrairement à ce qui a été publié dans notre première édition de mardi (date mercredi 24 juin), les transactions sur BSN ne se sont pas élevées à 125 773 actions, le lundi 22 juin, ni à 129 785 le vendredi. Il n'y a eu qu'un seul gros échange (129 043 titres) le mardi 16 juin. Deux fois, les statistiques fournies par la Chambre syndicale des agents de change étaient fausses. Ce n'est donc pas 10 % du capital de BSN qui ont changé de mains, mais 3,50 %.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE : COTATION LE 9 JUILLET. — La cotation des actions de la Société générale, une des « trois vieilles » nationalisées à la Libération par le général de Gaulle, commencent à la Bourse de Paris le 9 juillet prochain. La privatisation de la Banque a débuté le 15 juin. Les résultats de l'opération seront publiés le 8 juillet.

BNP 1986

RÉSULTATS EN FORTÉ HAUSSE

STRUCTURE FINANCIÈRE RENFORCÉE

La tendance internationale à la déréglementation et à l'interconnexion des marchés s'est poursuivie et renforcée en 1986.

A ces nouveaux défis, s'ajoutent, pour les banques françaises, les effets du développement rapide d'instruments financiers nouveaux qui accentuent la tendance à la désintermédiation et à la multiplication des opérations de marché.

Face à ces mutations, la BNP recherche une triple adhésion :
— celle de sa clientèle d'abord, qui suppose la poursuite de l'effort de modernisation et d'information permanent,
— celle des apporteurs de capitaux, qui revêt une importance particulière dans la perspective de la privatisation,
— celle du personnel enfin, qui doit être associé à la progression des résultats de la banque.

Notre ambition pour 1987 est claire :
• recherche de la progression des résultats,
• action au service de la clientèle et à l'écoute des marchés,
• adhésion de l'ensemble du personnel, tant en France que dans nos implantations à l'étranger.

René Thomas

UNE FORTÉ HAUSSE DES RÉSULTATS

Les résultats obtenus en 1986 permettent à la BNP d'assurer :

- une bonne couverture des risques,
- un autofinancement compatible avec le haut niveau des investissements en technologies nouvelles,
- une rémunération satisfaisante des actionnaires — État français et porteurs de certificats d'investissement — fixée à 16,50 francs par action, avoir fiscal compris, dividende complété par l'attribution d'une action gratuite pour dix titres.
- Le résultat d'exploitation dépasse, pour la première fois, 10 milliards de francs.
- Le résultat net du Groupe atteint 3,17 milliards de francs, soit une progression de 50 %.

UNE STRUCTURE FINANCIÈRE CONSIDÉRABLEMENT RENFORCÉE :

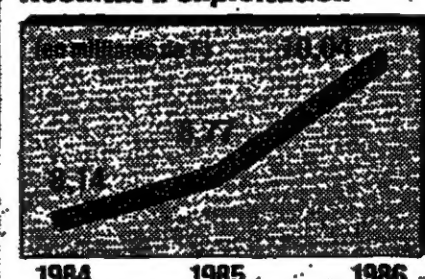
- avec l'émission de 5,3 milliards de francs de certificats d'investissement, 500 millions d'USD de titres subordonnés à durée indéterminée (Perpetual Bonds),
- avec 2,5 milliards de francs d'autofinancement.

Les fonds propres et titres assimilés du Groupe sont portés à près de 29 milliards de francs et représentent 7 % des prêts à la clientèle.

La couverture des risques, fonds propres et provisions, atteint près de 60 milliards de francs, soit 14,4 % des prêts à la clientèle et 6,5 % du total du bilan consolidé.

BILAN 86

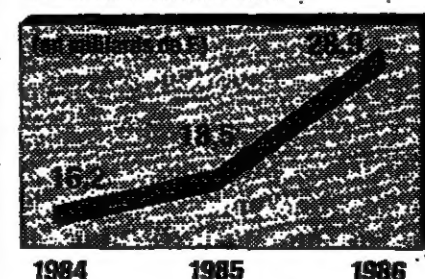
Résultat d'exploitation



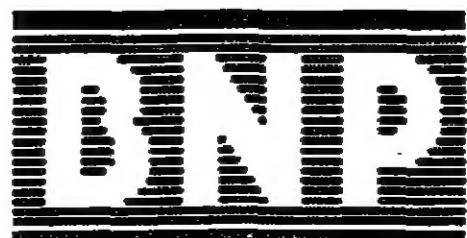
Résultat net du Groupe



Fonds propres et titres assimilés



Fonds propres et provisions



LA BANQUE EST NOTRE MÉTIER

REBIRES EN REGION

MICHEL MATHIEU

Un vol. 112 F

presses universitaires de nancy

Distribution CIB Paris

COURSE I

| | 23 juin | 22 juin |
|--------------------|---------|---------|
| Alcoa | 53 1/2 | 53 |
| Allegheny | 48 1/2 | 48 |
| A.T.T. | 28 3/4 | 28 1/2 |
| Bell | 48 1/2 | 47 3/8 |
| Camp Denison | 42 1/2 | 42 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 130 | 128 1/2 |
| Eastman Kodak | 35 | 34 1/4 |
| Exxon | 51 5/8 | 50 1/4 |
| Ford | 35 7/8 | 35 1/2 |
| General Electric | 35 7/8 | 35 |
| General Motors | 34 | 33 1/4 |
| Goodyear | 60 | 59 3/4 |
| I.B.M. | 162 1/4 | 164 1/2 |
| J.T.I. | 58 1/2 | 58 |
| McGraw Hill | 50 5/8 | 50 1/4 |
| Pfizer | 71 1/4 | 72 3/8 |
| Schleicher | 71 1/4 | 72 3/8 |
| Schlumberger | 28 3/8 | 28 1/2 |
| Texas | 28 3/8 | 28 1/2 |
| Union Carbide | 28 3/8 | 28 1/2 |
| U.S.S.I. | 31 7/8 | 31 1/2 |
| Westinghouse | 31 7/8 | 31 1/2 |
| Xerox Corp. | 80 3/4 | 80 1/8 |

BOURSE DE PARIS

24 JUIN

**Cours relevés
à 15 h 00**

| Règlement mensuel | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|----------|------------------|--------------|------------|-----------------|------------------|------------------|----------|--------------------|------|------------|-----------------|------------------|------------------|--------------|------------------|------|-------|--------|
| Code | VALEURS | Cours
préfé. | Premier
cours | Dernier
cours | %
+/- | Composi-
tion | Code | VALEURS | Cours
préfé. | Premier
cours | Dernier
cours | %
+/- | Composi-
tion | Code | VALEURS | Cours
préfé. | Premier
cours | Dernier
cours | %
+/- | Composi-
tion | | | |
| 1806 | A.S. 5.1878 | 1982 | 1800 | 1905 | + 1.22 | | 1806 | LA. 5.1878 | 1982 | 1800 | 1905 | + 1.22 | | 1806 | LA. 5.1878 | 1982 | 1800 | 1905 | + 1.22 | | | | |
| 4270 | C.M.E. 3.5 | 4202 | 4208 | 4208 | + 0.19 | | 4270 | C.M.E. 3.5 | 4202 | 4208 | 4208 | + 0.19 | | 4270 | C.M.E. 3.5 | 4202 | 4208 | 4208 | + 0.19 | | | | |
| 1202 | B.M.F. 1.2 | 1202 | 1202 | 1202 | + 0.74 | | 1202 | B.M.F. 1.2 | 1202 | 1202 | 1202 | + 0.74 | | 1202 | B.M.F. 1.2 | 1202 | 1202 | 1202 | + 0.74 | | | | |
| 1114 | C.C.F. 1.2 | 1110 | 1110 | 1110 | + 0.18 | | 1114 | C.C.F. 1.2 | 1110 | 1110 | 1110 | + 0.18 | | 1114 | C.C.F. 1.2 | 1110 | 1110 | 1110 | + 0.18 | | | | |
| 1380 | Thomson T.P. | 1257 | 1257 | 1257 | | 778 | Orléans (C) | 791 | 808 | 808 | + 1.14 | 1380 | Thomson T.P. | 1257 | 1257 | 1257 | | 778 | Orléans (C) | 791 | 808 | 808 | + 1.14 |
| 1898 | Renault T.P. | 1926 | 1926 | 1926 | | 310 | Créd. Ind. * | 1140 | 1120 | 1050 | - 0.52 | 1898 | Renault T.P. | 1926 | 1926 | 1926 | | 310 | Créd. Ind. * | 1140 | 1120 | 1050 | - 0.52 |
| 1386 | Renault-Peud. T.P. | 2280 | 2240 | 2240 | - 0.87 | 30 | Derry * | 308 | 308 | 301 | - 2.43 | 1386 | Renault-Peud. T.P. | 2280 | 2240 | 2240 | - 0.87 | 30 | Derry * | 308 | 308 | 301 | - 2.43 |
| 1380 | Thomson T.P. | 1257 | 1257 | 1257 | | 2670 | Derry * | 308 | 308 | 301 | - 2.43 | 1380 | Thomson T.P. | 1257 | 1257 | 1257 | | 2670 | Derry * | 308 | 308 | 301 | - 2.43 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 |
| 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365 | - 0.88 | 480 | Accor | 480 | 480 | 480 | | 2180 | Derry (D) | 367 | 369 | 365</ | |

Comptant (collection)

| VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | |
|-------------------|--|-----------|-------------|---------|-------|--------------|---------------|-----------------|--|--------------|---------------|---------|------|--------------|---------------|
| | | % du nom. | % du coupon | | | Cours princ. | Dernier cours | | | Cours princ. | Dernier cours | | | Cours princ. | Dernier cours |
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp. 7 1/2 1972 | | | | 8708 | | | | ORA Pacific | | | | 380 | 380 | | |
| Emp. 8 3/8 77 | | | | 120 30 | 0.763 | | | Orion | | | | 388 | 390 | | |
| 9.80 3/8 78 1/2 | | | | 120 30 | 0.844 | | | Orion-Chicago | | | | 1110 | 1100 | | |
| 10.00 3/8 79 1/4 | | | | 103 | 0.888 | | | Pacific-Norwest | | | | 872 | 867 | | |
| 10.00 3/8 80 1/2 | | | | 103 | 0.789 | | | Pacific-CP | | | | 406 | 415 | | |
| 10.00 3/8 81 1/2 | | | | 103 | 0.691 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 82 1/2 | | | | 103 | 0.592 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 83 1/2 | | | | 103 | 0.493 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 84 1/2 | | | | 103 | 0.394 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 85 1/2 | | | | 103 | 0.295 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 86 1/2 | | | | 103 | 0.196 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 87 1/2 | | | | 103 | 0.097 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 88 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 89 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 90 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 91 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 92 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 93 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 94 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 95 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 96 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 97 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 98 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 99 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 100 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 101 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 102 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 103 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 104 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 105 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 106 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 107 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 108 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 109 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 110 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 111 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 112 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 113 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 114 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 115 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 116 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 117 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 118 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 119 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 120 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 121 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 122 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 123 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 124 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 125 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 126 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 127 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 128 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 129 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 130 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 131 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 132 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 133 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 134 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 135 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 136 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 137 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 138 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 139 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 140 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 141 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 142 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 143 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 144 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 145 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 146 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 147 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 148 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 149 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 150 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 151 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 152 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 153 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 154 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 155 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 156 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 157 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 158 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 159 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 160 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 161 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 162 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 163 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 164 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 165 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 166 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 167 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 168 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 169 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 170 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 171 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 172 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 173 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 174 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 175 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 176 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 177 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 178 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 179 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 180 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 181 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 182 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 183 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 184 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 185 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 186 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 187 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 188 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 189 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 190 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 191 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 192 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 193 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 194 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 195 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 196 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 197 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 198 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 199 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 200 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 201 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 202 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 203 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 204 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 205 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 206 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 207 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 208 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 209 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 210 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 211 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 212 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | 320 | 320 | | |
| 10.00 3/8 213 1/2 | | | | 103 | 0.000 | | | Pacific-Fran | | | | | | | |

Second marché (collection)

| VALEURS | | VALEURS | | VALEURS | | |
|----------------------|------------------|--------------------------|------------------|------------------------|------------------|--------|
| Cours
préc. | Dernier
cours | Cours
préc. | Dernier
cours | Cours
préc. | Dernier
cours | |
| A.E.P. S.A. | 1120 | Edison Belgium | 226 | N.M.B. | 676 | 670 |
| Alcan Aluminium | 867 | S. G. Deminor | 740 | Mobis | 265 90 | 275 10 |
| Asystel | 890 | Eynard International | 44 80 | Renaud-Debray | 742 | 785 |
| B.P. | 800 | Genet | 865 | Reynold-Lagasse | 900 | 900 |
| B.R.A. | 765 | Grande | 701 | S. G. Des. Fr. | 300 | 275 |
| Belmont Technologies | 1240 | Guinard | 1200 | Paul Benoit | 269 | 260 |
| Bolton | 1240 | Guy Dumas | 1050 | Perin | 580 | 580 |
| Boulogne | 1260 | I.C.E. | 1260 | Pur report | 370 | 395 |
| Calsonic | 1020 | I.M.A. | 227 | Renaud | 1370 | 1385 |
| Cand | 2302 | L.G.F. | 222 | Reynold | 1527 | 1465 |
| C.E. S. R. | 1025 | M.I. Industries | 328 | St-Nicolas Méditerran. | 230 | 218 |
| C.E. S. R. | 1025 | La Comptance Electric. | 910 | S.C.F.P.A.L. | 290 | 280 |
| C.E.G.I.D. | 2295 | Le gel d'un des moies | 376 | Solelma | 1610 | 1611 |
| C.E.G.P. | 1230 | Locomotives | 376 | S.P.F. | 1942 | 1942 |
| C.E.S. Compt. Contr. | 1260 | Lucas | 418 | S.E.P.R. | 1942 | 1915 |
| C.I.F. Informatique | 910 | Marsat | 475 | S.M.L. Group | 398 | 388 |
| Dalson | 306 | Martin International | 380 | Soditronic | 925 | 925 |
| Dapies O.T.A. | 3550 | Massey | 445 | Sodis | 1100 | 1100 |
| Dell | 985 | Mechanical International | 585 | Solap | 1100 | 1100 |
| Dreux-Old convert. | 585 | Mico Services | 265 | Stevens de France | 357 | 357 |

SICAV (collection) 23/6

[illegible]

Droits et bons

| VALEURS | Cours-
prix. | Dernier
cours |
|----------------------------|-----------------|------------------|
| Attribution | | |
| Air Liquide | | |
| Canino | | |
| Crist. Forner France | | |
| Parnod films | | |
| Total | | |

MINITEL

Le gestion est direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapes LEBONDIère puis SOURCE

Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS | | COURS DES BILLETS | |
|--|---------|---------|-------------------|---------|
| | prix. | 24/8 | Actuel | Vente |
| Barre d'acier (5 t) | 8 528 | 6 083 | 5 800 | 6 260 |
| Béton (100 m ³) | 6 916 | | | |
| Ciment (100 m ³) | 233 650 | 233 530 | 223 900 | 241 500 |
| Grès (100 m ³) | 18 096 | 18 103 | 18 750 | 18 800 |
| Pierre (100 m ³) | 296 250 | 296 580 | 287 500 | 305 500 |
| Sable (100 m ³) | 12 800 | 12 800 | 12 800 | 12 800 |
| Marbre (100 m ²) | 91 180 | 91 070 | 87 800 | 94 |
| Grande-Bretagne (5 t) | 9 786 | 9 622 | 9 650 | 10 400 |
| Grande-Bretagne (100 m ²) | 4 620 | 4 620 | 4 620 | 4 620 |
| Grande-Bretagne (100 m ³) | 4 621 | 4 616 | 4 320 | 4 950 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁴) | 401 880 | 402 250 | 390 500 | 410 500 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁵) | 41 820 | 41 820 | 41 820 | 41 820 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁶) | 47 480 | 47 500 | 46 350 | 48 700 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁷) | 42 820 | 4 832 | 4 800 | 5 100 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁸) | 4 220 | 4 274 | 3 700 | 4 700 |
| Grande-Bretagne (100 m ⁹) | 4 582 | 4 582 | 4 582 | 4 582 |
| Grande-Bretagne (100 m ¹⁰) | 4 195 | 4 204 | 4 020 | 4 220 |

Marché libre de l'or

| MONNAIES
ET DEVISES | COURS
péc. | COURS
24/8 |
|----------------------------|---------------|---------------|
| Or (le kilo au titre) | 86500 | 86400 |
| Or (le gramme pur) | 870000 | 869000 |
| Pièces (napoléon 20 fr.) | 515 | 511 |
| Pièces françaises (10 fr.) | 396 | — |
| Pièces mexic. (20 fr.) | 815 | 606 |
| Pièces mexic. (10 fr.) | 385 | 333 |
| Souverain | 831 | 628 |
| Pièces de 20 dollars | 2880 | 2850 |
| Pièces de 10 dollars | 1425 | 1430 |
| Pièces de 5 dollars | 675 | — |
| Pièces de 50 pence | 3550 | 3280 |
| Pièces de 10 pence | 520 | 517 |
| Or Londres | 438 10 | — |
| Or Zurich | 438 10 | — |
| Or Hongkong | 448 65 | — |
| Argent Londres | 8 78 | — |

| | | |
|---------------------|----------|----------|
| Eagan J..... | 52281 06 | 52281 06 |
| Eagan-Lang-Turne .. | 1757 41 | 1710 37 |
| Eagan-Obig..... | 188 33 | 183 29 |

| | | |
|---------------|---------|---------|
| Energy Index | 1310.64 | 1251.21 |
| Energy-Mix | 437.05 | 425.35 |
| Energy-Elec | 1252.57 | 1252.57 |
| Energy-Gas | 1012.57 | 1012.57 |
| Energy-Heat | 8888.89 | 8888.89 |
| Energy-Other | 585.62 | 545.15 |
| Energy-Total | 1101.83 | 1035.41 |
| Energy-Use | 526.32 | 526.32 |
| Energy-Value | 585.92 | 584.94 |
| Energy-Weight | 5840.88 | 5822.02 |
| Energy-Work | 1110.05 | 1034.27 |
| Energy-Yield | 1512.57 | 1512.57 |
| Energy-Index | 1012.57 | 1012.57 |
| Energy-Index | 1134 | 1105.34 |
| Energy-Index | 225.26 | 252.78 |
| Energy-Index | 5857.33 | 5846.06 |
| Energy-Index | 5857.33 | 5846.06 |
| Energy-Index | 282.71 | 282.15 |
| Energy-Index | 585.25 | 530.11 |
| Energy-Index | 118.83 | 118.42 |
| Energy-Index | 444.44 | 444.44 |
| Energy-Index | 432.85 | 408.54 |
| Energy-Index | 88.89 | 88.89 |

- c : coupon détaché
- e : offert
- o : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

الجزيرة

Le Monde

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | ECONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|---|---|--|--|
| 3 Les suites de la proposition du chancelier Kohl sur la création d'une brigade franco-allemande.
5 La crise politique au Pérou.
6 Philippines : les charniers de Mindanao témoins des purges chez les communistes.
7 Un point de vue de Louis Sala-Molins : « L'ETA en Catalogne ». | 8 La fin du voyage de M. Mitterrand en Basse-Normandie.
— Le débat sur le météorite à l'Assemblée nationale.
10 Le testament culturel de M. Philippe de Villiers.
32 Communication. | 33 Le procès de Klaus Barbie.
34 La collision de deux pétroliers sur la basse Seine.
35 Le rapport de la commission d'enquête sur les manifestations étudiantes de décembre 1986.
31 Tennis : les Internationaux de Grande-Bretagne. | 37 Les états généraux de la Sécurité sociale.
38 M. Chirac conteste l'importance des hausses de loyers.
39 La reprise de Lescar-Cottale par Henkel.
39 La réunion de l'OPEP à Vienne.
42-43 Marchés financiers. | Radio-télévision 30
Annonces classées 14 à 17
Météorologie 30
Mots croisés 30
Carnet 31
Loterie nationale 31
Expositions 27
Spectacles 28 et 29 | ● Admissibilités aux grandes écoles. (ECOL)
● Barbie : interview de Claude Lalouch. (BAR)
● La presse quotidienne lue par « le Monde ». (RPF)
Actualité Sports. International.
Bourse. Culture. Immobilier.
36-15 Tapez LEMONDE |
| DÉBATS | 2 Collectivités locales. | | | | |

LIBAN : Après la libération de M. Ali Adel Osseirane

Le journaliste américain Charles Glass demeure aux mains de ses ravisseurs

BEYROUTH
de notre correspondant

Le fils du ministre libanais de la défense, M. Ali Adel Osseirane, a été libéré le mercredi 24 juin, une semaine après son enlèvement à Beyrouth-Ouest. Sa voiture a été restituée et son garde du corps remis également en liberté, mais pas le journaliste américain, M. Charles Glass, enlevé en même temps que lui alors qu'il était précisément dans la voiture de M. Osseirane et sous sa protection.

M. Glass a donc rejoint les rangs des otages étrangers au Liban, ainsi au nombre de vingt. A une nuance près : son cas pourrait être plus lié à celui des deux otages ouest-allemands qu'à celui des huit autres Américains, et dépendrait donc de l'affaire Mohamed Ali Hamadé, le Libanais chiite détenu en Allemagne fédérale sous l'inculpation de terrorisme, également impliqué dans le détournement du Boeing de la TWA sur Beyrouth durant l'été 1985.

Le semi-détournement de l'affaire Glass-Osseirane était prévisible dès les premières heures du rapt. M. Osseirane, considérant de son devoir de ne pas abandonner son fils à son sort, s'était pratiquement imposé à ses ravisseurs et n'avait pas accepté jusqu'à mercredi d'être relâché seul. Réapparu dans sa propriété de Rmlel, près de Salda, il s'est refusé à toute déclaration. Son père, après avoir annoncé que le rapt était l'œuvre du Hezbollah (Parti de Dieu, pro-iranien), s'était ravisé,

attribuant sa déclaration à des informations incertaines. La Syrie se satisfait-elle de la demi-solution intervenue et qui était d'ailleurs proposée par les ravisseurs dès le début ? Ou bien, pour obtenir la libération du journaliste américain qu'elle exige au même titre que celle du notable libanais chiite modéré, ira-t-elle jusqu'à l'épreuve de force avec le Hezbollah — qui se défend d'être lié à cette prise d'otages et aux autres — et avec l'Iran ?

Selon les médias chrétiens, les pressions syriennes sur le Hezbollah auraient commencé sous forme de suspension des saufs-conduits dont disposent ses adhérents et les gardiens (iranien) de la révolution opérant avec eux. La question demeure cependant de savoir si la Syrie investira militairement la banlieue sud. Les affrontements inter-chiites de lundi se sont arrêtés, mais la banlieue sud demeure un « brûlot » entrainé mardi par un attentat manqué contre le dissident d'Amal, M. Akel Hamiyé, qui s'en est tiré bien que sa voiture — blindée — ait été criblée de balles.

Le chef des services de renseignements syriens à Beyrouth-Ouest, le général Ghazi Kanaan, a démenti qu'un ultimatum ait été adressé aux ravisseurs pour faire relâcher M. Glass. A Beyrouth, on se montre sceptique sur la possibilité que Damas prenne le risque politique et militaire d'investir la banlieue sud chiite sans l'accord préalable du Hezbollah et de l'Iran, qui s'y opposent toujours catégoriquement.

LUCIEN GEORGE.

Tandis que le conflit se durcit

M. Douffiaques crée une commission pour la réforme de la navigation aérienne

La journée du jeudi 25 juin devrait être marquée par une grève des aiguilleurs du ciel de vingt-quatre heures, organisée par la CGT et la CFDT, pour protester contre le projet d'alourdissement des retenues salariales en cas de grève. Pour les mêmes raisons, l'intersyndicale d'Air Inter appelle le personnel au sol à cesser le travail le même jour.

Le conflit social qui perturbe chaque matin depuis dix semaines le trafic aérien français n'est pas près de s'arrêter. Les syndicats représentant le personnel du contrôle aérien n'ont pas été convaincus par M. Jacques Douffiaques, ministre des transports, qui les a repus, le mardi 23 juin, pour leur rappeler sa proposition de créer un établissement public de la navigation aérienne, afin de sortir des règles salariales de la fonction publique et d'intégrer les primes dans le calcul de leur retraite. Des préavis de grève de 6 h 30 à 10 heures ont été déposés pour chaque jour de la semaine du 29 juin au 3 juillet.

La tactique du ministre des transports pour venir à bout de la résistance des contrôleurs semble être la suivante : à court terme, il espère que le rétablissement, prochain par le Parlement de la retenue d'une journée de salaire — que la grève ait été d'une ou de vingt-quatre heures — fera réfléchir les agents, car il en coûtera, dans quelques semaines, 1 000 F par mois au lieu de 100 F actuellement de cesser le travail une heure par jour ; à plus long terme, le ministre pense que la création d'un

établissement public industriel et commercial représente la seule solution pour en finir avec dix-sept ans de conflits à répétition.

Pour désarmer l'hostilité déclarée des syndicats confédérés, il a nommé une commission de trois experts qui devront travailler avec les organisations syndicales et lui remettre, à la mi-juillet, un rapport sur le statut, les effectifs et la composition de cette future agence. Selon toute vraisemblance, le transfert des contrôleurs actuellement fonctionnaires dans cette agence se fera sur la base du volontariat.

★ Renseignements : Air France, tél. : (1) 45-39-25-25 ; Air Inter, tél. : (1) 43-20-13-55.

Jeumont-Schneider en mal de partenaire

M. Didier Pinesau-Valencienne, président du groupe Schneider, trouvera-t-il le partenaire qu'il cherche pour sa filiale Jeumont-Schneider ? Spécialisée dans les équipements électriques et la téléphonie (cable, d'entreprise), cette entreprise est d'une « taille critique » insuffisante face à ses grands concurrents. M. Pinesau-Valencienne cherchait donc un allié, technique et financier, en priorité pour sa division téléphones.

Le nom du français SAT (Société anonyme de télécommunications) a été évoqué, mais cette entreprise n'a guère de capitaux à offrir. Aussi le candidat le plus probable semblait-il être l'allemand Siemens.

Les négociations étaient difficiles, notamment parce que l'état-major allemand était très partagé. M. Pinesau-Valencienne s'est donc rendu à Munich, le 23 juin. Or la réunion, d'après nos informations, se serait terminée sur un échec.

E. L. B.

Sur le vif

Bossons !

Alors, les enfants, qu'est-ce qui se passe ? On décline ? On s'effondre ? Là, je reviens de Londres, et je peux vous dire que, sorti des fesses de La Pen, il s'en tamponne de la France, les Brits. Question croissance, compétitivité, tout ça, ils plaquent, ils disent qu'ils nous ont dépassés, pauvres petites grenouilles coussant au tapis, les quatre ou cinq pays les plus performants. Faut voir les airs qu'ils prennent.

Ils sont drôlement déplaçés, leur fierté. On n'est pas si nuis que ça. Ce matin à la radio, j'ai entendu un énorme coorico. Vous pouvez pas savoir ce qu'on a réussi à faire, ici, à Paris, on a vendu un Monet. C'était pas arrivé depuis des années. D'habitude, c'est à Londres, justement, c'est chez Sotheby que ça se disperse les toiles chics, choc et chères. Là, non, le Bouquet, on l'a forgé seul, comme des grands. A qui ? A un Italien.

Ouais, parce qu'il faut savoir, les Rosbifs sont pas seuls à se vanter, à la ramener. Les Français font pareil. Parait qu'ils sont en train de nous grignoter. Si on les laisse faire, ils vont finir par nous bouffer, ces salopards avec leur système D et leur travail au noir. C'est révoltant quand même.

Moi, ça commence à m'inquiéter. Vous trouvez pas ça bizarre cette façon qu'a mon-frère de voler au secours de son Jacquot pour rassurer l'opinion ? Alors, allons, vous en faites pas, ça va pas si mal que ça. Et de toute façon, je suis là, je veille au grain. Si vous voulez vraiment vous remettre à bosser, à redresser le pays, fessés, y a qu'à changer l'équipe au pouvoir. Aucune raison que ça soit toujours les mêmes qui gouvernent.

Suffit que ce soit le même qui précède.

CLAUDE SARRAUTE.

Demain

Un numéro spécial du « Monde des livres » 16 pages de lectures de vacances.

SOLDES renoma

129 bis, rue de la Pompe
75016 PARIS
Tél. 47-27-13-79

Programmes de formation en management des PME/PMI

| Global et concret : | Généraliste et pratique : |
|---|--|
| Basic Management Training
Programme d'initiation au management des PME/PMI, pour jeunes cadres avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 25/26 ans).
Durée : 5 semaines à plein temps (Admission sur dossier et entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session).
Coût : FS 6'500.
Prochaines sessions :
● 21 juillet/20 août 1987
● 31 août/20 octobre 1987
● 12 octobre/13 novembre 1987. | Administration de l'Entreprise
Programme complet de formation à la direction des PME/PMI, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 28/30 ans).
Durée : 23 semaines à plein temps (Admission sur dossier, entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session).
Coût : FS 23'000. (financement bancaire possible pour candidats suisses ou étrangers établis).
Prochaine session :
● 11 janvier/25 juin 1988. |

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221.511

Centre international de formation et perfectionnement de cadres et dirigeants, établi à Lausanne depuis 1960 - Pédagogie et méthodes éprouvées, basées essentiellement sur les cas pratiques - Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens - Langues de travail : français et anglais - Certificats et diplômes - Documentation complète sur l'ECADE et ses programmes en retournant sans engagement le coupon ci-contre.

L'ECADE m'intéresse. Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme suivant :

☐ Basic Management Training
☐ Administration de l'Entreprise

Nom : _____
Prénom : _____
Age : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Pays : _____

GM2

ISRAËL

Suspension de la procédure d'extradition de William Naccache

Jérusalem (AFP). — La procédure d'extradition de William Naccache vers la France a été suspendue, mercredi 24 juin, par arrêt du président de la Haute Cour, M. Enahem Eilon, enjoignant au ministre israélien de la justice de s'expliquer sur sa décision, prise lundi, d'extrader le détenu (le Monde du 24 juin). Cette décision intervient après le pourvoi introduit mardi par l'avocat de la défense, M. Roland Roth. Elle restera en vigueur jusqu'à la séance plénière de la Haute Cour, dont la date n'a pas encore été arrêtée.

Au conseil des ministres

L'association Ahl El Beit dissoute

Le conseil des ministres du mercredi 24 juin a annoncé, sur proposition du ministre de l'Intérieur, la dissolution de l'association islamique Ahl El Beit, a annoncé le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé. Ce dernier a indiqué qu'il s'agissait d'une association « dont plusieurs des membres ont été impliqués dans une affaire de terrorisme » (le Monde du 6 juin).

La majorité s'oppose à la procédure de Haute Cour pour MM. Pasqua et Pandraud

Le bureau de l'Assemblée nationale a repoussé pour la deuxième fois, le mercredi 24 juin, la demande socialiste d'engager la procédure de Haute Cour de justice contre M. Charles Pasqua. La majorité a estimé qu'un ministre ne pouvait être tenu pour éventuellement responsable d'une faute éventuellement commise par ses services.

Le bureau a également rejeté la demande socialiste dirigée contre M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité.

Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1987 a été tiré à 470 151 exemplaires

A B C D E F G H

URSS

La bonne étoile de Mathias Rust

Qui se montrera le plus habile à récupérer à son profit l'affaire Rust ? — la singulière aventure de ce jeune Allemand qui a posé un petit avion sur la place Rouge à Moscou, le 28 mai ?

Pour l'instant, deux sérieux concurrents semblent en lice, à moins qu'ils ne s'entendent pour en partager les bénéfices : l'hebdomadaire Stern, qui s'est — de longue date — assuré l'exclusivité des « droits » de couverture de toute l'affaire, et M. Gorbatchev lui-même, qui en a déjà profité pour réaffirmer son autorité — et celle du parti — sur la hiérarchie militaire, et semble désormais s'appliquer à mettre cet épisode au service de sa « politique d'image », en particulier auprès de l'opinion ouest-allemande.

La manière dont s'est déroulée la visite à Moscou des parents du jeune Rust et dont elle a été rapportée — en exclusivité, bien sûr, — par Stern, laisse en tout cas rêver. Ainsi, un commandant du KGB déclare à la mère du jeune pilote qu'« il est réjouissant de voir qu'il y a encore des jeunes gens idéalistes comme Mathias ». Ce dernier considère les officiers du même KGB, préposés aux interrogatoires, « comme ses amis ».

JAN KRAUZE.

LES LAURÉATS 87 AMATEURS D'APPLE PROFITENT DE L'OFFRE "BAC + MAC" CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER. TOUT LE MONDE A DU SUR LA PLANCHE

Un Macintosh Plus : 14 990 F TTC

(Offre réservée aux étudiants pouvant justifier de leur réussite aux examens de Juin 87, Bac ou plus)

INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4 • 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 03

Des manifesta
et la visite d

aisons
1988

Un numéro spécial du « Monde des livres » 16 pages de lectures de vacances.

SOLDES renoma

129 bis, rue de la Pompe
75016 PARIS
Tél. 47-27-13-79

Programmes de formation en management des PME/PMI

| Global et concret : | Généraliste et pratique : |
|---|--|
| Basic Management Training
Programme d'initiation au management des PME/PMI, pour jeunes cadres avec 2 ou 3 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 25/26 ans).
Durée : 5 semaines à plein temps (Admission sur dossier et entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session).
Coût : FS 6'500.
Prochaines sessions :
● 21 juillet/20 août 1987
● 31 août/20 octobre 1987
● 12 octobre/13 novembre 1987. | Administration de l'Entreprise
Programme complet de formation à la direction des PME/PMI, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle (âge moyen : 28/30 ans).
Durée : 23 semaines à plein temps (Admission sur dossier, entretien et tests (au maximum, 32 places disponibles par session).
Coût : FS 23'000. (financement bancaire possible pour candidats suisses ou étrangers établis).
Prochaine session :
● 11 janvier/25 juin 1988. |

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. (021) 221.511

Centre international de formation et perfectionnement de cadres et dirigeants, établi à Lausanne depuis 1960 - Pédagogie et méthodes éprouvées, basées essentiellement sur les cas pratiques - Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens - Langues de travail : français et anglais - Certificats et diplômes - Documentation complète sur l'ECADE et ses programmes en retournant sans engagement le coupon ci-contre.

L'ECADE m'intéresse. Faites-moi parvenir sans engagement une documentation complète sur le programme suivant :

☐ Basic Management Training
☐ Administration de l'Entreprise

Nom : _____
Prénom : _____
Age : _____
Adresse : _____
Localité : _____
Pays : _____

GM2